

# RES PUBLICA BELGICA

1970 - 1985

---

G. DEBUNNE - J. HOUTHUYS

---

Ch.-F. NOTHOMB - H. SIMONET

---

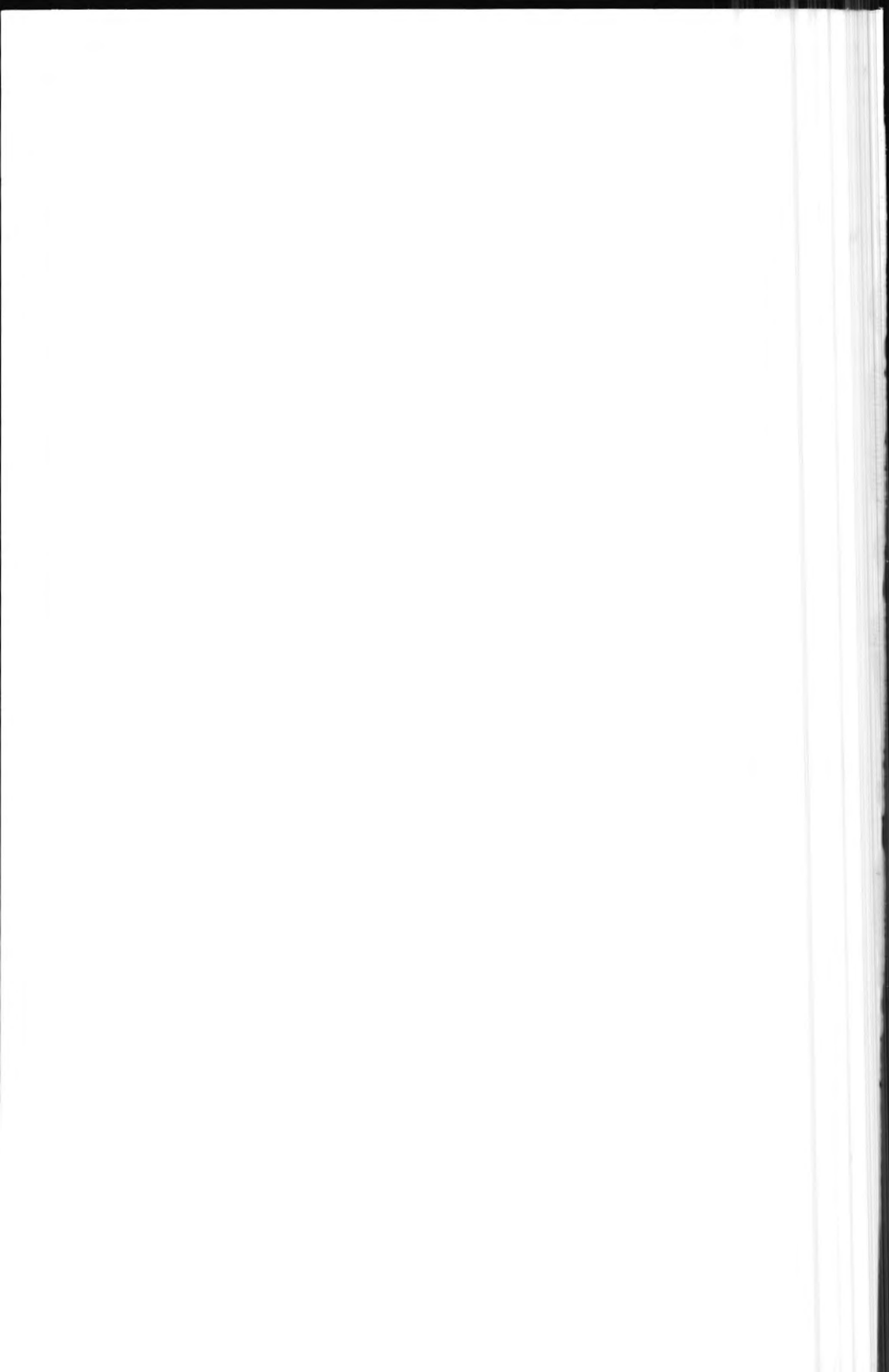
R. VANDEPUTTE - A. VLERICK

---

MORFOLOGIE VAN DE POLITIEKE  
PARTIJEN - MORPHOLOGIE  
DES PARTIS POLITIQUES

---

TIJDSCHRIFT VOOR POLITOLOGIE  
REVUE DE SCIENCE POLITIQUE  
BELGIAN JOURNAL OF POLITICAL SCIENCE



# RES PUBLICA BELGICA

1970-1985

Jubileumnummer ter gelegenheid  
van het 30 jarig bestaan  
van Res Publica

Livre anniversaire des 30 années  
de publication de Res Publica

Bundel XXX 1988 Volume XXX  
n<sup>r</sup> 4 n<sup>o</sup> 4



---

## INHOUD — SOMMAIRE

Eerste deel - Première partie : Het beleid - La politique.

- La politique belge vis-à-vis du Zaïre dans  
les années 1970,  
par H. SIMONET . . . . . 399-413
- De begrotingstechnieken als instrument  
voor het Ministerie van Financiën,  
door A.E. VLERICK . . . . . 415-426
- De werkgevers in het politiek beslissings-  
proces voor economische aangelegen-  
heden,  
door R. VANDEPUTTE . . . . . 427-438
- Syndicat et politique en temps de crise.  
Possibilités, limites et prises de déci-  
sions,  
par G. DEBUNNE . . . . . 439-447
- De verhouding ACV-ABVV in de jaren  
1970-1985,  
door J. HOUTHUYS . . . . . 449-465
- La première décennie du Parti Social  
Chrétien autonome,  
par Ch.-F. NOTHOMB . . . . . 467-479

Tweede deel - Deuxième partie :

Morfologie van de Belgische Politieke partijen

Morphologie des partis politiques belges

W. Dewachter, M. Verminck,

M. Maes, E. Das, I. Vanhoren

Inleiding . . . . .	483-489
Christelijke Volkspartij . . . . .	491-514
Parti Social Chrétien . . . . .	515-529
Belgische Socialistische Partij — Parti Socialiste Belge . . . . .	530-549
(Belgische) Socialistische Partij . . . . .	550-565
Parti Socialiste . . . . .	566-580
Partij voor Vrijheid en Vooruitgang — Parti de la Liberté et du Progrès . . . . .	581-593
Partij voor Vrijheid en Vooruitgang . . . . .	594-615
Parti de la Liberté et du Progrès Wallon. . . . .	616-618
Parti des Réformes et de la Liberté de Wallonie . . . . .	619-622
Parti Réformateur Libéral . . . . .	623-638
Volksunie . . . . .	639-658
Front Démocratique des Bruxellois Fran- cophones . . . . .	659-685
Rassemblement Wallon . . . . .	686-698

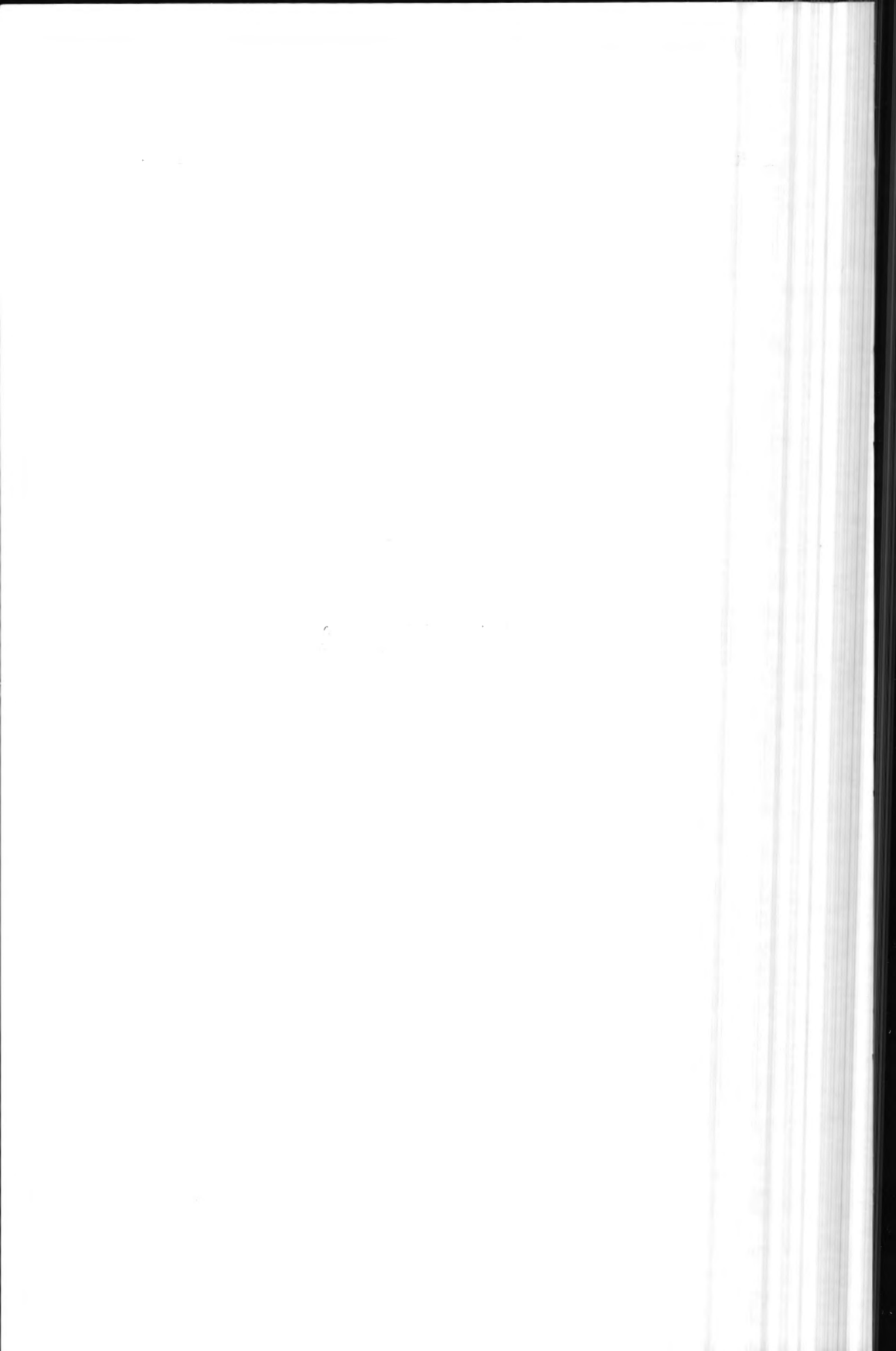
In bijlage : Auteurs- en trefwoordenindex

En annexe : Index des auteurs et des matières

**EERSTE DEEL**

**PREMIERE PARTIE**

**HET BELEID**  
**LA POLITIQUE**





## La politique belge vis-à-vis du Zaïre dans les années 1970

---

par Henri SIMONET,  
Sénateur. Ancien Ministre.



J'écrivais il n'y a pas si longtemps, dans le livre de mémoires et de réflexions que j'avais intitulé « Je n'efface rien et je recommence » (1) : « Mes rapports avec l'Afrique ne se sont pas bornés à la partie importante de mon activité que j'ai consacrée au Zaïre. Mais le Zaïre a représenté pour moi un tel enchevêtrement de satisfactions et de frustrations, de conflits et d'amitiés, que je m'arrêterai surtout à ce pays, à ses dirigeants et particulièrement à son Chef d'Etat, et aux péripéties de cette période ».

C'est dire dans quel état d'esprit j'ai abordé la rédaction du présent article (2). J'espère que ces sentiments ne m'auront pas amené à priver celui-ci de l'objectivité avec laquelle je souhaite traiter de cet aspect très important de la politique extérieure belge.

### I. Caractéristiques de la politique belge à l'égard du Zaïre.

Un diplomate et africaniste britannique, Roger Martin, décrivait récemment les différences entre la politique africaine de son pays et celle des Etats-Unis de la manière suivante : « Il y a quatre différences fondamentales entre la manière dont la politique à l'égard de l'Afrique se trouve formulée aux Etats-Unis et en Grande-Bretagne :

1. Comme il n'existe pas de séparation entre les pouvoirs Exécutif et Législatif dans le système parlementaire britannique, des conflits comparables à ceux qui s'élèvent entre l'Administration et le Congrès à Was-

---

(1) H. SIMONET, *Je n'efface rien et je recommence*. Bruxelles, 1986, p. 181.

(2) Ce texte doit beaucoup à l'amicale collaboration de Monsieur l'Ambassadeur Alfred Cahen, Secrétaire Général de l'UEO qui fut à mes côtés en tant que Chef de Cabinet, et l'architecte de la politique zaïroise de la Belgique.

hington sont inconnus. La politique britannique est donc généralement homogène.

2. En pratique, la politique britannique est largement l'affaire de fonctionnaires permanents, plutôt que celle de politiciens temporaires.

3. Les responsables de la politique britannique ne considèrent pas que leur principale fonction soit de modeler les situations en Afrique, mais d'y défendre les intérêts de la Grande-Bretagne.

4. La politique britannique est généralement pragmatique plutôt qu'idéologique (par exemple, une signification marginale est attachée à l'étiquette « marxiste »).

Si l'on devait caractériser à partir de cette comparaison l'action menée par les gouvernements belges depuis 1960 à l'égard du Zaïre, on pourrait, me semble-t-il, être tenté de dire que :

1. S'il n'y a pas dans notre pays de clivage entre l'Exécutif et sa majorité parlementaire, nos partis politiques sont loin d'avoir la même approche de la problématique zaïroise. Si, dès lors, ils se trouvent réunis — ce qui arrive assez souvent — dans une même coalition, c'est au sein même du Gouvernement que les divisions apparaissent à cet égard. Une telle situation ne facilite évidemment pas, c'est le moins que l'on puisse dire, la définition et la mise en œuvre d'une politique cohérente en la matière.

2. Si de hauts fonctionnaires permanents assurent la continuité de l'action belge vis-à-vis de Kinshasa, les membres du Gouvernement et les milieux politiques prennent en général une large part — voire une part dominante — à l'orientation de celle-ci. En outre, un réseau étroit de relations s'est tissé entre diverses personnalités et divers secteurs d'activité belges d'une part, et zaïrois de l'autre, qui amène nombre de nos compatriotes n'appartenant pas au secteur public à jouer ici un grand rôle d'ailleurs souvent très utile.

3. La tentation de modeler l'événement au Zaïre a sans doute persisté dans certains milieux belges dans les années qui ont immédiatement suivi l'indépendance de son ancienne colonie. Elle se plaçait alors dans la perspective d'une « nostalgie coloniale ». Cette dernière s'est progressivement estompée et ne se manifeste plus, si elle le fait encore, que de façon très marginale. Mais aujourd'hui lui a succédé, dans d'autres milieux, la propension à vouloir influencer l'évolution de l'Etat zaïrois à partir d'autres point de vue, souvent euro-centristes.

Cela dit, on constate que — en même temps que la défense des positions et des intérêts belges — le sens d'une certaine solidarité belgo-

zaïroise et la préoccupation des aspirations et des besoins des populations du pays sous-tendent aussi la politique de Bruxelles vis-à-vis de Kinshasa.

4. Celle-ci est plus pragmatique qu'idéologique, encore que les réactions de l'opinion belge devant l'évolution des choses au Zaïre se trouvent fortement influencées par des considérations notamment humanitaires — traduisant d'ailleurs, entre autres choses, ce sens de la solidarité belgo-zaïroise à laquelle je viens de faire allusion — et que ces réactions aient un impact sur la politique de nos gouvernements.

## II. Evolution des relations belgo-zaïroises.

Jusqu'en juin 1960 — qui s'en étonnera ? — l'action belge en Afrique se concentrait pour l'essentiel sur la colonie du Congo belge et sur les territoires sous tutelle du Rwanda-Urundi.

Les événements de la seconde moitié des années 1960 et, à leur suite, l'exode — pour partie temporaire — d'un nombre significatif de membres de la communauté belge au Congo, ainsi que la rupture des relations diplomatiques entre Léopoldville et Bruxelles, n'ont, curieusement, rien changé d'essentiel, à l'époque, à la présence belge dans notre ancienne colonie, et n'ont pas empêché les relations entre nos deux Etats de reprendre rapidement et de continuer ensuite à se développer.

La rupture diplomatique était d'ailleurs tout à fait relative. Dès le 3 mars 1961, une mission de liaison belge à Léopoldville et la mission congolaise auprès de la Communauté Economique Européenne, n'assuraient-elles pas en effet, dans les deux capitales, un rôle actif de représentation diplomatique ? Des techniciens belges ne continuaient-ils pas à apporter leur concours à la jeune administration congolaise ?

Dès le 27 décembre 1961, les relations diplomatiques étaient reprises. La politique du Gouvernement belge et celle du Gouvernement congolais s'orientaient rapidement vers une normalisation et une redynamisation des rapports entre les deux Etats, dont témoignait la signature — le 31 août 1963 — d'une convention d'assistance technique belgo-congolaise sanctionnant une action de coopération déjà en place et lui donnant les assises nécessaires à son développement.

Depuis, les relations entre notre pays et le Zaïre se sont poursuivies avec des alternances de crise et de réconciliation. J'ai pu écrire, à cet égard, « Le Zaïre, c'est la tapisserie de Pénélope de la politique étrangère belge. On croit que le dessin en est enfin clair et puis soudainement, on tire par inadvertance un fil et la tapisserie se défait. Après une période de tâtonnements plus ou moins aigres-doux, on doit alors reprendre la

trame des relations belgo-zaïroises et l'on recommence à tisser cet interminable ouvrage » (3).

Ces rapports quelque peu chaotiques n'ont pas empêché un sentiment de solidarité et une volonté de coopération, d'émerger — de manière relative et variable, mais néanmoins réelle — dans les deux pays. Ce ne sont pas seulement les relations d'Etat à Etat qui en témoignent, mais la multiplication des rapports au niveau des personnes et à celui de certains secteurs d'activité qui vont du monde académique au monde économique.

En même temps — non toujours sans difficulté — les gouvernements belges ont essayé de rationaliser leur politique zaïroise en l'inscrivant dans une politique africaine d'ensemble. C'était là, je le sais, une préoccupation de Pierre Harmel lorsqu'il dirigeait le Département des Affaires étrangères. L'un de mes successeurs, Leo Tindemans, devait, dans le même esprit, déposer devant le Parlement, en février 1983, un « livre blanc » intitulé « La Politique Africaine de la Belgique ».

J'ai, pour ma part, œuvré avec beaucoup de vigueur et de conviction dans cette direction et me suis efforcé de dessiner les grandes lignes de ce que devrait être une telle politique et d'en assurer la mise en pratique.

J'y accordais, naturellement, une grande place au Zaïre et la concevais aussi dans une perspective européenne de même qu'occidentale.

Je me souviens d'ailleurs avoir eu l'occasion d'exposer mes idées à cet égard, en Europe comme aux Etats-Unis, et particulièrement dans le cadre d'un colloque organisé par le Centre d'Etudes Stratégiques et Internationales de Washington en 1978, sur le thème « L'Afrique et l'Ouest » (4).

### III. Les années 1970.

Les années 1970 n'ont pas constitué une exception à la séquence crises/réconciliations qui caractérise, depuis l'indépendance, les relations belgo-zaïroises.

La décade s'ouvrait cependant, à ce dernier égard, sous les plus heureux auspices.

Le Zaïre avait surmonté les troubles civils qui ont marqué, pour lui, les années 1960. Les hauts cours des matières premières, mais aussi une

(3) H. SIMONET, *op. cit.*, 1986, p. 181.

(4) M.A. SAMUELS, *Africa and the West*, Colorado, 1980. H. SIMONET, *The Belgian perspective*. pp. 91-100.

politique bien conçue — dont témoignait la réforme monétaire du 27 juin 1967 — constituaient autant d'atouts pour le redressement économique du pays. L'Etat zaïrois émergeait sur le plan africain et, même aussi — au-delà — sur un plan plus largement international.

Le litige relatif à la nationalisation par Kinshasa de l'Union Minière avait été réglé, semble-t-il, à l'entière satisfaction des deux parties. Comme d'autres entrepreneurs, la Société Générale s'intéressait à nouveau à investir au Zaïre et sollicitait, notamment, à cet effet, l'octroi de la concession d'exploitation des gisements cuprifères de Tenhe-Fungurume. La coopération paraissait désormais avoir pris sa vitesse de croisière.

Couronnant tout cela, des visites d'Etat se trouvaient échangées dans une atmosphère de cordialité extrême. Celle que le Président Mobutu rendait à la Belgique prenait place en novembre 1969. Celle que le Roi Baudouin et la Reine Fabiola rendaient au Zaïre se plaçait, du 17 juin au 1<sup>er</sup> juillet 1970, dans une atmosphère d'indescriptible enthousiasme au plan des populations zaïroises et de franche amitié au niveau des dirigeants du Zaïre.

Pourtant, très vite, ces retrouvailles, peut-être trop intenses, feront place — du côté zaïrois — à un certain distanciellement, pour ne pas dire à une certaine froideur teintée de tensions.

Il ne s'agira pas d'une crise, mais certaines prises de positions du Gouvernement du Zaïre en matière économique et, plus encore, l'élimination de certains vestiges de la présence belge dans la foulée de la mise en œuvre de la politique d'authenticité seront mal ressenties par nombre de Belges au Zaïre et, au-delà, en Belgique. Les frictions que l'application de cette politique d'authenticité entraîneront avec l'Eglise zaïroise ne seront pas sans avoir, elles aussi, une certaine influence chez nous.

Pourtant, l'affirmation d'une authenticité nationale au détriment des témoignages de l'ancienne colonisation sont monnaie courante dans les pays nouvellement indépendants et beaucoup d'autres Etats avaient devancé le Zaïre en la matière. Mais le fait que ceci se plaçait littéralement au lendemain de la visite triomphale des Souverains belges au Zaïre l'a sans doute rendu particulièrement sensible à nos compatriotes d'Afrique comme dans notre pays.

Ce qui est connu sous le nom de la « zaïrianisation » des entreprises étrangères — et donc en grande partie belges — fin 1973, a cette fois bel et bien ouvert une crise dans les rapports belgo-zaïrois, bien que, de part et d'autre, on se soit efforcé de limiter l'impact politique que cela pourrait avoir sur les rapports entre les deux Etats. Cette dernière préoccupation s'est manifestée non seulement au niveau des dirigeants politiques,

mais aussi, du côté belge, à celui du secteur privé et c'est ainsi que la Société Générale de Belgique accepta d'entrer dans une renégociation des accords conclus précédemment avec le Zaïre en ce qui concerne l'indemnisation relative à la nationalisation de l'Union Minière. Si la politique de « zaïrianisation », lancée le 30 novembre 1973, devait peser, pendant un certain laps de temps, sur les rapports belgo-zaïrois, elle devait le faire plus lourdement et plus sérieusement encore sur l'économie du Zaïre elle-même car, par une coïncidence regrettable pour ce pays, elle se plaçait à la veille, sinon au moment même, de la chute du cours des matières premières — et entre autres du cuivre — qui allait mettre l'économie de nombre de pays en développement — et parmi eux le Zaïre — en difficulté. C'est tout à l'honneur du Président Mobutu de l'avoir compris et d'avoir eu le courage de reconnaître, peu d'années après, qu'il fallait renoncer à cette politique et, comme il le fit, « dézaïrianiser ».

Cela dit, les deux Etats ressentaient, comme après chaque crise, le besoin de renouer. C'est dans cet esprit que fut créée, en 1975, la « Grande Commission Mixte », dont il sera question plus loin.

La première invasion du Shaba en mars 1977 devait constituer, pour la direction de l'Etat zaïrois, un problème important. Elle ne devait pas avoir de conséquences directes pour les rapports entre Bruxelles et Kinshasa.

Il n'en restait pas moins qu'elle avait eu un impact très négatif sur une économie déjà hypothéquée par la chute des cours des matières premières et par les conséquences de la « zaïrianisation ».

C'est dans ces conditions que le Président Mobutu devait s'adresser, en juin 1977, à la Belgique en lui demandant d'être le promoteur d'une sorte de « Plan Marshall » de l'Occident en faveur de la réhabilitation de la situation économique de son pays.

J'étais, à l'époque un Ministre des Affaires étrangères de fraîche date et me dis prêt — avec l'accord de mon Gouvernement — à cautionner l'entreprise, pour autant qu'elle fût conçue et exécutée en tenant compte de tout ce qui différenciait le « Plan Marshall » — destiné à la reconstruction d'économies européennes certes détruites, ou à tout le moins fortement abimées, par la guerre, mais très développées — d'un programme de relance du développement d'un pays jeune. J'insistais aussi sur le fait que tout programme d'aide — et aussi, en son temps, d'un « Plan Marshall » — comporte non seulement un engagement de soutien des pays contributeurs, mais aussi l'observation de certaines disciplines pour le pays bénéficiaire.

Nous n'avions pas eu de mal à tomber d'accord, le Président Mobutu et moi-même, sur cette formule.

La seconde invasion du Shaba en mai 1978 devait modifier considérablement — mais heureusement très temporairement — cette bonne atmosphère. Une série de malentendus belgo-zaïrois et, sans doute aussi, franco-belges — dont je m'explique dans mon ouvrage « Je n'efface rien et je recommence » (5) — devaient créer entre le Président Mobutu et moi une vive tension et devaient amener les Gouvernements français et belge — pourtant motivés par les mêmes options politiques et par les mêmes intérêts — à agir, certes de façon convergente, mais de manière ostensiblement séparée. Le phénomène n'est pas isolé en ce sens que ce n'a été ni la première ni la dernière fois que, confrontés à une menace située en dehors de leur zone immédiate de défense, des pays européens aient réagi en ordre dispersé. C'est ainsi qu'ils feront en 1984, lors du minage de la Mer Rouge. Il a fallu l'opération, entamée sous l'égide de l'Union de l'Europe Occidentale et coordonnée par elle en 1987-88 en vue du déminage du Golfe persique, pour que l'on assiste enfin à une réaction concertée des principaux Etats d'Europe occidentale dans un tel domaine.

Quoi qu'il en soit, une nouvelle crise entre Kinshasa et Bruxelles était ouverte dans le contexte de laquelle j'occupais — situation inconfortable — une place centrale. Notamment à l'intervention de Chefs d'Etat africains — Sa Majesté le Roi du Maroc, Monsieur Senghor (alors Président du Sénégal), qui jugeaient regrettable ce nouveau conflit belgo-zaïrois — la réconciliation entre les deux Etats et la mienne avec les autorités zaïroises devaient intervenir dès le 31 juillet 1978 lors d'une visite que j'effectuai à Kinshasa et dans le cadre de laquelle je rencontrai le Président Mobutu.

Mon entretien avec lui fut empreint de la plus grande franchise et nous ne cachâmes rien de nos préoccupations réciproques. L'expérience que j'ai acquise en la matière m'a d'ailleurs appris que c'est la meilleure manière de traiter avec le Chef de l'Etat zaïrois que de s'exprimer sans fard vis-à-vis de lui. Il peut être, avec ses interlocuteurs, d'une franchise parfois brutale, mais ne refuse pas de les entendre s'ils lui parlent avec la même netteté dès que le grief est sérieux.

La réconciliation intervenue, les efforts pour réaliser le fameux « Plan Marshall » en faveur du Zaïre — devenu entre-temps le « Plan Mobutu » placé non seulement dans la perspective d'une aide étrangère, mais aussi de disciplines nouvelles appliquées à la politique économique du Zaïre — pouvaient se développer. Ils n'avaient d'ailleurs jamais été interrompus puisque, à l'initiative et sous la Présidence de la Belgique, une conférence réunissant des « Etats industrialisés amis », les représentants des instances

---

(5) H. SIMONET, *o.v.*, pp. 188-218.

financières internationales telles la Banque Mondiale et le Fonds Monétaire et ceux de la Communauté Economique Européenne s'était tenue à Bruxelles en juin 1978. Elle devait être suivie de deux autres, l'une en novembre de la même année, et une autre en 1979, et déboucher à la fois sur un programme de redressement économique du Zaïre — agréé par le Fonds et la Banque — et sur des engagements d'aide à la mise en œuvre de ce programme de la part des autres participants aux négociations.

Un élément récurrent de tension entre Bruxelles et Kinshasa et qui a marqué les années 1970, comme celles qui les ont précédées et celles qui les ont suivies, a été et demeure la présence et l'action dans notre pays d'opposants au régime du Zaïre. La chose n'est pas propre à la seconde république qui régit l'Etat depuis novembre 1965. Elle était vraie aussi auparavant. Elle ne l'est pas non plus au seul Zaïre. La France, par exemple, terre d'asile pour les opposants de ses anciens territoires africains — comme la Belgique l'est pour le Zaïre — a eu des démêlés assez semblables avec les Gouvernements de certains de ces territoires, et ce, bien qu'elle se montre en général plus exigeante que les autorités belges quant au devoir de réserve à observer par les personnalités auxquelles un statut de réfugié politique se trouve accordé. Quoi qu'il en soit, mes prédécesseurs et mes successeurs au Ministère belge des Affaires étrangères comme moi-même avons été affrontés à ce programme de façon quasi-permanente.

Nous l'avons été aussi à une autre source d'irritation zaïroise qui n'est pas propre, elle non plus, à la seule Seconde République, ni d'ailleurs, en Afrique au Sud du Sahara, au Zaïre : la réserve, pour ne pas dire l'hostilité très haut proclamée, de certains milieux belges à l'égard de Kinshasa, de ses dirigeants et notamment de la personne du Président Mobutu, de même que l'écho — trouvé au Zaïre par trop complaisant — accordé, à celui-ci comme aux propos des exilés zaïrois, par notre presse.

Avec les reproches concernant la difficulté qu'ont les Belges à se débarrasser de préjugés hérités du passé colonial et les réticences qu'ils montrent à l'endroit d'un effort d'assistance considéré par l'ancien colonisé comme une obligation morale pour l'ancien colonisateur — et qui l'est dans un certain sens — ces deux questions des opposants séjournant en Belgique et de l'expression de sentiments hostiles à la direction zaïroise représentent, du côté zaïrois, une cause de malaise presque continue dans les relations belgo-zaïroises. Elles ressortent à chaque crise. Il leur arrive aussi de peser sur les rapports belgo-zaïrois, même lorsque ceux-ci sont bons.



## IV. La politique belge vis-à-vis du Zaïre dans les années 1970.

Il m'arrive de céder à la tentation de formules lapidaires qui ont l'avantage d'être frappantes.

C'est ainsi qu'il m'est arrivé de dire qu'« En fait, la Belgique n'a au Zaïre que des intérêts qu'elle habille de quelques principes généraux, le tout pompeusement baptisé de politique africaine » (6).

En réalité, notre pays a toujours éprouvé de grandes difficultés à définir une politique cohérente à l'égard de Kinshasa.

Il y a à cet état de chose au moins deux ou trois motifs essentiels.

Tout d'abord, il est difficile de nier que le passage de notre ancienne colonie à l'indépendance s'est effectué, en ce qui nous concerne, dans un contexte d'improvisation qui n'a pas permis de dégager en temps utile ce que devraient être nos principales options dans nos rapports avec elle dès qu'elle aurait accédé à l'indépendance. Le Professeur Verhaegen décrit excellemment l'atmosphère de cette époque (7) : « La décolonisation du Congo belge se présente comme l'une des plus lamentables de l'histoire d'après-guerre, même s'il y en a eu de plus sanglantes (...) Pourquoi cet échec ? Pourquoi cette acceptation d'une évolution politique qui ne pouvait conduire qu'à l'impasse et au recul de l'influence belge en Afrique centrale ? La réponse à ces questions réside d'abord dans la nature et la capacité de l'Etat belge, ensuite dans le contexte de rivalités internationales et de compétition économique au sein du capitalisme mondial, enfin dans la dimension, la complexité et le développement même du Congo, atouts qui devinrent sa principale faiblesse. La crise congolaise est née de la conjonction de ces trois facteurs. En juillet 1960, la Belgique n'avait ni les moyens politiques internes, ni les forces militaires, ni les relations diplomatiques pour aider son ancienne colonie à franchir les premiers pas de son histoire de pays indépendant. Face aux forces centrifuges internes, aux influences extérieures, au jeu des intérêts économiques il aurait fallu que la Belgique puisse exercer une tutelle de fait sur son ancienne colonie comme le firent, avec plus ou moins de succès selon les cas, la France et l'Angleterre, à l'égard de leurs anciennes possessions. Cette tutelle — ou, si l'on préfère cette assistance technique — aurait été le prolongement indispensable d'une décolonisation accélérée et non violente. Mais la Belgique, une fois privée du statut et des moyens de la puissance, était trop faible à l'extérieur, trop divisée à l'intérieur pour exercer cette tutelle et protéger le Congo. Le Congo fut durant ces premières années un pays

---

(6) H. SIMONET, *a.w.*, p. 205.

(7) A. HUYBRECHTS *et al.*, *Du Congo au Zaïre 1960-1980 : essai de bilan*, Bruxelles, 1980, 420 p.

à la recherche de sa métropole. La Belgique, liée par la sécession katan-gaise et paralysée par ses contradictions politiques intérieures, ne put en aucune manière jouer le rôle que les nouveaux dirigeants de son ancienne colonie attendaient d'elle. La porte était donc ouverte tant aux influences étrangères les plus diverses et les plus dénuées de scrupules, qu'aux conflits intérieurs ». Dans de telles conditions, les Gouvernements de Belgique ont été amenés à réagir, cas par cas, aux difficiles problèmes que leur posaient les dramatiques événements de la seconde moitié des années 1960, et ce sans grande conception d'ensemble. Cette manière de faire qui a caractérisé, par la force des choses, nos rapports avec le Zaïre dès l'origine, les a marqués pendant bon nombre des années suivantes, et je ne suis pas sûr que son influence ait complètement disparu.

Si, ensuite, notre pays a voulu et a réussi à poursuivre sa présence, et à développer ses activités dans son ancienne colonie, c'est bien entendu à cause des intérêts qu'il y avait et qu'il y conserve. Ces intérêts occupent donc une place très significative — et la chose est parfaitement normale — dans les relations que nous avons avec le Zaïre et dans ce qui constitue notre politique à cet égard. Il faut toutefois ajouter, d'une manière générale, que l'attention que l'opinion publique belge accorde au Zaïre — attention qui peut se traduire de façon positive comme de façon négative — a favorisé cette poursuite de notre présence dans le pays comme aussi la poursuite d'un indéniable intérêt zaïrois — chez les populations comme au plan des dirigeants — pour l'ancienne métropole où — faits révélateurs — la communauté zaïroise n'a cessé de croître depuis 1960 et que l'on continue d'appeler, au Zaïre, « Na Mputu » (le « Pays Blanc » ou, par extension, l'Europe).

Enfin — ainsi que je l'ai déjà suggéré à plusieurs reprises — une politique belge à l'égard de son ancienne colonie n'a jamais bénéficié d'un consensus national et la divergence des approches n'a fait que croître. Si les « nostalgiques de la colonie » ont vu leur nombre diminuer et leur rôle s'amenuiser, le nombre et le rôle de ceux qui — à partir d'une approche euro-centriste des problèmes — rejettent le Zaïre tel qu'il leur apparaît aujourd'hui, a, au contraire, cru. Ils s'opposent à ceux qui — sans avaliser tous les aspects du régime en place à Kinshasa — ne souhaitent pas pour autant renoncer au développement des relations entre Bruxelles et Kinshasa, que ce soit pour des raisons d'intérêts économiques, de rayonnement national — auquel ils estiment qu'un rapport étroit avec le Zaïre contribue — ou pour des motifs humanitaires (notamment dans le cas des missionnaires).

Cela dit, quels ont été les objectifs de la politique extérieure belge en matière de relations belgo/zaïroises durant les années 1970, et quelles actions ont été entreprises pour les mener à bien ?

a) Une préoccupation qui me paraît avoir été commune aux Gouvernements qui se sont succédés durant les années en cause me semble avoir été d'assurer aux rapports entre Bruxelles et Kinshasa une stabilité et une prévisibilité qui, de toute évidence, leur faisaient défaut depuis 1960 et dont l'absence pesait sur tous les autres aspects.

L'intention était de leur assurer un cadre agréé de part et d'autre où inscrire leur développement vers des objectifs convenus en commun.

Dans ce contexte, on espérait prévenir les tensions, limiter — si elles apparaissaient néanmoins — leur amplitude et, finalement, les résoudre sans trop de dommages.

C'est dans cet esprit que la Grande Commission Mixte belgo-zaïroise fut créée en 1975. Il devait s'agir de rencontres périodiques (en principe deux fois l'an) prenant place alternativement dans la capitale belge et dans la capitale zaïroise et auxquelles participaient des délégations dirigées par les Ministres des Affaires étrangères de chacun des Etats et composées des responsables des divers aspects des relations belgo-zaïroises. Cette Grande Commission Mixte était ainsi destinée à créer des canaux de communication permettant, d'une part à chacune des parties de faire connaître ses griefs et de les désamorcer avant qu'ils n'exploient en une crise, et d'autre part de placer l'évolution de la relation belgo-zaïroise dans une perspective à plus long terme, susceptible de lui assurer un progrès continu.

Ainsi escomptait-on en finir avec la politique de règlement « cas par cas » des problèmes qui persistaient depuis 1960.

J'ai personnellement présidé, à nombre de reprises, la délégation belge et ces rencontres.

Je puis attester qu'elles étaient utiles. Il n'en reste pas moins que le côté quelque peu chaotique des rapports entre Bruxelles et Kinshasa a dans une certaine mesure perduré et a continué à exiger que, à l'occasion, on réagisse pour parer au plus pressé.

b) S'il est un domaine qui s'est trouvé marqué par les circonstances difficiles dans lesquelles le Zaïre a accédé à l'indépendance, c'est bien celui de la coopération au développement. Elle est née chez nous en même temps que l'indépendance de notre ancienne colonie dans l'atmosphère de crise et d'improvisation qui l'a caractérisée. Elle en a longtemps conservé l'empreinte et ce d'autant plus qu'elle a souvent subi l'impact des changements de régime qu'a connus l'Etat zaïrois et des difficultés qui l'ont secoué.

Un second objectif des Ministres des Affaires étrangères et de la Coopération, au cours des années 1970, a été de donner à cette coopération une base plus solide et, en même temps — des actions dans ce domaine

ayant été entamées avec d'autres pays que nos anciennes colonies — d'inscrire cette politique, d'une manière aussi structurée que possible, dans un contexte plus large : celui de l'Afrique d'abord, et celui du Tiers Monde dans son ensemble ensuite.

Néanmoins, la volonté était de conserver au Zaïre une place prépondérante et il en a bien été ainsi puisque, à la fin de la décade qui fait l'objet de notre étude, cet Etat absorbait toujours quelque 35 % de notre effort dans ce domaine.

En outre, des priorités étaient définies et mises en œuvre de commun accord avec le partenaire zaïrois, orientées vers les besoins des populations. Ces priorités étaient : l'agriculture, les transports et communications, ainsi que les services médicaux et les soins de santé primaires. Elles n'étaient évidemment pas exclusives d'autres champs d'actions utiles.

A partir de la période de la chute des prix des matières premières (1973-74) dont l'impact sur tous les pays en développement allait être considérable, et qui allait mettre en lumière le problème dramatique de leur endettement, une nouvelle priorité s'est imposée, celle d'une aide au redressement économique et financier de l'Etat zaïrois. Elle a fait l'objet du « Plan Mobutu » dans lequel la Belgique a pris une large part et que j'ai eu l'occasion d'évoquer plus haut.

c) Un aspect particulier de cette coopération belgo-zaïroise était, évidemment, constitué par celui touchant au domaine militaire particulièrement et de plus en plus controversé.

En dépit de cette controverse, il n'a pas été question, durant la période étudiée et encore aujourd'hui, de mettre fin à cette coopération, mais son envergure est restée modeste, orientée essentiellement vers des missions d'entraînement, de formation et de gestion.

Les événements du Shaba, particulièrement en 1978, ont amené la Belgique à intervenir — en dehors de cette coopération — pour la sauvegarde de la vie de nos compatriotes installés dans la région, et la présence du contingent envoyé à cet effet a été prolongée un certain temps pour répondre à leur inquiétude. Son retrait a été de pair avec un accroissement de notre effort de formation pour assurer au Shaba la présence de troupes zaïroises non seulement aptes à défendre le territoire, mais aussi dotées de la volonté et des moyens de protéger, à tous égards, les populations locales.

Certains éléments de notre Etat-Major — et je les comprends — désiraient pouvoir procéder, dans les champs de manœuvre incomparables qu'offrent les diverses régions du Zaïre, à des exercices conjoints avec l'armée zaïroise, ce qui aurait offert à nos troupes des possibilités d'entraînement difficilement concevables en Belgique, et même dans d'autres

pays européens. Conscients des écueils politiques en la matière, mes prédécesseurs, mes successeurs et, assurément, moi-même, nous avons tempéré ces ardeurs compréhensibles mais dangereuses du point de vue interne belge.

d) L'opinion belge tout entière est, à juste titre, attachée au respect des Droits de l'Homme. Il est un fait que, dans certaines parties du monde, et notamment de l'Afrique au Sud du Sahara, l'instabilité et la vulnérabilité dont souffrent les Etats y ont favorisé l'éclosion un peu partout de systèmes politiques fortement centralisés et souvent autoritaires, et ont aussi contribué à y repousser à l'arrière-plan le souci du respect des Droits de l'Homme.

Je crois pouvoir parler au nom de Pierre Harmel et de Renaat Van Elslande autant que pour moi-même en disant que la préoccupation des Gouvernements belges et de leurs Ministres des Affaires étrangères durant les années 1970 a été de rappeler à chaque occasion ce souci aux dirigeants du Zaïre, mais sans leur faire la leçon et sans — du haut de notre prétendue supériorité européenne — vouloir leur imposer ce qui nous paraissait bon, ce que trop d'apôtres euro-centristes ont tendance à faire.

e) Il va de soi que la défense des intérêts belges des Belges au Zaïre a constitué, durant la décennie, un souci majeur, par exemple lors de la « zaïrianisation » de 1973 et lors des deux Guerres du Shaba.

Il n'y a, me semble-t-il, rien de scandaleux, pour les responsables d'un Etat, à protéger ceux de ses ressortissants dont les capitaux et les activités professionnelles bénéficient à la fois au développement d'un autre pays et à la prospérité du leur. Il y aurait assurément quelque chose de scandaleux à ne pas intervenir pour la sauvegarde des vies de compatriotes qui œuvrent à l'étranger pour le plus grand bien de leur pays d'accueil et pour le rayonnement de leur patrie.

f) Ainsi que je l'ai dit plus haut, les années 1970 ont marqué une certaine volonté de la Belgique d'inscrire sa politique vis-à-vis du Zaïre dans le cadre d'une politique africaine. La seconde Guerre du Shaba m'a donné l'occasion de le faire concrètement en m'efforçant, malgré la tension qui régnait entre Bruxelles et Kinshasa à ce moment, d'aider à réunir les conditions d'un rapprochement entre l'Angola et le Zaïre.

C'est dans cet esprit que je me suis rendu à Luanda du 6 au 10 septembre 1978 — premier Ministre des Affaires étrangères occidental à agir ainsi — afin d'avoir avec les autorités angolaises les contacts nécessaires.

Je crois — mais peut-être manquais-je de modestie — que cette initiative n'a pas été inutile et j'ai été heureux de voir qu'elle a été suivie par Leo Tindemans dans le même esprit en 1983 (26-27 juillet).

g) Enfin, la Belgique a continué d'inscrire résolument sa politique zaïroise dans le contexte offert par la relation CEE/ACP au sein de laquelle, de concert avec Kinshasa, elle a joué un rôle extrêmement actif.

La politique étrangère d'un Etat représente un processus continu. Il est un peu arbitraire de limiter son examen à une décennie en la séparant de ce qui l'a précédée et de ce qui l'a suivie.

La politique belge à l'égard du Zaïre fait, moins que tout autre aspect de notre action internationale, exception à cette règle. Ce qui se produit aujourd'hui entre Bruxelles et Kinshasa ne peut manquer d'être influencé par le passé colonial, par les circonstances qui ont entouré l'accession de la colonie à l'indépendance et par les événements qui ont pu prendre place depuis.

C'est dans cette perspective, me semble-t-il, qu'il faut juger la politique de notre pays à l'égard du Zaïre durant les années 1970-1980 et l'action menée, dans ce contexte, par les Ministres belges des Affaires étrangères de l'époque, c'est-à-dire Pierre Harmel, Renaat Van Elslande et moi-même.

En ce qui me concerne, j'ai retiré de cette expérience la profonde conscience de l'importance des rapports belgo-zaïrois pour notre pays à tous les points de vue, économique cela va sans dire, politique évidemment, mais aussi du point de vue de ce que j'appellerai notre « motivation » et notre « poids » internationaux. Notre rapport politique avec Kinshasa nous donne, sur le plan de la politique étrangère, une sorte de dimension supplémentaire et — je l'ai constaté — une audience accrue en Afrique et dans le Tiers Monde.

Certes, le rapport peut être difficile, mais l'enjeu vaut la peine que l'on s'attache à surmonter les difficultés.

Quelle leçon tirer non seulement de la décennie 1970, mais de quelque vingt-huit ans de rapports belgo-congolais puis belgo zaïrois, sinon qu'il est essentiel de les inscrire de manière cohérente dans l'ensemble de notre politique extérieure, de leur ménager la place importante qui doit être la leur, de réclamer, dans ce contexte, le respect de nos intérêts et de nos valeurs, mais d'accorder la même considération aux intérêts et aux valeurs du partenaire et, surtout, de conserver au niveau de notre opinion, pour le Zaïre, un intérêt qui réponde à celui que, contre vents et marées, les populations zaïroises conservent à la Belgique.

**Summary : Belgian policy towards Zaire during the seventies.**

*During the seventies, the Belgian-Zairese relations are characterized by a series of crises and reconciliations.*

*Many facts had an important effect on those relations : the « Zairianisation » of foreign, especially Belgian, companies ; President Mobutu's request for economic aid ; the Shaba-invasion of 1977 ; the presence of Zairese opponents in Belgium and the hostility against Kinshasa and especially against President Mobutu from the part of particular Belgian circles.*

*All these facts make it very difficult to Belgium to draw a coherent policy in this case.*







# De begrotingstechnieken als instrument voor het Ministerie van Financiën

---

door André E. Baron VLERICK,

Gewoon hoogleraar emeritus van de Rijksuniversiteit Gent.  
Oud-minister.



De wijze, waarop in België de overheidsbegroting wordt opgesteld en de uitgaven worden gecontroleerd is tijdens de voorbije jaren in menig opzicht verbeterd. Van de andere kant blijven er nochtans ook een aantal tekortkomingen, waarvan de belangrijkste ongetwijfeld de alsmaar grotere omvang, die de verrichtingen buiten begroting — de zogenaamde debudgettering — aannemen.

De bedoeling van dit artikel is in te gaan op deze eerder technische aspecten van het begrotingswerk, met daarbij in het achterhoofd één belangrijke vraag : kan een verbetering van de gebruikte technieken een bijdrage leveren tot de sanering van de Belgische publieke financiën ?

## I. Het opstellen van de begroting en de controle op de uitgaven.

Bij het opstellen van de begroting en de controle op de uitgaven speelt in België het Ministerie van Financiën traditioneel een belangrijke rol. Aan de top ervan staan één of meerdere ministers, wier bevoegdheden in de loop van de geschiedenis nogal eens zijn veranderd. Op dit ogenblik is de leiding van het Ministerie van Financiën in handen van de Minister van Financiën, de Minister van Begroting en de Staatssecretaris voor Financiën, die toegevoegd is aan de Minister van Financiën, en als belangrijkste taak heeft voorstellen te doen inzake fiscaliteit en fiscale hervorming.

De bevoegdheidsafbakening tussen de Ministers van Financiën en de Minister van Begroting wordt geregeld door de wetten van 11 februari 1977 en van 13 januari 1986. In het kort staat in deze wetteksten te lezen dat de Minister van Begroting verantwoordelijk is voor de technische voor-

---

(1) De auteur dankt de heer Leo De Corel van de Studiedienst van de Kredietbank voor zijn medewerking aan dit artikel.

bereiding van de begroting en voor de uitvoering ervan, maar dat hij de bevoegdheden inzake het opstellen van de begroting en van de rijksboekhouding (een materie, die afhangt van de Thesaurie) moet delen met de Minister van Financiën. Het leeuwedeel van het technische begrotingswerk gebeurt dus door de Minister van Begroting. Hij wordt hierin vooral bijgestaan door zijn kabinetsmedewerkers en de Administratie van de Begroting en de Controle op de Uitgaven : een directie-generaal van het Ministerie van Financiën, die onder zijn leiding staat.

Van zijn kant is de Minister van Financiën verantwoordelijk voor financiële en monetaire materies. Inzake begrotingswerk zal hij zich meestal slechts inlaten met de grote krachtlijnen van de begroting, met de begrotingen die het Ministerie van Financiën moet opstellen (onder meer de begroting van het Ministerie van Financiën zelf en de Rijksschuld**begroting**) en met de Rijksmiddelen**begroting**. Samenvattend kan men dus stellen dat de Minister van Begroting zich vooral inlaat met de staatsuitgaven, terwijl de belastingontvangsten en de financiering van het tekort onder de Minister van Financiën vallen.

Op te merken valt dat de Minister van Begroting wel bevoegd is voor de technische aspecten van het begrotingswerk, maar niet voor het begrotingsbeleid, althans niet meer dan gelijk welke andere Minister. Het begrotingsbeleid is een zaak van gans de regering. Het is op **regeringsniveau** dat alle grote beslissingen vallen inzake besparingen en of nieuwe uitgaven. En het laatste woord is voor het Parlement, dat de begrotingsdocumenten uiteindelijk moet goedkeuren.

Laat ons nu het tot stand komen van de begroting chronologisch onder de loep nemen.

De begrotingsprocedure begint normaal bij het begin van het jaar, dat voorafgaat aan het begrotingsjaar. Dan stuurt de Minister van Begroting een omzendbrief aan de ministeries, waarin wordt gevraagd ramingen voor het komende begrotingsjaar op te stellen. Deze omzendbrief vermeldt ook de hypothesen inzake economische groei en inzake inflatie (meer in het bijzonder het aantal loonindexeringen), die de ministeries moeten hantieren. Ook slaan een aantal instructies op het te voeren personeelsbeleid. De ministeriële departementen worden bij het opstellen van de ramingen bijgestaan door de Inspecteurs van Financiën : ambtenaren van de hogervermelde Administratie van de Begroting en de Controle op de Uitgaven. Daarnaast brengen deze ambtenaren ook verslag uit aan de Minister van Begroting en zijn diensten over de uitgavenramingen van de departementen, vooral over hun economische doelmatigheid. Zij zijn dan ook te beschouwen als begrotingsadviseurs.

Enkele maanden na de omzendbrief volgt de tweede stap in het begrotingswerk. Deze begint met een hele reeks van bilaterale vergaderingen

tussen de ministeries enerzijds en de Minister van Begroting en zijn diensten anderzijds. Op deze vergaderingen worden de uitgavenramingen van de ministeriële departementen grondig onder de loep genomen en voorstellen tot besparingen uitgewerkt. Eenmaal deze vergaderingen achter de rug en wanneer door het Ministerie van Financiën ook de Rijksmiddelenbegroting en de Rijksschuldbegroting is uitgewerkt, kunnen de eerste ramingen voor de totale begroting worden opgesteld. Dit gebeurt meestal in juni van het jaar, dat voorafgaat aan het begrotingsjaar.

Vervolgens gaan de begrotingsramingen van het Ministerie van Financiën naar de parlementaire commissies, de partijen en ten slotte naar het Ministerieel Comité van het Budgettaire Beleid, het zogenaamde hakbijcomité. Het hakbijcomité staat onder voorzitterschap van de Eerste Minister. Zowel de Ministers van Begroting en van Financiën als een aantal Ministers uit belangrijke uitgavendepartementen nemen eraan deel. Uitgaven en besparingen worden er gewikt en gewogen. Eenmaal een consensus wordt bereikt gaat de begroting ter goedkeuring naar de Ministerraad.

In de laatste fase, wordt de begroting in wetteksten gegoten. Volgens de wet van 28 juni 1963 moeten de begrotingsdocumenten uiterlijk op 30 september aan het Parlement ter beschikking worden gesteld. De begroting is een formele wet, waarin de wetgevende macht aan de uitvoerende macht de toelating geeft gedurende één jaar welbepaalde uitgaven te doen en inkomsten te innen. De begroting moet dus vóór 31 december van het jaar, dat voorafgaat aan het begrotingsjaar, zijn goedgekeurd door het Parlement.

Na het opstellen en goedkeuren van de begroting, volgt de controle op de uitvoering ervan. Er is vooreerst in zekere zin een doelmatigheidscontrole over alle voorstellen van het parlement of de regering in de loop van het jaar, die gevolgen kunnen hebben op de begroting. Daarbij wordt onderzocht of het beoogde doel wel met een zo beperkt mogelijke inzet van middelen wordt bereikt. Deze doelmatigheidscontrole gebeurt door de Inspecteurs van Financiën.

Daarnaast is er de controle op de boekhouding van de Staat en op de rechtmatigheid van de uitgaven. Deze controle gebeurt vooral door het Rekenhof (een instelling van de wetgevende macht) en door de zogenaamde controleurs van de vastleggingen. Deze ambtenaren van de Administratie van de Begroting gaan na of de uitgaven wel op het juiste begrotingsartikel worden geboekt en de toegestane begrotingskredieten per artikel niet worden overschreden. Het Rekenhof is onder meer belast met het onderzoek naar de wettelijkheid, de werkelijkheid en de regelmatigheid van de begrotingsverrichtingen.

Belangrijk is, ten slotte, de budgetcontrole door de Minister van Begroting. Deze vindt meestal plaats in de lente van het begrotingsjaar. Bij

de budgetcontrole wordt onderzocht of het stijgingstempo van de uitgaven niet te hoog ligt in vergelijking met de toegestane kredieten. Van de budgetcontrole werd de voorbije jaren soms ook gebruik gemaakt om de begroting bij de sturen. Eventuele bijkredieten werden dan geheel of ten dele geneutraliseerd door nieuwe besparingsmaatregelen.

## II. Enkele bedenkingen bij het begrotingswerk.

Over de hogervermelde bevoegdheidsafbakening tussen de Ministers van Begroting en van Financiën kunnen we kort zijn. Ondanks het feit dat deze twee Ministers tot nog toe altijd tot een andere partij behoorden, stellen zich in de praktijk weinig problemen. De meest delicate discussies vinden plaats in het hakbijlcomité en in de Ministerraad.

Daarentegen is het spijtig dat het begrotingswerk meestal te laat, soms zelfs veel te laat klaar is. Het hoger geschetste tijdsschema wordt inderdaad zelden gerespecteerd. Aldus werd ingevolge een regeringscrisis de begroting van 1986 pas opgesteld in de lente van 1987. Dit gebeurde samen met de begroting 1987 in het kader van het Sint-Annaplan. Met de begroting 1988 verliep het niet veel beter. Deze werd wel rond de normale tijd opgesteld maar ingevolge een nieuwe regeringscrisis niet goedgekeurd. Dit gebeurde in gewijzigde vorm pas in 1988, samen met de begroting 1989.

Maar niet alleen in perioden van politieke crisis, ook wanneer er politieke rust heerst is men te laat met een groot deel van het begrotingswerk. Op 30 september, wanneer alle documenten bij het parlement zouden moeten zijn, zijn meestal slechts de Algemene Toelichting bij de begroting, de Rijksmiddelenbegroting, en de Rijksschuldbegroting klaar. Voor de meeste uitgavenbegrotingen is het wachten tot de lente van het jaar, waarop de begroting slaat.

Deze vertragingen hebben voor gevolg dat men herhaaldelijk een beroep moet doen op het regime van de zogenaamde voorlopige twaalfden, waardoor elke maand de tijdens het vorige jaar toegestane begrotingskredieten met één twaalfde worden verlengd. Wanneer het regime van de voorlopige twaalfden in voege is, blijft de uitgavenstijging goed onder controle. Dit is echter slechts schijn want eenmaal afgelopen doet zich steeds een inhaalbeweging voor. Na een lange politieke crisis kan deze zelfs zeer krachtig zijn, niet alleen omdat er veel uitgaven werden uitgesteld maar niet afgesteld, maar ook omdat de controle wordt bemoeilijkt en de kans vergroot dat er beslissingen worden genomen, die op termijn de uitgaven opdrijven.

Nog belangrijker is dat het laattijdig indienen van de begrotingen soms hinderlijk is voor zeer zinvolle overheidsactiviteiten. De investeringen in moderne informatiesystemen hadden bijvoorbeeld in 1988 te lijden onder het regime der voorlopige twaalfden, dat tot einde oktober in voege was. Ten slotte wordt wegens de vele verloren begrotingsjaren het saneringsproces dat enkele jaren geleden op gang is gekomen herhaaldelijk onderbroken en afgeremd. Het stoppen van de rentesnieuwbal wordt aldus alsmäär moeilijker.

Een ander probleem bij het opstellen van de begroting en bij de controle op de uitvoering ervan is dat het zicht dat de verantwoordelijken voor de begroting hebben op de overheidsuitgaven dikwijls nogal troebel is. In een kleine gemeente weten de beleidsvoerders zeer goed waar de uitgaven naar toe gaan, waar de prioriteiten liggen en wat de besparingsmogelijkheden zijn. In grote steden en meer nog bij de centrale overheid zijn de uitgaven daarentegen zeer complex. Daar komt nog bij dat er niet op één maar op zeer vele plaatsen beslissingen worden getroffen, die hun evolutie kunnen beïnvloeden.

Toch werd er tijdens de voorbije jaren op het vlak van de informatiestromen vooruitgang geboekt. Aldus wordt er zowel bij het opstellen van de begroting als bij de controle op de uitgaven steeds meer gebruik gemaakt van de moderne informaticatechnieken. De controle op de boekhouding van het Rijk bijvoorbeeld, gebeurt nu helemaal per computer. Bovendien heeft men op de administratie van de begroting ambitieuze toekomstplannen. Er zal namelijk een systeem worden ontwikkeld dat moet toelaten al in een vroeg stadium op te sporen welke uitgaven te snel toenemen in vergelijking met de ervoor toegestane kredieten. Nu kan men zulke ontsprongen enkel vaststellen wanneer het in feite al te laat is. De verantwoordelijken zullen dan minder voor voldongen feiten komen te staan en bijkredieten zullen waarschijnlijk meer dan nu het geval is kunnen worden vermeden. Het hogervermelde systeem zou meteen een verhoging van het aantal budgetcontroles mogelijk maken. Thans is er, zoals hoger vermeld, slechts één budgetcontrole per jaar.

Een ander kenmerk van de Belgische begroting is dat ze, net zoals in de meeste Westerse industrielanden, wordt opgesteld volgens aanwasbudgettering. Dit houdt in dat de bestaande uitgaven meestal niet in vraag worden gesteld. De discussies gaan vooral over hun toename. Aanwasbudgettering gaat voorbij aan de beginselen van rationeel beheer en allocatie van de beschikbare financiële middelen. De regering beperkt zich grotendeels tot het uitwerken van nieuwe programma's en min of meer lineaire besparingen. In het Parlement wordt enkel de globale budgettaire politiek besproken. Toetsing van de effectiviteit van de overheidsuitgaven (beantwoorden de betrokken uitgaven nog aan de wensen van

de gemeenschap ?) en de efficiëntie ervan (kan de uitgave niet worden gedaan op een economisch meer verantwoorde wijze ?) blijven **meestal** achterwege.

Tegenover aanwasbudgettering staat nulbasisbudgettering : een begrotingstechniek waarbij elk jaar de uitgaven opnieuw verantwoord en tegen elkaar afgewogen dienen te worden. Nulbasisbudgettering heeft **als** voordeel dat het de beleidsverantwoordelijken als het ware verplicht op zoek te gaan naar economisch minder zinvolle overheidsactiviteiten en die in eerste instantie te schrappen. Het Sint-Annaspaarplan van de lente van 1987 was een stap in die richting. Of het al dan niet een succesvolle stap was is moeilijk te beoordelen, want spaarplannen worden in België **achteraf** nooit ten gronde geëvalueerd door de begrotingsadministratie.

Een evaluatie van vroegere spaarplannen zou in feite wettelijk **verplicht** moeten zijn en bovendien openbaar moeten worden gemaakt, bijvoorbeeld via bijlagen aan de Algemene Toelichting van de begroting. Ze zou **kunnen** gebeuren door een groep van neutrale experts, naar beeld en **gelijkenis** met de huidige schuldencel, die het schuldbeheer van de **Schatkist** onder de loep neemt. Een publieke evaluatie van vroegere **spaarplannen** houdt twee grote voordelen in. Vooreerst kan men dan uit het **verleden** lessen trekken die nuttig kunnen zijn voor de toekomst. Ten tweede zal de **neiging**, die de beleidsverantwoordelijken soms hebben, om **papieren** besparingsmaatregelen uit te vaardigen waarschijnlijk afnemen. Een **minder** goed beleid heeft dan immers meer kans om afgestraft te worden door het kiezerscorps.

In België wordt ook weinig aan lange-termijn begrotingsplanning **ge**daan. In tegenstelling tot het Verenigd Koninkrijk bijvoorbeeld wordt er bovendien geen onderscheid gemaakt tussen de conjuncturele en de **structurele** component van het begrotingstekort, hetgeen zeer nuttig **kan** zijn om het beleid en de evolutie van het netto te financieren saldo te beoordelen. Op te merken valt dat lange-termijn begrotingsplanning niet **nuttig** is wanneer het blijft bij het formuleren van vage en weinig bindende objectieven. Ze moet resulteren in het nemen van maatregelen, **die** een effect over meerdere jaren hebben op de evolutie van de uitgaven en de inkomsten. Een slecht voorbeeld in dit verband is de Gramm-Rudman wet in de Verenigde Staten, die zich beperkt tot het opleggen van **objectieven** voor het begrotingstekort voor de komende jaren. Deze **objectieven** zijn trouwens reeds enkele malen herzien. Ook nulbasisbudgettering **is** gemakkelijker in theorie dan in de praktijk. Het veronderstelt immers een hele dosis politieke moed om alle uitgaven in vraag te stellen.

### III. Camouflagetechnieken.

Het vaak laattijdig indienen van de begroting, de soms gebrekkige informatie over wat gebeurt met de uitgaven en het te weinig toepassen van nulbasisbudgettering zijn ongetwijfeld drie tere plekken van het begrotingswerk in België. Een nog grotere tekortkoming is echter dat herhaaldelijk een beroep wordt gedaan op technieken die de begrotingssituatie mooier voorstellen dan ze in feite is.

De verbeeldingskracht, die op dit vlak aan de dag werd gelegd en nog steeds wordt gelegd, is bijzonder groot. Aldus gebeurde het vroeger vaak dat bij het opstellen van de begroting werd uitgegaan van te optimistische macro-economische uitgangshypothesen. Dit is gelukkig veranderd: de uitgangshypothesen, die voor de begroting 1989 en de voorbije begrotingsjaren werden gehanteerd zijn vrij realistisch te noemen.

Daarnaast werd veel gebruik gemaakt van verschuivingen van uitgaven en inkomsten in de tijd: inkomsten worden vervroegd en uitgaven worden uitgesteld. Voorbeelden daarvan zijn de zogenaamde stabilisatie-operaties in de periode 1983-1985, toen de financiële instellingen op aanvraag van de Schatkist overgingen tot het omzetten van korte-termijn schatkistcertificaten in schuldpapier op halflange termijn, waarop slechts jaarlijks rente is verschuldigd. Het gevolg daarvan was dat in het eerste jaar enkele kwartalen minder rente moest worden betaald dan bij gewone vernieuwing in kortlopend papier. Het jaar daarop kreeg men uiteraard het deksel op de neus. In dezelfde lijn liggen, bijvoorbeeld, obligatie-uitgiften met een eerste coupon na 15 of 18 maanden. Zo was voor de emissie van oktober 1984 pas in januari 1986 een eerste coupon betaalbaar. Andere voorbeelden zijn het verschuiven van de ambtenarensalarissen van einde december naar begin januari (waardoor in 1984 slechts elf maandsalarissen dienden uitbetaald) en het vervroegen van de voorafbetalingen van belastingen door overheidsbedrijven. Dit laatste gebeurde onder meer in de begroting 1989.

De debudgettering is echter de camouflagetechniek bij uitstek. Dit gebeurt via allerhande fondsen en parastatale instellingen, die zich rond de centrale overheid bewegen. De uitgaven en inkomsten daarvan worden niet geïntegreerd in de begroting of hoogstens als aanhangsel in de zogenaamde titel IV van de begroting vermeld.

Er zijn verschillende soorten van debudgettering. Een eerste soort bestaat erin dat een deel van de ontvangsten wordt bestemd om bepaalde uitgaven te dekken, waarbij de betrokken bedragen uit de begroting worden gelicht. Een voorbeeld hiervan was de zogenaamde Maribeloperatie van 1981 en de daaropvolgende jaren: een deel van de BTW- en accijnsopbrengsten werd bestemd voor de financiering van de vermindering van

de werkgeversbijdragen aan de sociale zekerheid. Op te merken valt dat deze vorm van debudgettering enkel de hoogte van de uitgaven en van de inkomsten in de begroting beïnvloeden. Het begrotingssaldo wordt daarentegen niet beïnvloed.

Een tweede soort van debudgettering gaat een stap verder. De uitgaven worden verschoven naar fondsen of parastatalen en helemaal niet of slechts ten dele gefinancierd via begrotingskredieten. Deze fondsen of parastatalen financieren zich dan op de Belgische geld- en kapitaalmarkt of in het buitenland. Vooral dit laatste gebeurt dikwijls, in de eerste plaats omdat dit minder zichtbaar is dan een beroep op de interne financiële markt. In de mate dat de uitgaven, die naar de fondsen werden verschoven, niet worden gefinancierd met begrotingskredieten worden zij als het ware uit de begroting getrokken. Zowel de uitgaven als het begrotingstekort nemen af. De rente en de aflossingen van de schuld van de fondsen zijn wel ten laste van de Schatkist, maar zullen echter slechts na verloop van tijd in de begroting tot uiting komen. Soms kan daar zelfs lange tijd over heengaan. Inderdaad, het gebeurt soms dat ook de rentelasten door de fondsen worden gefinancierd via leningen. Men kan dan spreken van een debudgettering in de tweede graad. Tussen haakjes gezegd is de boekhouding van deze fondsen zeer ondoorzichtig onder meer wegens de vele transacties tussen de fondsen onderling en het feit dat zij kasreserves kunnen opbouwen of aanspreken.

Deze tweede soort van debudgettering werd vroeger vooral gebruikt voor een aantal overheidsinvesteringen. De stelling was dat een aantal taken van de centrale overheid beter kunnen worden toevertrouwd aan afzonderlijke organen vooral omdat buiten het keurslijf van de begrotingsprocedures een flexibeler beheer mogelijk wordt. Tijdens de voorbije jaren is het aandeel van de overheidsinvesteringen, die uit de begroting werden gehouden, gedaald. Andere debudgettering van deze tweede soort zijn daarentegen merkkelijk toegenomen. Het betreft toelagen van allerlei aard en vooral de subsidies aan de nationale sectoren. Deze debudgettering gebeuren niet meer om redenen van efficiëntie, maar hebben vooral als motief de uitgaven ondoorzichtig te maken en het begrotingstekort te drukken.

Sinds 1986 kwam er nog een vorm van debudgettering bij. Deze gebeurde naar aanleiding van de zogenaamde schuldherschikkingsoperatie, die sloeg op de meeste hoogrentende obligatieleningen van de Staat en van het Wegenfonds, die in portefeuille zaten bij de financiële instellingen. Obligaties, die in handen waren van particulieren en buitenlanders, werden niet bij de operatie betrokken.

Essentieel bij de schuldherschikkingsoperatie is dat de wijze waarop de Staat de rente betaalde werd gewijzigd. Het gedeelte van de coupon tot 8 %



wordt net zoals voorheen « in geld » betaald. Het gedeelte van de coupon boven 8 % wordt echter niet meer « in geld » betaald maar wel via de uitgaven van nieuwe schuldtitels (speciale schatkistbons genaamd), waarop de financiële instellingen moeten inschrijven. Deze speciale schatkistbons hebben een looptijd van 8 jaar (vervroegde aflossing is tussen het vierde en achtste jaar wel ten dele mogelijk) en een variabele coupon, die iets beneden de obligatierente op de secundaire markt ligt.

Economisch en financieel gezien verandert de herschikking in feite niets, behalve de introductie van een vorm van verplicht sparen tegen rentevoeten die wat beneden de markt liggen. Wat de financiële instellingen nu verplicht moeten beleggen, zouden zij anders spontaan hebben gedaan in de vorm van schatkistcertificaten of overheidsobligaties. In de overheidsboekhouding verandert er echter wel iets: deze rentelasten worden niet meer als uitgaven geteld maar enkel nog in de schuldstatistieken opgenomen. Het gevolg daarvan is dat zowel de uitgaven als het begrotingstekort afnemen. In tegenstelling met andere vormen van debudgettering komen hier dus geen fondsen of parastatalen aan te pas. Het is eerder een soort van boekhoudkundige operatie te noemen: uitgaven worden omgezet in schuld.

Deze nieuwe vorm van debudgettering is zeer omvangrijk. Aldus werd op deze wijze in 1986 ongeveer 6 miljard BF buiten begroting geboekt. In 1987 liep dat op tot 33 miljard BF en ook in 1988 bedroegen deze debudgettering 33 miljard BF. Op te merken valt dat deze operatie naar aanleiding van de begroting 1989 nogmaals werd herhaald: wat in 1986 reeds was herschikt werd nogmaals herschikt (uitgaande van het feit dat de rente was gedaald werd het gedeelte van de coupons dat « in geld » wordt uitbetaald teruggebracht van 8 % naar 7,75 %) en ook de sinds 1986 uitgegeven obligatieleningen werden er bij betrokken. Alles samen zullen aldus in 1989 50 miljard BF rentelasten buiten de begroting worden gehouden.

#### IV. De wet eerbiedigen.

Zoals hoger reeds werd vermeld, drukken de meeste vormen van debudgettering het begrotingstekort kunstmatig naar beneden. In 1987 klonk het netto te financieren saldo van de centrale overheid « buiten begroting » volgens gegevens van de Nationale Bank tot liefst 99 miljard BF. Het netto te financieren saldo van de Schatkist bedroeg toen volgens de officiële cijfers 430 miljard BF, of ongeveer 8 % van het BNP, maar inclusief de debudgettering zou dat dus 529 miljard BF zijn geweest of 10 % van het BNP. De cijfers van de Nationale Bank bevatten de de-

budgetteringen via de fondsen en de parastatalen en deze van de rentelasten. De hogervermelde verschuivingen zijn echter niet in de cijfers begrepen. Al bij al dient het feit dat in 1987 het begrotingsobjectief (een tekort van 8 % van het BNP) werd gehaald met het nodige korreltje zout te worden genomen.

TABEL

**Het netto te financieren saldo van de Schatkist  
inclusief en exclusief de verrichtingen buiten begroting (in miljarden BF)**

<i>Jaar of periode</i>	<i>Het netto te financieren saldo van de Schatkist : begrotingsverrichtingen</i>	<i>Het netto te financieren saldo «buiten begroting»</i>	<i>Het netto te financieren saldo van de Schatkist : verrichtingen binnen en buiten begroting samen</i>
1979	— 212	— 32	— 244
1980	— 297	— 40	— 337
1981	— 455	— 64	— 519
1982	— 511	— 74	— 585
1983	— 523	— 60	— 583
1984	— 504	— 33	— 537
1985	— 571	— 46	— 617
1986	— 556	— 44	— 600
1987	— 430	— 99	— 529
1987			
1 <sup>ste</sup> kw.	— 251	— 31	— 282
1988			
1 <sup>ste</sup> kw.	— 250	— 38	— 288

Bron : Tijdschrift van de Nationale Bank, juli-augustus 1988, tabel XI-5

Bovendien beïnvloeden de debudgetteringen naast de hoogte van het overheidstekort ook de evolutie ervan. Het « tekort buiten begroting » is in 1987 krachtig toegenomen. De daling van het netto te financieren saldo inclusief de verrichtingen buiten begroting was dan ook heel wat minder uitgesproken dan de vermindering van het officiële begrotingstekort. Dit blijkt duidelijk uit bovenstaande tabel. Op te merken valt dat deze tendensen zich verder zetten onder meer wegens de toenemende debudgettering van de rentelasten.

De informatie die men heeft over de gedebudgetteerde uitgaven en hun evolutie is in vele gevallen beperkt. Daarbij komt nog dat zij dikwijls ontsnappen aan elke vorm van controle van de uitvoerende en wetgevende macht. Het feit dat de begrotingssituatie en evolutie er mooier uitziet dan ze is kan ook de indruk wekken dat saneren niet meer nodig is. Al deze factoren houden het gevaar in dat de Belgische publieke financiën op termijn opnieuw uit de hand lopen. Debudgetteringen beïnvloeden dus niet alleen de cijfers van het verleden en het heden, zij hypothekeren eveneens de toekomst.

Wat moet er dan gebeuren ? Vooreerst is het absoluut nodig dat de controle op deze uitgaven wordt verscherpt. Het Rekenhof zou hier een belangrijke rol kunnen spelen. Ten tweede zou de regering als begrotingsobjectief het netto te financieren saldo van de Schatkist, inclusief de verrichtingen buiten begroting moeten nemen in plaats van zich enkel te baseren op begrotingsverrichtingen. Aldus zouden debudgetteringen veel aan betekenis verliezen. Het best van al zou men helemaal niet meer debudgetteren en de geest van het artikel 115 van de grondwet respecteren. Dit stelt dat « alle staatsontvangsten en uitgaven op de begroting en in de rekeningen moeten worden gebracht ».

#### V. Welke bijdrage kan een verbetering van de begrotingstechnieken leveren tot de sanering van de publieke financiën ?

Zoals blijkt uit wat voorafgaat zijn de begrotingstechnieken in België op een aantal punten duidelijk voor verbetering vatbaar. Hiervoor is geen globale hervorming nodig van de begrotingswetgeving. Integendeel, het komt er dikwijls enkel op aan gewoon te doen wat de geest van bestaande wetten is. Dit is zowel het geval voor het tijdsschema dat bij het begrotingswerk moet worden gevolgd als voor de debudgetteringen. Andere veranderingen, zoals de informatisering en de nulbasisbudgettering, vergen evenmin een aanpassing van de wetgeving.

Het verbeteren van de begrotingstechnieken is zeker geen tovermiddel, waarvan in deze tijd van saneren alle heil moet worden verwacht. Wat zou het bijvoorbeeld baten de beste technieken ter wereld te hebben, indien de politieke moed en de politieke wil ontbreken om noodzakelijke maatregelen te treffen. Begrotingstechnieken zijn een hulpmiddel. Een verbetering ervan laat toe de dode takken en de ontsparingen in de uitgaven gemakkelijker op te sporen en de begrotingssituatie niet alleen voor de regering, het parlement en het Ministerie van Financiën maar ook voor het kiezerscorps doorzichtiger te maken. Dit laatste is erg belangrijk want aldus verhoogt voor de centrale overheid en in de toekomst ook voor de Gewesten en de Gemeenschappen, die in het kader van de staatshervorming belangrijke budgettaire massa's te beheren zullen krijgen, de prikkel om een efficiënt en effectief begrotingsbeleid te voeren.

#### **Summary : Budgeting techniques : instrument to public finance policy.**

*Although the method of Belgian budgeting and controlling has considerably improved during recent years, there still remain a lot of shortcomings such as : frequently late introduction into Parliament of the*

*budget, inadequate information about expenditure, rarely application of zero base budgeting often combined with techniques which embellish the budget. Debudgeting is the most important camouflage technique. Debudgeting appears in different manners and influences not only the height but also the evolution of the budget deficit.*

*An improvement of the budgeting technique in Belgium doesn't ask fundamental changes of actual law. Just a switch in applying the law according to the original spirit and interpretation of actual legislation, would be satisfactory to obtain an efficient and effective budget-policy.*



# De werkgevers in het politiek beslissingsproces voor economische aangelegenheden

---

door Robert VANDEPUTTE,

Gewoon hoogleraar emeritus van de Katholieke Universiteit te Leuven.  
Oud-minister.



## I. Geschiedkundige evolutie.

Op eerste gezicht klinkt de vraag vreemd : hoe kunnen de werkgevers een werkelijke invloed laten gelden wanneer op economisch gebied politieke beslissingen worden getroffen ? In een democratisch regime moet toch het aantal doorslaggevend zijn. Ministers en parlementsleden zijn de vertegenwoordigers van het volk. Doch het volk is samengesteld uit de massa van werknemers en ambtenaren, terwijl het aantal van de werkgevers uiteraard beperkt is. Zelfs wanneer de eigenaars van de KMO's in de rekening worden opgenomen, is er een scherp verschil tussen de enkele honderdduizenden werkgevers en de miljoenen die horen tot de actieve bevolking. Hoe kan het patronaat dat een dergelijke handicap ondergaat, zich niettemin op het politiek vlak laten gelden ? Het weze dadelijk bevestigd dat de werkgevers op dit ogenblik over een ruime invloed beschikken. De middelen worden verder onderzocht. Eerst een beknopte geschiedkundige evolutie.

1. Al werd onmiddellijk na de eerste wereldoorlog het zuiver algemeen stemrecht ingevoerd (één man, één stem), toch is de invloed van de werkgevers voor de behandeling van economische problemen op het politiek vlak tot 1940 dominerend geweest.

Het opkomend syndicalisme had geen kennis van de economische problemen en betuigde ook geen belangstelling. België beleefde trouwens nog ruimschoots het liberalisme. De ondernemingen ontwikkelden hun bedrijvigheid naar eigen goeddunken. Wanneer, in moeilijke tijden, de invoer moest worden beperkt met toltarieven of contingenteringen, dan werden dergelijke aangelegenheden uitsluitend behandeld door de werkgevers met

de overheid. Het Departement van Economische Zaken kwam in 1935 tot stand. Het had betrekkingen met de hogere leiding van het bedrijfsleven voor zijn dagelijks beleid, bij voorbeeld voor de afzet van de kolen, een probleem dat reeds te dien tijde bestond. De werknemers waren bij deze besprekingen niet aanwezig. Alleen voor sociale twistpunten, met name de loonbarema's en de geleidelijke, nog bescheiden ontwikkeling van de sociale zekerheid, trachtten de vakbondsleiders hun stem te laten horen. Daarin lukten zij trouwens slechts partieel. Het Comité Central Industriel waarin de grote kapitalistische ondernemingen verenigd waren, bejegende vaak de arbeiders en hun beroepsverenigingen, met een zekere hooghartigheid.

De politiek van het land op economisch gebied was dikwijls beheerst door het optreden van personaliteiten uit het bedrijfsleven. Francqui die hoorde tot de Generale Maatschappij gaf in 1926 de impuls die leidde tot de eerste devaluatie van de Belgische frank. De Eerste Minister Theunis was, in de jaren dertig, een zeer vooraanstaand bedrijfsleider. Het rexisme lanceerde met smaad de uitdrukking « la politico-finance » omdat het staatsbeleid onder de drukking van de financiële wereld stond.

2. Veel is veranderd na de tweede wereldoorlog. De syndicaten werden sterker. Hun ledenaantal steeg snel. Al bleef het zo dat het sociaal statuut van de werknemer hun eerste zorg was, toch werden zij er meer en meer toe gebracht uit te kijken naar de oplossing van problemen met algemene draagwijdte op het economisch vlak. De werkgeversverenigingen moesten voortaan afrekenen met hun aanwezigheid. De syndicaten verwierven een grote invloed in de politieke instanties zodat, telkens het patronaat de hulp van de Staat inriep, het niet alleen meteen te doen had met de vakbonden die hun standpunt wilden laten gelden, maar ook met overheidsvertegenwoordigers die zeker niet onverschillig stonden tegenover de stellingen van de arbeiders en die automatisch pogingen deden om, bij het treffen van eindbeslissingen, de belangen van de kleine man zoveel mogelijk te behartigen. In een dergelijk klimaat hebben op elkaar volgende regeringen de sluiting van de Waalse mijnen, de beperking van de produktie der Limburgse mijnen, de herstructurering van de staalindustrie, een zekere afbouw en de financiering van de textielindustrie in behandeling genomen.

Na de bevrijding in 1944 heeft in België, zoals in vele landen, een strekking tot de nationalisatie van de basissectoren van het bedrijfsleven bestaan. Aan realisaties op dit gebied zijn de werkgevers bij ons ontsnapt, niet zo zeer wegens de politieke macht die zij toenmaals bezaten, maar omdat invloedrijke regeringsleden, nl. Gaston Eyskens, er weinig voor voelden aan de overheid het beheer van ondernemingen rechtstreeks of onrechtstreeks toe te vertrouwen en ook omdat een deel van de syn-

dicalisten niet bijzonder in die zin aandrongen of zelfs achterdocht koesterden tegenover de nationalisatie-gedachte. Alleen het bestuur van ondernemingen in moeilijkheden werd aan de overheid overgelaten.

Ook de formule van het medebeheer werd na 1944 met een zekere vurigheid aanbevolen door een der grote vakverbonden, met name het A.C.V. (Algemeen Christelijk Vakverbond) (1). Daarvan kwam niets terecht omdat het socialistisch Algemeen Belgisch Vakverbond (A.B.V.V.) verzet pleegde en omdat het patronaat zich terzake wist te verdedigen. Met klem hebben de werkgevers trouwens steeds aanspraak gemaakt op het behoud van de leiding van hun bedrijven en in dat opziet zijn zij ruimschoots geslaagd, evenwel toch met een belangrijk voorbehoud: wanneer tewerkstellingsproblemen gesteld waren omdat een onderneming geliquideerd werd of een afdeling wilde sluiten, dan bleek niet alleen het syndicalisme zeer actief te zijn bij de behandeling van de problemen, maar ook de overheid was er bij: de ministers van Economische Zaken en van Arbeid streefden naar een oplossing, meestal op verzoek van de werknemers die bij de vertegenwoordigers van de staat steun zochten voor de handhaving van hun werkgelegenheid.

Het zogenaamd gemengd beheer waarbij zowel de publieke sector als de privé-sector een aanbreng verschaffen voor de samenstelling van het kapitaal van een onderneming, met het gevolg dat zij ook samen bij het bestuur betrokken worden, heeft in de praktijk eerder weinig toepassingen gekend. Het gemengd beheer wordt aangetroffen in nutsbedrijven (b.v. de verdeling van elektriciteit door intercommunales) en wordt ook beoefend door sommige parastatale instellingen bij het nemen van participaties. De Nationale Investeringsmaatschappij en haar zusterorganisaties in Vlaanderen en Wallonië, die officiële instellingen zijn, gaan wellicht wat meer dan vroeger een bondgenootschap aan met private ondernemingen bij de oprichting van industrieën, onder meer bestemd voor de toepassing van de nieuwe technologie (2).

Globaal heeft het bedrijfsleven na de tweede wereldoorlog een merkelijk deel van zijn vroegere invloed bij de uitstippeling van het staatsbeleid op economisch gebied verloren (3). De ondernemingen stonden veelal in het defensief.

Ze wonnen dikwijls weinig geld, wat hun macht aantastte. Openbare uitgaven van aandelen en obligaties waren voor hen nagenoeg niet mogelijk, zodat ze vaak aangewezen waren op ontleningen bij publieke instel-

---

(1) M. EYSKENS, *Bouwstenen van de gemengde economie*. Antwerpen, 1976, blz. 52.

(2) V. VAN ROMPUY *et al.*, *Inleiding tot de economie*. Leuven, 1984, blz. 413.

(3) M. EYSKENS, *a.w.*, blz. 50.

lingen, om een niet onbelangrijk deel van hun investeringen te financieren (4).

De invloed van de syndicaten was integendeel aanzienlijk. Ze beheersten in ruime mate het optreden van de Staat op economisch en sociaal gebied. Ze wisten onophoudelijke loonsverhogingen te verkrijgen die de levensstandaard van de bevolking bestendig verbeterde, ten nadele van de ondernemingen die meer en meer in de jaren zeventig aan bloedarmoede leden. De professionele vereniging van het patronaat, het Verbond der Belgische Nijverheid en later het Verbond der Belgische Ondernemingen, leverde achterhoede-gevechten wanneer de crisis nijpend was. In die verenigingen heerste trouwens verdeeldheid: sommige leden die het nog goed stelden, zoals de elektriciteitsmaatschappijen, gaven toe aan de eisen van de vakbonden en verplichtten aldus de collega's waarvan de resultaten minder bevredigend waren, bij benadering dezelfde loonsverhogingen toe te staan. Het gebeurde af en toe tijdens de gouden sixties en ook nog later dat de regering die inzag dat de competitiviteit van het land tegenover het buitenland, in het gedrang kwam, ingreep en maatregelen trof om de bedrijven te helpen in hun weerstand tegenover de aanspraken van de arbeidersbevolking. Vaak heeft nochtans dit staatsbeleid slechts matige uitslagen opgeleverd.

3. In de jaren tachtig is wederom veel veranderd (5). De werkloosheid is de belangrijkste factor die aan de grondslag hiervan ligt. Honderdduizenden werklieden kwamen niet aan de slag. Talrijke jongeren die poogden in het actieve leven ingeschakeld te worden, geraakten daar niet toe. In sociaal opzicht was het land aldus gedompeld in een treurige, zelfs dramatische toestand. Welke waren de heelmiddelen?

Iedereen, ook de syndicaten, kwamen tot de bevinding dat industriële en dienstverlenende ondernemingen die op een of andere manier onder de invloed van de overheid stonden, veelal blijk gaven van weinig dynamisme en de mededinging van de privé-sector moeilijk konden trotseren. Men had de patroons en met hen een doeltreffend bestuur van de bedrijven nodig, om de economische groei te bevorderen en de tewerkstelling in de hand te werken (6).

De werkgever werd voortaan beschouwd als een onontbeerlijke factor tot verbetering van het lot van de volksmens. De patronale associaties werden door de overheid beluisterd wanneer zij wezen op handicaps die uit hun weg moesten geruimd worden en wanneer zij zelfs in een of ander

---

(4) C. CARBONELLE, *et al.*, *Un combat pour l'entreprise*. Gembloux, 1987, blz. 7.

(5) C. CARBONELLE, *a.w.*, blz. 109.

(6) W. MARTENS. *Een gegeven woord*. Tielt, 1985, blz. 125.



opzicht, vooral op fiscaal gebied, een bevoorrecht regime vroegen. Belastingverminderingen naar aanleiding van uitgevoerde industriële investeringen, waren hiervan een markante toepassing.

Het patronaat verstevigde zijn positie tegenover de publieke sector door een andere, trouwens aanverwante gedachtenstroming die niet alleen in België, maar ook in vele landen uitbreiding nam : de liberalisatie (7). Om te lukken, heeft het bestuur van een onderneming een vrijere arm-slag nodig. Zulks betekent onder meer dat de sociale wetgeving met meer soepelheid moet worden gehanteerd. De herziening in die zin van de bepalingen betreffende de achturedag, het zondagswerk, het nachtwerk, het deeltijds werk, in verstandhouding met de arbeidersorganisaties en de overheidsdiensten, bewijst het verlangen om hervormingen door te voeren die het uitzicht van de winst- en verliesrekeningen gunstig beïnvloeden en de kansen op aanwerving van werkkrachten verbeteren.

Kortom, de werkgever wordt niet meer beschouwd als de stelselmatige uitbouter van het volk, zoals door Karl Marx in de 19<sup>e</sup> eeuw werd voorgelaten. Onvermijdelijk hoort hij tot de structuur van de samenleving. Logischerwijze moet hij dus aanhoord worden door de overheid wanneer hij de aandacht wil vestigen op problemen die de economische groei verhinderen. Deze eerder welwillende houding wordt jegens hem des te meer aangenomen daar het blijkt dat West-Europa in vergelijking tot de Verenigde Staten en Japan, het bedrijfsleven in een stroeve lijfrok heeft gestoken die de wedijver tegenover internationale concurrenten bemoeilijkt (8). Deze toegeeflijkheid belet het syndicalisme nochtans niet eisen te blijven stellen die gericht zijn tot het patronaat.

## II. De huidige middelen tot beïnvloeding van het beslissingsproces.

Hoofdzakelijk wordt nagegaan over welke middelen de patronale beroepsverenigingen beschikken om zich bij de overheid te laten gelden. Terloops zal worden aangemerkt dat individuele bedrijfsleiders gewoonlijk op dezelfde procédés, maar ook af en toe op specifieke procédés ten bate van hun eigen bedrijf beroep kunnen doen. Aan deze kwesties heeft de Afdeling Politologie van de Erasmus Universiteit Rotterdam in 1985 discussie-avonden gewijd. De bijzonderste overwegingen die in het midden werden gebracht en de besluiten waartoe de disputanten kwamen, gaven aanleiding tot een samenvattende bijdrage van J.G.A. van Mierlo en M. van

---

(7) V. VAN ROMPUY, *et al.*, a.w., blz. 551.

(8) P. VAN ROMPUY, *Het vermoede groetmodel : pleidooi voor een flexibele arbeidsmarkt*. Tiel, 1986, blz. 180 ; A. LEYSEN, *Droom en daad : nieuwe vrijmoedige overwegingen van een ondernemer*. Tiel, 1987, blz. 98.

Gilssen in de Economisch-Statistische Berichten van 16 april 1986. Het is treffend dat voor Nederland op ruime schaal dezelfde beschouwingen gelden als voor België.

1. Een eerste vraag die openlijk moet worden gesteld, is de volgende : bestaat de corruptiekwaal ? Wordt aan politici of aan ambtenaren smeergeld betaald om op economisch gebied of in betrekking tot de activiteit van de ondernemingen, overheidsbeslissingen te bekomen die onregelmatig zijn of niet beantwoorden aan het algemeen welzijn ?

Die verschrikkelijke kwaal zit zeer diep geankerd in de gebruiken van de ontwikkelingslanden. Dat overheidsorganen omgekocht worden, is aldaar, helaas, een gewoon verschijnsel en meteen, voor een goed deel, een verklaring voor het gemis aan normale werking en aan doelmatigheid van de hefbomen van het openbaar leven.

In België is de invloed waarop de beroepsverenigingen bij de overheid beschikken, zeker niet gebaseerd op een of andere vorm van afgekocht favoritisme. Gelukkig maar ! Volledigheidshalve weze toch vermeld dat soms wordt beweerd dat een onderneming of een groep van ondernemingen vanwege een gezagsdrager bij de behandeling van een of meerdere dossiers, houdingen of besluiten kan bekomen die vreemd toeschijnen. Wanneer dergelijke gevallen die uitzonderlijk zijn, bekend geraken, geven ze zonder aarzeling aanleiding tot vervolging, doch de bewijzen betreffende de begane onregelmatigheid moeten voorliggen. Die zijn uiteraard niet altijd beschikbaar.

2. Begeven bedrijfsleiders zich op het politieke pad ? (9). Komen hun namen voor op verkiezingslijsten ? Herhaaldelijk hebben beroepsverenigingen politieke roepingen onder de ondernemingshoofden willen uitlokken. Zo handelden het Verbond van Katholieke Werkgevers en het Vlaams Economisch Verbond. Hun bedoeling was te verkrijgen dat sommige hunner leden in de hoogste raderwerken van de staat zouden aanwezig zijn om aldaar de standpunten van het bedrijfsleven te verkondigen en te verdedigen. Doch ze slaagden maar zeer gedeeltelijk in hun opzet. De leiding van een onderneming is tijdrovend. Diezelfde vaststelling geldt trouwens voor een politieke loopbaan. Het is dus moeilijk, zoniet onmogelijk aan weerskanten tegelijkertijd te presteren, indien men beide opdrachten met stiptheid wil uitvoeren. Af en toe doet zich nochtans een uitzondering voor. Een begaafd en ijverig man durft het aan, zaken te doen en zich tevens op actieve wijze in politieke kringen te laten zien. Gewoonlijk vindt hij dan, op familiaal niveau, een oplossing om voor het bestuur

---

(9) P. KUIN *et al.*, *Zakenman en politicus in Nederland*,

van de onderneming geholpen te worden door een broer of een zoon. Het gebeurt weinig dat in banken en verzekeringsmaatschappijen of in belangrijke industriële bedrijven, leden van het hoger kader of van de raad van bestuur een politiek mandaat vervullen. Een dergelijke combinatie wordt zelfs gewoonlijk vermeden. Het is dus niet door de rechtstreekse beschikking over eigen vertegenwoordigers in de politieke arena dat het patroonaat het economisch beleid van de Staat beïnvloedt. Over welke middelen beschikt het dan wel?

3. De grote werkgeversorganisaties en hun voornaamste aangesloten leden genieten een degelijke voorlichting. Zij weten wat gaande is. Om doelmatig op te treden, is natuurlijk eerst en vooral kennis van zaken onontbeerlijk. Heel wat studiediensten van de privé-sector verzamelen en ontleden onophoudelijk inlichtingen uit binnen- en buitenland. Ze zijn meestal op de hoogte van hetgeen voorbereid wordt in ministeriële kabinetten en trachten trouwens met de onmiddellijke medewerkers van de ministers vriendschappelijke relaties te onderhouden. Een dergelijke verhouding komt niet vanzelf. Ze moet verzorgd worden.

Tijdens ontmoetingen verschaft de man uit het bedrijfsleven aan zijn gesprekspartner ophelderingen die hij uiteraard selecteert, maar die toch voor de overheid nuttig kunnen zijn en die bijdragen tot de behandeling van een of andere bundel.

Het is een feit: ministers en hun medewerkers moeten nogal vaak een regeling uitwerken voor een probleem dat zij eerder slecht kennen omdat het buiten hun gewoon actieterrain ontstond en ook aldaar tot verdere ontwikkeling kwam. Zij grijpen dus naar de kans die hun geboden wordt wanneer vertegenwoordigers van de zakenwereld hun uitleggen hoe de vork in de steel zit.

De studie burelen van sommige grote partijen zijn een aangewezen trefcentrum voor de wederzijdse voorlichting van gezagsdragers en van afgevaardigden van het bedrijfsleven. In de ontmoetingszalen van de C.V.P.-P.S.C. in de Tweekerkenstraat, ook in de zetel van de P.V.V.-P.R.L., hebben regelmatig dergelijke gedachtenwisselingen plaats, tijdens dewelke het patronaal milieu uitleg verschaft betreffende hangende problemen en natuurlijk meteen zijn stellingen verdedigt (10).

De gedelegeerden van de syndicaten beoefenen trouwens een soortgelijke activiteit binnen en buiten de partijen, telkens een materie bij hen belangstelling verwekt. Deze pragmatische handelwijzen zouden wellicht

---

(10) G.P.A. BRAAM, *Invloed van bedrijven op de overheid: een empirische studie over de verdeling van maatschappelijke invloed*. Meppel, 1973, 341 blz.; R.E. MacGORMICK and R.D. TOLLISON, *Politicians, legislation, and the economy: an inquiry into the interest group theory of government*. Boston, 1981, 134 blz.

kunnen vermeden worden, indien het Parlement zijn werk deed. Om allerhande redenen zijn er aan die kant heel wat tekortkomingen, zoals het bekend is.

Uiteraard hebben de werkgevers, voor economische vraagstukken, hoofdzakelijk betrekkingen met de ambtenaren en het kabinet van het Ministerie van Economische Zaken. De diensten van dat departement zijn dusdanig ingericht dat voor iedere bedrijfstak specialisten van het vak kunnen aangesproken worden. Wanneer veranderingen van de fiscale wetgeving in behandeling worden genomen, dan gaan de contacten vooral door aan de kant van het kabinet van Financiën. Men weet hoe belangrijk de fiscale heffingen voor het bedrijfsleven zijn.

Voorname bedrijfsleiders en beheerders van grote beroepsverenigingen hebben normaal toegang tot de Minister van Economische Zaken. Er bestaat een zekere traditie volgens dewelke het hoofd van dat departement de verdediger van de ondernemingen is. Zulks betekent niet dat alle verzoeken worden ingewilligd. De ontvangst is ook wel enigszins verschillend naargelang op Economische Zaken een rechtse of een linkse personaliteit het bewind voert (11).

4. Het corporatisme waarop vóór de tweede wereldoorlog in België en in andere landen de aandacht zeer gevestigd was, heeft zich na de oorlog uitgewerkt onder de vorm van de erkenning door de overheid van vrije verenigingen die niet alleen door de uitvoerende macht en soms door de wetgevende macht worden aanhoord, maar die ook in instellingen van de publieke sector worden binnen gebracht, hetzij om adviezen te geven, hetzij zelfs om bij te dragen tot de besluitvorming. In zekere mate kreeg de Staat daardoor een ander uitzicht. Tegelijkertijd als de opneming van vertegenwoordigers van de syndicaten in een groot aantal officiële organismen, geschiedde hetzelfde voor de patronale verenigingen (12).

Toepassingen zijn er bij de vleet. Met de vakbonden, zetelen de afgevaardigden van de werkgeversassociaties in de Regentenraad van de Nationale Bank van België, in de Algemene Raad van de Algemene Spaar- en Lijfrentekas, in de Beheerraad van de Nationale Maatschappij voor Krediet aan de Nijverheid, in de Dienst voor Buitenlandse Betrekkingen, in de Delcrederedienst, in de Nationale Investeringsmaatschappij, in de Centrale Raad voor het Bedrijfsleven, in de Nationale Arbeidsraad, in staatsdiensten die te maken hebben met wetenschappelijk onderzoek of met de

---

(11) F. NAERT, Overheidsuitgaven en presstegroepen in België. In : *Tijdschrift voor Economie en Management*, 1987, nr. 2, blz. 179.

(12) F. HERMAN, L'Etat et les partenaires sociaux. In : *Intermédiaire*, 14 janvier 1977 ; X, Participation by employers' and workers' organisations. In : *Economie and social planning*. Geneva, 1971.

indexreglementering. Voor de financiering van de K.M.O.'s bestaat een bijzondere instelling, namelijk de Nationale Kas voor Beroepskrediet. Bij de uitstippeling van nieuwe normen voor het statuut van de banken, van de private spaarbanken, van de verzekeringsmaatschappijen, zijn de patronale verenigingen, met de syndicaten, betrokken. Zo ook voor het toezicht op openbare nutsbedrijven. De voorgaande opsomming put de materie niet uit. Ze dient alleen tot bewijs van de aanwezigheid van de werkgevers op velerlei plaatsen alwaar het economisch en financieel gezag van de staat zich laten gelden.

Bij de uitvoering van openbare werken of bij de bestelling van militaire uitrustingsgoederen, behoort het beslissingsrecht toe aan de regering of aan een minister. Niettemin ontspint zich met het bedrijfsleven een innige samenwerking. De beneficianten van de openbare aanbestedingen blijven in betrekking met de bevoegde staatsdiensten. Het is niet uitgesloten dat de bloei of de val van een onderneming afhangt niet alleen van een of andere belangrijke bestelling van de Staat, maar ook van de houding aangenomen door de vertegenwoordigers van de overheid, tijdens de uitvoering van het werk en bij de uiteindelijke agreeatie of weigering van de aangeboden levering. Dat de ondernemingen die een opdracht krijgen, zich weren in geval van moeilijkheden, is begrijpelijk. Ze zullen desnoods beroep doen op hun beroepsvereniging (en zelfs op de syndicaten), indien er betwistingen ontstaan. Op dergelijke ogenblikken wordt het bedrijfsleven betrokken bij de uitoefening van het staatsgezag. Zoals men weet, beperkt de overheid thans in ons land haar bestellingen tot een minimum wegens de toestand van de openbare financiën. Doch in België en in het buitenland worden soms door departementen openbare werken uitgeschreven en aankopen gedaan op vrij grote schaal. De opdrachten worden toevertrouwd aan privé-ondernemingen die aldus bijdragen tot de economische groei, tot het algemeen welzijn en tot een niet geringe samenvlechting van de werkzaamheden van de publieke en van de privé-sector (13).

5. Sedert enkele jaren hebben voornamelijk internationale organismen de gewoonte, om het jaar ongeveer, vele landen te bezoeken om verslagen op te maken betreffende de voordelige en nadelige aspecten van de door hen aldus onderzochte volkshuishoudingen. Zo handelen het Internationaal Monetair Fonds, de Organisatie voor Economische Samenwerking en Ontwikkeling en de Europese Economische Gemeenschap. Doorgaans bekijken, voor hun beoordeling, de specialisten van deze instellingen, de

---

(13) G. GEENS, *Op eigen kracht : richting geven aan Vlaanderen*. Tielt, 1987, blz. 215.

gegevens die men hun voorlegt, uit het standpunt van een markteconomie. Met andere woorden, zij betuigen interesse voor de welvaart en de actiemogelijkheden van de ondernemingen. Zij zijn aldus de bondgenoten van het bedrijfsleven bij de overheid van de respectieve landen waarvan zij de toestand onder de loupe leggen. Door bemiddeling van deze internationale instellingen waarvan de bevindingen wel een zekere weerklank hebben, beïnvloeden de ondernemingen het economisch beleid van de regeringen.

Wellicht geldt een zelfde opmerking voor de Economische Faculteiten van de meeste universiteiten. Ook zij huldigen vaak op nationaal gebied een ruime onafhankelijkheid van de ondernemingen en op internationaal gebied het vrij handelsverkeer. De door hen ingenomen stellingen blijven niet onbekend. Ze verstevigen de positie van de bedrijfsleiders die voor hangende problemen met de overheid onderhandelen (14).

6. De patronale organisaties zijn, in globo, een drukkingsgroepering. Hierdoor wordt verstaan dat zij tot doel hebben de belangen van hun leden te verdedigen bij de besluitvorming van de overheid. Over de drukkingsgroeperingen bestaat een uitgebreide literatuur (15). Zulks is begrijpelijk want hun optreden heeft in onze democratische staatsstructuur een grote betekenis (16).

De invloed van de werkgeversverenigingen hangt nochtans af van vele omstandigheden waaronder wellicht eerst en vooral de degelijkheid van het bestuur moet worden vernoemd. In dit opzicht zijn de verschillen nogal groot. Gewoonlijk wordt de voorzitter door zijn collega's voor een statutair bepaalde en tevens korte periode gekozen. Indien hij alleen de bedoeling heeft een eervol ambt zeer tijdelijk te vervullen en zijn werkkraacht vooral inzet voor het beheer van zijn eigen onderneming, dan mag er gevreesd worden dat de beroepsbelangen eerder flauw zullen verdedigd worden. Doch de inspanning van de voorzitter ten bate van zijn bedrijfstak kan ook aanzienlijk zijn. Dan neemt hij kennis van de bundels en gewapend met de opgedane bevindingen, begeeft hij zich strijdlustig naar de vergaderingen waarop hij de gezanten van de overheid en vaak meteen van de vakbonden tegenkomt. Bij een dergelijke ontmoeting kan hij de

(14) V. VAN ROMPUY *et al.*, *a.w.*, blz. 64.

(15) J. LADIÈRE, Les groupes de pression. In : *Courrier Hebdomadaire du CRISP*, n° 814, le 3 novembre 1978, 24 blz. ; Y. NUYENS, *Pressiegroepen in België : een benaderend onderzoek*. Leuven, 1965, 436 blz. ; P.H. CLAEYS, *Groupes de pression en Belgique : les groupes intermédiaires socio-économiques, contributions à l'analyse comparative*. Bruxelles, 1973, 414 blz.

(16) Zie voor Nederland : F. NAERT, De politieke economie van pressiegroepen. In : *Economisch Statistische Berichten*, 1984, nr. 3431, blz. 56-61 ; voor Frankrijk : S. EHRlich, *Le pouvoir et les groupes de pression*. Paris, 1971, 283 blz.

besluitvorming wezenlijk beïnvloeden en indien de onderzochte agenda een ingrijpende draagwijdte heeft voor 's lands economisch beleid, dan is het niet uitgesloten dat hij verrassende successen behaalt. Wellicht kan verwezen worden naar Léon Bekaert die het prototype van een vooraanstaand leider van werkgevers-associaties is geweest, zowel in Fabrimetal (de invloedrijke beroepsvereniging van de metaalverwerkende nijverheid) als aan het hoofd van het Verbond der Belgische Nijverheid. Ongetwijfeld heeft hij jarenlang zijn stempel gezet op het economisch en sociaal beleid van België. Een politiek mandaat heeft hij nochtans steeds afgewezen (behalve het burgemeesterschap in zijn gemeente).

Het is bemerkenswaardig dat in de meeste patronale organisaties de bezoldigde en permanente bestuurder van de diensten een flinke personaliteit is, die aan zijn voorzitter een kostbare hulp verschaft.

De federalisatie stelt in België voor de inrichting van de beroepsvertegenwoordiging reële problemen. De patroons zullen zich moeten aanpassen aan de hervorming van de Staat, derwijze dat zij hun belangen kunnen behartigen op alle niveau's alwaar besluiten van economische aard door de overheid worden genomen (17).

### III. Slotbeschouwingen.

Zoals in de inleiding van deze bijdrage werd vermeld, lijkt oppervlakkig bekeken, het probleem van de tussenkomst van het patronaat in de economische besluitvorming nauwelijks gesteld. In ons democratisch regime moet de macht toekomen aan de globale burgers en aan de vertegenwoordigers van die collectiviteit. Het patronaat hoort daar slechts zeer partieel bij. Het aantal zijner leden is te beperkt.

Tussen schijn en werkelijkheid is er een groot verschil. Wegens de financiële mogelijkheden waarover zij beschikken, wegens het studiewerk en de contactnamen van hun medewerkers, wegens de tactische aanleg waarvan zij vaak bij onderhandelingen blijk geven, wegens het afdoend feit dat zij werkverschaffers zijn, wegens de structuur van onze samenleving die behoefte heeft aan werkgeversorganisaties tegenover de vakbonden, wegens de grote zwakheid van de staatsorganen — deze vaststelling weze onderstreept — hebben de patroons ten huidigen dage een aanzienlijke invloed bij de politieke besluitvorming op economisch gebied.

Doch anderzijds past het bij de beoordeling van die macht te erkennen dat er ook grenzen zijn. De verdeeldheid onder de werkgevers, hun ver-

---

(17) M. STANDAERT *et al.*, *Een getuigenis van Jef Houthuys : alleen optimisten zullen overleven*. Gent, 1987, blz. 131.

regaand en soms verwonderlijk individualisme, hun overdreven bezorgdheid voor onmiddellijke oplossingen zonder voldoende inachtneming van de toekomstige gevolgen hunner gedraging, de organisatiegeest van de vakbonden en hun sterkte ondermijnen de machtsontplooiing waarover het patronaat zou kunnen beschikken.

Wegens deze zwakheden, wordt het patronaat er toe gebracht de steun van de overheid in te roepen. Een wet heeft bestaan en een nieuwe wet wordt voorbereid, die aan de Uitvoerende Macht de bevoegdheid verlenen zich te mengen in de elementen die de kostprijs van de industriële voortbrengst bepalen, wanneer het blijkt dat de competitiviteit van de ondernemingen tegenover het buitenland een ernstig gevaar loopt.

Een laatste, trouwens elementaire bemerking. Het volk vertegenwoordigen, is op verre na niet alles. Theoretisch bezitten het kiezerskorps en zijn mandatarissen in ons parlementair regime het staatsgezag. Doch de werkelijkheid is anders. Enkele sterke personaliteiten hebben vaak de riemen in handen. Het is zeker niet uitgesloten dat het patronaat zich op meer ingrijpende wijze kan laten gelden telkens dergelijke dynamische vaandel dragers uit zijn rangen te voorschijn komen.

**Summary : The role of the employers in economic decision-making.**

*The employers, although small in size, dispose of an important influence in economic decision-making.*

*Before the second world war, economic problems were exclusively dealt with by the government and the employers. After world war II, trade unions came more into relief. They were involved in consultations as a third partner. Consequently the impact of the employers faded somewhat.*

*Currently the employers dispose of various channels to influence economic decision-making ; e.g. contacts with civil servants, consultations in study centres of political parties, international relations, etc.*

*Nevertheless the efficacy of employers's power is hindered by internal quarrel, strong individualism, and by the position of trade unions.*





# Syndicat et politique en temps de crise

## *Possibilités, limites et prises de décisions*

---

par Georges DEBUNNE,

Ancien Secrétaire général  
de la Fédération générale du travail de Belgique.

Ancien Président  
de la Confédération européenne des Syndicats.



Traiter d'un tel sujet, en évitant la polémique n'est pas chose aisée. Etre objectif en décrivant comme « acteur » ce qui s'est passé, est-ce possible ? Telle se veut la présente contribution qui n'a d'autre but que d'examiner sereinement les aspects essentiels de la période 1970-1985 sous l'angle politico-syndicale ou vice-versa.

L'énoncé précité suppose une approche syndicale différente en temps de crise. Une précision s'impose : nul ne peut nier qu'il existe une situation « conflictuelle d'intérêts » constante entre employeurs et travailleurs. Celle-ci n'exclut toutefois pas la recherche d'accords entre les deux parties sous la forme de conventions collectives. Une collaboration est donc possible, voir souhaitable. Elle est plus difficile en temps de crise du fait du changement des rapports de force entre les deux antagonistes.

Le chômage massif qui résulte de la crise entraîne bien entendu des attitudes des uns et des autres qui modifient sensiblement le contexte des prises de position syndicales et politiques. La lutte pour l'emploi, pour éviter le cancer du chômage prend davantage une allure de combat social où le politique prendra de plus en plus le pas sur l'action syndicale.

Le patronat choisit ce moment pour sortir de ses tranchées, comme le déclarait Mr. Daniel Janssen, Président de la Fédération des Entreprises de Belgique, en 1980.

Le programme revendicatif des syndicats deviendra, dans de telles conditions, davantage défensif qu'offensif.



La présente revue de science politique a déjà, à de multiples reprises, fait état des nombreux clivages qui existent dans le pays. Ces divisions multiplient les obstacles à franchir. La scission du Parti Socialiste Belge en 1978 a créé une difficulté supplémentaire pour la FGTB.

Les problèmes communautaires et l'application du 107 quater relatif à la régionalisation rendront les prises de décision plus délicates encore.

La crise économique, dont l'approvisionnement en produits pétroliers sera la pointe de l'iceberg, poussera les organisations syndicales à l'élaboration, en Front Commun, de programmes revendicatifs adressés aux organisations des employeurs et des memorandums à présenter aux divers Gouvernements qui vont se succéder.

Malgré les pourparlers difficiles, le Front Commun parviendra d'une manière permanente à fixer les objectifs à atteindre.

Cette entente, réalisée « sur papier » ne sera pas toujours suivie d'actions communes, sauf en 1977 où les grèves du vendredi menées ensemble provoquèrent la chute du Gouvernement Tindemans.

Les divergences apparaissent nettement en 1981 et en 1982 quand le pays sera gouverné par MM. Martens et Gol.

Une première conclusion peut être tirée : les possibilités d'influer sur les prises de décisions politiques dépendent largement de la solidité et de la solidarité du Front Commun Syndical.

## I. L'action commune socialiste.

L'Action Commune Socialiste s'est constituée en 1949 lors de l'affaire royale. La famille socialiste (le PSB, la FGTB, les Mutualités Socialistes et les Coopératives) s'est rassemblée pour « sauvegarder la démocratie politique et ses règles fondamentales ».

Ces retrouvailles n'ont toutefois pas donné lieu à la création d'un Mouvement Socialiste intégré, tel qu'il existait avant la guerre 1940-1945.

Le fait de s'asseoir autour d'une table n'a jamais signifié que le pouvoir de décision échapperait à chaque organisation prise séparément et individuellement.

Lors du Congrès Extraordinaire de la FGTB en 1971 (dit doctrinal), j'ai défendu la thèse — qui a été adoptée — que la FGTB devait privilégier deux partenaires : le PSB et la CSC.

Les liens entre membres de la famille socialiste devaient toutefois rester des liens de partenaires égaux et pour éviter toute subordination politique, le cumul d'un mandat politique et d'un mandat syndical a été interdit au plan national et s'est quasi généralisé par la suite.

L'Action Commune plus spécialement entre le PSB et la FGTB a connu des hauts et des bas, comme c'est souvent le cas dans les familles.

Pendant la période examinée, deux ententes importantes ont été réalisées.

La première concerne la planification économique concrétisée par la loi du 3 juillet 1970, prévoyant la planification impérative pour les investissements des pouvoirs publics, une planification contractuelle des entreprises privées, qui bénéficiaient d'avantages octroyés par l'Etat et une planification indicative pour le surplus.

Cette loi-cadre englobait également les aspects régionaux et précisait la mission des Conseils Economiques Régionaux et le rôle des Sociétés de Développement Régional.

Cet outil précieux en vue d'une démocratisation de l'économie n'a jamais été utilisé efficacement.

Cette loi votée démocratiquement par le Parlement n'a jamais été appliquée. Les forces politiques adverses aidées en cela par la Fédération des Entreprises de Belgique, sont parvenus à bloquer et à empêcher l'exécution des dispositions légales arrêtées.

L'accord sur la régionalisation en application du 107 quater entre le PSB et la FGVB, datée du 14 février 1974, constitue une preuve évidente de la recherche dans la communauté socialiste d'un commun dénominateur sur des problèmes importants d'orientation générale.

La régionalisation dépassait largement le cadre purement politique du fait que celle-ci comportait des problèmes de compétences économiques et sociales.

De cette évocation de faits précis qui se sont déroulés, il ne peut être conclu que l'entente a toujours été parfaite. La preuve en est dans les actions menées par la FGVB à des moments où les socialistes étaient au Gouvernement.

Une deuxième constatation peut donc être faite : une attitude commune entre socialistes rend davantage possible la réalisation d'un objectif commun mais reste insuffisant, pour être exécuté sur le plan des décisions politiques.

## II. La CSC et la politique.

Il n'existe pas d'action commune politique directe au sein du PSC/CVP. Les partis sont de fait organisés en « standen ».

Le Mouvement Ouvrier Chrétien et son équivalent l'ACW, regroupe les syndicats chrétiens, les Mutualités Chrétiennes, les coopératives chrétiennes, et d'autres organisations démo-chrétiennes. La CSC y joue indiscutablement un rôle dominant. Lors d'élections législatives et autres, les candidats du MOC/ACW sont élus directement sur les listes du PSC/CVP.

Cette représentation directe se prolongera jusque dans le Gouvernement et les Ministres élus par le MOC/ACW garderont d'une manière permanente le contact avec le MOC en général et le porte-parole de la CSC en particulier.

L'influence syndicale s'exercera donc directement sur les Ministres et vice-versa. Lors de la rupture avec les Socialistes, le trio Martens-Houthuys et Verplaetse, Chef de Cabinet du Premier Ministre et ami du porte-parole de la CSC, jouera un rôle très important dans les prises de décision concernant les mesures d'austérité que prendra, fin 1981 et en 1982, le Gouvernement Chrétien-Libéral présidé par MM. Martens et Gol.

L'exemple le plus typique de cette entente se trouve dans la proposition gouvernementale en 1982 des 5-3-3, une opération qui consistait à réaliser simultanément une réduction de la durée du travail de 5 %, une diminution des salaires et allocations sociales de 3 % et d'un recrutement par les entreprises de 3 % de chômeurs.

La CSC avait quelques mois avant, présenté une formule similaire, 10-5-5, sans en avoir référé préalablement à la FGTB.

J'étais prêt à défendre la proposition Martens devant mon organisation pour autant qu'on me donne les garanties de l'exécution simultanée. Le rejet par les représentants des employeurs était net.

En conclusion, les 3 % de réduction du pouvoir d'achat furent décidés et exécutés grâce aux pouvoirs spéciaux que le Gouvernement avait obtenu du Parlement.

Les mesures d'austérité se sont succédées et ont fait que le dialogue social pour aboutir à des accords bilatéraux sont devenus impossibles pendant toute une période.

### III. Les accords bilatéraux patronat-syndicats.

Les conventions collectives nationales et interprofessionnelles suivies d'accords professionnels, influencent d'une manière indiscutable la politique sociale menée dans le pays.

Le Gouvernement et le Parlement ne voient pas toujours d'un bon œil cette entente entre « partenaires sociaux ». Ils ont l'impression d'être frustrés dans leurs prérogatives politiques.

A d'autres moments, les autorités politiques invoqueront la nécessité pour les deux parties de s'entendre afin d'être déchargés de responsabilités qu'ils préfèrent alors en temps de crise être prises par les interlocuteurs sociaux.

Les accords interprofessionnels aboutissant à des conventions collectives interviennent à la suite de négociations directes entre les représentants des employeurs et les représentants des travailleurs sans intervention ni du Gouvernement, ni d'un Ministre, ni du Conseil National du Travail.

Une fois officiellement signés, les textes de l'accord sont rendus obligatoires par Arrêté Royal.

Il s'agit donc bien d'accords librement conclus.



De 1969 à 1976, quatre conventions collectives interprofessionnelles ont été signées : le 7 février 1969, le 15 juin 1971, le 6 avril 1973 et le 10 février 1975.

Elles couvraient toutes une durée de deux ans.

Le 26 novembre 1976, il fut constaté dans une déclaration commune qu'il n'était pas possible d'aboutir à un accord. Les deux parties précisaient cependant qu'elles restaient attachées à la concertation paritaire sans intervention gouvernementale en ces domaines.

Les lois-programmes de redressement et d'autres pouvoirs spéciaux ont dès 1977-1978 désarçonné la politique des accords bilatéraux.

Le 13 février 1981 a pu être signé un nouvel accord. Il en est rarement fait état actuellement, alors qu'il est indicatif d'une volonté peu ordinaire du patronat et des syndicats de préférer la convention collective à l'intervention législative.

La loi de redressement du 15 janvier 1981 fixait la politique salariale et la politique en matière de durée du travail.

Ces dispositions contraignantes pouvaient, selon la loi, être annulées et remplacées par une convention collective interprofessionnelle pour autant que celle-ci fut signée avant le 15 février 1981. Ce qui fut fait.

Moins d'un an après, alors que la convention couvrait les années 1981 et 1982, les pouvoirs spéciaux du Gouvernement Martens-Gol mirent fin à celle-ci.

#### IV. Recherche d'accords tripartites.

Devant la croissance importante du nombre de chômeurs, les pourparlers à deux et à trois furent nombreux.

Dans un premier temps, la réduction de la durée du travail a pu se régler par la signature de conventions collectives conduisant aux 40 heures semaine.

D'autres solutions ont vu le jour dont deux méritent d'être rappelées.

Au moment où, pour des raisons de rationalisation, dans quelques grandes entreprises du pays, les travailleurs ont dû faire face à des licenciements importants, la FGTB a prôné la « prépension », basée sur l'allocation de chômage mais garantissant un revenu adéquat, en liaison avec le salaire du travailleur licencié (volontariat).

Le règlement du travail prévoyait en effet explicitement le licenciement des plus jeunes travailleurs du fait de leur peu d'ancienneté dans l'entreprise. Des milliers de jeunes furent ainsi sauvés du chômage grâce à la solidarité des anciens. La prépension à la demande s'est par la suite généralisée.

Une autre mesure en faveur des jeunes a également vu le jour en 1976 par l'engagement supplémentaire de stagiaires, ceci grâce à l'intervention du Gouvernement.

Mais les nombreux pourparlers concernant l'emploi n'ont jamais abouti à des résultats suffisants.

Cette constatation négative est due aux conceptions divergentes entre les interlocuteurs sociaux et entre partis politiques.

La rupture en ce domaine a été nette en 1981 lors de la constitution du Gouvernement Martens-Gol. Les politiques néo-libérales menées par Reagan aux Etats-Unis et par Mme Thatcher en Grande-Bretagne ont eu pour conséquence que le libéralisme a de plus en plus influencé la politique en Europe.

Le temps de crise a entraîné un changement dans le rapport des forces et une mutation politique évidente s'en est suivie.

Le rôle de l'Etat, de fait le pouvoir politique démocratiquement élu, est remis en question par les partisans du libre marché et de la libre entreprise.

L'offensive s'est déclenchée un peu partout sur le thème « Moins d'Etat », « Moins de Fiscalité ».

Les syndicats ont du faire face à cette offensive.

Le « Moins d'Etat » s'est concrétisé dans beaucoup de domaines, mais les Gouvernements avaient paradoxalement du faire face précédemment aux abandons successifs d'entreprises importantes par les holdings et les milieux financiers. L'Etat a bien dû jouer le rôle de sauveur social et est devenu plus tard le gendarme en matière salariale et de coûts sociaux.

Dans ce contexte, il devenait difficile sinon impossible de réaliser des conventions collectives interprofessionnelles.

## V. La primauté pour quoi ?

Une lutte « principielle » a rebondi de plus belle. Pour la FGTB, la primauté du social sur l'économique constituait un élément fondamental

de la vie en société, tout en reconnaissant en même temps que le progrès social et la qualité de la vie dépendaient des résultats économiques. Pour elle, l'autorégulation de l'économie par les seuls mécanismes du marché entraînait des conséquences sociales inacceptables, dont en premier lieu le chômage massif avec ses suites de marginalisation pour une partie importante de la population.

Cette attitude « doctrinale », selon certains, opposée aux excès du capitalisme, n'a jamais mis en cause le fait que la libre entreprise et la liberté d'entreprendre constituaient la base naturelle d'une expansion économique, capables d'influencer favorablement la croissance et l'évolution sociale, mais incapables toutefois de garantir à elles seules de réaliser et de garantir les objectifs fondamentaux de la Charte des Droits de l'Homme et notamment le droit au travail, autrement dit le plein emploi. Pour les syndicats avoir du travail, sujet d'émancipation et de l'épanouissement de la dignité du travailleur, constitue le socle de la libéralisation économique de l'individu.

L'emploi est devenu de plus en plus prioritaire. Les organisations politiques et même la FEB ont reconnu la justesse de cette revendication mais, comme toujours, les tactiques ou les méthodes et les moyens à mettre en place ont une fois de plus été divergentes.

Il fallait, pour les tenants du libéralisme économique, rétablir les bénéfices à un taux élevé et ce d'autant plus que les placements passifs d'argent à des taux excessifs octroyaient des gains rapides et sans risques.

La nécessité d'investir n'était contesté par personne, mais là encore, le dialogue n'eut pas lieu.

Comme si tout irait naturellement de soi : les bénéfices d'aujourd'hui permettraient les investissements de demain et ceux-ci seraient à la base de l'emploi d'après-demain.



Les conférences tripartites sur l'emploi ont été nombreuses pendant la période 1970-1985, mais aucune n'a réellement abouti à des conclusions satisfaisantes, ni rassurantes et le chômage a continué à fleurir, au point que les Gouvernements exprimaient déjà leur auto-satisfaction en se réjouissant de la stabilisation du nombre des chômeurs.

Une nouvelle fois, les syndicats ont dû se contenter de la discussion relative à la seule répartition du Produit National.

## VI. Quelques exemples du manque de volonté politique.

A. *Le Comité National d'expansion économique* créé en 1960 par Gaston Eyskens fut remis sur le rail suite à l'insistance de la FGTB.

La mission dudit Comité était « de promouvoir et d'encourager l'accélération et la régularisation de l'expansion économique, la création d'emplois nouveaux et le relèvement du niveau de vie de la population ».

Beau programme de planification, si l'on ajoute que cet organisme était appelé à donner son avis sur le plan d'investissements publics regroupant les principaux projets des administrations, services et pouvoirs publics et à formuler des recommandations en ce qui concerne les investissements privés.

L'article 5 de cet arrêté royal dit que « les membres s'engagent à défendre devant leurs mandants (ceci pour les représentants patronaux et syndicaux) ou devant le Comité Ministériel de Coordination économique et sociale (ceci pour les Ministres), les projets de résolution du Comité National d'Expansion Economique ».

Ce Comité était bel et bien le lieu de rencontre au sommet, un comité de concertation où d'importantes responsabilités pouvaient être prises, mais trop planificateur, il disparut.

#### *B. L'Association des holdings à la planification.*

Le 27 novembre 1972, le Gouvernement invite les milieux financiers (holdings) à la Conférence de l'Emploi. Ils sont présents, mais leurs discours prouvent qu'ils ne sont pas prêts à jouer le jeu de l'association à la planification.

Le 24 mai 1976, à la Conférence Tripartite, le Gouvernement demande aux holdings de remplir un questionnaire, envoyé par le Bureau du Plan, concernant les prévisions d'investissements et d'emploi.

Le rapport déposé en 1978, prouvera que seulement 2/3 des entreprises répondirent au questionnaire et qu'aucune utilisation des renseignements fournis ne fut possible.

De plus, la confidentialité excessive avec laquelle on traitera les informations ne permettra aucune vision sur la planification de l'économie, telle que prévue par la loi de 1970.

#### *C. Rénover la politique industrielle.*

Fin 1977, Willy Claes, en sa qualité de Ministre des Affaires Economiques, dépose un document définissant une stratégie de politique industrielle. L'examen de ce dossier fait l'objet d'une large confrontation tripartite.

Les faiblesses et les déséquilibres sont constatés.

La Belgique produit trop de produits « régressifs » et trop peu de produits « progressifs ».



L'exposé fait par le Directeur Beauvois à la Banque Nationale avait nettement mis le doigt sur cette carence.

Les problèmes graves de la sidérurgie, du textile, des chantiers navals, ... des prix, ... doublés des difficultés communautaires ont compliqué les pourparlers et plus tard la FEB quittera la « Table Ronde Industrielle ».

Il subsistera bien de toutes ces concertations quelques décisions gouvernementales, telles celles de la création d'un Fonds de Rénovation Industrielle, et de réformes inscrites dans la loi anti-crise de 1978 dont certaines ne seront par ailleurs, jamais suivies d'exécution.

### **En conclusion.**

Il peut être affirmé que le conflit d'intérêts trouve, plus difficilement en temps de crise, des solutions entre les « partenaires sociaux » dans le domaine de la répartition, alors que les conventions collectives sont et restent pour eux un instrument très important pour ce faire.

Mais le débat économique et financier relatif à la conception et à l'orientation du « gâteau national » est loin d'avoir abouti.

Les conflits d'intérêts entre « interlocuteurs sociaux » et Gouvernement n'ont généralement pas été résolus.

Le constat fait que même des lois n'ont pas été exécutées prouve qu'on est loin du compte alors qu'il y va cependant de la vie en société.

Le problème de la « participation démocratique » et de la démocratie économique attend une solution rapide. Dans ce débat, les syndicats sont des interlocuteurs incontournables.

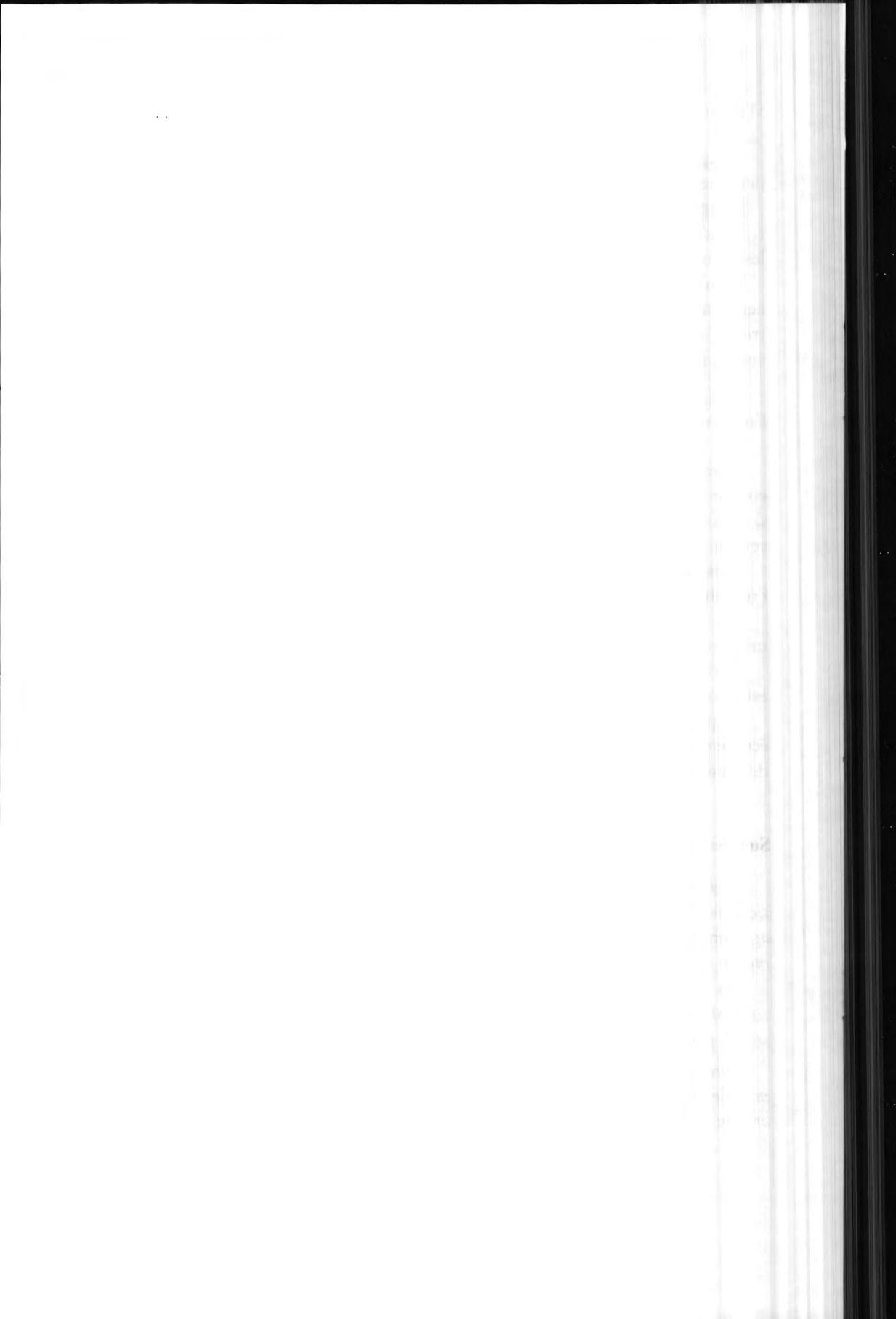
### **Summary : Trade union and politics in time of crisis.**

*As a result of economic crisis, it becomes very difficult to find a solution for conflicts of interests concerning redistribution. Nevertheless agreements between employers and trade unions remain important instruments.*

*The financial and economic debate concerning conception and orientation of National Product is far from being wound up. Conflicts between social partners and government are seldom resolved.*

*Moreover, the problems of « democratic participation » and « economic democracy » are waiting for a solution. In this debate trade unions are an indispensable discussion partner.*





# De verhouding ACV-ABVV in de jaren 1970-1985

---

door Jef HOUTHUYS,

Oud-voorzitter van het Algemeen Christelijk Vakverbond.

★

## Inleiding.

Ik was voorzitter van het Algemeen Christelijk Vakverbond van 1 januari 1969 tot 31 juli 1987. De periode 1970-1985 stemt dus bijna overeen met deze van mijn voorzitterschap. Ik meen te mogen zeggen dat ik niet alleen een bevoorrechte getuige van de gebeurtenissen tijdens deze periode was, maar ook actief aan hun ontstaan en ontwikkeling heb deelgenomen.

Vele outsiders en sommige insiders beweren en getuigen dat ik maar weinig inspanningen heb geleverd om, wat men het « gemeenschappelijk vakbondsfront » is gaan noemen, te bevorderen, te verstevigen en te bestendigen. Het is juist dat ik zelf die uitdrukking nooit heb gebruikt en ze nooit heb willen erkennen. De Belgische vakbeweging heeft nooit, in haar geschiedenis, een bestendig, gestructureerd « vakbondsfront » gekend. Onmiddellijk na de Tweede Wereldoorlog weigerde het ABVV een georganiseerde vorm van samenwerking. Enkel de « opsorping van het ACV », alleen de « eenheidsvakbeweging » of, zoals Georges Debunne het noemde « een huwelijk tussen ABVV en ACV » stelden en stellen nog de socialisten voorop. Zoals Maurits Standaert het optekende in « Mijn Getuigenis »: « Zijn de verhoudingen met het ABVV altijd moeilijk geweest en ze zullen het wel blijven » (1). Socialisten willen enkel maar een « monopolie-positie » bereiken. In een pluralistisch syndicalisme blijven de vakverbonden — ondanks een oprechte wil tot samenwerken — concurrenten van elkaar.

In mijn bijdrage tot het dertigjarig bestaan van « Res Publica » poog ik een objectieve, haast wetenschappelijke analyse te benaderen. Men kan

---

(1) M. STANDAERT, *Een getuigenis van Jef Houthuys : alleen optimisten zullen overleven*. Gent, 1987.

echter ook vrezen dat de geëngageerde militant, die ik ben, daar nooit ten volle in slaagt. Om de gekleurde van mijn betoog enigszins wat te temperen, heb ik een beroep gedaan op de Studiedienst van het ACV (2).

### I. Een stuk vooraf aan de jaren zeventig.

In België is de geschiedenis van de vakbeweging te vergelijken met die in heel wat West-Europese landen, waar een meervoudige vakbeweging tot stand kwam, onder druk van de omstandigheden, hoofdzakelijk van de brutaliteit van het marxistisch socialisme. Dit in tegenstelling met de Britse, Amerikaanse en Scandinavische vakbeweging, waar men die scherpe ideologische tegenstelling niet kende.

Ter gelegenheid van de viering van « 100 jaar christelijk syndicalisme in België (3), werd in alle klaarheid het georganiseerd arbeidersverzet in de 19<sup>e</sup> eeuw in herinnering gebracht. De eerste, oorspronkelijk neutrale, maar in feite christelijk geïnspireerde arbeidersverenigingen, werden door de eerste Marxistische Internationale genoyauteerd en kwamen aldus in het politieke socialistische vaarwater terecht. Gelovige arbeiders konden toen geen vrede nemen met de theorie en praktijk van de klassenstrijd, met de bewering dat godsdienst voor het volk opium en eigendom diefstal was. Dit leidde tot de oprichting, in 1886, van de « Anti-socialistische Katoenbewerkerbond, te Gent.

De Pauselijke encycliciek « Rerum Novarum » in 1891, zou niet enkel het verenigingsrecht verkondigen, maar ook de doorbraak van een « christelijke sociale leer » inluiden.

De politieke bedoelingen van de socialistische vakbeweging worden voldoende bewezen door het feit dat, vanaf 1898, de socialistische vakbeweging de « Syndicale Commissie » van de BWP (Belgische Werkliedenpartij) was en het bleef tot... 1937!

De Christelijke Vakbeweging moest dus tegelijk op verschillende fronten vechten. De belangrijkste strijd beoogde de ontvoogding van de arbeiders: welvaart, welzijn en erkenning. Maar tegelijk was daar de strijd tegen alle vormen van paternalisme: belering, onderdanigheid en liefdadigheid. En, tenslotte, was er de harde strijd tegen het onverdraagzaam socialisme, dat tussen de twee wereldoorlogen, de slagzin « Rood of geen brood » in de praktijk omzette. De broodroof tegen christelijk gesyndiceerden werd toegepast om het socialistisch monopolie in de ondernemingen te verwerven... of te behouden.

(2) Het beste van deze bijdrage dank ik dan ook aan Chris Serroyen. Voor de taalzuiverheid van de tekst zorgde Rik Blancke.

(3) ACV, 100 jaar Christelijk Syndicalisme in België. Brussel, 1986.

Waar de Christelijke Vakbeweging, tot na de eerste wereldoorlog, traag en moeizaam groeide, namen haar invloed en ontwikkeling, ondanks de economische crisis en de tegenkanting, gestadig toe. Redenen daartoe waren : de bewuste vorming, het dienstbetoon en de degelijke plaatselijke organisatie en werking.

We'licht volstaat deze kortgeschetste vooroorlogse schets, om te begrijpen dat de tegenstellingen en conflicten tussen socialistische en christelijke georganiseerden zeer scherp waren.

Men mag ook niet vergeten, dat de anti-kerkelijke ingesteldheid van de socialisten, met alle pesterijen vandien, de « anti-houding » van leiders en militanten van de Christelijke Vakbeweging nog verscherpte. En toch werd deze « anti-houding » doorkruist door een stevige positieve ingesteldheid. De reden daarvan en haar grondmotief lagen, onbetwistbaar, in de christelijke inspiratie van het Evangelie : naastenliefde, samenwerking, vrede en rechtvaardigheid. De radicale verwerping van de klassenstrijd is daarvan een sprekend bewijs. Maar er was ook de dagelijkse ondervinding en praktijk op het vlak van de ondernemingen, « aan de basis », zoals men zegt. Ook daar dienden alle krachten gebundeld te worden in de strijd om betere arbeidsvoorwaarden, bescherming en erkenning. Vandaar de solidariteit bij conflicten, vanwaar zij ook uitgelokt werden : stakingen breken was onaanvaardbaar, behalve toen de socialisten duidelijk decreteerden dat het om politieke acties ging.

Het was duidelijk : levensbeschouwend, ideologisch en in de actiemiddelen, zaten de syndicale organisaties op een totaal verschillende golfengte.

Tijdens de Tweede Wereldoorlog heeft het ACV zich, in alle stilte, op de na-oorlogse periode voorbereid. Ook de werkgevers wensten een heel andere ingesteldheid dan vóór de oorlog. Het werd duidelijker : de vakbeweging werd als « geldige gesprekspartner » erkend ; België mocht niet langer het « land van de lage lonen » blijven en de veralgemening van de « Sociale Zekerheid » was welkom.

Men kan gerust beweren dat het echte vrije syndicalisme in ons land zich s'echts vanaf 1945 kon ontplooien.

Ondanks de vertrouwelijke dialogen, tijdens de oorlogsjaren, tussen het « gekende trio » Bekaert - Major - Cool, stevende men in het ABVV — onder Communistische invloed en druk — toch af op de mogelijkheid van een « eenheidsorganisatie ». Dit werd door het ACV radicaal afgewezen ! Het ACV was wel gewonnen voor een « samenwerkingsstructuur », die echter even radicaal door het ABVV werd afgewezen. Duidelijk was echter dat, korte tijd nadien, de socialistische vakbond met man en macht diende op te treden tegen een ovrheersende communistische invloed en hem ook volledig afwees.

Intussen stelde men, in beide vakverbonden (ACV en ABVV) een snelle groei van de ledencijfers vast, in het ACV sneller dan in het ABVV. Einde 1966 telde het ACV 872.245 leden en had het ABVV er beslist 100.000 minder. In 1930 had het ACV maar 213.100 leden en de socialistische vakbond pronkte met 458.000 aangeslotenen! Het aantal bij een vakbond aangesloten leden, wat men de syndicalisatiegraad noemt, steeg ook gestadig van 35 % in 1930 tot 65 % in 1966.

Deze wijziging in de verhoudingen is belangrijk, wil men concrete vragen beantwoorden en beoordelen, zowel in verband met het syndicaal pluralisme als met de gewijzigde verhoudingen tussen de twee grote vakverbonden.

Ondanks het feit dat de arbeiders zelf in grote meerderheid en in alle vrijheid hun vertrouwen aan het meervoudig syndicalisme schonken en dat, in weerwil van het bestaan van een « eenheidsstructuur », de arbeidsvoorwaarden in ons land tot één van de besten ter wereld werden erkend, bleven de principiële verschillen in doctrine en in de praktijk toch voortleven (4).

Het is echter, voor deze studie van belang te weten dat, samen met de groei van het ACV en de evenwichtsverhouding die, hierdoor, ontstond tussen ACV en ABVV, ook de mogelijkheden tot samen overleggen en de kansen tot samen optreden en samen ageren, sterk toenamen.

Het klimaat verbeterde ook door het feit dat, binnen het Belgisch socialisme, de strakke ideologie van marxisme en klassenstrijd, samen met de virulente anti-godsdienstigheid afnamen. Ook de ondervinding in het syndicaal socialistische kamp die men opdeed na een aantal « politieke stakingen » speelde een belangrijke rol. De syndicale inzet ten tijde van de koningskwestie in 1950 en, meer nog, de « staking van de eeuw », onder leiding van André Renard ontketend tegen de Eenheidswet, einde 1960, begin 1961 — die trouwens op een totale mislukking uitdraaide — werden door de arbeiders maar matig geapprecieerd en hebben bij velen onder hen kwaad bloed gezet. Arbeiders houden liever van een scheiding tussen politiek en syndicalisme. Hierdoor heeft het ACV niet alleen veel leden, maar ook heel wat invloed gewonnen, ... zoals later nog zou blijken.

Al die gebeurtenissen — en de lessen die men eruit kan halen — hebben van 1961 af, geleid tot wat men, — vaak al te gemakkelijk — het « gemeenschappelijk syndicaal front » is gaan noemen.

Het is wel juist dat men zich hoe langer hoe meer, als twee gelijke partners is gaan opstellen, met alle nodige aandacht, op problemen als

---

(4) ACV, *Wezen en Streven*, 1951; ACV, *Het ACV, verantwoordelijk voor de toekomst*, 1969; R. VANDEPUTTE, *De harde strijd, Van Eylembosch tot Cool*. In: *Het Volk*, 1988.

de onderneming, de loon- en arbeidsvoorwaarden, de Sociale Zekerheid, de economische expansie en de Europese Economische Gemeenschap. Ook van werkgeverszijde huldigde men een « overleg-economie », een vernieuwde patronale opstelling, die echter niets van haar dynamisme en strijdbaarheid had verloren.

Daaruit groeiden grote verwezenlijkingen, zoals de Sociale Zekerheid, de inspraak-wetgeving van 1948, het statuut van de syndicale delegaties (1947), het protocol ter bevordering van de productiviteit (1954), de opeenvolgende programmatie- of interprofessionele akkoorden vanaf 1960 tot 1975, de vijfdagenweek in 1955, e.a.

Het is op die, hoger beschreven achtergrond, dat ons land, samen met andere Europese landen, de « golden sixties » intuïmelde, zonder scherpe tegenstellingen. De materiële welvaart kende toen ongekende hoogten. Alles was mogelijk — soms tot het gekste toe — door de economische oververhitting. Een onzichtbaar gevaar was de sluipende inflatie; de volledige tewerkstelling met de toevoer van duizenden gastarbeiders, sloeg om naar een stilaan stijgende werkloosheid. Wij hadden, toen, geen oog voor de weerslag van de ontwikkeling van de nieuwe technologieën in de Verenigde Staten en Japan.

In ons land werd meer tijd besteed aan de door A. Renard ontketende communautaire tegenstellingen, die ook de interne syndicale tegenstellingen zouden aanwakkeren.

Onvermijdelijk onderging onze jeugd en jeugdbeweging de weerslag van de woelingen van 1968 in Frankrijk. Zij hadden ook invloed op het syndicalisme. De vakbeweging zat mede in de draaimolen van de maatschappelijke evoluties, als deelgenoot en medespeler. Dit noopte ons zowel tot een grotere verantwoordelijkheidszin als tot meer deemoedige bescheidenheid.

## II. De jaren zeventig : in vele opzichten een keerpunt.

In 1969 kende de top van de vakbeweging een vernieuwing : Georges Debunne had reeds een jaar voordien Louis Major opgevolgd als Algemeen Secretaris van het ABVV en Jef Houthuys nam, als opvolger van Gust Cool, het roer van het ACV over.

Persoonlijke verhoudingen zijn belangrijk, niet alleen tussen de twee topleiders in de vakverbonden, maar ook in de Beroepscentrales en de Gewestelijke Verbonden. Er zijn de rabiate papenvreters ; er zijn er die geen socialist kunnen zien noch rieken ; er zijn de gemodereerde leiders, die zelfs als goede vrienden met elkaar kunnen omgaan. Ook naargelang de machtsverhoudingen, zijn er met ongehoorde pretenties, sukkelaars die niet « aan de bak komen » en realisten.

Maar in België worden de onderlinge syndicale relaties gekenmerkt door een stevige dosis pragmatisme.

Aangezien zowel ACV als ABVV nationale organisaties zijn en het willen blijven, bestaan er intern en in de onderlinge verhoudingen heel wat schakeringen. De Vlamingen voelen zich sterk binnen het ACV en de Vlaamse ABVV-ers voelen zich, ondanks gelijke ledencijfers, eerder onder de druk van de luider sprekende Walen. In het ACV zijn de Walen erg in de minderheid, zij vertegenwoordigen 1/4 van de ledencijfers. Maar door die minderheidspositie zijn zij geneigd om in Wallonië samen met de socialisten op te trekken. Zo moet het, menen zij al is de liefde alles behalve groot en pogen zij in hun verklaringen en acties « de anderen » de loef af te steken. Vertrappelen kan men de CSC-ers in geen geval, omdat zij steeds op hun grote vlaamse broer kunnen rekenen.

\*  
\* \*

In 1951 las men in het Activiteitsverslag van het ABVV: « Nu de strijd tegen de Christelijke vakbonden is verscherpt, wordt een persdienst onmisbaar » (5).

Maar, in 1971 daarentegen, lezen we in de resoluties van het ABVV-Congres:

« De vastlegging — met het ACV — en met het perspectief de eenheid te betrachten — van programma's en gemeenschappelijke actiedoelstellingen, rechtstreeks verbonden aan onze prioritaire doelstellingen en met als doel de structuren van de maatschappij om te vormen ».

« De uitwerking — met het ACV — van een gemeenschappelijk programma, dat als bedoeling heeft de politieke groepering van de progressieven met het oog op de verwezenlijking van een politieke meerderheid, die representatief is voor de werknemers, te versnellen » (6).

Als men aandachtig deze resoluties leest, klinken drie hoofdtonen door. Ten eerste: men kan niets zonder het ACV, al blijft de « eenheidsstructuur », de opgave. Ten tweede: het einde van de « golden sixties » is in zicht. De vrije markt is er niet in geslaagd de volledige tewerkstelling te verwezenlijken en bijgevolg moet de Staat, d.w.z. « het openbaar industrieel initiatief » die rol overnemen. En, ten derde, moet men vaststellen hoe sterk de socialistische vakbondsleiders met « de politiek » verbonden bleven. De politieke oproep van Collard willen zij mede, langs syndicale weg, kracht bijzetten. Nooit in het verleden is het ACV in die val getrapt, en ook ditmaal zal het niet gebeuren.

(5) Geciteerd door Joseph Verhoeven in: *CSC, qui es-tu ?* Brussel, 1976.

(6) ABVV, Doctrinair congres, 29, 30 en 31 januari 1971.



Daartegenover staan de resoluties, genomen in 1968 op het ACV-Congres onder het motto « Het ACV, verantwoordelijk voor de toekomst ». Wij lezen over « de eenheid van programma en van actie in « welbepaalde » activiteiten en voor een « welbepaalde » duur ». En verder: « Dit moet echter gebeuren in klaarheid en wederzijds respect ». Het ACV nodigde ook het ABVV uit « tot een ernstig dialoog over meer fundamentele problemen » (7).

In mijn eerste activiteitsverslag over de periode 1970-1972, schreef ik :

« Wij mogen na vier jaar (sinds 1968) getuigen dat wij, met het ABVV in deze richting gestreefd hebben. Als wij ons beperken tot de Confederatie, wensen wij uitdrukkelijk te vermelden het regelmatig overleg — met wisselend succes — over alle problemen, die behandeld werden in de « Economische en Sociale Conferentie », de « Interprofessionele Sociale Programmatie » en de grote « Consultatieve » raden. Wij vermelden ook nog de vergaderingen op het niveau van de beide secretariaten ACV-ABVV, de nieuwe vorm van samenwerking via speciale werkgroepen op het niveau van de studiediensten... (8).

Ondanks deze periode van groeiende inflatie en stijgende werkloosheid en van talrijke conflicten in bedrijven en ondernemingen, werd toch een interprofessioneel akkoord afgesloten, nog steeds steunende op... een gunstige economische conjunctuur.

En, ondanks gevoerde acties en sussende besprekingen met het ABVV, won het ACV de sociale verkiezingen van 1971.

\* \*

Een moeilijk onderwerp, dat vroeger reeds opdook, en jaren lang geen oplossing kreeg, was dat van de « medezeggenschap ».

Samen met de KWB had het ACV stelling gekozen voor een hervorming van de Naamloze Vennootschap (NV) om, behalve informatie en controle, ook medezeggenschap bij het nemen van grote beslissingen in de onderneming, evenals overleg op de werkpost, te verwerven.

Op alle mogelijke manieren heeft het ACV gepoogd hierover met het ABVV een overeenstemming te bereiken. Nooit is dat gelukt! Door zijn ingewortelde anti-kapitalistische houding en zijn vrees voor het sluiten van een « compromis », kwam het ABVV nooit verder dan de zogenaamde « arbeiderscontrole » en niets meer. Toen later, in de Europese vakbeweging, de quasi-totaliteit van de bonden het ontwerp

---

(7) Zie : ACV, *Verantwoordelijk voor de toekomst*, 1968.

(8) XXVste ACV-Congres, *De bearjvigheid van het ACV*, 1970-1972.

« Vredeling » i.v.m. een Europese NV steunde, bleef het ABVV alleen en onwrikbaar terzijde staan.

\*  
\* \*

De blijvende discussie over het te voeren gezinsbeleid is nog een bewijs van het feit dat, onder de talrijke pogingen en ook successen inzake samenwerking, van ondernemingsvlak over de sectoren heen tot het nationale, de eigen identiteit niet verloren ging. Het ABVV wilde hoofdzakelijk geld voor kinderkribben, terwijl het ACV de kinderbijslagen wilde verhogen en de diensten voor gezinshulp wenste te ondersteunen. Inzake Sociale Zekerheid kon wel redelijk snel overeenstemming bereikt worden over de werkloosheidsvergoeding en de pensioenen... maar niet over de kinderbijslagen. Daar kon men de reserves — ingevolge het dalend geboortecijfer — voor iets anders gebruiken!

••

Zonder twijfel heeft, in de nog redelijk gunstige economische toestand tijdens de eerste helft der jaren zeventig, de goede verhouding tussen ACV-ABVV en ook ACLVB bijgedragen tot de successen van het interprofessioneel overleg: met name de vier CAO's van 7 februari 1969, 15 juni 1971, 6 april 1973 en 10 februari 1975.

In 1969 werd voor het eerst een gemeenschappelijke eisenbundel ingediend. Ik schreef daarover het volgende in 1974: « Voor ons is dit meer dan een louter feitelijk samengaan; het is ook de uitdrukking van een gewettigd verlangen en van een echte waarborg voor de Belgische arbeiders. Wij willen in die richting verdergaan: de eenheid van actie verruimen en verdiepen » (9).

Maar meer dan samen overleggen, proberen samen een eisenbundel op te stellen, niet te beslissen zonder gemeenschappelijk standpunt werd het nooit. Nooit kwam men tot een gestructureerd overleg. Integendeel!

\*  
\* \*

Ongetwijfeld hebben, tijdens de hele periode 1970-1985, de politieke kleur van de regeringen en de gemaakte regeringscoalities de verhoudingen ACV-ABVV sterk beïnvloed.

Wij moeten eerst onderstrepen dat de jaren 1970-1980 geen model stonden voor regeringsstabiliteit, al zou die, omwille van de omkantelende

---

(9) J. HOUTHUYS, Vakbeweging en politiek of de kunst « op eieren te lopen ». In: *De gids op maatschappelijk gebied*, 1974, nr. 3, blz. 183-186.

conjunctuur wel nodig geweest zijn. Maar ja...! Zowel politiek als syndicaal is het gemakkelijker te werken in periodes van hoog- dan van laagconjunctuur!

De jaren 1974-1975 waren voor de wereldeconomie, en dus ook voor de Belgische, jaren van verval, wanorde, inflatie, werkloosheid, technologische en structurele omwentelingen. In België waren het « de gekke jaren »! De economische oververhitting heerste nog volop en maakte het, bijvoorbeeld, mogelijk dat, in 1974, met een inflatie van 16 % de lonen — bijna zonder slag of stoot — met 25 % stegen! Andere landen hadden de ommekeer zien aankomen en reeds beperkende maatregelen genomen. Bij ons werd er veel over gesproken, maar maatregelen kwamen er niet!

In 1975 verdwenen de socialisten uit de regering. Met hen was het duidelijk: van een stevige aanpak kon geen sprake zijn. Dat zou ook blijken in de dramatische aanvang der jaren tachtig.

Het ACV-activiteitsverslag van de jaren 1972-1975, handelt nog nergens over de spanningen tussen ACV en ABVV. Maar het ACV voelde de crisis aankomen en poogde, in de interprofessionele akkoorden van 1973 en 1975 en door tussenkomsten bij de regeringen, vooral de zwakste groepen in onze maatschappij te beveiligen. In België begon, in 1975, de economische crisis zwaar door te wegen. De regering Tindemans — zonder socialisten — verkondigde een herstelprogramma, waarin voor de werknemers ook moeilijk te aanvaarden beperkingen zaten: een vermindering van de bijdragevoeten van de RSZ, vooral inzake kinderbijslag en ook, door ingrepen op de koppeling index-lonen, ernstige loon- en weddebeperkingen. Het begon ook met de werkgevers mis te lopen. De vraag tot invoering van een « brugpensioen, om de jeugdwerkloosheid te milderen, kreeg vanwege de werkgevers een brutaal « neen » ... en de regering zag zich wel verplicht de rol van de « sociale gesprekpartners » over te nemen. Het ACV kon wel zijn goedkeuring hechten aan beperkende maatregelen, maar niet en in geen geval aan bepaalde harde regeringsmaatregelen in de Sociale Zekerheid.

Bij het ABVV luidde de stormklok. Alles was uit den boze en van enige beperking was geen sprake! Zo kwamen de twee vakverbonden tot verdeelde adviezen en standpunten. Er was nog wel een gezamenlijke persconferentie moge'lijk en een symbolische werkonderbreking van één uur, op 23 december 1975. Maar de manifestatie op 13 maart 1976 werd door het ABVV alleen georganiseerd. Het ACV riep een « brede confrontatievergadering » samen, omdat het nuttiger bleek te onderhandelen, volgens het ACV, dan te staken en te manifesteren.

Over die periode schreef Prof. Vandeputte: « Op de leidende figuren uit de politieke en sociale sector oefende de negatieve evolutie

van de economie en van de groeiende werkloosheid een niet geringe invloed uit. Zij werden zich ervan bewust dat men gedurende de vorige jaren te vlug en te hevig van stapel was gelopen en dat voortaan in menig opzicht op de voorwaartse sociale beweging een rem moest worden gezet... (10).

De syndicale leiders geraakten in moeilijkheden : zij werden door hun achterban opgejaagd naar nieuwe veroveringen, maar in het licht van de economische gegevens, bleek dat lichtzinnig en gevaarlijk.

Iedereen, de regering, het VBO en ook de vakbonden verdedigden het standpunt dat de tewerkstelling de allereerste zorg moest zijn. Maar de vraag was, op welke wijze op dat gebied de beste resultaten te bereiken waren ? Over dat probleem werden, het hele jaar 1976 door, besprekingen gevoerd op het hoogste vlak. Hebben ze veel opgeleverd ? « Men kan daaraan twijfelen » schrijft Prof. Vandeputte.

Door de regering werden wel maatregelen genomen, maar zij bleken ondoeltreffend en ontoereikend. Inderdaad, noch het VBO, noch de vakbonden kregen van hun achterban, in die moeilijke tijden dezelfde consensus, als die waarop zij hadden kunnen rekenen in « goede tijden ».

Het werd duidelijk dat ACV en ABVV anders, dus tegengesteld, reageerden op de economische crisis en op de ingrepen van de overheid. De samenstelling van de regering droeg daar zeker toe bij en, bovendien, reageerde men in Wallonië heftiger, omdat de economische toestand er ook veel negatiever evolueerde. Ondanks alles, kwam er toch geen breuk in de samenwerking tussen de vakverbonden. De radicale afwijzende houding van de werkgevers kan dat, deels, verklaren. De werkgevers wezen het brugpensioen radicaal af... en toch is het er gekomen ! Zij wilden het indexmechanisme van binding van lonen aan de index wijzigen, en dat werd door de vakbonden vierkant geweigerd. Het ABVV wilde nog harder reageren dan het ACV, dat naar middelen zocht om bepaalde maatregelen voor zijn achterban aanvaardbaar te maken. Maar sommige sociale afbraakbeslissingen, genomen na het regeringsconclaaf van 12 en 13 februari 1977 waren echt al te gortig en ook het ACV kon ze niet aanvaarden. Tegen deze sociale afbraak werden door ACV en ABVV samen, de « vrijdagstakingen » georganiseerd, opeenvolgend in verschillende provincies gedurende 24 uur van 15 februari tot 25 maart 1977. Ondanks het wisselvallig succes van die stakingen, was de syndicale reactie toch sterk genoeg om de regering tot ontslag te dwingen en het parlement te ontbinden.

---

(10) R. VANDEPUTTE, *Sociale geschiedenis van België, 1944-1985*. Tielt, 1987.

Om een goed begrip te hebben van de syndicale verhoudingen in de volgende jaren, moet de crisistoestand in België, vanaf 1975, in acht genomen worden : stijgende prijzen, groeiende werkloosheid, sluiting van talrijke ondernemingen, deficit in de sociale zekerheid, en een groeiend tekort in de openbare financiën.

\*  
\*\*

In die periode werd echter heel wat energie opgeslorpt door de communautaire problemen. Ook de syndicale organisaties ontsnapten niet aan dat probleem. Het is een feit dat — ingevolge de dreigingen en acties in Wallonië, die soms zwaar op de Vlaamse zenuwen werkten of de overdreven zelfbewuste houding van sommige Vlaamse leiders, die dachten dat alles beter zou gaan door « baas in eigen huis te zijn » —, nationale en laten wij maar gerust zeggen « unitaire » of « unitaristische » leiders dichter bij elkaar werden gebracht.

Debunne en Houthuys waren beiden overtuigd van de noodzaak de « nationale » organisaties te redden : de solidariteit, de Europese en internationale reflex haalden het op het separatisme. De discussies binnen de vakverbonden waren soms zeer intens en moeilijk, maar een uitkomst kwam geleidelijk tot stand onder de vorm van « regionale syndicale structuren ». Er was, inderdaad, geen gebrek aan contact ; de afspraken werden geëerbiedigd... maar in Wallonië was de eenheid maar schijn, maar geen « liefde » en konden de socialisten in Vlaanderen al blij zijn dat ze mochten meespelen.

\*  
\*\*

1977 — De socialisten hernamen hun plaats in de regering, tot groot genoegen van het ABVV. Door het feit dat de werkgevers weigerden nationaal nog te onderhandelen — of het eenvoudig niet meer konden —, zag de regering zich wel verplicht zelf op te treden. Het ABVV speelde volledig die kaart. Het poogde ook de noodzakelijke matiging en de beperkingen te koppelen aan het toekennen van sommige sociale voordelen ten behoeve van werklozen. Zo werd de ACV-eis tot invoering van een « derde arbeidscircuit », zonder enige schroom, door de toenmalige Minister van Arbeid, Guy Spitaels, omgedoopt ; het moest het BTK of « Bijzonder Tijdelijk Kader » worden !

De anti-crisiswet van 17 augustus 1978 bevatte een poging om de « KMO's » in een gunstiger daglicht te stellen en de groeiende staatsbemoeiing in de banken te koppelen aan volmachtsmaatregelen tot herstel van de ontspoorde staatsfinanciën.

Maar het verschil van houding tussen ACV en ABVV groeide gestadig. Het ACV aanvaardde bepaalde beperkingen op voorwaarde « dat de lasten rechtvaardig tussen de sociale groepen zouden verdeeld worden ».

Het ABVV proclameerde dat de werknemers aan de crisis geen schuld hadden, dat de markteconomie de grote schuldige was en dat de Staat « door middel van de publieke industriële onderneming » de gaten moest opvullen.

Bovendien werd de « herverdeling van de arbeid » een alles overheersende slogan : voor het ABVV was de vermindering van de arbeidsduur de « enige » reddingsboei. Het ACV zag daarin een middel onder de vele andere. Geleidelijk groeide zelfs de opvatting dat de actieven, samen met het aanvaarden van een aantal loonsbeperkingen, minder lang zouden werken om aldus voor jongeren arbeidsplaatsen te scheppen of te redden.

« Er was veel verwarring ontstaan over het begrip en de toepassing in België van de arbeidsduurvermindering. De werkgevers weigerden zonder meer hierover concreet te onderhandelen. Zij beweerden dat het een illusie was de arbeidsduurvermindering te zien als een middel ter bevordering van de werkgelegenheid. Zo... mislukten dan ook de interprofessionele besprekingen » (11).

Zonder enige overdrijving kunnen wij verklaren dat het ACV — na een ruime interne consultatie — op twee vlakken gans alleen stond. Het ACV erkende, eerst, dat « in crisistijd een werkverdeling op basis van solidariteit moest gebeuren » en, vervolgens, dat een 14<sup>e</sup> maand kinderbijslag noodzakelijk was.

\*  
\*\*

In april 1979 begon de reeks Martens-regeringen : alles werd gepoogd om de socialisten, binnen de regering en het ABVV, buiten de regering, te overtuigen van het belang van hun medewerking voor het herstel van het land. De crisis sloeg hoe langer hoe meer toe, de werkloosheid bleef maar stijgen, de munt had het hard te verduren en de sociale zekerheid bezweek onder de last van de groeiende lasten.

Reeds in 1979 besliste het ABVV alleen een eenzijdige actie te voeren, dat waren dan betogingen en kortstondige stakingen, die mekaar opvolgden. Maar voor de crisis bracht dat in elk geval geen oplossing. Op 13 november 1979, poogde het ACV nog, ondanks de moeilijkheden en tegenstellingen, tot een gemeenschappelijk standpunt te komen. Dat ging eenvoudig niet en het ABVV sprak zich, op 13 november 1979, uit tegen

---

(11) *Activiteitsverslag ACV 1977-1979*, blz. 143.

de regeringsvoorstellen (inclusief de socialisten) en besliste eenzijdig tot acties » (12).

Op 29 november 1979 gaf het ACV volgende persmededeling uit : « Het ACV hoort sedert enkele dagen met verwondering dat de leiders van het ABVV, vooral in Wallonië, het ACV en zijn verantwoordelijken, verwijten dat de acties, die het thans voert, niet gemeenschappelijk doorgaan. Ook verwondert het zich erover dat het ABVV het vooral op het ACV gemunt heeft, daar waar zijn acties zouden moeten gericht zijn tegen het patronaat, de artsen en eventueel de regering... » (12).

Het werd hoe langer hoe duidelijker dat het VBO zich verschuilde achter de regering en dat het ABVV in de onmogelijkheid was om redelijke oplossingen te bespreken en te aanvaarden, die gezien de crisis noodzakelijk waren.

### III. De jaren tachtig : dieptepunt en herstel na een harde confrontatie.

In 1980 kenden we reeds de regering « Martens III ». Opnieuw kwamen ACV en ABVV samen. Het bleek dat de weinig geslaagde socialistische acties tot nadenken hadden gestemd.

In de Magdalenazaal te Brussel werd, op 24 juni 1980, een gezamenlijke meeting georganiseerd : de schijn binnen en buiten was gered : de twee vakbonden proclameerden... hun solidariteit !

Voor de Belgische regering was het jaar 1980 echt dramatisch ! Het buitenland geloofde niet meer in ons land en... de Europese Economische Gemeenschap eiste het nemen van maatregelen.

Op 10 juli 1980 was er een nieuwe poging van de regering om de sociale gesprekpartners tot een vernieuwd contact te bewegen. Het lukte... jawel op 4 augustus 1980 en op 18 september 1980... maar zonder resultaat : het ABVV weigerde iedere inspanning, ook maar het minste offer, ondanks het aandringen van bepaalde socialistische ministers in de regering...

Maar toch... en ondanks alles werd door ACV en ABVV, op 14 november 1980, juist vóór de val van de regering Martens IV, nog een « gemeenschappelijke nota » opgesteld, met een aantal positieve besluiten.

Zo kwamen we, ondanks alles, en dank zij de inspanningen van premier Martens, op 17 november 1980, tot een Nationale Arbeidsconferentie en een ontwerp van interprofessioneel akkoord, dat weliswaar de « matiging » inhield, maar toch de koopkracht beveiligde en de sociale zekerheid

(12) *Activiteitsverslag ACV 1971-1981*, blz. 209.

(13) *A.w.*, blz. 210.

« poogde » te redden. ACV noch ABVV konden akkoord gaan. Op 13-14 december 1980 kwam er dan wel een verbeterde versie, waarmee wel het ACV vrede kon nemen, maar die zowel door het ABVV als door het VBO verworpen werd.

De totale breuk tussen ACV en ABVV kwam er in 1981 : elke organisatie besloot eigen manifestaties en acties in te richten. Vanwege eerste minister Martens kwam er nog een ultieme noodingreep en... werkgevers en werknemers sloten nog een beperkt interprofessioneel akkoord op 12 februari 1981, liever dan zich in een wettelijk keurslijf te laten wringen.

Op 29 maart 1981 lanceerde de regering een « noodplan », omdat onze munt echt in gevaar verkeerde en niemand « nog een cent gaf » om het ontredderde en stuurloze land nog te redden.

\*  
\*\*

Na een korte Marc Eyskens-periode, als eerste minister, en als overgang naar de verkiezingen, werd de herstelperiode ingeluid, zonder en zelfs tegen de socialisten in de regering. Volgens een uitspraak van een Waals leider « bleven Spitaels en zijn gezellen, ondanks de moeilijke omstandigheden, liever vanop het balkon toekijken... hoe de troepen naar het front marcheerden ». In « Een getuigenis van Jef Houthuys » (14) heb ik eerlijk gepoogd die periode te beschrijven. De weerslag hiervan zijn de hoofdstukken « Herstel in pijn en smarten », « De devaluatie » en « Het heden en de toekomst ». Ook Wilfried Martens heeft in zijn boek « Een gegeven woord » (15), die periode beschreven.

\*  
\*\*

Op 17 december 1981 kwam de regering Martens V tot stand, voor de eerste keer een Martens-regering zonder socialisten, die het tot in 1987 uithield. Die regering predikte een matigingspolitiek, waartegen het ABVV zich verzette en het ACV een meer gematigde houding aannam. Een herstel van een positieve verhouding tussen ACV en ABVV zat er dus niet in. Het ABVV greep regelmatig naar het wapen van de 24-urenstakingen, waaraan het ACV geen deelnam. Ook het ACV voerde actie, maar dan afzonderlijk en met eigen actiemiddelen. Nauwelijks kwam men tot gemeenschappelijke standpunten, de contacten tussen de twee secretariaten werden zeldzaam en... er werden beschuldigingen over en weer geslingerd.

---

(14) M. STANDAERT, *a.w.*, resp. blz. 105-113, 115-119 en 122-127.

(15) W. MARTENS, *Een gegeven woord*. Tielt, 1985, blz. 111-124.



En toch, ... ondanks alles, bleven ACV en ABVV op bepaalde punten samenwerken en die punten waren eigenlijk talrijk.

Ziehier de opsomming :

1. Op 30 november en 7 december 1982 werden stakingsdagen georganiseerd om een interprofessioneel raamakkoord inzake arbeidsduurvermindering en compenserende aanwervingen kracht bij te zetten.

2. Een gezamenlijke ACV-ABVV-actie ter ondersteuning van het optreden van de Westduitse vakbeweging voor arbeidsduurverkorting.

3. De ACV-ABVV-contacten om begin 1983 (6 januari 1983) gezamenlijk acties te voeren voor meer werkgelegenheid. Die afspraken hebben geleid tot :

a) de gemeenschappelijke verklaring van 20 januari 1983, waarin o.m. werd gesteld dat het industriebeleid ontoereikend was, een versteviging van het tewerkstellingsbeleid noodzakelijk was en de in 1983 aangenomen loonmatiging in werkgelegenheid moest omgezet worden ;

b) de gemeenschappelijke informatiebijeenkomst, te Brussel, op 8 februari 1983, waaraan 3.000 vakbondsmilitanten deelnamen ;

c) de gemeenschappelijke betoging, te Brussel, op 26 februari 1983, waaraan 100.000 manifestanten deelnamen.

En de overeenkomst van 17 april 1984, waarin gemeenschappelijke prioriteiten werden vastgelegd voor een ontmoeting tussen regering en vakbonden over het interprofessioneel overleg van 1985-1986 en het aangekondigde spaarplan van Martens V. Die ontmoeting zou later uitmonden in een driedelig overleg (regering - werkgevers - vakbonden) over het prijzenbeleid en het gebruik van de opbrengst van de matiging voor de tewerkstelling en het industrieel beleid. ACV en ABVV overhandigden samen, in september 1984, een nota met het oog op dat overleg.

De periode 1982-1985 kan dus bezwaarlijk worden beschreven als een periode zonder contacten, samenwerking en gemeenschappelijke acties tussen beide vakverbonden, zeker op het vlak van de sectoriële en regionale ontwikkelingen. Een voorbeeld hiervan was de septemberstaking van het overheidspersoneel in 1983.

Toch kon de toestand en de atmosfeer niet vergeleken worden met de periode 1968-1975, bijvoorbeeld. Telkens de regering met een nieuw spaarplan voor de dag kwam, rees er onenigheid tussen ACV en ABVV over de te leveren kritiek en de te nemen actiemaatregelen om de voorstellen te corrigeren. Het ABVV weigerde het ontwerp van interprofes-

sioneel akkoord van 13 september 1984 voor de jaren 1983-1986 goed te keuren en aanwezig te zijn op de ontmoeting tussen regering en sociale gesprekpartners. Er was dus zware onenigheid!

De ontwikkeling die het ABVV, in die periode doormaakte, was opvallend! Stilaan begon het te beseffen dat, wilden interprofessionele acties enige kans op slagen hebben, zij samen met het ACV dienden gevoerd te worden. De atmosfeer binnen het ABVV was dan ook om te snijden, vooral ingevolge de houding van de Waalse « ABVV-intergewestelijke » organisatie, die aanstuurde op acties, ook zonder het ACV. Dit werd duidelijk tijdens de septemberstaking van het overheids personeel in 1983, toen een voorstel van de « Waalse ABVV-intergewestelijke organisatie » om met het gehele ABVV een interprofessionele staking uit te lokken, door het nationale ABVV werd afgewezen. Zonder het ACV begon het ABVV zich duidelijk machteloos te gevoelen... een duidelijk verschil met de jaren 1950-1960, toen het ABVV regelmatig dacht het zonder het ACV te kunnen bolwerken.

#### IV. Poging tot besluit.

In het hu'deboek aan Lucien Fruru, die onlangs afscheid nam als Voorzitter van de Christelijke Centrale van Textiel en Kleding (september 1988) (16) mocht ik schrijven: « Zonder de trouw, zonder het hart en zonder de vriendschap van Lucien Fruru, hadden wij nooit de moeilijke jaren '70 en de harde jaren '80 kunnen omplooien om ons land, zijn bevolking en zijn arbeiders er weer bovenop te helpen en in het goede Europese peloton terug te brengen ».

Het activiteitenverslag 1984-1985 van het ACV (17) draagt in deel I de veelzeggende titel: « Prioriteit voor het behoud van de solidariteit in het raam van het economisch herstel ».

De verslagen 1985-1986 en 1986-1987 van het ACV getuigen van de harde strijd op vele fronten tegelijk. Onze eigen troepen moesten de offers en « inleveringen » wel slikken, om de economie en de openbare financiën te redden. Met de werkgevers, die zich al te lang achter de regeringsmaatregelen wegstopten, moest het overleg en de consensus uit de brand gesleept worden. Met de regering en de eigen vrienden in die regering diende het ACV te onderhandelen om de liberale overdrijvingen en onaanvaardbare besparingen te milderen of weg te werken. Het ACV vond het ook noodzakelijk, in zijn verhoudingen met het

---

(16) L. FRURU, *Een halve eeuw strijd voor textiel*. Gent, 1988.  
 (17) *Activiteitsverslag ACV 1984-1985*.

ABVV te pogen de overdrijvingen van 1960-1961 te vermijden, de arbeidssolidariteit maximaal te vrijwaren en toch de eigen uitzichten en wegen van elke vakbond te eerbiedigen.

En in het licht van al die tribulaties van de laatste 15 jaar (en van de 80 à 100 vorige jaren) schrijft Jean Auger (18) « Identiteit en solidariteit zijn van elkaar familie, in wel en wee, in gemeenschappelijke actie en in tegenstrijd, op één voorwaarde: « de inzet moet de arbeider zijn ».

**Summary : The relationship between the socialist and christian trade unions during the period 1970-1985.**

*Trade Union Mouvement in Belgium has never been an enduring structured entity. In pluralistic political systems, trade unions develop rather pragmatic relations and act as competitors. Economic recession determined the trade union strategy in the seventies : focus of the policy switches towards employment (instead of income and wages). ABVV (socialist trade union) and ACV (Christian trade union) cultivated different viewpoints concerning the solution of crisis, which resulted in a tense relationship.*

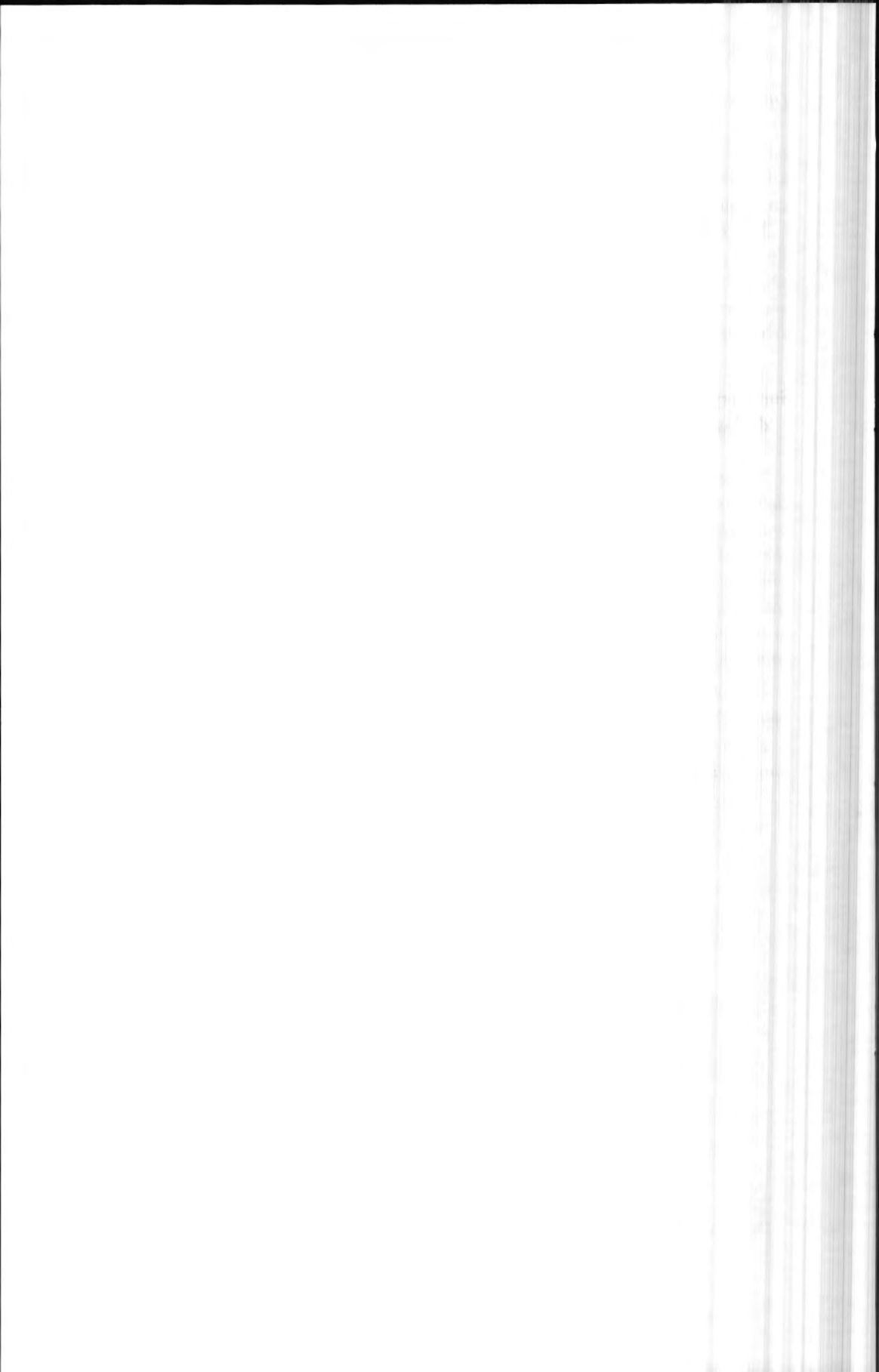
*In the early eighties, relations sunk to the ultimate point of rare contacts, none or few common statements and many accusations.*

*From 1982 on, cooperation grew again : contacts intensified and common actions got higher frequency again.*



---

(18) J. AUGER, *Syndicalisme des autres, Syndicats d'Europe*. Paris.



## La première décennie du Parti Social Chrétien autonome

---

par Charles-Ferdinand NOTHOMB,

Président de la Chambre des Représentants.

Ancien ministre.

★

Pour comprendre les comportements et les sentiments du PSC dans les 10 premières années de sa vie autonome, il faut essayer de décrire ce qu'était la mémoire collective politique du PSC à la fin des années 1960.

Les dirigeants du PSC sont comme la plupart des dirigeants des partis traditionnels, profondément attachés à l'unité du pays. Le Parti Social-Chrétien francophone sait quels efforts il a dû fournir pour défendre des positions sociales-chrétiennes nationales dans les grands débats politiques nationaux, alors que les sociaux-chrétiens sont minoritaires dans le sud du pays.

De 1945 à 1950, ils ont été dans le sud du pays, où cette position était minoritaire, défenseurs du retour du Roi Léopold.

De 1950 à 1958, ils ont mené leur effort pour une nouvelle paix et une équité scolaire, qui a abouti, après un conflit contre la loi Collard, à la victoire de 1958 et au Pacte scolaire. En 1958, ils ont soutenu le plan-clé de Gaston Eyskens qui avait notamment comme ambition de faire face aux problèmes régionaux dont le plus criant était celui du chômage structurel en Flandre; ils ont, au début des années 1961, subi en Wallonie le choc des grandes grèves organisées par la FGTB qui a lancé le thème du fédéralisme pour masquer leur échec.

Dès le lendemain de la guerre, les sociaux-chrétiens ont contribué notamment par la personne de Pierre Harmel aux travaux de réflexion sur les moyens de la pacification communautaire en Belgique, menant aux conclusions du centre Harmel. Ils ont assumé les lois linguistiques de 1963 y compris toute l'impopularité bruxelloise pour l'un des leurs, le Ministre Gilson qui a mis en œuvre les orientations générales du centre Harmel, et ils ont soutenu ce compromis dans l'esprit de pacification, étant donné bien entendu entre

les sociaux-chrétiens que jamais l'université de Louvain ne serait concernée par la recherche de l'homogénéité linguistique.

Quand donc, en 1968, le Gouvernement Vanden Boeynants est renversé, suite à une interpellation du CVP faisant écho au « Walen Buiten », c'est un de ses élus du lendemain de la guerre, profondément attaché à l'unité d'action des sociaux-chrétiens, Albert Parisis, qui doit proclamer le « distanciellement », à la veille des élections. Mais le rejet dont l'UCL était l'objet provoque une profonde désillusion et un malaise dans les rangs du Parti Social Chrétien francophone qui se sent bafoué par les sociaux-chrétiens du nord.

Il est à noter qu'à ce moment, le PSC national dont les 3 postes-clés sont dans les mains du CVP (Président, Robert Houben, Secrétaire national, Frank Swaelen, Directeur du CEPSS, Gaston Geens) n'a pas pu (impossibilité, absence de volonté ?) assurer au PSC francophone la garantie du statu quo ni même le dialogue ou le compromis avec le CVP

D'où le sentiment de certains : si le PSC national, dirigé de plus par les flamands, est incapable de veiller à ce que la ligne politique commune soit suivie par les groupes parlementaires du nord du pays, à quoi bon...

Par ailleurs, la majorité des électeurs sociaux-chrétiens bruxellois l'abandonnent également pour suivre Paul Vanden Boeynants sur une liste bilingue.

Au lendemain des élections de 1968, le PSC orthodoxe, dirigé par Albert Parisis, n'a plus que 14 députés en Wallonie, auxquels vient s'ajouter un élu bruxellois, François Persoons (inspiration plus wallonne et plus grande sensibilité au drame de Louvain) que viendront rejoindre les 4 députés francophones élus sur la liste bilingue de Vanden Boeynants. Après quelques années, François Persoons quittera le PSC pour le FDF, ramenant le nombre de députés PSC à 18, le plus bas de son histoire.

Il est à noter toutefois qu'à côté du phénomène communautaire il y a eu aussi le phénomène du pacte scolaire et de l'évolution des mentalités qui a fait que depuis la victoire électorale de 1958, le CVP comme le PSC ont reculé à chacune des élections, ils le feront en 1968, ils le feront encore en 1971, le redressement ne viendra qu'ensuite... et à la suite d'un changement de présidence au nord et au sud.

Mais venons-en aux 10 premières années du PSC autonome.

Au lendemain des élections de 1968, près d'un quart de siècle après la fondation du parti, les dirigeants du PSC dont les figures principales, outre les Présidents Albert Parisis, député de Verviers et Léon Servais, sénateur de Liège, sont Pierre Harmel, Pierre Wigny et Paul Vanden Boeynants, tous élus d'avant 1950, se trouvent dans une situation difficile, ayant perdu les élections, et étant obligés de négocier le transfert

de l'Université de Louvain, en même temps qu'une révision constitutionnelle qui mènera à l'autonomie culturelle et à la parité au Conseil des Ministres en 1970.

On peut dire qu'à ce moment, l'essentiel de l'énergie du PSC est consacrée à :

1. Négocier les garanties pour l'Université de Louvain. Accepter le transfert, mais à la condition qu'un effort énorme soit consenti par la Communauté nationale pour créer deux implantations totalement nouvelles pour l'Université catholique francophone à Ottignies et à Woluwe.

Les problèmes matériels des investissements à réaliser pour l'Université de Louvain pèseront d'un poids énorme pendant les 10 premières années sur le Parti Social-Chrétien : à chaque négociation gouvernementale, ils devront renégocier pour obtenir le respect des engagements et sauver l'université catholique francophone, au profit d'une communauté où les sociaux-chrétiens sont une minorité. Ce résultat sera obtenu, mais le prix payé aura été lourd...

2. Négocier une évolution institutionnelle équilibrée. Dans la négociation pour l'autonomie culturelle, ce sont les PSC qui, seuls, s'accrocheront pour inscrire deux garanties dans la Constitution : la première est la parité au Conseil des Ministres, la seconde est la sonnette d'alarme dans le cas où la communauté culturelle, majoritaire au Parlement, tenterait d'abuser de sa majorité au détriment des intérêts fondamentaux de la communauté minoritaire...

Ces deux dispositions sont effectivement inscrites dans la Constitution en 1970. Beaucoup d'autres partis francophones se gaussent de l'obstination des juristes du PSC sur ces deux dispositions, mais plus tard tous salueront la clairvoyance de ceux qui ont fait inscrire ces dispositions constitutionnelles, garanties de base pour les francophones dans un Etat belge où la différenciation communautaire sera exacerbée.

Toutefois, ces préoccupations constitutionnelles au sommet ne sont pas nécessairement celles de la base militante du parti, et certaines frondes se développent contre « les anciens » qui monopolisent sur ces thèmes l'influence du PSC national. Celui-ci aussi bénéficie du prestige de Pierre Harmel aux Affaires étrangères, mais la base militante du parti a l'impression que le PSC est trop petit et trop en danger pour pouvoir consacrer ses forces à la politique internationale, à la politique constitutionnelle et à la sauvegarde de l'Université de Louvain sans qu'on s'occupe « de la base qui lutte sur des terrains plus concrets ».

Plusieurs efforts de changement se développent donc dans le PSC dans les années 1970-1971, un congrès du PSC de la province de Luxembourg prône un renouveau sur base d'un « parti fédéral pour une Belgique unie ».

Un « directoire » présidé par Charles Hanin, Ministre des Classes moyennes prend une partie du pouvoir au PSC dont le président Léon Servais, pour qui chacun a du respect, semble avoir des préoccupations trop éloignées des nouvelles préoccupations des militants...

C'est dans cette équivoque que le PSC va aux élections de 1971, où il recule comme à toutes les précédentes... en voix, mais il gagne deux sièges par une meilleure répartition de celles-ci et par la fin du schisme à Bruxelles. Il se retrouve avec vingt députés.

Au lendemain des élections de 1971, le Président Léon Servais entre au Gouvernement. Sa place devient officiellement vacante, le directoire n'a plus de raison d'être et le PSC est le premier parti à appliquer la règle de l'élection du président national du parti au suffrage universel des membres. Ce retour à la base va produire un profond rajeunissement.

Par un mouvement qui semble parallèle à celui qui s'est développé au sein du CVP, le PSC va en effet lors des élections de son président en mars 1972, donner la préférence au plus jeune des 4 candidats, qui est aussi le plus jeune des députés sociaux-chrétiens de l'époque, malgré l'appui donné par les dirigeants les plus en vue du PSC à d'autres candidats. Le nouveau président d'alors, signataire de cet article, s'il était considéré comme contestataire, est un centriste et s'il est en 1972 plus régionaliste que la moyenne du PSC, il est néanmoins très attaché à la cohérence et à la cohésion nationales.

Dans la description des années de vie d'un parti politique, il y a deux lignes de force.

La première est l'action interne qui porte sur les structures, la doctrine, l'organisation, l'animation, la formation. Celle-ci est souvent principale par rapport à l'ambiance, à l'unité, la combativité et la capacité électorale du parti. La seconde est l'action la plus visible : le débat dans l'arène politique, en face des autres partis, ses positions dans le vote des lois principales, dans la formation, le programme et la vie des coalitions gouvernementales. Cette dernière résulte beaucoup des circonstances, et de la réalité des autres formations politiques.

L'effort de la nouvelle génération du PSC, arrivé au pouvoir en 1972, sera d'abord de procéder à une révolution interne dans un parti qui avait joué un grand rôle, mais qui en restait parfois pantelant et dispersé.

Et pour cela :

- Recréer l'unité d'action par la tenue hebdomadaire d'un comité directeur, auquel participeraient tous les ministres. Ce n'était pas le cas auparavant.



- Expliciter immédiatement la position du parti dans les problèmes d'actualité, par un communiqué hebdomadaire à l'issue du comité directeur.
- Organiser un nouveau brassage de tous les militants du PSC, souvent dispersés géographiquement ou en différentes chapelles, en les appelant tous ensemble à une nouvelle formulation de la doctrine et du programme politique. La réalisation de ce brassage par un effort constant et honnête de participation interne; c'est le PSC qui a inventé à ce moment-là la technique du congrès en plusieurs phases, la première étant un congrès-forum de lancement d'idées, avec discussion très libre, suivie d'un congrès de participation qui se déroulait dans les différentes sous-régions du pays, pour se clôturer par un congrès de synthèse formulant la doctrine et le programme.
- Clarifier ses relations avec les autres partis, d'une part avec le CVP et d'autre part avec les autres partis francophones.
- Etablir des contacts cordiaux mais sans liens organiques avec les grandes organisations sociales et professionnelles et les mouvements volontaires.
- Se donner un nouveau visage, pour sortir à l'intérieur et à l'extérieur du souvenir de trop nombreuses défaites, de trop nombreux compromis et de rancœurs... (le parti change de couleur, il passe du vert à l'orange, le sigle est dessiné d'une autre manière).  
Mais tout cela sans perdre la référence à la tradition, en amenant les anciens à donner leur caution aux innovations, sans rompre pour un parti aussi traditionnel et soucieux de l'Etat, la ligne directrice rassurante pour le plus grand nombre.

A côté de cet effort de réorganisation et de redéfinition interne, vis-à-vis de ces propres cadres militants et électeurs, mais aussi vis-à-vis de sa doctrine, les actes de l'attitude de la nouvelle direction du PSC seront :

1. Une attitude moins fermée et plus compréhensible vis-à-vis des mouvements wallons.

Le Rassemblement wallon, comme parti politique, est à son apogée, il a recueilli, ainsi que le FDF, à la suite de « l'affaire de Louvain », l'adhésion de la plus grande partie des élites universitaires francophones catholique, qu'il s'agisse de professeurs ou d'étudiants.

Le PSC lancera la proposition « d'une concertation wallonne » pour voir clair dans les perspectives d'avenir des différents partis politiques; le PSC en sera rapidement l'élément principal, par suite du refus de participation du Parti Socialiste présidé par Edmond Leburton et parce que devant le PLP wallon, le Rassemblement Wallon, et le Parti Communiste, il était le parti qui avait le plus d'expérience et de poids dans la vie nationale.

2. Amitié avec le CVP qui vient lui aussi de se donner un nouveau dirigeant, en la personne de Wilfried Martens, mais en établissant bien que cette collaboration se fait dans l'équilibre des intérêts, et sans avoir peur de l'autonomie...

Le PSC n'accordera plus d'énergie au maintien de l'influence de la structure nationale qu'incarnaient toujours Messieurs Houben, Swaelen et Geens, mais qui ne semblaient pas disposés à s'ouvrir à une participation francophone au sommet et n'avaient pas évité les crises... Le PSC les laissera toutefois en place mais établira avec le CVP le projet d'une nouvelle structure d'un parti fédéral, avec un président général et un secrétaire général commun, chargé de gérer les parties communes du programme et de l'action. Cette nouvelle structure sera approuvée par les deux congrès du CVP et du PSC, mais ne sera jamais mise en œuvre.

Le président Houben démissionnera à la demande du PSC, au lendemain de la crise gouvernementale ouverte par le CVP sur les Fourons.

3. Etre un élément de stabilité gouvernementale. Le PSC avait plusieurs grands hommes au Gouvernement, mais parfois l'absence de structure du parti et l'absence de contact régulier laissaient percer un distanciellement entre les positions des ministres PSC au Gouvernement et celles du parti. Dorénavant la concertation sera systématique, mais le PSC, comme organisation, se donnera comme mission de soutenir l'action de ses ministres au Gouvernement, et par là d'être un facteur de stabilité gouvernementale.

L'image gouvernementale du PSC sera donnée de manière stable, par le tandem Paul Vanden Boeynants-Alfred Califice, incarnant l'équilibre socio-économique de l'électorat du PSC.

L'efficacité de la collaboration entre le parti et son aile gouvernementale, est d'autant facilitée, qu'à ce moment encore les structures d'un parti comme le PSC sont extrêmement légères : le président nomme un secrétaire politique, qui est l'élément moteur de la transformation, de l'animation et de la doctrine; le premier sera Henri-François van Aal, qui changera l'image du parti, le second sera plus tard Michel Hansenne, plus centré sur la doctrine et le programme. Ces deux hommes forment avec un secrétaire général chargé de l'organisation proprement dite et plus tard avec un responsable des relations publiques un quatuor qui avec un petit secrétariat n'interfère pas dans la vie quotidienne du Gouvernement, ni dans la vie quotidienne des organes décentralisés : cette organisation souple et décentralisée se révélera plus efficace que les lourdes machines administratives mises en place dans les partis politiques dans les années 80.

Cette année 1972 sera celle du renouvellement des attitudes et de l'organisation.

Celles-ci seront confrontées dès les premiers jours de 1973 à une crise politique, à propos des Fourons (déjà !). Comme le CVP refuse de soutenir le projet de loi qui avait été signé par tous ses ministres, le Gouvernement Eyskens-Cools, malgré une dernière tentative qui se heurte au sein du PSC à une rude résistance du député de Mouscron-Comines, démissionne, sans que le PSC ait eu à se prononcer. On apprendra plus tard que le problème fouronnais n'était pas vraiment la cause, mais un désir au sein du CVP de changer les générations à la tête du Gouvernement...

Le CVP ayant fait tomber le Gouvernement, la crise aboutit à mettre en place un premier ministre socialiste, Edmond Leburton, et permit aux nouvelles structures et aux nouveaux dirigeants du PSC, de participer à la première négociation d'une coalition politique en vue de la formation d'un gouvernement.

Cette négociation, plus que d'autres, sera représentative de la diversité de la problématique belge, puisque les trois ingrédients essentiels de cette vie politique étaient sur la table :

1. Les tensions Nord-Sud, avec la régionalisation et la solution à la crise des Fourons.

2. Le conflit sur la liberté et l'égalité dans l'enseignement (clivage confessionnel) avec la révision du Pacte scolaire de 1958, que demandent les sociaux-chrétiens.

3. Les tensions économiques et sociales avec l'initiative industrielle publique, à la mode en ce temps-là, et qui amènera d'ailleurs la chute du gouvernement moins d'un an plus tard.

L'ingrédient institutionnel rend souhaitable une majorité des 2/3 et l'ingrédient scolaire impose que les trois familles politiques traditionnelles s'unissent. Ce gouvernement ne réalisera finalement pas son programme institutionnel, mais amènera l'apaisement dans les Fourons par un simple arrangement scolaire. Ce gouvernement ne réalisera pas de grandes initiatives industrielles publiques, mais il réussira une importante révision du Pacte scolaire, établissant à la demande des sociaux-chrétiens l'égalité en matière de transport scolaire, de traitement des prêtres et religieux, une amélioration des subventions de fonctionnement pour l'enseignement libre et le financement par l'Etat des constructions scolaires de l'enseignement libre et communal.

Si le programme institutionnel du Gouvernement Leburton n'a pas été concrétisé dans les textes légaux, il réglait pour le PSC deux problèmes, d'une part par la promesse de la création de la région de Bruxelles, avec des institutions identiques à celles des deux autres régions et d'autre part,

parce que fut négociée à ce moment-là, la clé des dotations pour les régions à créer.

Le PSC devait exiger, avant d'accepter de transférer des compétences, que cette clé soit négociée de manière durable.

Selon le PSC, pendant les 130 premières années de la Belgique indépendante, la Wallonie avait été la partie la plus riche du pays, dans un cadre d'un Etat qui n'était pas régionalisé. Dans les années 60, cette situation privilégiée de la Wallonie avait pris fin puisqu'elle était rattrapée en revenu national par tête d'habitant par la Flandre. Ce n'était pas le moment d'entrer dans la régionalisation sans avoir des garanties financières importantes pour une région qui amorçait un processus de reconversion.

De très nombreux efforts avaient été faits depuis des années pour définir « des critères objectifs » où l'expérience avait montré que ce qui était objectif pour les uns ne l'était pas pour les autres. C'est le PSC qui fit approuver dans la négociation tripartite la solution simple conciliant les trois critères :

- a) population (avantage dans la région flamande, plus nombreuse);
- b) la superficie (avantage dans la région wallonne, la plus étendue);
- c) les recettes fiscales, qui avantageaient Bruxelles.

Cette combinaison des trois critères avait l'avantage d'être acceptable pour tous, mais de favoriser la région wallonne qui allait entrer dans une pénible période de reconversion économique.

Le résultat de ce système était en outre justifié par le fait que la région bruxelloise, et sa périphérie, principalement flamande, profitaient davantage des dépenses de l'Etat central dans et autour de la capitale, et que d'autre part, la Wallonie avait seule la charge des dépenses d'infrastructure et de service concrètement plus lourdes dans le Sud-Est où la population tombe en-dessous de 75 habitants au kilomètre carré...

Cette clé de répartition fut acceptée au cours de toutes les coalitions suivantes et fit partie de l'acquis jusqu'aux lois de régionalisation de 1980. Elle fut abandonnée en 1988 pour donner comme référence essentielle le critère des recettes fiscales, défavorable à la région la plus pauvre...

Mais le parti socialiste fit tomber le Gouvernement Leburton sur l'affaire IBRAMCO.

L'année 1974 est donc abordée dans des circonstances tout à fait différentes puisque le PSC et le CVP ont réussi ensemble une révision du Pacte scolaire qu'ils souhaitaient, que la crise n'a pas été le fait de leur division mais de la division dans le camp des socialistes, et que le Premier Ministre socialiste sortant et son gouvernement trop lourd n'étaient pas populaires.

Ce sont ces circonstances, liées au travail de réorganisation mené par les nouvelles équipes de 1972, et pour le PSC à son profil plus « wallon », suite à la concertation wallonne, qui va amener la victoire électorale du 10 mars 1974 et la bonne position de négociation pour les sociaux-chrétiens dans le gouvernement qui suivra.

Les élections se font d'ailleurs sur base d'un manifeste électoral commun que publient ensemble le PSC et le CVP nouvelle manière.

L'accent y est mis sur la nouveauté : « Les difficultés politiques des 12 derniers mois montrent que notre pays a besoin d'une nouvelle politique... Sans quoi nous pataugerons encore dans le marécage des querelles mesquines et nous resterons incapables d'agir. Il faut agir, car le monde change, il change à un rythme dont la rapidité effraie les uns, enthousiasme les autres. « Le premier thème de ce programme commun 1974 est celui d'une politique correcte : « il faut en finir : 7 gouvernements en 10 ans, 4 élections en 9 ans, on se sert du moindre problème pour attiser l'opposition entre les communautés. »

« Les meilleurs de nos concitoyens perdent confiance dans la politique et dans les hommes politiques. »

Ce programme, pour lutter contre la bureaucratie, annonçait une politique de décentralisation administrative vers chaque commune, mais aussi une bonne régionalisation permettant aux grandes régions de décider ce qui leur est propre.

Le programme commun au PSC-CVP était un programme de 65 pages auquel était joint un programme d'actions régionales Wallonie-Bruxelles pour le PSC, de 16 pages (le CVP avait un programme d'action régionales de 26 pages).

Les résultats de l'élection du 10 mars sont une progression des sociaux-chrétiens tant au nord qu'au sud. Le PSC gagne un siège, ce n'est pas énorme, mais tout va changer, car si le PSC a progressé modestement, les partis communautaires ont tous reculé, de même que les libéraux et les socialistes.

Les sociaux-chrétiens, se sont mis d'accord pour proposer Léo Tindemans comme Premier Ministre. Ils se détourneront d'un commun accord de la coalition avec les socialistes, mais comme il n'y a pas de majorité dans une coalition des sociaux-chrétiens et des libéraux, l'ouverture se fera vers les partis communautaires. C'est une petite révolution pour les sociaux-chrétiens francophones qui avaient toujours lutté pour les coalitions entre formations nationales. Pour un parti national comme le PSC, collaborer avec des régionalistes au Parlement apparaissait comme un risque : celui de leur donner un label de sérieux et de prestige en plus de leur avantage de contestataires. C'était introduire le « ferment de la division » dans ce qui restait national et indivisible à savoir le gouvernement

lui-même. Toutefois, aux élections de 1974, les partis régionaux avaient connu leur premier tassement, et même s'ils restaient plus nombreux que la famille politique libérale, même si le FDF-Rassemblement Wallon était encore plus nombreux à la Chambre (25 sièges) que les PSC (22 sièges) il semblait que sur la base de ce qui avait été les conclusions modérées de la « concertation wallonne » on pouvait s'engager prudemment dans une régionalisation préparatoire, sans rechercher une majorité des 2/3 dont le gouvernement Leburton avait démontré les faiblesses.

Un effort pour établir un accord communautaire avec la Volksunie et le FDF-Rassemblement Wallon, y compris sur Bruxelles, au château de Steenokkerzeel, échoua finalement sur les exigences de la Volksunie d'inclure un programme d'amnistie. L'élargissement ne se fit donc qu'au seul Rassemblement Wallon, avec au programme une expérience de régionalisation préparatoire.

Cette organisation des autonomies régionales à l'intérieur de la solidarité gouvernementale correspond exactement au souhait du PSC en matière institutionnelle et le caractère expérimental de la formule lui plait également.

Après les divisions des socialistes dans le gouvernement Leburton, après les menaces des socialistes lors de la concertation wallonne, le PSC n'est pas mécontent de gouverner sans eux.

Il faut se rappeler que le nouveau PSC avait proclamé en 1973, ce qui aurait paru impensable quelques années auparavant, son ambition de devenir en 10 ans le premier parti wallon (donc en 1983...) défi lancé de David à Goliath, et qui avait laissé sceptique bien des observateurs et même bien des militants, mais auxquels progressivement le PSC allait croire (les autres aussi) après les victoires de 1977 et de 1978. Déjà dans ce gouvernement Tindemans, le PSC se retrouve nettement le premier parti wallon au gouvernement (composante wallonne de la majorité : 18 PSC, 13 RW, 9 PLP) et comme le Rassemblement Wallon n'a pas pris de gestion de portefeuille national, le PSC eut ainsi la responsabilité de grands ministères nationaux et celle des nouvelles affaires wallonnes. Il est aussi le seul parti francophone bruxellois au gouvernement et gèrera donc les affaires bruxelloises.

Ce gouvernement va avoir à son actif non seulement la régionalisation préparatoire, mais aussi la fusion des communes, votée en 1975 à l'initiative du Ministre de l'Intérieur PSC, Joseph Michel, dans une perspective d'agrandir les communes pour renforcer ensuite leur influence par la décentralisation. On agrandira mais on ne décentralisera pas.

Malgré l'impopularité de la fusion des communes, le PSC se présentera avec ce programme ambitieux de décentralisation aux élections commu-

nales de 1976, où il remportera une victoire électorale plus marquée que celle de 1974.

L'année 1976 verra le PSC concentrer son effort doctrinal sur le nouveau pacte social nécessaire « face à la crise qui se prolonge ». Ce sera le Congrès de Seraing qui redéfinira cette position centriste.

L'année 1976 est aussi marquée par la tentative du rapprochement avec le PSC de « l'aile gouvernementale du Rassemblement Wallon ».

En effet, après deux ans d'expérience de la gestion gouvernementale, les responsables du Rassemblement Wallon se sont rendus compte que ce n'était pas de l'intérêt de la Wallonie de pousser, comme ils l'avaient préconisé auparavant, un régionalisme ou un fédéralisme trop simpliste. Et que d'autre part leur réalisme en matière économique ne leur permettait plus d'être d'accord avec les thèses trop radicales de leur parti, qui s'était rallié à la thèse de l'autogestion.

Comme le PSC avait discuté loyalement avec eux en 1972 dans la concertation wallonne, qu'il avait mis en œuvre avec eux en 1974 la régionalisation provisoire et leur avait fait partager la problématique nationale dans la gestion quotidienne du Gouvernement, Messieurs Perin, Gol et Knoops se tournèrent assez naturellement vers le PSC, pour préparer leur sortie du Rassemblement Wallon et se rattacher à une autre famille politique.

Le caractère centriste du PSC en matière économique et sociale, le fait que c'était le parti francophone en expansion et en innovation, leur faisait préférer le PSC aux socialistes et aux libéraux. Mais aussi dans les conversations de 1972 et 1974, avait été évoqué « le rapprochement des spiritualistes ». A côté du courant catholique représenté par le PSC, François Perin se présentait comme un chef de file des agnostiques spiritualistes, Robert Moreau, secrétaire général du Rassemblement Wallon, était de souche protestante, tandis que Jean Gol représentait dans ce quatuor la tradition juïdique... Il y avait donc dans la tentative de rapprochement, à la fois une confiance vis-à-vis du dynamisme social-chrétien, et la conviction centriste, mais aussi l'évocation de la dimension spiritualiste de l'engagement politique...

Malheureusement, dans la mesure où le Rassemblement Wallon se coupait en deux entre sa droite et sa gauche, il était difficile pour la gauche du Parti Social-Chrétien d'accepter l'arrivée de la seule partie baptisée de droite du Rassemblement Wallon, et il y eut des inquiétudes, quant à la possibilité d'intégrer dans la famille sociale-chrétienne, avec toutes ses traditions et sa culture de base, des éléments venant du dehors...

Le PSC finit donc par préférer la position de maintien de sa position « centrale » et « chrétienne », plutôt que de bénéficier d'un élargissement substantiel.

Pourtant cet élargissement aurait rapproché très fort le PSC du défi lancé en 1973 de devenir le premier parti de Wallonie... Mais il l'aurait écarté de sa position internationale d'alors, où le choix avait été fait de créer un parti démocrate chrétien, le PPE, plutôt qu'un parti plus nombreux s'élargissant aux formations de la droite modérée et réformiste.

Cela n'empêche pas le PSC d'encore progresser significativement aux élections législatives de 1977 où le PSC gagna toutefois autant de voix que le PRL auquel s'étaient ralliés les trois leaders du Rassemblement Wallon et quelques parlementaires qui les suivaient. Cette élection fut déclenchée à la suite des grèves « du vendredi » mais aussi à la suite de conversations secrètes qu'a mené le CVP avec les socialistes. Le PSC néanmoins profite en 1977 de sa période heureuse de fonctionnement interne et de gouvernements conformes à ses vœux et emporte une belle victoire électorale dans la foulée de sa victoire électorale communale. Ce renforcement lui permettra d'envisager un accord communautaire régionalisant des matières sans risquer d'être dominé par les socialistes en Wallonie.

Les résultats de l'élection ainsi que la volonté du CVP et des socialistes wallons amènent à nouveau une négociation institutionnelle avec le FDF et la Volksunie, cette fois (pour faire un accord sur Bruxelles et obtenir la majorité des 2/3) qui aboutira au Pacte d'Egmont. Le PSC négociera avec conviction, souvent en opposition avec les trois partis dominants de chaque région (CVP, PS, FDF) en veillant par exemple à éviter la communautarisation de l'enseignement, à maintenir nationales des lois organiques sur les pouvoirs locaux, et à maintenir la clé de répartition financière.

Il donne son soutien au Pacte d'Egmont et fera des efforts dans la négociation du Stuyvenberg en début de 1978 pour concrétiser ce qui devait être un nouvel esprit, exprimé à l'époque par la junte des 6 présidents des partis de la majorité. C'est finalement le Premier Ministre qui choisit de ne pas faire aboutir le pacte dont il était le père... Après la démission de Léo Tindemans, le PSC favorisera un bref retour de Paul Vanden Boeynants au poste de Premier Ministre. Il bénéficiera ainsi de la loyauté du PSC vis-à-vis des partenaires de la coalition et retournera aux urnes avec un Premier Ministre PSC.

Le PSC publie le 16 novembre 1978 une déclaration commune avec le PS et le FDF se référant au contenu du Pacte d'Egmont pour éviter une surenchère unilatérale, en réponse à une déclaration commune des présidents du CVP, du SP et de la VU (Martens, Van Miert, Schlitz) du 20 octobre pour « améliorer » l'accord communautaire.

Aux élections de décembre 1978, à nouveau et seul des 6 partis de la coalition sortante, le PSC progresse et portera son chiffre de députés à



25, redépassant les 10 % du corps électoral national et le rapprochant du rêve de rattraper les socialistes francophones qui perdent encore du terrain.

### Conclusions.

Pour la première décennie du PSC autonome, un changement de la génération des dirigeants, une redéfinition doctrinale centriste, une réunification et réorganisation interne par une gestion participative, une clarification des relations avec le CVP et l'ouverture raisonnée vers une régionalisation rendue acceptable par un renforcement face aux socialistes wallons et par une clé financière favorable à la région la plus pauvre, la participation active à la création du parti populaire européen et la restructuration communale ont produit des victoires électorales consécutives, mais n'ont pas permis de mettre sur pied la structure de parti fédéral approuvée par les congrès du CVP et du PSC, n'ont pas réussi l'apaisement communautaire à quoi tant de temps a été consacré, n'a pas permis le pacte social centriste nécessaire face à la crise économique, ni la décentralisation voulue vers les pouvoirs locaux renforcés.

La décennie terminée en 1978 est grosse des premières élections européennes au suffrage universel en 1979 où le PSC obtiendra trois sièges, de la régionalisation de 1980 (reflet atténué du Pacte d'Egmont) (sans solution sur Bruxelles) et de l'austérité à posteriori de décembre 1981 puisque le temps n'a pas été pris de conclure quand il le fallait un grand pacte social face à la crise.

### Summary : The first decade of the autonomous francophone Christian Democratic Party.

*The first ten years of the autonomous francophone Christian Democratic Party (PSC) in Belgium has pro and cons.*

*Positive elements are the accession to power of a new generation of leaders, the reorganisation through more participation, clearer relations towards the Flemish Christian Democratic Party (CVP), an open mind towards an acceptable regionalization, an active role in creating the European Christian Democratic Party and the restructuring of municipal government.*

*Negative elements are the absence of a federal party-structure between PSC and CVP and of a satisfactory state reform, and the missing of a centrist project of handling the economic crisis and of a decentralization in favour of the local powers.*



Vertical text on the right side of the page, possibly bleed-through from the reverse side. The text is extremely faint and illegible.

TWEEDE DEEL

DEUXIEME PARTIE

Morfologie  
van de Belgische politieke partijen  
1970-1985

Morphologie  
des partis politiques belges  
1970-1985

Dossier opgesteld door

Dossier réalisé par

Wilfried DEWACHTER, Mieke VERMINCK,  
Marc MAES, Erwin DAS, Ingrid VANHOREN

## Inleiding

---



In de jaren 1977-1978, naar aanleiding van het strijdpunt dat zich rond het Egmontpact ontwikkelde, is het Belgisch politiek bestel frequent verweten een participatie te zijn (1). Maar ook reeds in het interbellum formuleerde men dit verwijt (2). En nu weer, in de tweede helft van de jaren 1980, steekt de karakterisering van de Belgische politiek als participatie weer veelvuldig de kop op (3). Deze verwijten zijn onterecht waar zij de « alleenheerschappij » van de partijen poneren. De duiding van de Belgische politiek als participatie is terecht, waar zij wijst op een overwegend aandeel van de politieke partij als instrument in de besluitvorming (4). De studie van de Belgische politieke partijen verdient om die reden prioritaire aandacht.

Er is nog een andere belangrijke grond om prioritair onderzoeks-aandacht aan de Belgische politieke partijen te besteden. In de tijdspanne van een ruim decennium, van 1968 tot 1978, splitsen de drie traditionele partijen in België elk in twee onafhankelijke partijen, een Vlaamse en een Waalse of Franstalige partij. In de Belgische politieke ontwikkeling zijn meer dan eens dissidenties opgetreden, maar meestal met een

---

(1) Zie bijvoorbeeld de toespraak van L. Tindemans op het CVP, verkiezingscongres van 1981, o.m. « Partijvoorzitters beletten dat ministers hun eigen grondwettelijke rol zouden spelen ».

(2) Zie o.m. de verklaring van koning Leopold III op 2 februari 1939 voor de Ministerraad.

Voor de wetenschappelijke beschrijving en duiding zie o.m. T. LUYKX, *Politieke geschiedenis van België van 1789 tot heden*. Brussel, 1964, blz. 304, 3<sup>e</sup> uitgave 1973, blz. 283.

H. BALTHAZAR, De ontwikkeling van de participatie voor de Tweede Wereldoorlog, in *Res Publica*, 1981, nr. 1, blz. 9-22.

(3) Zie om de verwijten in de kranteneditie van 1988 n.a.v. de opzegging van het PSC-PRL regeerakkoord voor acht jaar van 14 oktober 1985, de uitbreiding van de Vlaamse regering met SP en Volksunie en de zgn. « stoelendans » van ministers in 1988 en 1989.

(4) W. DEWACHTER, De partijenstaat in de Westeuropese polyarchie: een proeve tot meting.

W. DEWACHTER, Noodzaak en overwicht van de politieke partij in de polyarchie, in *Res Publica*, 1981, nr. 1, blz. 115-151

korte tot zeer korte levensloop. De oprichting van nieuwe partijen is dikwijls beproefd, maar uiterst zelden geslaagd. De BWP, de Vlaams-nationalisten, de Communisten, het FDF en RW, en de Groenen zijn de partijen die over meer decennia hebben stand gehouden of zoals de BWP zich definitief hebben doorgezet. Het partijenlandschap in België vertoont blijkbaar een behoorlijke stabiliteit, ondanks de evenredige ver-  
tegenwoordiging vanaf 1900. En plots, in het decennium 1968-1978 splitsen de drie hoekstenen van het Belgisch partijengebouw. En het laat zich aanzien dat de reïntegratie nog niet voor meteen is. Een uitzonderlijk verschijnsel in de Belgische politieke ontwikkeling speelt zich dus in die periode af. Dit gebeuren is des te meer verrassend daar het eigenlijk voorop loopt op de invoering van het federalisme in België, die pas vanaf 1988 echt op gang komt. En bovendien staat de splitsing van de partijen haaks op de normale of minstens de modale situatie in de federale staten, waar, sterk overwegend, niet gesplitste nationale partijen functioneren. Die partijensplitsing in België is voorloper en hefboom van de federalisering van het land. Gegeven het karakter van participatie, betekende deze splitsing een aanzienlijke mate van de facto federalisering via de politieke partijen, m.a.w. een « partijenfederalisme » minstens al een decennium vóór 1988. Die splitsing van de drie traditionele partijen en de uitbouw en werking van zelfstandige Vlaamse en Waalse Franstalige partijen vormen evenveel gewichtige redenen om prioritair onderzoeksaandacht aan de Belgische politieke partijen te besteden. Goede redenen om een morfologie van de Belgische politieke partijen 1970-1985 in dit jubileumnummer, speciaal aan deze periode gewijd op te nemen.

Er spelen daarbij nog twee bijkomende redenen. Wie al eens over de Belgische politieke partijen gewerkt heeft weet heel goed in welke precaire documentatie-beschikbaarheid hij/zij moet werken. Politieke partijen, — de Belgische partijen wellicht nog minder dan de Duitse, de Britse, de Nederlandse —, besteden weinig aandacht en zorg aan de verslaggeving en uitgave van hun werking en teksten. De archivering ervan is nagenoeg helemaal afhankelijk van de toevallige aanwezigheid van een medewerker die oog heeft voor het archief, voor het « historische geheugen » van de partij. Behoudens die gelukkige toevalligheid dient de wetenschappelijke wereld zelf voor de archivering te zorgen. Daartoe bijdragen is precies het opzet van de jaarlijkse aflevering van de « Morfologie van de politieke partijen in België » uitgewerkt in het kader van het Politiek Jaarboek uitgegeven door *Res Publica* (5).

---

(5) I. VANPOL, *Morfologie van de Vlaamse politieke partijen in 1982*, in *Res Publica*, 1983, nr. 2-3, blz. 417-472.

En in die Morfologie schuilt de tweede bijkomende reden. De bedoeling zit hier namelijk voor om de Morfologie die in 1982 gestart is, in de tijd naar voren te verschuiven, en met name in 1970 te laten starten, ten einde het wetenschappelijk beschikbaar materiaal aanzienlijk te vermeerderen, en dat in een gemakkelijk verwerkbaar vorm. De oriëntatie van die twee morfologieën dient dan wel op mekaar afgestemd te zijn. De morfologie van een orgaan is de studie van de configuratie en uitwendige structuur ervan. « Minstens een inzicht in de organen en de geleidingen van de politieke partijen in België, de informatie over de positie-bekleders, elementaire aanknooppunten voor de werking der partij en de referenties van haar communicatiemiddelen worden nagestreeft », zo werd de morfologie in 1982-1983 omschreven (6). Dat patroon geldt ook hier.

Doelbewust is dit documentair gedeelte van het jubileumnummer beperkt gebleven tot de politieke partij. Breder opzet zou heel wat meer tijd en middelen gevergd hebben, die helaas niet beschikbaar waren. Hopelijk wordt ooit een *Belgian Political Facts*, analoog aan D. Butlers en J. Freemans *British Political Facts 1900-1968* gemaakt (7). Dit zou het wetenschappelijk onderzoek aanzienlijk vooruithelpen omdat zo het zeer tijdrovende, vermoeiende en ontmoedigende samenpuzzelen van de elementaire feiten en kennisgegevens eens en voorgoed achter de rug zou zijn en veel vlugger naar de analyse zou kunnen toegegaan worden. Maar voorlopig is dit een wensdroom waaraan alleen de Morfologie van de politieke partijen, samen met een aantal publikaties van het Nationaal Instituut voor de Statistiek en de Belgoscopie van K. Matthijs (8) voor de bredere maatschappelijke gegevens aan de behoeften tegemoetkomen. Aangestreept moet worden dat de lezer met de artikelenreeks van W. Fraeys aangaande verkiezingen in België over een uitstekende

---

I. VANPOL, Morphologie des partis politiques francophones en 1983, in *Res Publica*, 1984, n° 4, pp 503-540.

I. VANPOL, Morfologie van de Vlaamse politieke partijen in 1983 en 1984, in *Res Publica*, 1985, nr. 2-3, blz. 311-367.

I. VANPOL, Morphologie des partis politiques francophones en 1984 et 1985, in *Res Publica*, 1986, n° 3, pp. 503-541.

M. VERMINCK, Morfologie van de Vlaamse politieke partijen in 1985 en 1986, in *Res Publica*, 1987, nr. 3, blz. 449-508.

M. VERMINCK, Morphologie des partis politiques francophones en 1986 et 1987, in *Res Publica*, 1988, n° 2-3, pp. 311-343.

(6) Morfologie van de Vlaamse politieke partijen in 1982, in *Res Publica*, 1983, nr. 2-3, blz. 417.

(7) D. BUTLER, J. FREEMAN, *British Political Facts 1900-1968*, London, 1969, 3th ed.

(8) K. MATTHIJS, *De Belgen, de Vlamingen en de Walen, wie ze zijn, waar ze wonen en hoe ze leven*. Tielt, 1988, 312 blz.

« Belgian Electoral Facts » beschikt (9) en dat via de index van de artikels gepubliceerd in *Res Publica* toch ook wel documentatie binnen handbereik is, getuigen bijvoorbeeld het artikel van P. Doms over de taalverhoudingen in het Belgisch parlement en het artikel van L. Holvoet betreffende de stemmingen over de investituur in het Belgisch parlement (10). De documentaire studie van M. Maes over de ledenaantallen van de politieke partijen stelt de gegevens op dat punt ter beschikking (11). Met de bibliografische studies van P. Vanden Eeckhout en E. Witte enerzijds en van H. Gaus, R. Van Eenoo en M. De Waele anderzijds zijn zeer nuttige verwijzingsinstrumenten voor handen (12).

Voortbouwend op het stramien van de Morfologie zijn de grote hoofdingen voor deze uitgave: de statutaire bepalingen inzake de nationale partijorganisatie, het organigram van de nationale organen, het partijcongres (13), de partijraad, het partijbureau in zijn samenstelling,

---

(9) W. FRAEYS, Les résultats des élections législatives du 26 mars 1961, in *Res Publica*, 1961, n° 4, pp. 388-403.

W. FRAEYS, Les résultats des élections législatives du 23 mai 1965, in *Res Publica*, 1966, n° 1, pp. 133-146.

W. FRAEYS, Les élections du 31 mars 1968, in *Res Publica*, 1969, n° 1, pp. 271-292.

W. FRAEYS, Analyse des résultats des élections législatives de 1971, in *Res Publica*, 1972, n° 2, pp. 383-398.

W. FRAEYS, Les élections législatives du 10 mars 1974, in *Res Publica*, 1974, n° 3-4, pp. 517-536.

W. FRAEYS, Les élections communales du 10 octobre 1976, in *Res Publica*, 1976, n° 3-4, pp. 427-444.

W. FRAEYS, Les élections législatives du 17 avril 1977. Analyse des résultats, in *Res Publica*, 1977, n° 3, pp. 495-513.

W. FRAEYS, Les élections législatives du 17 décembre 1978. Analyse des résultats, in *Res Publica*, 1979, n° 2, pp. 309-328.

W. FRAEYS, Les élections européennes de 1979. Analyse des résultats pour la Belgique, in *Res Publica*, 1979, n° 3, pp. 411-426.

W. FRAEYS, Les élections du 8 novembre 1981. Analyse des résultats, in *Res Publica*, 1982, n° 1, pp. 129-149.

W. FRAEYS, Les élections européennes de 1984. Analyse des résultats pour la Belgique, in *Res Publica*, 1984, n° 5, pp. 587-601.

W. FRAEYS, Les élections législatives du 13 octobre 1985. Analyse des résultats, in *Res Publica*, 1986, n° 2, pp. 213-233.

W. FRAEYS, Les élections législatives du 13 décembre 1987. Analyse des résultats, in *Res Publica*, 1988, n° 1, pp. 3-24.

(10) P. DOMS, L'emploi des langues dans les Chambres législatives en Belgique, in *Res Publica*, 1965, n° 2, pp. 126-140.

L. HOLVOET, De stemmingen over het investituurdebat in Kamer en Senaat, in *Res Publica*, 1980, nr. 1-2, blz. 35-76.

(11) M. MAES, *De ledenaantallen van de politieke partijen in België*. Leuven, 1988, 171 blz.

(12) P. VANDEN EECKHOUT en E. WITTE, *Bronnen voor de studie van de hedendaagse Belgische samenleving*, Antwerpen, 1986, 671 blz.

H. GAUS, R. VAN EENOO en M. DE WAELE, *Beknopte bibliografie van de politieke en sociaal-economische evolutie van België 1918-1988*, Gent, 1988, derde uitgebreide uitgave, 360 blz.

(13) De deelname aan de congressen wordt vermeld als deze bekend is, ofwel uit partijmededelingen ofwel uit de persverslagen.



de voorzitter en de verkiezingsprocedure van de voorzitter, de kostprijs van de verkiezingscampagnes (14), het ledenaantal van de partij en de voornaamste publikaties van de partij, zowel programmatisch als organisatorisch; de periodieke pers van de partij tenslotte wordt ook aangegeven. Indien per partij nog zeer kenmerkende morfologische gegevens voor de periode 1970-1985 beschikbaar zijn, worden deze eveneens opgenomen.

Dit stramien van de Morfologie van de Belgische politieke partijen wijkt op een belangrijk punt af van de jaarlijkse uitgave: nl. het opnemen van de statuten van de politieke partijen, althans wat de nationale partijorganen betreft. Lokale en arrondissementele werking, c.q. provinciale organisatie en regelingen t.a.v. bepaalde categorieën of groepen worden niet opgenomen. Gezien de splitsing een sterke schok heeft teweeggebracht, moest bijzondere aandacht besteed worden aan de organisatie van de partij op centraal niveau. Het aangewezen instrument daartoe zijn de standregels van de partijen. Participerende observatie in de politieke partijen leert evenwel dat in de Belgische politieke partijen meer dan eens de statuten met de voeten worden getreden. En na de splitsing beschikten de nieuwe partijen bovendien niet zo maar meteen over nieuwe statuten. Het instrument statuten is derhalve verre van sluitend, maar het is voorlopig het enig beschikbare. De statuten van

---

(14) Voor de kostprijs van de verkiezingscampagnes is gesteund, niet op de verklaringen van de nationale partijsecretariaten aangaande hun nationale partijpropaganda, maar op de schattingen van de totale kostprijs, zowel partij- als kandidatenpropaganda, zowel nationaal als gedecentraliseerd, en dit berekend aan marktprijzen, zoals opgesteld door de Afdeling Politologie van de Katholieke Universiteit Leuven. Gegevens uit:

W. DEWACHTER, E. CLIJSTERS, E. LISMONT en L. ENGELEN, *Het nut van een miljoenpropaganda*, Afdeling Politologie, KULeuven, 1974, 46 blz.

W. DEWACHTER, E. CLIJSTERS, E. LISMONT et M. DEWEERDT, *L'ampleur et le coût des campagnes électorales en Belgique*, in *CRISP, Courrier hebdomadaire*, 1975, n° 688, 19 p.

W. DEWACHTER, E. CLIJSTERS en M. WILLEMS, *Een onderzoek naar de omvang en de kostprijs van de verkiezingspropaganda van de gemeenteraadsverkiezingen van oktober 1976*, Afdeling Politologie, KULeuven, 1977, 24 blz.

J. GIELEN, *Verkiezingscampagnes blijven een miljoenenaangelegenheid*, Afdeling Politologie, KULeuven, 1981, 37 blz.

(Omdat de parlementsverkiezingen van 1978 al te dicht op deze van 1977 volgden en te snel opgevolgd werden door de Europese verkiezingen van 1979 heeft de Afdeling Politologie geen onderzoek uitgevoerd voor de verkiezingen van 1978.)

A. CLEYMANS, *Omvang en kostprijs van de campagne voor de Euoparlementsverkiezingen van 10 juni 1979*, Afdeling Politologie, KULeuven, 1984, 18 blz.

I. VANPOL, *Wachten op de ombuiging. De verkiezingscampagne van de parlementsverkiezingen van 8 november 1981*, Afdeling Politologie, KULeuven, 1985, 20 blz.

M. VERMINCK, *Omvang en kostprijs van de campagne voor de gemeenteraadsverkiezingen van 10 oktober 1982*, Afdeling Politologie, KULeuven, 1988, 10 blz.

L. HOOGHE, M. VERMINCK en W. DEWACHTER, *Blikvangers. Of de partij in eigen persoon. De campagne van de parlementsverkiezingen van 13 oktober 1985*, Afdeling Politologie, KULeuven, 1987, 52 blz.

vóór de splitsing worden niet opgenomen, tenzij deze in de periode 1970-1985 nog expliciet gegolden hebben en toegepast werden. Verder wordt volgende algemene werkwijze toegepast : de statuten van 1970 (of de meest nabijge na 1970) en de huidig geldende statuten (tekst afgesloten per 31 december 1988) worden weergegeven. De tussenliggende statuten of aanpassingen worden alleen met hun referenties aangeduid.

Behoudens bovenvermelde uitweiding via de statuten naar 1988, lopen de opgenomen gegevens tot 1981 voor de Vlaamse partijen en tot 1982 voor de Waalse/Franstalige partijen ; vanaf het daarop volgende jaar is de informatie immers beschikbaar in de lopende Morfologie-reeks in de Politieke Jaarboeken (zie hoger).

De morfologie wordt per partij uitgewerkt. Mieke Verminck zorgde voor de hoofdstukken over CVP en PSC, Marc Maes voor deze van BSP-PSB, SP en PS, en ook voor PVV-PLP en PRL ; de PVV en de Volksunie werden samengesteld door Ingrid Vanhoren ; Erwin Das stond in voor het FDF en het RW. In de meeste gevallen hebben de nationale secretariaten en/of archiefdiensten en/of studiediensten van de partijen aanzienlijke hulp verstrekt. De auteurs betuigen hiervoor hun oprechte dank.

De auteurs hechten eraan uitdrukkelijk mevr. Delbrouck (PSC), mevr. H. Swinnen (van het Liberaal Archief), mevr. A. Tostain (van het Paul Hymans Centrum), mevr. G. Raskin (VU), mevr. Ch. Kesteloot (FDF) en de heren H. Cocquet (CVP), A. Beyens (secretaris-generaal van de PVV), F. Dhondt (Liberaal Studiecentrum), N. Moyaert (VU studiedienst), G. De Backer en Sebrechts (nationaal secretariaat VU), O. Maingain (FDF) en oud minister R. Moreau (RW) oprecht te danken voor hun aanzienlijke hulp en belangrijke aanwijzingen.

In sommige gevallen blijven ondanks herhaalde pogingen, langs verschillende wegen en personen, en op uiteenlopende mogelijke archiefplaatsen toch nog aanzienlijke leemten bestaan (15). Dit getuigt vooral van de diepe schok die de splitsing van de traditionele partijen heeft teweeg gebracht, van de desorganisatie die eruit voortgevloeid is en van de hoogste-nood-eerst-reorganisatie die erop gevolgd is, waarbij bewaren voor studie of latere generaties nauwelijks een bekommernis was, laat staan een aandachtspunt van eerste-rang. Verder opzoekingswerk, — naar moet gevreesd worden helaas van het slag : « gelukkige vinder bij een toevallig nog bewaarde stapel papieren uit die tijd » —, kan hopelijk deze leemten aanvullen. De organisatorische en ideologische ombouw van PLP naar

---

(15) Voor de samenstelling van het partijbureau werden de meermaals ontbrekende gegevens aangevuld aan de hand van de verschillende uitgaven van de *Gids des Ministeries*. Dit werk levert echter alleen momentopnames.

PLPW over PRLW naar PRL illustreert door zijn verregaande ontwikkelingen vrij dramatisch de moeilijkheidsgraad van die periode voor de betrokken partijen.

Hoe moeilijk ook, hoe onvolledig soms, toch hopen de auteurs met deze morfologie van de Belgische politieke partijen 1970-1985 een betrouwbare, nuttige én stimulerende documentatie ter beschikking van het onderzoek gesteld te hebben en dit voor een periode die terecht als een van de meest cruciale in de geschiedenis van de Belgische politieke partijen gekarakteriseerd kan worden.

*Wilfried Dewachter*



**Lijst van de afkortingen gebruikt bij de samenstelling van de Partijbureaus.**

**Liste des abréviations appliquées aux compositions des Bureaux des partis.**

V : voorzitter van de partij / président du parti

O : ondervoorzitter van de partij / vice-président du parti

C : co-voorzitter van de partij / co-président du parti

S : secretaris van de partij / secrétaire du parti

A : adjunct-secretaris van de partij / secrétaire adjoint du parti

M : minister of staatssecretaris / ministre ou secrétaire d'Etat

E : minister of staatssecretaris, extra-parlementair / ministre ou secrétaire d'Etat extraparlamentaire

P : parlamentslid / parlementaire

R : Euro-parlamentslid / membre du Parlement Européen

K : kabinetslid / membre d'un cabinet ministériel

X : lid / membre



**CHRISTELIJKE VOLKSPARTIJ (CVP)**  
**1972 - 1981**

**1. Nationale partijorganen : statutaire bepalingen.**

*CVP-statuten.* Statutaire congressen : 6-7-8 oktober 1972, 7-8 december 1974, 17-18 december 1977, 15-16 december 1979, 31 mei 1986.

*Tekst 1972 :*

*Art. 36.* — Op het nationale vlak zijn de beslissingsbesturen van de Christelijke Volkspartij :

- a) het Nationaal Partijcongres,
- b) het Nationaal Partijbestuur,
- c) het Nationaal Partijbureau.

*Art. 37.*

*37.1* — Het *Nationaal Partijcongres* is samengesteld uit :

- a) de congresafgevaardigden, aangeduid door de plaatselijke erkende afdelingen ;
- b) de leden van de arrondissementele partijbesturen, niet begrepen onder a ;
- c) de leden van het Nationaal Partijbestuur.

*37.2.* — Elk lid van het Partijcongres beschikt over één stem. Stemming bij volmacht is niet toegelaten. Statuten kunnen slechts worden gewijzigd mits een 2/3 meerderheid.

*37.3.* — Het Partijcongres komt minimum eenmaal per jaar samen. Het wordt bijeengeroepen wanneer 5 arrondissementele partijbesturen hierom verzoeken. De dagorde van het Partijcongres wordt vastgesteld door het Nationaal Partijbestuur. Het vermeldt tevens de problemen, waarover een Arrondissementeel Partijbestuur de bespreking ten minste vijftien dagen voor de datum van het Nationaal Partijcongres aanvraagt. Deze termijn bedraagt een maand voor statutenwijzigingen.

*37.4.* — Het Partijcongres is het hoogste partijorgaan. Het stelt de statuten vast. Het beslist over het programma en de te volgen politiek. Het beoordeelt het beleid van het Nationaal Partijbestuur.

*Art. 38.*

38.1. — Het *Nationaal Partijbestuur* is samengesteld uit :

- a) de Partijvoorzitter, door het Partijcongres gekozen ;
- b) 15 partijbestuursleden, vermeerderd met een aantal op basis van één per 5.000 CVP-leden.

Dit aantal wordt berekend op basis van het gemiddelde van de globale ledencijfers van de afgesloten bestuursperiode. Eén rechtstreeks gekozen lid per provincie dient gewaarborgd. Ten minste één derde van de gekozen bestuursleden dient jonger dan 35 jaar te zijn. Voor zover hij niet rechtstreeks gekozen is zetelt de Voorzitter van de CVP-Jongeren ambtshalve in het Partijbestuur ;

- c) de leden van de CVP-fractie bureaus van Kamer en Senaat ; hun beider aantallen dienen gelijk te zijn ;

- d) de CVP-Ministers en -Staatssecretarissen ;

- e) de Nationale Secretaris, de Algemene Voorzitter CVP-PSC of de Algemene Politieke Secretaris CVP-PSC ;

- f) de bestuursleden, gecoöpteerd door de bovenstaande personen, voor maximum één derde van het aantal rechtstreeks gekozen bestuursleden.

38.2. — Elk arrondissement moet ten minste door één partijbestuurslid vertegenwoordigd zijn. Het Partijbestuur telt minimum 9 vrouwelijke leden, waarvan ten minste 6 rechtstreeks gekozen. De 6 vrouw-kandidaten die het meeste stemmen bekwamen zijn gekozen, welke ook hun plaats is in de algemene rangschikking.

38.3. — De personen vermeld onder a) en b) worden door het Nationaal Congres gekozen. De partijbestuursverkiezingen worden gehouden op het eerstvolgende Congres dat na de vernieuwing van de arrondissementele partijbesturen plaats heeft.

38.4. — De eerste niet-gekozen kandidaten bij de rechtstreekse verkiezingen worden als opvolger aangeduid. Het intreden van opvolger(s) dient evenwel de bepalingen van leeftijd, vrouwelijke vertegenwoordiging en gewestelijke spreiding te eerbiedigen.

38.5. — Het Nationaal Partijbestuur benoemt de voorzitters van de Vaste Communicatiecommissie en van de Centrale Vormingscommissie. Voor zover zij niet behoren tot het Nationaal Partijbestuur, worden zij er van rechtswege in opgenomen.

38.6. — Het voorzitterschap van de partij is onverenigbaar met het mandaat van Minister of Staatssecretaris.

38.7. — Het Nationaal Partijbestuur kan alle personen die het wenst te raadplegen, uitnodigen.

*Art. 39.*

39.1. — Het Nationaal Partijbestuur vertegenwoordigt de Partij. Het oefent de reglementeringsmacht uit. Het is belast met de algemene partijleiding en het handhaven van de partijtucht.

Het kan, mits instemming van een 2/3-meerderheid, leden van de Partij uitsluiten en elke titularis van een functie, hem opgedragen door een plaatselijke, arrondissementele of provinciaal bestuursorgaan afzetten. Dit kan gebeuren om reden van gebrek aan tucht, onwaardigheid of onbekwaamheid, zo het belang van de hele partij erbij betrokken is. De betrokkene zal voorafgaandelijk uitgenodigd worden zich te verdedigen; hierin mag hij/zij bijgestaan worden door een raadsman die lid van de partij moet zijn.

Het kan elke beslissing daaromtrent getroffen door een Arrondissementeel Partijbestuur of een Plaatselijk Partijbestuur verbreken.

39.2. — Het Partijbestuur verzekert de verspreiding van de doctrine onder de leden. Het voert de congresbesluiten uit en waakt over de realisatie van het CVP-programma, waarvan het de modaliteiten vaststelt. Het waakt over de uitvoering van de nationale statuten.

39.3. — Het Nationaal Partijbestuur coördineert alle initiatieven die betrekking hebben op de organisatie van de Partij, op de vorming van haar leden en op de voorlichting van de publieke opinie. Het stelt de ledenbijdrage vast, de verdeling ervan onder de partijstructuren, alsook de erebijdrage van de mandatarissen. Het benoemt de ambtenaren van de nationale partijdiensten.

39.4. — Het Nationaal Partijbestuur neemt voorafgaandelijk kennis van de inhoud van wetsontwerpen of -voorstellen, decreten en publieke stellingnamen, die de Christelijke Volkspartij als partij engageren.

39.5. — Het Nationaal Partijbestuur bespreekt de CVP-vertegenwoordiging in parastatalen en andere openbare instellingen met een nationaal actieterrein.

39.6. — Het Nationaal Partijbestuur oefent tenslotte alle statutair erkende rechten uit tegenover de lagere partijstructuren.

*Art. 40.*

40. — Het Nationaal Partijbestuur kan een Partijraad, bestaande uit de leden van het Nationaal Partijbestuur, de leden van de CVP-groepen van Kamer en Senaat, de voorzitters van de provinciale en arrondissement-

tele partijbesturen, de afgevaardigden van de arrondissementen op basis van één afgevaardigde per 2.500 leden, samenroepen :

— voor de bekrachtiging van de benoeming van een Algemene Voorzitter en een Algemene Politieke Secretaris van de CVP-PSC ;

— voor alle hoogdringende aangelegenheden, waarvoor de samenroeping van het Partijcongres materieel onuitvoerbaar is.

*Art. 41.*

41.1. — Het *Nationaal Partijbureau* is samengesteld uit :

- a) de Partijvoorzitter ;
- b) 9 niet-parlementsleden, verkozen in en door het Partijbestuur, onder wie drie jongeren beneden 35 jaar ;
- c) de Voorzitter van de CVP-Kamergroep en een lid van zijn fractiebureau ;
- d) de Voorzitter van de CVP-Senaatsgroep en een lid van zijn fractiebureau ;
- e) 2 CVP-Ministers of Staatssecretarissen, door hen aangeduid ;
- f) de Nationale Secretaris, de Voorzitter van de Vaste Communicatiecommissie en van de Centrale Vormingscommissie.

41.2. — In het Partijbureau worden ten minste 2 vrouwelijke leden opgenomen, alsook de Voorzitter van de CVP-Jongerenbeweging, indien hij/zij niet rechtstreeks tot lid werd gekozen. Het Partijbestuur benoemt onder de leden van het Bureau twee ondervoorzitters, waarvan één vrouw.

41.3. — Het Partijbureau heeft als opdracht de vergaderingen en de werkzaamheden van het Partijbestuur voor te bereiden en te zorgen voor de uitvoering van de beslissingen.

41.4. — Het Partijbureau wordt bijgestaan door een Financieel Comité, bestaande uit de Partijvoorzitter en 3 leden, door het Partijbureau aangeduid.

41.5. — De Nationale Secretaris heeft als opdracht de Partijvoorzitter bij te staan en tevens de verbinding te verzekeren tussen de bureaus van de parlementaire fracties, het studie- en documentatiecentrum, het IPOVO en het secretariaat.

*Art. 42. — Diverse bepalingen.*

42.1. — De Partijvoorzitter wordt door het Partijcongres gekozen op één kandidatenlijst voorgedragen door het Partijbestuur. De maximumduur van zijn mandaat is acht jaar.



42.2. — Het partijbestuurslid dat Minister of Staatssecretaris wordt, neemt ontslag en wordt in zijn hoedanigheid vervangen als gekozen of gecoöpteerd lid.

42.3. — De kandidaturen voor het Nationaal Partijbestuur worden voorgedragen door het uittreidend Partijbestuur op een lijst waarop voorkomen de kandidaten voorgesteld hetzij door het Partijbestuur, hetzij door de provinciale partijbesturen, hetzij door de arrondissementele partijbesturen. De kandidaturen moeten uiterlijk 15 dagen vóór het Partijcongres aan het Nationaal Partijbestuur worden meegedeeld.

De uittreedende leden zijn opnieuw verkiesbaar. De kandidaten worden voorgedragen in alfabetische orde, waarvan de eerste letter door het lot wordt bepaald. Ieder lid van het Partijcongres moet stemmen voor zoveel kandidaten als er leden te verkiezen zijn, noch min noch meer, zoniet is zijn stem ongeldig. De kandidaten worden gekozen verklaard in de orde van het aantal bekomen stemmen

42.4. — Al wat niet in deze statuten is voorzien, wordt door het Nationaal Partijbestuur geregeld.

*Art. 43. — De samenwerking tussen CVP en PSC.*

43.1. — Op hun congressen van 27 april 1969 en 31 mei 1969 hebben de Christelijke Volkspartij en de Parti Social Chrétien beslist autonoom op te treden, met een eigen streefprogramma, voor alle specifieke aangelegenheden van de eigen gemeenschap.

De CVP en de PSC beslissen voor het algemeen landsbeleid samen te werken en samen op te treden op regerings-, en parlementair en Europees vlak.

43.2. — Hiertoe wordt een Vast Comité voor Politiek Overleg opgericht. Het Comité is samengesteld uit enerzijds, de Voorzitter en de leden van het Bureau van de CVP en, anderzijds, de Voorzitter en de leden van het Bureau van de PSC.

Het Comité benoemt een Algemene Voorzitter en een Algemene Politieke Secretaris. Deze benoemingen moeten worden bekrachtigd door de Partijraad van de CVP en door de Conseil permanent van de PSC.

Wanneer de Algemene Voorzitter tot de CVP behoort, behoort de Algemene Politieke Secretaris tot de PSC of vice-versa.

Het Comité vergadert op initiatief van de Algemene Voorzitter, hetzij op verzoek van het Bureau van de CVP enerzijds, of van het Bureau van de PSC anderzijds.

43.3. — Elke beslissing van het Vast Comité voor Politiek Overleg moet de goedkeuring wegdragen van het Bureau van de CVP en van het Bureau van de PSC.

Het Comité :

- legt de gemeenschappelijke standpunten vast op alle gebieden die niet tot de autonomie behoren ;
- confronteert de standpunten op de gebieden die tot de wederzijdse autonomie behoren.

43.4. — De Algemene Voorzitter en de Algemene Politieke Secretaris organiseren het Algemeen Secretariaat in gemeenschappelijk overleg met de Voorzitter van de CVP en de Voorzitter van de PSC.

*Tekst 1986 :*

*Art. 28.* — Op het nationale vlak zijn de beslissingsbesturen van de Christelijke Volkspartij :

- a) het Nationaal Partijcongres ;
- b) het Nationaal Partijbestuur ;
- c) het Nationaal Partijbureau.

*Art. 29.*

29.1. — Het *Nationaal Partijcongres* is samengesteld uit :

- a) de congresafgevaardigden, aangeduid door de plaatselijke erkende afdelingen ;
- b) de leden van de arrondissementele partijbesturen, niet begrepen onder a ;
- c) de leden van het Nationaal Partijbestuur ;
- d) de leden van de Nationale Raad van de CVP-jongeren die niet vertegenwoordigd zijn onder a, b of c.

29.2. — Elk lid van het Partijcongres beschikt over één stem. Stemming bij volmacht is niet toegelaten. Statuten kunnen slechts worden gewijzigd mits een 2/3 meerderheid.

29.3. — Het Partijcongres komt minimum eenmaal per jaar samen. het wordt bijeengeroepen wanneer 5 arrondissementele partijbesturen hierom verzoeken. De agenda van het Partijcongres wordt vastgesteld door het Nationaal Partijbestuur. Het vermeldt tevens de problemen, waarover een Arrondissementeel Partijbestuur de bespreking ten minste dertig dagen voor de datum van het Nationaal Partijcongres aanvraagt. Deze termijn bedraagt eveneens dertig dagen voor statutenwijzigingen.

29.4. — Het Partijcongres is het hoogste partijorgaan. Het stelt de statuten vast. Het beslist over het programma en de te volgen politiek. Het beoordeelt het beleid van het Nationaal Partijbestuur.

*Art. 30.*

30.1. — Het *Nationaal Partijbestuur* is samengesteld uit :

- a) de Partijvoorzitter, door het Partijcongres gekozen ;
- b) 15 partijbestuursleden, vermeerderd met een aantal op basis van één per 5.000 CVP-leden. Dit aantal wordt berekend op basis van het gemiddelde van globale ledencijfers van de afgesloten bestuursperiode. Een rechtstreeks gekozen lid per provincie dient gewaarborgd. Minstens één vijfde van de rechtstreeks gekozen leden moeten vrouwen zijn en minstens één derde van de gekozen bestuursleden dient jonger te zijn dan 35 jaar ;
- c) de Voorzitter en zes leden van de CVP-Senaatsfractie, de Voorzitter en zes leden van de CVP-Kamerfractie en de Voorzitter en vijf leden van de CVP-fractie in de Vlaamse Raad gekozen door hun respectievelijke fracties, waaronder de Voorzitter van de Werkgroep Vrouw & Maatschappij, de Voorzitter van de Vereniging van CVP-Raadsleden, de Afgevaardigde Bestuurder van IPOVO en de Voorzitter van CDE, indien deze parlamentslid zijn ;
- d) twee leden gekozen door de Vlaamse EVP-fractie van het Europees Parlement ;
- e) de CVP-leden van de Nationale en Vlaamse Regering, de CVP-voorzitter(s) van de parlementaire instelling(en) ;
- f) de Voorzitter van de CVP-Jongerenbeweging ;
- g) de Nationale Secretaris ;
- h) de bestuursleden, gecoöpteerd door de personen aangeduid onder de punten a, b, f, en g, voor maximum één derde van het aantal rechtstreeks gekozen bestuursleden. Onder de gecoöpteerde leden moeten er tenminste één vijfde vrouwen zijn en tenminste één derde leden van minder dan 35 jaar. Voor deze coöptatie kan geen beroep worden gedaan op personen die deel uitmaken van een ministerieel kabinet. Gecoöpteerde partijbestuursleden krijgen ambtshalve ontslag in het Partijbestuur indien ze een ambt van kabinetslid aanvaarden ;
- i) Voor zover hij/zij niet rechtstreeks gekozen of gecoöpteerd is, zetelen de Voorzitter van de Werkgroep Vrouw & Maatschappij, de Voorzitter van de Vereniging van CVP-Raadsleden, de Afgevaardigde Bestuurder van IPOVO en de Voorzitter van CDE, indien zij geen parlamentslid zijn, ambtshalve in het Partijbestuur.

30.2. — Elk arrondissement moet ten minste door een partijbestuurslid vertegenwoordigd zijn.

30.3. — De personen vermeld onder 30.1. a en b worden door het Nationaal Congres gekozen. De partijbestuursverkiezingen worden gehouden op het eerstvolgend congres dat na de vernieuwing van de arrondissementele partijbesturen plaats heeft.

30.4. — De eerste niet-gekozen kandidaten bij de rechtstreekse verkiezingen worden als opvolger aangeduid. Het intreden van opvolger(s) dient evenwel de bepalingen van leeftijd, vrouwelijke vertegenwoordiging en gewestelijke spreiding te eerbiedigen.

30.5. — Het voorzitterschap van de partij is onverenigbaar met het mandaat van Minister, Staatssecretaris of Bestendig Afgevaardigde.

30.6. — Het Nationaal Partijbestuur kan alle personen die het wenst te raadplegen, uitnodigen en horen. De verantwoordelijken van de diensten van de Partij worden uitgenodigd op de vergaderingen van het Nationaal Partijbestuur. Zij kunnen gehoord worden over **agendapunten** die hun dienst aanbelangen.

#### *Art. 31.*

31.1. — Onverminderd de coördinerende bevoegdheden van het Nationaal Partijbureau, vertegenwoordigt het Nationaal Partijbestuur de partij. Het oefent de reglementeringsmacht uit. Het is belast met de algemene partijleiding en het handhaven van de partijtucht. Het nationale partijbestuur richt voor de toepassing van de partijtucht een vaste commissie op van zeven leden; deze commissie brengt advies uit aan het Nationaal Partijbestuur. Het Nationaal Partijbestuur, kan mits instemming van een 2/3 meerderheid leden van de partij uitsluiten en elke titularis van een functie, hem opgedragen door een plaatselijk, arrondissementeel of provinciaal bestuursorgaan afzetten. Dit kan gebeuren om reden van gebrek aan tucht, onwaardigheid of onbekwaamheid, zo het belang van de hele partij erbij betrokken is. De betrokkene zal voorafgaandelijk uitgenodigd worden zich te verdedigen; hierbij mag hij/zij bijgestaan worden door een raadsman die lid van de partij moet zijn. Het Nationaal Partijbestuur kan elke beslissing daaromtrent getroffen door een Arrondissementeel of Plaatselijk Partijbestuur verbreken.

31.2. — Onverminderd de bevoegdheden van het Partijcongres is het Partijbestuur verantwoordelijk voor het beleid van de Partij als politiek orgaan en als beweging. Het voert de congresbesluiten uit en waakt over de doorstroming van het gedachtengoed van de CVP van en naar de leden en alle mandatarissen op alle niveaus. Het Nationaal Partijbestuur

ziet toe op de realisatie van het CVP-programma waarvan het de modaliteiten vastlegt. Het waakt over de uitvoering van de statuten.

31.3. — Het Partijbestuur beslist over alle initiatieven die betrekking hebben op de organisatie van de Partij, de vorming van de leden en de informatie van de publieke opinie.

Het Partijbestuur bepaalt de begroting van elk werkjaar en het stelt de ledenbijdrage vast, alsook de erebijdrage van de mandatarissen. Het Partijbestuur bepaalt de verdeling van de middelen onder de partijstructuren. Het benoemt de Nationale Partijsecretaris.

31.4. — Het Nationaal Partijbestuur bepaalt de organisatievorm van de CVP-werking onder haar leden in de militaire en burgergemeenschap bij de BSD en over zee.

31.5. — Het Nationaal Partijbestuur neemt voorafgaandelijk kennis van de inhoud van wetsontwerpen of -voorstellen, decreten en publieke stellingnamen, die de Christelijke Volkspartij als partij engageren.

31.6. — Het Nationaal Partijbestuur duidt de CVP-vertegenwoordiging aan in parastatalen en andere openbare instellingen met een nationaal, gewestelijk of communautair actieterrein.

31.7. — Het Nationaal Partijbestuur vergadert tenminste elke maand, behalve tijdens de maand juli of augustus. De agenda wordt bepaald door de Partijvoorzitter, in ruggespraak met het Partijbureau. De agenda wordt samen met de uitnodiging, behalve in gevallen van gemotiveerde hoogdringendheid ten minste zeven dagen op voorhand toegestuurd aan de leden. Op schriftelijk verzoek getekend door ten minste vijf leden kunnen punten aan de agenda worden toegevoegd.

Alleen rechtstreeks gekozen leden, gecoöpteerde leden, ambtshalve zetelende leden en de voorzitters en vertegenwoordigers van de parlementaire instellingen en fracties hebben stemrecht. Leden van de nationale en Vlaamse regering hebben enkel een advizerende stem.

Het Nationaal Partijbestuur kan tevens overgaan tot het oprichten van werkgroepen.

31.8. — Het Nationaal Partijbestuur duidt de CVP-afgevaardigden aan in de organen van de Europese Volkspartij, zoals voorzien in de artikelen zes en zeven van de statuten van de EVP.

31.9. — Het Nationaal Partijbestuur oefent tenslotte alle statutair erkende rechten uit tegenover de lagere partijstructuren.

*Art. 32.* — Het Nationaal Partijbestuur kan een Partijraad samenroepen, bestaande uit de leden van het Nationaal Partijbestuur, de leden

van de CVP-groepen van de parlementaire instellingen, de voorzitters van de provinciale en arrondissementale partijbesturen, de afgevaardigden van de arrondissementen, op basis van één afgevaardigde per 2.500 leden voor alle hoogdringende aangelegenheden of tussentijdse evaluaties van het politiek beleid waarvoor de samenroeping van het Partijcongres materieel onmogelijk is.

*Art. 33.*

33.1. — Het *Nationaal Partijbureau* is samengesteld uit :

a) de Partijvoorzitter ;

b) twaalf niet-parlementsleden, uitsluitend gekozen onder en door de rechtstreeks verkozen en gecoöpteerde leden van het Nationaal Partijbestuur, onder wie ten minste twee vrouwen en drie jongeren beneden de 35 jaar waaronder één vrouw ;

c) de voorzitters van de CVP-fracties in de parlementaire instellingen ;

d) twee CVP-Volksvertegenwoordigers, twee CVP-Senatoren, twee leden van de Vlaamse Raad gekozen door hun respectievelijke fracties, één Europees Parlements lid gekozen door de Vlaamse EVP-fractie van het EP, onder de vertegenwoordigers in het Nationaal Partijbestuur ;

e) De CVP-Ministers uit de Nationale Regering, en twee leden uit de Vlaamse Regering, waaronder desgevallend de CVP-Voorzitter, en de CVP-Voorzitter(s) van de parlementaire instellingen ;

f) de Voorzitter van de CVP-Jongerenbeweging ;

g) de Nationale Secretaris ;

h) de Voorzitter van de Werkgroep Vrouw & Maatschappij ;

33.2. — Het Nationaal Partijbestuur benoemt onder de leden van het Bureau twee ondervoorzitters, onder wie één vrouw, alsook de voorzitters van de vaste commissies. Het Partijbureau kan tevens overgaan tot het oprichten van werkgroepen.

Het Partijbureau nodigt verder de Staatssecretarissen en Gemeenschapsministers uit op de vergaderingen. Het Partijbureau kan eveneens de verantwoordelijken van de studiedienst, de vorming, de beweging, de communicatie, en de vereniging (verenigingen) van doelgroepen enz. uitnodigen voor technische toelichtingen.

Personen die deel uitmaken van een ministerieel kabinet kunnen niet als lid van het Nationaal Partijbureau worden gekozen. Leden van het Nationaal Partijbureau zijn ontslagnemend van rechtswege indien zij naderhand een functie van kabinetslid aanvaarden.

33.3. — Het Nationaal Partijbureau neemt het dagelijks bestuur van de partij waar. Het ziet toe op de samenhang van de initiatieven en

stellingnamen van de parlementaire CVP-fracties en de CVP-leden in de Nationale en Vlaamse regeringen met de visie en standpunten van de Partij en volgt daartoe ondermeer de politieke actualiteit. Het Nationaal Partijbureau bereidt de werkzaamheden van het Nationaal Partijbestuur voor en voert de beslissingen ervan uit. Het Partijbureau benoemt de ambtenaren van de nationale partijdiensten, met uitzondering van de Nationale Partijsecretaris.

33.4. — De materiële aangelegenheden van de partij en van elk van haar geledingen worden behartigd door een vereniging zonder winstoogmerk waarvan de statuten worden goedgekeurd door het Nationaal Partijbestuur.

33.5 — De Nationale Secretaris heeft als opdracht de Partijvoorzitter bij te staan en tevens de verbinding te verzekeren tussen de bureaus van de parlementaire fracties, het studie- en documentatiecentrum, de groepsgerichte initiatieven of statutair erkende partijgroeperingen en het secretariaat.

*Art. 34. — Diverse bepalingen.*

34.1. — De Partijvoorzitter wordt door het Partijcongres gekozen op één kandidatenlijst voorgedragen door het Partijbestuur. De maximumduur van zijn mandaat is acht jaar.

34.2. — Het partijbestuurslid dat Minister of Staatssecretaris wordt, neemt ontslag en wordt in zijn hoedanigheid vervangen als gekozen of gecoöpteerd lid.

34.3 — De kandidaturen voor het Nationaal Partijbestuur worden voorgedragen door het uittreidend Partijbestuur op een lijst waarop voorkomen de kandidaten voorgesteld hetzij door het Partijbestuur, hetzij door de provinciale partijbesturen, hetzij door de arrondissementele partijbesturen. De kandidaturen moeten uiterlijk 15 dagen vóór het Partijcongres aan het Nationaal Partijbestuur worden meegedeeld.

De uittreedende leden zijn opnieuw verkiesbaar. De kandidaten worden voorgedragen in alfabetische volgorde, waarvan de eerste letter door het lot wordt bepaald. Ieder lid van het Partijcongres moet stemmen voor zoveel kandidaten als er leden te verkiezen zijn, noch min noch meer, zoniet is zijn stem ongeldig. De kandidaten worden gekozen verklaard in de orde van het aantal bekomen stemmen.

34.4. — Al wat niet in deze statuten is voorzien, wordt door het Nationaal Partijbestuur geregeld.

*Art. 35. — De samenwerking tussen CVP en PSC.*

35.1 — Op hun congressen van 27 april 1969 en 31 mei 1969 hebben de Christelijke Volkspartij en de Parti Social Chrétien beslist autonoom op te treden, met een eigen streefprogramma, voor alle specifieke aangelegenheden van de eigen gemeenschap.

De CVP en PSC beslissen voor het algemeen landsbeleid samen te werken en samen op te treden op regerings- parlementair en Europees vlak.

35.2 — Hiertoe wordt een Vast Comité voor Politiek Overleg opgericht. Het comité is samengesteld uit enerzijds, de Voorzitter en de leden van het Bureau van de CVP en, anderzijds, de Voorzitter en de leden van het Bureau van de PSC. Het comité benoemt een Algemene Voorzitter en een Algemene Politieke Secretaris. Deze benoemingen moeten worden bekrachtigd door de Partijraad van de CVP en door de Conseil permanent van de PSC.

Wanneer de Algemene Voorzitter tot de CVP behoort, behoort de Algemene Politieke Secretaris tot de PSC of vice-versa.

Het comité vergadert op initiatief van de Algemene Voorzitter, hetzij op verzoek van het Bureau van de CVP enerzijds, of van het Bureau van de PSC anderzijds.

35.3. — Elke beslissing van het Vast Comité voor Politiek Overleg moet de goedkeuring wegdragen van het Bureau van de CVP en van het Bureau van de PSC.

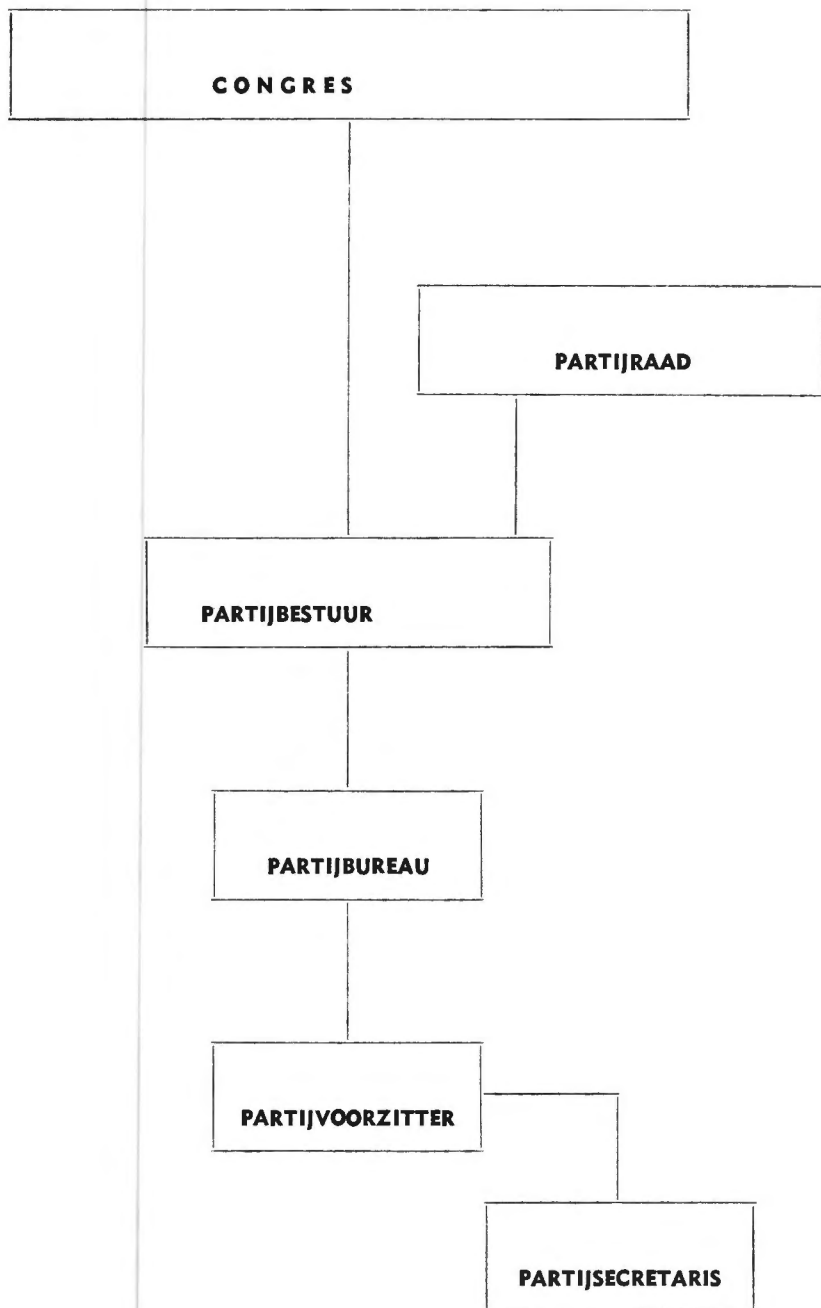
Het comité :

- legt de gemeenschappelijke standpunten vast op alle gebieden die niet tot de autonomie behoren ;
- confronteert de standpunten op de gebieden die tot de wederzijdse autonomie behoren.

35.4 — De Algemene Voorzitter en de Algemene Politieke Secretaris organiseren het algemeen secretariaat in gemeenschappelijk overleg met de Voorzitter van de CVP en de Voorzitter van de PSC.



2. Organigram van de nationale partijorganen.



### 3. Nationaal Partijcongres.

- 23ste Partijcongres, 19 en 20 december 1970, Kortrijk.  
*Inhoud* : uitwerking van het nieuw programma van de CVP betreffende het verbeteren van de kwaliteit van het menselijk bestaan en het bevorderen van de democratisering van de gemeenschap.
- Buitengewoon Congres, 16 oktober 1971, Mechelen.  
*Inhoud* : voorstelling van het verkiezingsprogramma.
- Buitengewoon Congres, 4 maart 1972, Mechelen.  
*Inhoud* : partijvorming van de Christen-Democraten op Europees vlak ; verkiezing van de Partijvoorzitter.
- Statutair Congres, 6, 7 en 8 oktober 1972, Antwerpen.  
*Inhoud* : staatshervorming ; samenwerking CVP/PSC ; herziening van de statuten ; verkiezing van twaalf leden van het partijbestuur.
- Buitengewoon Congres, 21 januari 1973, Brussel.  
*Inhoud* : goedkeuring van het ontwerp van regeerakkoord, 212 ja en 139 nee.
- 25ste Partijcongres, 27 en 28 oktober 1973, Hasselt.  
*Inhoud* : via Europa naar vrede en ontvoogding.
- Buitengewoon Congres, 23 februari 1974, Gent.  
*Inhoud* : voor een andere politiek en een andere samenleving, verkiezingsprogramma.
- Statutair Congres, 7 en 8 december 1974, Brussel.  
*Inhoud* : prioriteiten van het sociaal-economisch plan 1976-80, verkiezing van de Partijvoorzitter, aanpassing van de statuten.
- 27ste Partijcongres, 13 december 1975, Dendermonde.  
*Inhoud* : politieke actualiteit en economische crisis.
- 28ste Partijcongres, 19 september 1976, Brugge.  
*Inhoud* : opties voor een definitieve staatshervorming.
- Buitengewoon Congres, 27 maart 1977, Antwerpen.  
*Inhoud* : verkiezingsprogramma.
- Buitengewoon Congres, 28 mei 1977, Gent.  
*Inhoud* : goedkeuring regeerakkoord, sociaal-economisch luik : quasi unaniem, communautair luik : 507 ja, 151 nee en 20 onthoudingen.
- Statutair Congres, 17 en 18 december 1977, Leuven.  
*Inhoud* : voorspoed door moed ; verkiezing van de Partijvoorzitter.

- Buitengewoon Congres, 26 november 1978, Antwerpen.  
*Inhoud* : verkiezingsprogramma.
- Buitengewoon Congres, 1 april 1979, Brussel.  
*Inhoud* : goedkeuring regeerakkoord : ruime meerderheid stemt voor ; Tindemans stelt zich kandidaat voor het partijvoorzitterschap.
- Statutair Congres, 15 en 16 december 1979, Brussel.  
*Inhoud* : krachtlijnen voor een definitieve staats hervorming, wijziging van de partijstatuten voor de plaatselijke afdeling ; verkiezing van de Partijvoorzitter.
- Buitengewoon Congres, 14 mei 1980, Brussel.  
*Inhoud* : goedkeuring regeerakkoord : 800 ja, 27 nee en 23 onthoudingen.
- Buitengewoon Congres, 19 oktober 1980, Gent.  
*Inhoud* : goedkeuring regeerakkoord : 867 ja, 159 nee en 55 onthoudingen.
- Partijcongres, 13 en 14 december 1980, Genk.  
*Inhoud* : bestaanszekerheid voor iedereen.
- Partijcongres, 25 en 26 april 1981, Zwevegem.  
*Inhoud* : onderwijs.
- Buitengewoon Congres, 18 oktober 1981, Antwerpen.  
*Inhoud* : een sterk, nieuw beleid : het JET-plan.
- Buitengewoon Congres, 16 december 1981, Brussel.  
*Inhoud* : goedkeuring regeerakkoord : quasi unaniem voor.

#### 4. Partijraad.

- 10 januari 1970, Brussel.  
*Inhoud* : goedkeuring van een ontwerp-beginselakkoord over de samenwerking met de PSC d.m.v. een overlegorgaan. Hierin wordt bepaald dat elke beslissing van dit overlegorgaan « het gevolg moet zijn van een goedkeuring aan CVP-zijde en aan PSC-zijde. De Voorzitter van het overlegorgaan, die tevens Algemeen Partijvoorzitter is, zal bijgevolg door een dubbele beslissing van beide hoofdbesturen worden aangesteld.
- 19 januari 1972, Brussel.  
*Inhoud* : goedkeuring regeerakkoord : 52 ja en 8 nee.

- 23 april 1974, Brussel.  
*Inhoud* : goedkeuring regeerakkoord.
- 3 juli 1976.  
*Inhoud* : opties voor een definitieve staatshervorming.
- 15 september 1978.  
*Inhoud* : staatshervorming en politieke toestand.
- 18 juli 1978.  
*Inhoud* : « Voorspoed door moed » : actualisering en precisering.
- 21 januari 1980.  
*Inhoud* : goedkeuring regeerakkoord.

## 5. Nationaal Partijbureau (tot 1972 : Dagelijks Bestuur).

	26-4 1969 (1)	1970	1971	7-3 1972	26-1 1973 (6)	10-12 1973 (7) (9)	11-1 1975 (9)	1976	1977	14-1 1978 (10) (11)	31-5 1979 (12)	18-10 1979	3-6 1980 (13)	28-10 1980 (14)	4-5 1981 (15)	17-12 1981 (16)
R. Vandekerckhove	VP	VP	VP							P	P					
B. Croux	X	X	X	X			X	X	X							
M. Storme	X	X	X	X	X	X	X	X	X							
W. Martens	X	X	X	V (4)	V	V	VP	VP	VP	VP	M	M	M	M		M
P. Marck	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
R. Hulpliau	P	P	P	P	P	P										
J. Verroken	P															
L. Tindemans	M	M	M	M	M	M	M	M	M	M	VP	VP	VP	VP	VP	M
J. De Saeger	M	M	M	M												
A. Hellemans (2)	S	S	S													
R. Van Elslande		P (3)	P	M					M	M	M	M				
J. Chabert				P	M	M	M	M	M	M	M	M	M	M	M	
J. Gysen				S (5)	S	S	S	S	S	S						
F. Swaelen				P						P	P	P	P	M	M	VP
J.-L. Dehaene					X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	M
P. Thys					X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
K. Blanckaert					P	P	P	P	P	P	P	P	P	P	P	P
A. Dua						P	P	P	P							
G. Devos						P	P	P	P	P	P	P	P	P	P	P
P. Breyne						X	X	X	X	X						
J. Huyghebaert						X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
J. De Bruycker						X	X	X	X	X						
R. Steyaert						X	X	X	X		M	M	M	M	M	M
A. Phlix						X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
T. Declercq						P (8)	P	P	P	P	P	P	P	P	P	P
M. Sabbe - Van Linden							X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
E. Leemans							P	P	P	P	P	P	P	P	P	P
P. Akkermans							P	P	P	P	M	M	M	M	M	M



	26-4 1969 (1)	1970	1971	7-8 1972	26-1 1973 (6)	10-12 1973 (7) (9)	11-1 1975 (9)	1976	1977	14-1 1978 (10) (11)	31-5 1979 (12)	18-10 1979	3-6 1980 (13)	28-10 1980 (14)	4-5 1981 (15)	17-12 1981 (16)	
Totaal	10	10	10	11	10	18	20	20	22	33	35	35	33	35	35	34	
Parlementariërs	N	5	5	5	6	4	7	10	10	11	23	24	24	22	24	23	25
	%	50,0	50,0	50,0	54,5	40,0	38,9	50,0	50,0	66,7	68,6	68,6	66,7	68,6	65,7	73,5	
Ministers	N	2	2	2	3	2	2	2	3	8	11	11	9	11	11	12	
	%	20,0	20,0	20,0	27,3	20,0	11,1	10,0	13,6	24,2	31,4	31,4	27,3	31,4	31,4	35,3	
Vrouwen	N	1	1	1	/	/	3	3	3	4	5	5	5	5	5	4	
	%	10,0	10,0	10,0	/	/	16,7	15,0	13,6	12,1	14,3	14,3	15,2	14,3	14,3	11,8	

(1) Samenstelling van het Dagelijks Bestuur, zoals het werd verkozen op het Buitengewoon Congres van 26, 27 april 1969.

(2) A. Hellemans woont als Secretaris de vergaderingen van het Dagelijks Bestuur bij, hoewel dit niet formeel werd vastgelegd.

(3) R. Van Elslande vervangt J. Verroken als CVP-kamerfractie-voorzitter.

(4) Op 7 maart 1972 komt het Dagelijks Bestuur voor het eerst bijeen onder voorzitterschap van W. Martens.

(5) Op 7 september 1971 wordt J. Gysen aangesteld tot Algemeen Secretaris ter vervanging van A. Hellemans, die Administratief Directeur van de partij wordt.

(6) Op 23 januari 1973 komt het Kabinet Leburton-Tindemans-De Clercq tot stand. De twee Ministers zijn J. Chabert en L. Tindemans.

Op 14 november 1972 waren evenwel reeds de vier leden niet-parlementariërs in het Dagelijks Bestuur aangeduid.

(7) In overeenstemming met de hervormde statuten, na het Statutair Congres van 6, 7 en 8 oktober 1972, wordt het Dagelijks Bestuur, het Nationaal Partijbureau. Tevens wordt het aantal leden uitgebreid met twee parlementsleden en met vijf niet-mandatarissen. Deze uitbreiding kan evenwel pas gebeuren na de uitbreiding van het Nationaal Partijbestuur (het vroegere Algemeen Hoofdbestuur) zoals eveneens voorzien in bovenvermelde statuten. De aanvullende verkiezing voor het Nationaal Partijbestuur vond plaats op het Congres van Hasselt, 27-28 oktober 1973. Op 8 december 1973, werden de vijf leden niet-mandatarissen van het Nationaal Partijbureau aanvullend verkozen. Op 10 december 1973 komt het Nationaal Partijbureau voor het eerst samen in haar nieuwe voltallige samenstelling.

(8) Afgevaardigd-beheerder van het politiek Vormingsinstituut IPOVO.

(9) De CVP-Ministers en -Staatssecretarissen wonen ambtshalve de meeste Bureau-vergaderingen bij.

(10) Nationaal Congres van 17-18 december 1977, coöptatie van 10 januari 1978 en Nationaal Partijbureau van 14 januari 1978.

(11) Regering L. Tindemans (3 juni 1977 - 11 oktober 1978) en regering P. Vanden Boeynants (20 oktober 1978 - 3 april 1979).

(12) Regering W. Martens I (3 april 1979 - 15 januari 1980) en regering W. Martens II (23 januari 1980 - 2 april 1980).

(13) Regering W. Martens III (15 mei 1980 - 7 oktober 1980).

(14) Regering W. Martens IV (22 oktober 1980 - 31 maart 1981).

(15) Regering M. Eyskens (6 april 1981 - 21 september 1981).

(16) Regering W. Martens V (17 december 1981 - 14 oktober 1985).

(17) Nationaal Congres van 13 en 14 maart 1982, coöptatie van 17 maart 1982 en Nationaal Partijbureau van 19 maart 1982.

Het aandeel van de « rechtstreeks door het Nationaal Congres en het Nationaal Partijbestuur verkozen leden » in de vertegenwoordiging van de verschillende standen in het Nationaal Partijbureau (18).

	1978		1978		1974		1977		1979		1983	
	N	%	N	%	N	%	N	%	N	%	N	%
ACW	1/4	25	2/7	29	2/7	29	3/11	27	3/13	23	3/17	18
Boerenbond	1/1	100	2/3	67	1/2	50	1/4	25	1/4	25	1/3	33
NCMV	1/1	100	2/3	67	2/3	67	2/6	33	2/7	29	1/5	20
Boerenbond + NCMV	0/1	0	0/1	0	0/1	0	0/1	0	0/1	0	0/3	0
Standenloos	1/2	50	3/6	50	4/7	57	3/10	30	3/10	30	4/9	44
Totaal	4/9	44	9/20	45	9/20	45	9/32	28	9/35	26	9/37	24

(18) P. VANSINTJAN, *De standenvertegenwoordiging in het Nationaal Comité, het Dagelijks Bestuur en het Nationaal Partijbureau van de CVP (1945-1982)*. Leuven, 1984, blz. 90 (merk op dat de cijfers niet helemaal overeenstemmen met de cijfers zoals boven vermeld).



## 6. Partijvoorzitter.

Voorzitter	Datum van verkiezing	Kiescollege	Tegenkandidaat	Uitslag
R. Vandekerckhove	26-27 april 1969	Congres	G. Van den Daele	Aantal stembrieven : 490 Blanco en ongeldig : 35 Geldig uitgebrachte stemmen : 455 Waarvan : — R. Vandekerckhove : 324 (71,2 %) — G. Van den Daele : 131 (28,8 %)
W. Martens	4 maart 1972	Congres	G. Van den Daele	Aantal stembrieven : 338 Blanco en ongeldig : 14 Geldig uitgebrachte stemmen : 324 Waarvan : — W. Martens : 271 (83,6 %) — G. Van den Daele : 53 (16,4 %)
W. Martens	7-8 december 1974	Congres	Geen	Aantal stembrieven : 1084 Waarvan : 1032 ja
W. Martens	17-18 december 1977	Congres	Geen	Aantal stembrieven : 1472 Waarvan : — Ja : 1304 — Neen : 195 — Blanco en ongeldig : 23
L. Tindemans <i>ad interim</i>	6 april 1979	Partijbestuur	Geen	Aantal stembrieven : 44 Waarvan : — Ja : 44 — Neen : 4 — Onthouding : 4
L. Tindemans	16 december 1979	Congres	Geen	Aantal stembrieven : 1173 Waarvan : 1097 ja
F. Swaen <i>ad interim</i>	18 december 1981	Partijbestuur	Geen	Aantal stembrieven : 57 Waarvan : — Ja : 44 — Neen : 9 — Onthouding : 4

## 7. Partijleden (19).

1970	107.945	1975	120.730	1980	125.141
1971	105.652	1976	126.053	1981	124.473
1972	101.230	1977	131.636	1982	116.861
1973	102.421	1978	125.219	1983	108.646
1974	114.369	1979	117.379	1984	106.574
				1985	115.528

## 8. Verkiezingscampagnes : kostprijs (in miljoen BF en in prijzen van de betreffende jaren).

1974	37,6	1977	97,1	1981	129,6
1976	73,1	1979	35,0	1985	174,5

## 9. Standenvertegenwoordiging.

— CVP-Kamerleden en Senatoren naar standenvertegenwoordiging (in %) (20).

	1971	1974	1977	1978	1981	1985
ACW	45	48	48	48	49	48
Boerenbond	18	15	17	17	17	17
NCMV	21	23	21	22	18	19
Boerenbond + NCMV	5	5	5	6	9	8
Standerloos	11	9	9	7	7	8
Totaal in %	100	100	100	100	100	100
In absolute cijfers	89	98	105	108	83	91

## 10. Publikaties.

*Programmatische publikaties.*

- Bondig verslag van het XXIII<sup>e</sup> Congres van de Christelijke Volkspartij. Kortrijk, 19-20 december 1970.
- *Vertrouwen*. Programma voor de wetgevende verkiezingen van 7 november 1971.

(19) M. MAES, *De ledenaantallen van de politieke partijen in België*, Leuven, Afdeling Politologie, 1988, blz. 37.

(20) J. SMITS, De standenvertegenwoordiging in de Christelijke Volkspartij en de Parti Social Chrétien. In : *Res Publica*, 1982, nr. 1, blz. 73-127.

J. SMITS, Les standen dans les partis sociaux-chrétiens. CRISP, *Courrier hebdomadaire*, 21 novembre 1986, n° 1134-1135, 83 p.

- *Rapport vernieuwing van de instellingen*. XXIV<sup>e</sup> Congres van de CVP. Antwerpen, 6-7-8 oktober 1972.
- *Via Europa naar vrede en ontvoogding*. Basisrapport over het buitenlands beleid. Congres van de CVP, 27-28 oktober 1973. Tele-Zeg, 15 juli 1973, nr. 2.
- Programmabrochure wetgevende verkiezingen van 10 maart 1974.
- *Regionaal-actieprogramma*. Verkiezingsprogramma 10 maart 1974.
- *Het plan 1976-1980*. 26ste Nationaal Congres. Brussel, december 1974.
- *Een blauwdruk met ideeën voor het gemeentebeleid*. Tele-Zeg, februari 1976.
- *Opties voor de definitieve staatshervorming*. Goedgekeurd door het 28ste Nationaal Congres van de CVP op 19 september 1976 te Brugge. Tele-Zeg, oktober 1976.
- *Voorspoed door moed*. Verkiezingsprogramma van de CVP 1977.
- *Voorspoed door moed*. Eindresoluties goedgekeurd door het 30ste Nationaal Congres van de CVP. Leuven, 17-18 december 1977.
- *Er is een uitweg met de CVP*. Verkiezingsprogramma van 17 december 1978. Tele-Zeg, verkiezingsuitgave, november 1978.
- *Krachtlijnen voor een definitieve staatshervorming*. 32ste Nationaal Congres, 15-16 december 1978.
- *Nu te nemen of te laten : een sterk, nieuw beleid. Het Jet-plan*. Verkiezingsprogramma van de CVP, 8 november 1981. Tele-Zeg.

#### *Organisatorische publikaties.*

- *Een andere samenleving, een andere politiek*. Activiteitenverslag. CVP-Congres, Dendermonde, 13 december 1975. Tele-Zeg.

#### *Periodieke publikaties.*

- *De stem van het volk*. Ledenblad, tot eind jaren '60.
- *Beweging*. Blad voor Plaatselijke afdelingen, tot begin jaren '70, tweemaandelijks.
- *Richtlijnen*. Blad voor plaatselijke afdelingen, tot begin jaren '70, maandblad.
- *Gemeente en provincie*. Blad voor mandatarissen, tot 1984, 10 nummers per jaar. Vanaf 1984 wordt *Gemeente en provincie* tweemaandelijks uitgegeven als dossier rond een bepaald thema (tewerkstelling, milieu...). Daarnaast verschijnt *Telegram* als maandblad voor mandatarissen.

- *Tele-Zeg*. Blad voor mandatarissen, vanaf begin 1970 tot 1985, officieel tweemaandelijks, in praktijk : niet haalbaar. Op het einde zelfs alleen nog verkiezingsprogramma's, congressen, statuten.
- *Zeg*. Ledenblad, vanaf december 1972, van 1972 tot 1978 : maandblad, van 1978 tot 1984 : veertiendaags, daarna weekblad.
- *Niet zonder ons*. Blad voor de leden van de werkgroep « Vrouw en maatschappij », vanaf 1978, drie-maandelijks.



**PARTI SOCIAL CHRETIEN (PSC)**  
**1970 - 1982**

**1. Les organes directeurs : dispositions statutaires (1).**

*Texte du Congrès de 13/14 décembre 1969 :*

2.2. L'organe supérieur du Parti serait donc constitué par un Comité directeur de onze membres : Président, deux vice-Présidents élus par le Congrès, les deux Présidents des groupes parlementaires, deux Ministres en fonction ou deux Anciens Ministres, si le Parti n'est pas au gouvernement, désignés par le Comité directeur, quatre membres non parlementaires élus par le Congrès.

Parmi les élus, il y aura nécessairement une femme et un jeune.

Le Président assure la direction et la représentation du Parti, mène la négociation politique (avec les autres Partis, avec le gouvernement, etc.).

Les deux vice-Présidents se partagent les tâches suivantes :

— Information à l'intérieur comme à l'extérieur du Parti. La carence actuelle en ce domaine est trop criante pour devoir encore être dénoncée : faute de moyens et de coordination, notre organisation a raté cet aspect de son action.

Le Parti doit pouvoir disposer en permanence de services de relations publiques et de propagande. Le recours à des spécialistes s'impose.

— Animation intérieure et organisation.

Ce « triumvirat » assume les responsabilités journalières de la direction du Parti, avec l'aide et sous le contrôle du Comité directeur.

2.3. Les autres membres du Comité directeur se répartissent les responsabilités essentielles : trésorerie du Parti, délégation générale aux problèmes européens, relations avec le Parlement, relations avec le CEPESS, avec le CCPC, etc.

3.

3.1. Un Conseil permanent, réuni d'office tous les deux mois, ou à la demande de vingt de ses membres, aide le Comité directeur à prendre les options politiques du Parti Nouveau dans le respect des directives tracées souverainement par le Congrès.

(1) Nous n'avons pas trouvé d'information concernant les changements statutaires apportés dans les années 1970.

3.2. Sa composition reflète la volonté d'assurer l'unité, dans la décision, de toutes les composantes du Parti : élus, cadres, dirigeants régionaux, femmes, jeunes, mandataires provinciaux et locaux.

La voici :

Parlementaires — tous ;

Conseillers provinciaux — quatre par province, dont les Députés permanents et les chefs de groupe par priorité ;

Fédération des Mandataires provinciaux et communaux : cinq, dont le Président et quatre élus locaux ;

Présidents d'arrondissements — tous ;

Femmes : cinq ;

Jeunes : cinq, dont le Président.

4.

4.1. Le Secrétaire général est directement responsable de toute la vie administrative du Parti. Il est aidé d'une Secrétaire générale adjointe. Tous deux sont nommés par le Bureau.

4.2. Des fonctions politiques leur sont, en outre, déléguées par le Comité directeur. Ils assistent de droit à toutes les séances de ce dernier et au Comité permanent.

Ils exercent le contrôle de toutes les tâches confiées par les organes aux arrondissements.

4.3. L'efficacité et une justice sociale élémentaire exigent que les secrétaires d'arrondissement à temps plein bénéficient d'un statut et soient rémunérés par la trésorerie centrale.

4.4. On peut en dire autant des Secrétares féminines et des Responsables J.S.C. (une et/ou un par province).

*Texte de 1980 :*

La direction nationale du Parti est assurée par : le Congrès ; le Conseil général ; le Comité directeur ; le Président ; le Secrétariat général ; le Responsable financier.

*Congrès.*

Le Congrès constitue l'autorité suprême du Parti. Il en établit les statuts. Il décide souverainement de son programme et de sa politique. Il approuve ou désapprouve la gestion du Comité directeur.

Le Congrès est l'assemblée de tous les membres du Parti régulièrement inscrits.

Participent au Congrès :

- a) *avec voix consultative* : tous les membres régulièrement inscrits ;
- b) *avec voix délibérative* : les délégués au Congrès tels que définis à l'article 58.

Le Congrès se réunit au moins une fois par an. Il doit être convoqué lorsque cinq Comités d'arrondissement le demandent.

Le Comité directeur convoque le Congrès et fixe son ordre du jour. Cet ordre du jour peut être modifié par les 2/3 des membres présents avec voix délibérative.

#### *Conseil général.*

Le Conseil général se compose :

- a) du Comité directeur ;
- b) des Présidents des Comités d'arrondissement ou de leur représentant mandaté par écrit sous seing du Président ;
- c) des délégués d'arrondissement à raison d'un délégué par tranche de 500 membres régulièrement inscrits ;
- d) des Ministres, des Ministres d'Etat, des Parlementaires, des Députés permanents et d'un membre choisi en son sein par le Groupe PSC de chaque Conseil provincial ;
- e) des Présidentes des Comités d'arrondissement des Femmes PSC lorsque cette organisation est régulièrement structurée au niveau des arrondissements ;
- f) des Présidents des Comités J.S.C. des arrondissements lorsque cette organisation est régulièrement structurée au niveau des arrondissements ;
- g) des Présidents des Comités d'arrondissement de la Fédération des Mandataires communaux lorsque cette organisation est régulièrement structurée au niveau de l'arrondissement ;
- h) de toute personne que le Comité directeur estime utile de consulter.

Le Comité directeur convoque le Conseil général pour le consulter sur toute question politique qui requiert son avis. Il doit le convoquer lorsque trois Comités d'arrondissement de deux provinces différentes au moins le demandent.

Le Conseil général ne peut exprimer son avis qu'à titre indicatif, sauf en cas d'application de l'article 35.

Le Conseil général doit être convoqué par écrit, au moins huit jours ouvrables avant la date de la réunion. La convocation mentionne l'ordre du jour fixé par le Comité directeur. Cet ordre du jour ne peut être modifié.

Le Conseil général est présidé par le Président national ou, à défaut, par un membre du Comité directeur désigné par ce dernier à cet effet.

En cas d'urgence, constatée par le Comité directeur, le Conseil général remplace le Congrès pour la mission qui lui est délimitée par le Comité directeur.

#### *Comité directeur.*

Le Comité directeur constitue l'instance de direction du Parti. Ses pouvoirs émanent du Congrès qui lui donne mandat et décharge de son action.

Il arbitre les litiges et, en ce qui concerne les conflits de personnes, il ne se prononce qu'après avoir pris l'avis de son Conseil des Sages.

Il assure la coordination entre le Parti, les groupes parlementaires et les Ministres.

Le Comité directeur se compose :

##### *1. Avec voix délibérative :*

- a) du Président national ;*
- b) d'un représentant de chaque arrondissement désigné par le Comité d'arrondissement ;*
- c) des chefs de Groupes PSC des assemblées législatives ;*
- d) de deux membres du Sénat et de deux membres de la Chambre choisis par leur groupe respectif ;*
- e) de deux Ministres choisis par leurs pairs ;*
- f) de la Présidente nationale des femmes PSC ;*
- g) du Président national des JSC ;*
- b) du Président de la Fédération des Mandataires communaux.*

##### *2. Avec voix consultative :*

- a) des Ministres et du Commissaire européen ;*
- b) des Présidents PSC des assemblées législatives ;*
- c) du Secrétaire général ;*



- d) de la Secrétaire générale des femmes PSC ;
- e) du Secrétaire général des J.S.C. ;
- f) d'un délégué du CSP ;
- g) d'un représentant des élus du PSC du Parlement européen, si l'un d'entre eux n'y est déjà à un autre titre ;
- b) des responsables PSC exerçant les missions les plus élevées dans les organes communs PSC-CVP ;
- i) du Responsable financier ;
- j) de toute personne que le Comité directeur estimera utile d'inviter, suivant le cas, en raison de sa compétence particulière.

Le Comité directeur se réunit une fois par semaine.

Le Comité directeur est constitué pour un terme de trois ans dans les trois mois qui suivent l'élection des Comités d'arrondissement. Les membres sortants peuvent être redesignés.

#### *Président National.*

Avec le Comité directeur, le Président national assure la direction du Parti. Il préside et dirige chacune des instances nationales et peut convoquer celles-ci en toute circonstance.

Il propose l'ordre du jour des séances. Sauf dispositions contraires définies aux présents statuts, celui-ci peut être modifié à la majorité des 2/3 des membres présents avec voix délibérative.

Le Président mène les négociations politiques et représente le Parti.

Il participe aux réunions des Groupes PSC des assemblées législatives.

Le Président national est élu pour un terme de trois ans et est rééligible.

En cas d'impossibilité ou de retrait du Président national, le Comité directeur, après présentation par bulletins secrets, élit un Président intérimaire.

En cas de retrait, il est procédé à l'élection d'un nouveau Président dans les trois mois qui suivent la vacance.

Il y a incompatibilité entre la charge de Président national et un mandat ou une mission de :

- a) Ministre ;
- b) Président d'une Assemblée législative ;
- c) Député permanent.

*Secrétariat général.*

La gestion courante du Parti, la coordination générale des activités et l'animation de l'ensemble de l'organisation sont assurées par le Secrétariat général

Le Secrétaire général ainsi que les membres du Secrétariat général sont nommés par le Comité directeur sur proposition du Président.

Il y a incompatibilité entre la charge de Secrétaire général ou de membre du Secrétariat général et un mandat de :

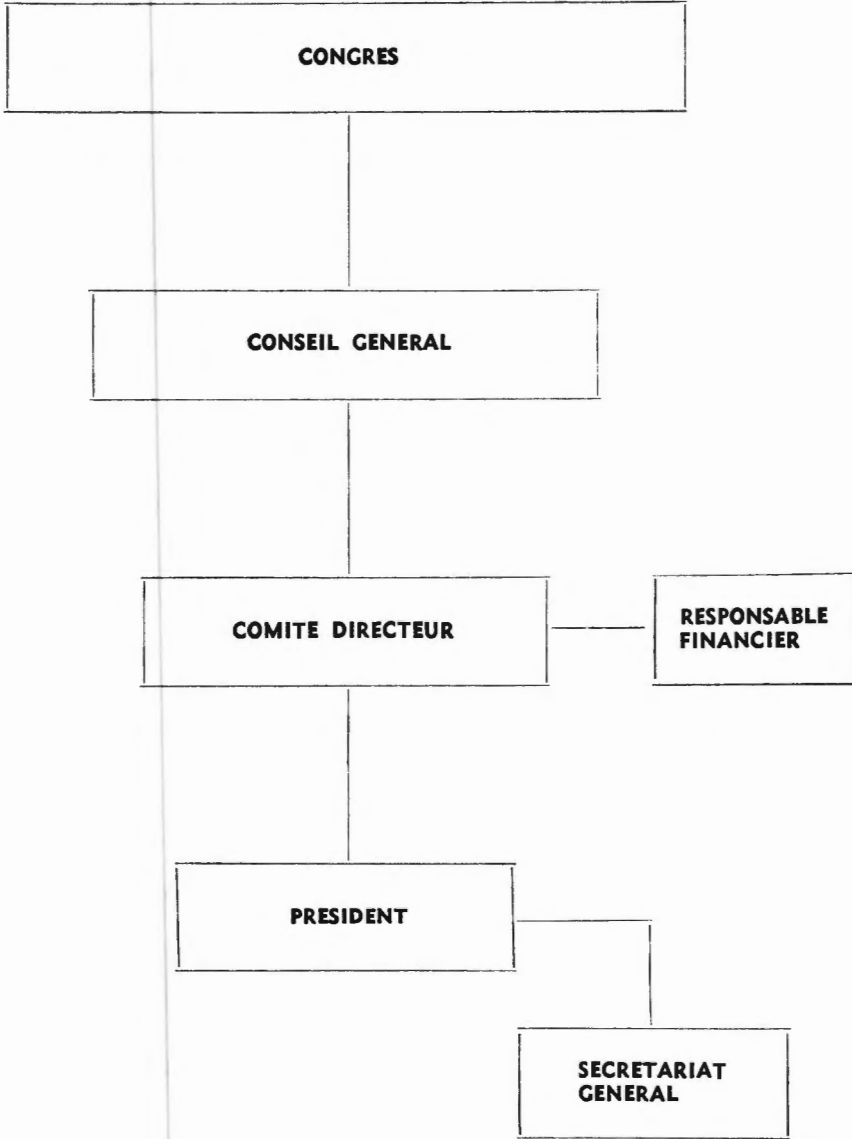
- a) Parlementaire ;
- b) Député permanent.

Le Secrétaire général et les membres du Secrétariat général ne peuvent être candidats à un mandat parlementaire ni à une fonction de Député permanent dans un délai d'un an minimum suivant la fin de leur charge.

*Responsable financier.*

La gestion financière du Parti est assurée par le Responsable financier. Celui-ci accomplit sa mission en collaboration directe avec le Président national. Il est nommé par le Comité directeur sur proposition du Président. Il soumet pour approbation, au Comité directeur, un budget et des comptes annuels.

2. Organigramme des organes directeurs.



### 3. Le Congrès.

- Congrès extraordinaire, 16 octobre 1971, Namur.  
*Agenda* : programme électorale.
- Congrès, 28 octobre 1972, Binche.  
*Agenda* : plaidoyer pour un pacte communautaire à long terme.
- Congrès, 21 janvier 1973, Bruxelles.  
*Agenda* : le projet d'accord gouvernemental ; décision : 413 oui, 24 non et 13 abstentions.
- Congrès de réflexion, 30 septembre 1973, Louvain-la-Neuve.  
*Agenda* : le PSC effectue la première étape de son renouveau doctrinal.
- Congrès doctrinal, 28 octobre 1973, Huy.  
*Agenda* : égaux et responsables.
- Congrès, 26 octobre 1974, Tournai.  
*Agenda* : les problèmes de l'enfance, les soins à domicile, la protection de la jeunesse, l'individualisation des programmes d'enseignement, les horaires mobiles et le travail à mi-temps.
- Congrès, 11-12 octobre 1975, Spa.  
*Agenda* : les fusions de communes.
- Congrès, 29 mai 1976, Seraing.  
*Agenda* : « entreprises vivantes, nouvelle solidarité ».
- Congrès, 26 mars 1977, Binche.  
*Agenda* : programme régional du PSC.
- Congrès, 19 novembre 1977, Mons.  
*Agenda* : l'organisation du parti, le programme du Parti Populaire Européen (PPE), la situation politique générale.
- Congrès, 30 avril 1978, Gembloux.  
*Agenda* : les problèmes de la santé ; notamment les rapports entre les malades et les soignants, le financement et la maîtrise des coûts et les structures de décision.
- Congrès, 1 avril 1979, Bruxelles.  
*Agenda* : le projet d'accord gouvernemental.
- Congrès, 6 mai 1979, Durbuy.  
*Agenda* : « Euro-Congrès ».

- Congrès, 14 mai 1979.  
*Agenda* : l'accord gouvernemental ; décision : 106 oui, 4 non et 28 abstentions.
- Congrès, 19 octobre 1979.  
*Agenda* : l'accord gouvernemental ; décision : 153 oui, 0 non et 1 abstention.
- Congrès de réflexion, 13 décembre 1980, Floreffe.  
*Agenda* : « Courage aujourd'hui, espoir demain » (I).
- Congrès économique, 28 mars 1981, Floreffe.  
*Agenda* : « Courage aujourd'hui, espoir demain » (II).
- Congrès, 12 juin 1982, Louvain-la-Neuve.  
*Agenda* : « Construisons l'avenir ».

4. Le Comité directeur.

	1970	1971	1972 (4)	1973	1974	1975 (6)	1976 (7)	1977	1978 (8)	1979 (9)	1980 (12) (13)	1981 (12) (14)	1982 (12) (15)
L. Servais	VP	VP											
A. Cheron	S												
H. Gerard	A											P	P
J. Desmarets	X	X		P	P			P	P	P			
P. Deschamps	X	X		P	P								
M. Le Hodey	X	X		X	X	X	X	X					
Ph. Mayence	X	X											
J. Proesmans	X	X											
J. Sondag	X	X		X									
J. Michel	P	P		P	P						P		
L. Remacle	P	P											
A. Saint-Remy	P			P	P								
E. Adam	P	P											
V. Barbeaux	P	P		P	P								
P. de Stexhe	P	P											
G. Gramme	X	X		P	P	P	P	VP					
J. Laurent	X	X											
A. Louis	X	X											
A. Mathelart	X	X											
J.L. Thijs	X	X		X	X	X	X	X	X			P	P
R. Beauthier	X	X		X	X								
C. Hanin	M	M		M	M			P	P				
R. Petre	M	M											
A. Magnée		S (2)		P	P	P	P	P	P				
J. Mernier		S (3)		S (3)									
G. Schyns		P											
Ch.F. Nothomb				VP	VP	VP	VP	V	VP				
H.Fr. Van Aal				SP (2)	M								
A. Califice				M	M	M	M	M	M	M		P	P
P. Vanden Boeynants				M	M	M	M	M	M	M	VP	VP	VP
J.-P. Grafé				M	M							P	P
W. Schyns				M									

	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982
A. Humblet				M	M								
A. Bruart				X	X		X	X					
G. Lutgen				X	X	X	X	X					
J. Pirmolin				X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
J. Hambye				P	P								
J. Kevers				P	P								
A. Parisis				P	P								
R. Conrotte				P	P								
R. Scheyven				X	X								
D. André				X	P					P	P		
J. Hallet				X	X								
M. Hansenne					SP (2)	SP (2)	SP (2)	SP (2)	SP (2)				
R. Langendries					S (5)	S (3)	S (3)	S (3)	S (3)	S (11)			
A. Oleffe					M								
A. Bruart					X	X	X	X	X	X			
J.P. Hannecart					X								
E. Dispaux						X	X	X					
M. du Roy de Blicquy						X	X	X					
J.-F. Dechamps						X	X	X	X	X	X		
E. Foucart						X	X	X					
P. Mainil						X	X	X					
E. Pouillet						X	X	X	X				
H. Hanquet						P	P	P	P	P	P	P	P
G. Ryckmans				X		P	P			P	P		
P. Bataille						X							
S. Firket							X	X	X	X	X		
M. Van Raemdonck								X	X				
M. Plasman								P	P				
D. Tilquin								P	P	P		P	P
A. Gobbe									X	X			
J.-L. Luxen									X		X		

	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982
D. Noël de Burlin									X				
M. Renard									X				
M. Zurstrassen									X				
A.M. Jacoby									X				
C. Goor									X				
G. Bouffloux									X				X
C. Crohain									X			X	
A. Dalem									X				
J.-L. Luxen									X				
P. Meuter									X				
J.P. Poncelet									X				X
P. Jonnart									X			X	
H. Pierret									X				
M. Bodson									X				
E. Tarwe									X				
F. De Hondt									X				X
M. Wathelet									X				M
L. Gillet									X				P
J.L. Dehotte									X				X
J.M. Brooms									X				X
B. Caprasse									X				X
M. Fripplat									X				X
M. Guillard									X				X
M. Pickart									X				X
J.P. Detremmerie									X				X
L. Arnould									X				X
M. Van Campenhoudt									X				X
G. Dessart									X				X
W. Van Den Haute									X				X
G. Goffin									X				X
J.-P. Kensler									X				X



	1970	1971	1978	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982
R. Schyns												X	X
R. Alexandre												X	X
R. Bataille												X	X
A. Dieudonné												P	P
E. Wauthy												P	P
G. Deprez													V
A. Nockerman													X
Y.-M. Renard													X
A. Liénard													X
P.Y. Massart													X
<b>Total</b>	25	23		31	31	21	21	24	27	24	25	32	35
Nombre de parlementaires	N 9	9		19	21	8	8	10	11	10	11	11	13
	% 36,0	39,1		61,3	67,7	38,1	38,1	41,7	40,7	41,7	44,0	34,4	37,1
Nombre de ministres	N 2	2		6	7	2	2	2	2	2	2	2	4
	% 8,0	8,7		19,4	22,6	9,5	9,5	8,3	7,4	8,3	8,0	6,2	11,4
Nombre de femmes	N 2	2		2	1	6	6	5	7	5	5	2	2
	% 8,0	8,7		6,5	3,2	28,6	28,6	20,8	25,9	20,8	20,0	6,2	5,7

(2) Secrétaire politique.

(3) Secrétaire général.

(4) Pas d'information.

(5) Secrétaire général a.i.

(6) + 16 membres avec voix consultative.

(7) + 17 membres avec voix consultative.

(8) + 11 membres avec voix consultative.

(9) + ± 65 membres avec voix consultative.

(10) Le deuxième Ministre est inconnu.

(11) Le Secrétaire général est membre avec voix consultative.

(12) Les Ministres sont inconnus.

(13) + ± 65 membres avec voix consultative.

(14) + quelques membres avec voix consultative.

(15) + ± 31 membres avec voix consultative.

## 5. Le Président.

Président	Date d'élection	Collège électoral	Autres candidats	Résultats
L. Servais	31 mai 1969	Congrès	Ch.F. Nothomb	Nombre de bulletins déposés : 219 Nombre de votes blancs et nuls : 7 Nombre de votes valables : 212 — L. Servais : 154 (72,6 %) — Ch.F. Nothomb : 58 (27,4 %)
L. Servais	Juin 1970	Membres (46,7 %)	A. Humblet	Nombre de bulletins envoyés : 33.848 Nombre de bulletins renvoyés : 15.808 (46,7 %) — L. Servais : 74,6 % — A. Humblet : 24,3 % — Abstentions : 1,1 %
L. Remacle <i>ad interim</i> du 20 janvier 1972 jusqu'au 22 mars 1972				
Ch.F. Nothomb	22 mars 1972	Membres (53,7 %)	D. André J. Desmarets Ph. Mayence	Nombre de bulletins envoyés : 43.557 Nombre de bulletins renvoyés : 23.384 (53,7 %) Blancs et nuls : 109 Nombre de votes valables : 23.275 — Ch.F. Nothomb : 10.689 (45,9 %) — D. André : 5229 (22,5 %) — J. Desmarets : 3682 (15,8 %) — Ph. Mayence : 3675 (15,8 %)
Ch.F. Nothomb	Mars 1974	Comité directeur	Aucun	Inconnu
G. Gramme	19 octobre 1976	Comité directeur	Aucun	Inconnu
Ch.F. Nothomb	8 octobre 1977	Membres (29,3 %)	Aucun	92,8 %
Ch. Hanin	3 avril 1979	Comité directeur	Inconnu	Inconnu
P. Vanden Boeynants	8 octobre 1979	Membres (39,4 %)	G. Deprez	P. Vanden Boeynants : 65,5 % G. Deprez : 34,3 %
G. Deprez, Suppléant	1 décembre 1981	Comité directeur	Chaque membre trois noms	« Unanime »
G. Deprez	10 février 1982	Membres (36,6 %)	P. Vankerhoven L. Pierson	G. Deprez : 77,6 % P. Vankerhoven : 18,4 % L. Pierson : 4,0 %

## 6. Les membres (16).

1970	89.336	1975	52.042	1980	57 904
1971	45.998	1976	51.604	1981	55.333
1972	45.496	1977	56.298	1982	52 762
1973	87.719	1978	61.049	1983	45.918
1974	47.422	1979	Pas d'information	1984	42 954
				1985	42 372

## 7. Campagnes électorales : les coûts (en millions de francs belges et en tenant compte des prix courants de l'époque).

1974	25,0	1977	47,2	1981	50,4
1976	30,6	1979	16,5	1985	83,0

## 8. Publications.

*Publications programmatrices.*

- « *Confiance PSC* ». Programme élections législatives du 7 novembre 1971.
- « *Egaux et responsables* ». Orientations doctrinales adoptées au Congrès du 28 octobre 1973 à Huy. (Action, octobre-novembre 1973).
- « *Une nouvelle politique pour une nouvelle société* ». Programme du PSC. Elections législatives du 10 mars 1974. (Action, 1-2 janvier-février 1974).
- Programme 17 avril 1977. « *Le PSC face à la crise* ». (Action, 15 avril 1977).
- Programme 17 décembre 1978. « *Aller à l'essentiel pour rendre l'avenir possible* ». (Action, 30 novembre 1978).
- Programme du PSC. Elections du 8 novembre 1981. « *Pour eux, avec nous, l'effort maintenant* ». (Action, 24 octobre 1981) :
  1. A la croisée des chemins.
  2. Programme pour la région Wallonne et la communauté française.
  3. Politiques spécifiques.

*Publications périodiques.*

- *Lettre à chacun*. De 1978 jusqu'à 1982, mensuel.
- *Action PSC*. Pour les cadres, de 1965 jusqu'à 1982, mensuel.
- *Temps nouveaux*. Pour les membres, de 1982 jusqu'à 1985, bimensuel, depuis 1985 : mensuel.
- *Info sections*. Depuis 1982, mensuel.

(16) M. MAES, *De ledenaantallen van de politieke partijen in België*, Leuven, Afdeling Politologie, 1988, blz. 37.

**BELGISCHE SOCIALISTISCHE PARTIJ (BSP)**

**PARTI SOCIALISTE BELGE (PSB)**

**1970 - 1978**

**1. Nationale partijorganen : statutaire bepalingen.**

Statuten van 16 maart 1968 met herzieningen van 28 april en 15 december 1973 en 17 december 1977.

**DE PARTIJLEIDING**

*Het Congres.*

*Art. 17.* — Het Congres komt eenmaal per jaar bijeen voor einde november.

*1973 : Het nationaal Congres komt ten minste éénmaal per jaar bijeen vóór de opening van de parlementaire zitting.*

*1978 : Het politiek Congres komt ten minste eenmaal per jaar bijeen en in elk geval bij de aanvang van de parlementaire zitting.*

Tijdens de eerste dag hoort het Congres eerst het verslag van het Bureau.

Indien het Bureau het voorstelt of op verzoek van ten minste drie federaties van een zelfde taalgroep, kunnen de afgevaardigden van de Vlaamse federaties en de afgevaardigden van de Waalse federaties afzonderlijk vergaderen om de hele agenda van het Congres of een gedeelte ervan te onderzoeken.

Wat de Brusselse federatie betreft, kunnen haar afgevaardigden in dat geval hetzij samen vergaderen, hetzij zich verdelen tussen de twee taalgroepen.

Het Bureau kan ook aan het Congres voorstellen afdelingen (*1973 : commissies*) op te richten voor het onderzoek van een of meer agenda-punten.

Anderzijds kan een buitengewoon Congres worden bijeengeroepen, hetzij bij beslissing van het Bureau, hetzij op verzoek van ten minste vijf federaties die ten minste 1/3 van de Partijleden vertegenwoordigen.

Het wordt op dezelfde wijze georganiseerd als het nationaal Congres.

*1973 : Het wordt op dezelfde wijze georganiseerd als het Congres bedoeld in de 1ste alinea.*

*Art. 18.* — Het nationaal Congres is uitsluitend politiek.

*1973: Het nationaal Congres bepaalt de politieke lijn van de partij.*

Het beraadslaagt over het verslag van het Bureau. Om de twee jaar verkiest het de leden van het Bureau en benoemt de Voorzitter en de Ondervoorzitter van de Partij.

*1973: en benoemt het de Partijvoorzitters.*

In dit geval vergaderen al de congresafgevaardigden samen om de Voorzitter en de Ondervoorzitters te verkiezen, (*1973: om de Voorzitters te verkiezen*), vervolgens vergaderen de afgevaardigden van de Vlaamse en Waalse federaties afzonderlijk om hun vertegenwoordigers in het Partijbureau te verkiezen.

Het Congres bekrachtigt eveneens de aanduiding van de twee vertegenwoordigers van de politieke jongerenbewegingen van de Partij (een nederlandstalige en een franstalige).

*Art. 19.* — Het Partijbureau roept het nationaal Congres bijeen en stelt de agenda op.

*Art. 20.* — De agenda en de desbetreffende verslagen worden ten minste zes weken vóór de datum van het Congres aan de arrondissement-federaties meegedeeld.

*1973: Wanneer het een buitengewoon Congres geldt, kan uitzondering gemaakt worden i.v.m. deze tijdsspanne.*

*Art. 21.* — Op elk Congres van de Partij heeft de stemming van een afkeurende motie aan het adres van het Bureau, het ontslag van dit laatste tot gevolg.

*Art. 22.* — De stemmingen op het Congres geschieden bij kaartopsteking.

De stemming per federatie is verplicht, indien ze wordt voorgesteld door het Congresbureau of door ten minste twee arrondissementfederaties.

Alvorens tot de stemming over te gaan, moet de zitting worden geschorst (*1973: In dit geval wordt de zitting verplichtend geschorst*), om de afgevaardigden van de federaties de gelegenheid te geven afzonderlijk te vergaderen om te beraadsalgen.

Bij de hervatting van de vergadering, delen de federale secretarissen de stemming van hun federatie mee, hierbij rekening houdend met alle individueel uitgebrachte stemmen.

*Art. 23.* — De congresafgevaardigden worden door hun federaties benoemd en ontboden. Elke federatie heeft recht op één afgevaardigde per gedeelte van 200 leden (*1973: 300 leden*); het aantal leden wordt

bepaald door het bedrag van de bijdragen, die voor het verlopen jaar aan het nationaal secretariaat zijn betaald.

Een controlecommissie bestaande uit 3 federale secretarissen (1 Vlaamse, 1 Waalse en 1 Brusselse) is ermee belast de juistheid van dat bedrag na te gaan.

*Art. 24.* — De leden van het Bureau, de Algemene Raad en de parlementaire groepen, (1973 : *De leden van het Bureau en van de parlamentsfracties*), evenals de socialistische leden van de Bestendige Deputatie, nemen deel aan het Congres. Zij beschikken over een raadgevende stem zo zij niet worden afgevaardigd door hun arrondissementsfederatie.

1973 toegevoegd : *De leden van de Algemene Raad, met raadgevende stem, bedoeld in art. 29, nemen eveneens deel aan het Congres.*

*Art. 25.* — De resoluties of amendementen, door de federale congressen goedgekeurd, dienen uiterlijk vijf dagen vóór het Congres, in het bezit van het Partijbureau te zijn.

*Art. 26.* — Het Congres wordt geleid door het Bureau, samengesteld uit de voorzitter en de ondervoorzitter, voorgesteld aan het Congres door het Partijbureau en de Partijsecretarissen.

1973 : *Het Bureau van het Congres is samengesteld uit 4 leden : een voorzitter en een ondervoorzitter, aangeduid door het Partijbureau, en de twee Partijsecretarissen.*

*Bij de opening van het Congres stelt zijn bureau een reglement over het verloop van de werkzaamheden voor.*

*Art. 27.* — De resolutiecommissie bestaande uit de Voorzitter, de Ondervoorzitter, de nationale Secretarissen, 5 leden van het Bureau en één afgevaardigde per federatie, vergadert vóór het Congres en tijdens het Congres, waarvan de besprekingen dan worden geschorst.

1973 : *De resolutiecommissie bestaande uit de Executieve van de Partij, 5 leden van het Partijbureau en één afgevaardigde per federatie, vergadert vóór het Congres en tijdens het Congres waarvan de besprekingen dan eventueel worden geschorst.*

#### *De Algemene Raad.*

*Art. 28.* — De Algemene Raad is het hoogste orgaan tussen twee Congressen. Hij hecht in laatste instantie zijn goedkeuring of afkeuring aan het beheer van het Bureau en heeft eveneens tot opdracht :

— op voorstel van het Bureau, de politieke directeurs van de kranten, dagbladen en tijdschriften van de Partij, de nationale Partijsecretaris-

sen, de kandidaten gecoöpteerde senatoren en de afgevaardigden voor de Congressen van de Socialistische Internationale te benoemen ;  
— zich uit te spreken over de besluiten van de commissies, belast met de bestudering van alle belangrijke kwesties die de aandacht van de Partij vergen.

Wat de gecoöpteerde senatoren betreft, verdeelt het Bureau de mandaten onder de Vlaamse, Waalse en Brusselse arrondissementen, waarbij zoveel mogelijk rekening wordt gehouden met de bestaande vrehouding tussen de rechtstreeks gekozen leden. De aanwijzing van de gecoöpteerde senatoren geschiedt onderscheidenlijk door de in art. 40 onderschreven kiescolleges.

*1973 : Met eerbiediging van de rangschikking opgemaakt door de Algemene Raad en bij afwisseling van de kandidaten volgens het gewest waartoe zij behoren.*

*Na deze aanwijzing bepaalt het Partijbureau de rangorde van de voorstelling aan de Senaat.*

*Art. 29.* — Stemgerechtigde leden van de Algemene Raad zijn :

1. De leden van het Partijbureau met stemrecht, (*1973 : de leden van het Partijbureau*).
2. De leden van de parlamentsfracties (*1973 toegevoegd : en de Socialistische leden van de Bestendige Deputaties*).
3. De afgevaardigden van de arrondissementsfederaties.

Leden van de Algemene Raad, met raadgevende stem zijn :

1. De afgevaardigden van de nationale, economische, sociale en culturele organisaties, die bij de Partij zijn aangesloten.
2. De afgevaardigden van de nationale vrouwen en jeugdorganisaties.
3. De leden van de Bestendige Deputaties (*1973 : de Socialistische Ministers van Staat*).
4. De afgevaardigden van de Centrale voor Socialistisch Cultuurbeleid, van het Emile Vandervelde Instituut en van de Nationale Federatie van gemeente- en provinciale raadsleden.

*Art. 30.* — De afgevaardigden voor de Algemene Raad worden door de arrondissementsfederaties benoemd tijdens hun federaal congres. Zij zijn voor 2 jaar verkozen. Tussentijds voorziet de federatie in de opengevallen mandaten. *1973 : toegevoegd : Elke federale afvaardiging zal tenminste 15 % jongeren bevatten.* De afgevaardigden voor de Algemene Raad worden door het nationaal Partijsecretariaat ontboden.

De leden met raadgevende stem worden aangeduid door de organisatie waarvan ze afhangen.

*Art. 31.* — De arrondissementsfederaties hebben recht op één afgevaardigde per gedeelte van 750 leden ; het aantal leden wordt vastgesteld zoals bepaald bij art. 23.

*Art. 32.* — De stemmingen in de Algemene Raad geschieden volgens de bepalingen van art. 22. Nochtans kan de stemming bij naamafroeping door de meerderheid, bij kaartopsteken, worden aangevraagd.

*1973 : De stemming geschiedt bij kaartopsteking en, bij meerderheid hiervan, kan beslist worden een stemming bij naamafroeping te houden.*

*Art. 33.* — De leden die tweemaal het voorwerp zijn geweest van een blaam of enig andere tuchtmaatregel, mogen niet aangeduid worden als leden van de Algemene Raad, noch als dusdanig in functie behouden worden.

*Art. 34.* — Het Partijbureau heeft het recht personaliteiten uit te nodigen die in zekere problemen gespecialiseerd zijn om verslag uit te brengen voor de Algemene Raad. De verslaggever verkrijgt daardoor het recht deel te nemen aan de bespreking over het door hem ingeleide onderwerp.

*Art. 35.* — De Algemene Raad vergadert op initiatief van het Bureau hetzij ter informatie, hetzij om een beslissing te nemen, die het Bureau te belangrijk acht om hiervoor alleen de verantwoordelijkheid op zich te nemen.

De Algemene Raad moet bijeengeroepen worden op verzoek van 5 federaties, die samen ten minste 1/3 van de leden vertegenwoordigen, of op verzoek van de Kamer- of Senaatsfractie, overeenkomstig art. 64.

#### *Het Centraal Comité.*

*Art. 36.* — Het Centraal Comité is het permanent verbindingsorgaan tussen de politieke federaties en het Bureau.

Het is samengesteld uit :

- de leden van het Bureau ;
- een afgevaardigde van elke parlementaire groep (*1973 : elke parlementsfractie*) ;
- de voorzitters en de secretarissen van de federaties ;
- een afgevaardigde per 5.000 leden of fractie van 5.000 leden verkozen door zijn federatie voor een termijn van 2 jaar ;
- de secretarissen van het Socialistisch Jeugdverbond ;
- vier leden van de politieke jongerenbeweging ;
- vier leden van de opvoedende jeugdbeweging ;
- vier leden van de Turn- en Sportvereniging.



*1973 toegevoegd : Vier leden van de Centrale voor Socialistisch Cultuurbeleid en van de Présence et Action Culturelles.*

Het wordt door het Uitvoerend Bestuur (de Executieve) ten minste om de drie maand bijeengroepen, vaker indien nodig.

Het Bureau, de parlementaire groepen, de nationale instellingen en de federaties zullen alle inlichtingen meedelen, nodig om een wederzijdse en geregelde informatie te waarborgen, zowel op politiek plan als over alle problemen die het innerlijk leven van de Partij betreffen.

*1973 : Het Bureau, de parlamentsfracties, de nationale instellingen en de federaties zullen alle inlichtingen meedelen over de problemen die het innerlijke leven van de Partij betreffen.*

Het Centraal Comité vergadert in de loop van de maand oktober om kennis te nemen van een verslag over :

- a) de toestand van (1973 toegevoegd : het geheel van) de federaties ;
- b) de financiële toestand van de Partij (1973 toegevoegd : en van de organisaties die van de Partij afhangen) ;
- c) de socialistische pers ;
- d) het Socialistisch Jeugdverbond ;
- e) de organisaties belast met de opvoeding en de vorming van de militanten ;
- f) de Socialistische Vrouwen.

Op zijn beurt legt het één verslag voor over deze verschillende punten aan het Congres.

#### *Het Partijbureau.*

*Art. 37. —* De Partij wordt vertegenwoordigd en geleid door haar Bureau. Dit is belast met de uitvoering van de beslissingen van het Congres en de Algemene Raad.

Het is bovendien bevoegd voor alles wat niet uitdrukkelijk aan het Congres en de Algemene Raad is voorbehouden. Het waakt o.a. voor de naleving van de statuten en voor de tucht in de schoot van de Partij ; het oefent het politiek toezicht uit op de kranten, dagbladen en tijdschriften van de Partij, onder voorbehoud van hetgeen vermeld wordt in art. 28 ; het benoemt de delegaties, die de Partij vertegenwoordigen en de leden van de studiecmissies ; het beheert de financiën en organiseert de administratie en propaganda van de Partij ; het bepaalt de bevoegdheden, de arbeidsvoorwaarden en de gebeurlijke bezoldiging van de leden van het Uitvoerend Bestuur en van het Partijpersoneel (1973 : van de Partij-ambtenaren).

Het Bureau neemt alle beslissingen die door de omstandigheden geboden zijn. Indien het zulks raadzaam acht, vraagt het de mening van het Centraal Comité, de Algemene Raad of het Congres.

*1977 : Het Bureau neemt alle beslissingen die door de omstandigheden geboden zijn en vraagt, indien het zulks raadzaam acht, de mening van elke statutaire instantie van de Partij.*

Het kan voor het een of ander punt van de agenda raad inwinnen van een Partijlid, dit hierover inlichtingen kan verschaffen.

Het Bureau is verplicht aan het nationaal Congres een verslag over het verlopen politiek jaar voor te leggen. Het stelt de op halflange of lange termijn te nemen politieke beslissingen, alsook de ontwerp-resolutie voor.

Indien het verslag, dat het Bureau aan het Congres dient voor te leggen, niet bij eenparigheid van stemmen door de Bureauleden wordt goedgekeurd en indien ten minste een derde er zich tegen verzet, hebben de tegenstemmers het recht een minderheidsnota bij het verslag te voegen.

Al de stemmingen van het Bureau, die niet bij eenparigheid geschieden, hebben bij naamafroeping plaats en worden in de notulen van de vergadering opgetekend. De stemmingswijze van de Bureauleden kan aan de Algemene Raad of aan het Congres worden meegedeeld.

De door het Bureau genomen beslissingen en de verdeling van de stemmen voor en tegen worden in het schriftelijk verslag aan het nationaal Congres opgenomen.

*Art. 38. — Het Partijbureau vergadert zo dikwijls als nodig en ten minste eenmaal per maand, op uitnodiging van de Voorzitter of op verzoek van de Ondervoorzitter (1973 : op uitnodiging van de Voorzitters) of van ten minste 3 leden.*

*Art. 39. — Het Bureau bestaat uit de Voorzitter, de Ondervoorzitter, de nationale Partijsecretarissen (1973 : Het Bureau bestaat uit de Voorzitters, de nationale Partijsecretarissen) (1977 : Het Bureau bestaat uit de nationale Voorzitters, de Voorzitters van het Vlaams en Waals gewestelijk comité, de nationale Partijsecretarissen) en 24 leden : 10 leden benoemd door de Vlaamse federaties, 10 leden benoemd door de Waalse federaties en 4 leden (2 franssprekende en 2 nederlandsprekende benoemd door de Brusselse federatie.*

Wonen de vergaderingen van het Bureau bij, met raadgevende stem :

*1977 toegevoegd :*

— de directeuren van het I.E.V. ;

— de politieke directeuren van de officiële Partijbladen ;

- de voorzitters van de socialistische Kamer- en Senaatsfractie (1973 *toegevoegd* : en van de cultuurraden) ;
- de nationale Adjunct-Secretarissen ;
- twee vertegenwoordigers van de politieke jongerenbewegingen van de Partij (een nederlandstalige en een franstalige).

In geval van regeringsdeelname : de ministers, hetzij op uitnodiging van het Bureau, hetzij op hun verzoek.

Maken ook deel uit van het Bureau, met raadgevende stem :

1973 *toegevoegd* :

- *de socialistische Ministers van Staat* ;
- de afgevaardigden van de nationale, economische, sociale en culturele groeperingen, die de Partij erkennen als de politieke uitdrukking van de socialistische beweging ;
- de afgevaardigden van nationale organisaties die van de Partij afhangen.

Al de leden wier aanwezigheid nuttig wordt geacht kunnen tot elke vergadering van het Bureau worden uitgenodigd.

*Art. 40.* — Al de kandidaturen voor het Partijbureau worden door de federaties voorgedragen. De kandidaten worden gekozen wegens hun geschiktheid om de politieke actie op nationaal vlak te leiden.

Om geldig te zijn, moeten de kandidaturen 15 dagen vóór de aanvang van het Congres op het Partijbureau aankomen wat de Voorzitter en de Ondervoorzitter betreft (1973 : *wat het voorzitterschap betreft*) ; 8 dagen vóór die datum wat de andere kandidaturen betreft.

De federaties zijn verplicht een kandidaat voor het voorzitterschap en een kandidaat voor het ondervoorzitterschap voor te dragen (1973 : *twee kandidaten voor het voorzitterschap voor te dragen*). Eén van beiden is franstalig, de andere nederlandstalig.

Eerst wordt overgegaan tot de verkiezing, bij geheime stemming, van de Voorzitter en de Ondervoorzitter (1973 : *van de Voorzitters*), die zodoende effectieve Bureauleden worden en de ganse Partij vertegenwoordigen.

Indien er slechts één enkele kandidaat voor elke post wordt voorgedragen, heeft er geen stemming plaats.

In het tegenovergestelde geval wordt dan een geheime stemming per federatie gehouden. De verkozen kandidaat is degene die, voor de post waarvoor hij wordt voorgedragen, de meerderheid in de twee taalgroepen behaalt. De Brusselse federatie verdeelt haar stemmen naar goedvinden tussen elke groep.

De Waalse federaties verkiezen vervolgens, bij geheime stemming, 10 Waalse leden, de Vlaamse federaties 10 Vlaamse leden en de Brusselse federatie 2 franstalige en 2 nederlndstalige leden.

Die benoemingen worden aan het Congres ter bekrachtiging voorgelegd, evenals deze van de vertegenwoordigers der politieke jongeren.

De Bureauleden, met inbegrip van de Voorzitter en de Ondervoorzitter, (1973: *van de Voorzitters*), zijn verkozen voor een duur van twee jaar en zijn herkiesbaar.

*Art. 41.* — De functies van Voorzitter en Ondervoorzitter (1973: *de Voorzitters*). van de Partij zijn onverenigbaar met elke ministeriële verantwoordelijkheid.

Ingeval het Voorzitterschap, het Ondervoorzitterschap (1973 *valt weg: het Ondervoorzitterschap*) of een zetel in het Partijbureau vrijkomt, voorziet de Algemene Raad in de vervanging tot de volgende verkiezing door het Congres, overeenkomstig de schikkingen voorzien in art. 18.

*Art. 42.* — De Bureauleden die Minister (1973 *toegevoegd: of Staatssecretaris worden, of die in een ministerieel Kabinet treden*) zijn geen lid meer tijdens hun ambtsduur en worden vervangen door plaatsvervangers. Hetzelfde geldt voor de Ministers (1973 *toegevoegd: de Staatssecretarissen en de leden van het ministrieel kabinet*), die tot leden van het Bureau worden verkozen, bij de vernieuwing ervan. Indien een lid Minister (1973 *toegevoegd: Staatssecretaris of lid van een ministrieel Kabinet*) wordt of in geval van overlijden of ontslag van een Bureau lid tussen twee Congressen, wordt tijdens de eerstkomende Algemene Raad een opvolgend lid of een plaatsvervanger benoemd door de afgevaardigden van de arrondissementsfederaties van het kiescollege, dat het te vervangen lid heeft aangewezen.

*Art. 43.* — De Partijsecretarissen worden door de Algemene Raad benoemd. Zij kunnen slechts worden afgezet door een stemming van de Algemene Raad en nadat het met redenen omkleed voorstel van hun afzetting regelmatig werd gedaan hetzij door het Bureau, hetzij door de arrondissementsfederaties, die samen ten minste 1/5 van de Partijleden tellen.

In ernstige en dringende gevallen kunnen zij door het Bureau in hun ambt worden geschorst. Een dergelijke beslissing moet binnen 8 dagen aan de Algemene Raad worden voorgelegd. De Partijsecretarissen mogen geen enkele kandidatuur voor een politiek of ander mandaat aanvaarden, zonder voorafgaande goedkeuring van het Partijbureau.

*Art. 44.* — Het Uitvoerend Bestuur van de Partij is samengesteld uit de Voorzitter, de Ondervoorzitter en de (1973 : *uit de Voorzitters en de...*) (1977 : *uit de Nationale Voorzitters, de Voorzitters van het Vlaams en Waals Gewestelijk Comité en de Nationale...*) Partijsecretarissen.

1977 toegevoegd : *De directeurs van het I.E.V. worden de werkvergaderingen bij.*

Het Uitvoerend Bestuur [1977 : *De Executieve (Uitvoerend Bestuur)*] is verantwoordelijk voor het dagelijks beheer van de Partij. Het belegt de vergaderingen van het Bureau en voert zijn beslissingen uit.

1977 toegevoegd : *Ze heeft ook nog tot taak : a) de organisatie van de Partij te verbeteren ; b) de aan het Bureau voor te leggen voorstellen, aangaande organisatie en propaganda, voor te bereiden ; c) op de bedrijvigheid van de organisaties, afhankelijk van de Partij, toezicht te houden en ze aan te moedigen.*

*Art. 45.* — Het Uitgebreid Uitvoerend Bestuur bestaat uit de leden van het Uitvoerend Bestuur en uit vier andere Bureauleden die, met inachtneming van de taalpariteiten, door het Bureau worden aangewezen.

Het Uitgebreid Uitvoerend Bestuur wordt door het Uitvoerend Bestuur of op verzoek van 2 zijner leden bijeengeroepen. Het heeft tot taak :

- a) de organisatie van de Partij te verbeteren ;*
- b) de aan het Bureau voor te leggen voorstellen, aangaande organisatie en propaganda, voor te bereiden ;*
- c) de bedrijvigheid van de organisaties afhankelijk van de Partij te bewaken en aan te moedigen.*

1977 : *Art. 45 valt weg.*

*Art. 46.* — De financiën van de Partij worden beheerd door het Uitvoerend Bestuur volgens een reglement van inwendige orde, aangenomen door het Partijbureau.

Het Uitvoerend Bestuur controleert op bestendige wijze de financiën en de boekhouding.

De rekeningen worden voorgelegd aan het Centraal Comité.

*Art. 47.* — Het Partijbureau stelt een revisor aan. Deze is gehouden, ten minste ééns per jaar, de nationale boekhouding, deze van de arrondissementenfederaties en van de nationale groeperingen afhankelijk van de Partij grondig na te zien. Na iedere controle maakt hij voor het Partijbureau verslag op.

Het Uitvoerend Bestuur van de Partij moet waken over de uitvoering van dit toezicht.

*Art. 48.* — Het Centraal Comité stelt een toezichtscommissie aan, samengesteld uit 3 leden.

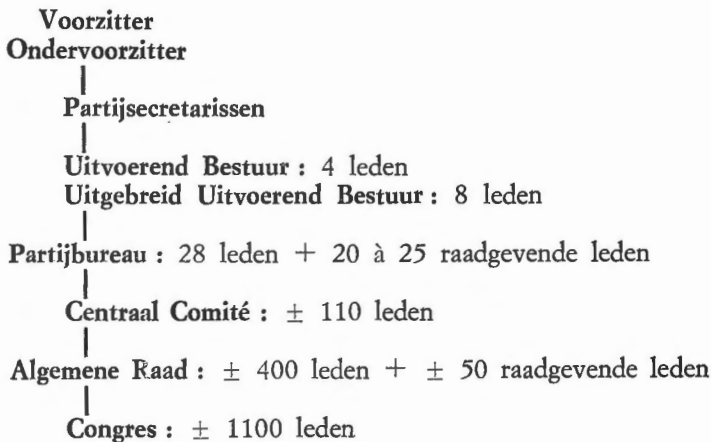
Ieder jaar is een lid uittreidend en herkiesbaar.

Deze commissie komt ten minste ééns per jaar bijeen. Ze neemt kennis van de boekhouding. Ze mag controle uitoefenen zonder voorafgaande verwittiging. Ze neemt kennis van het verslag van de revisor en brengt verslag uit bij het Centraal Comité.

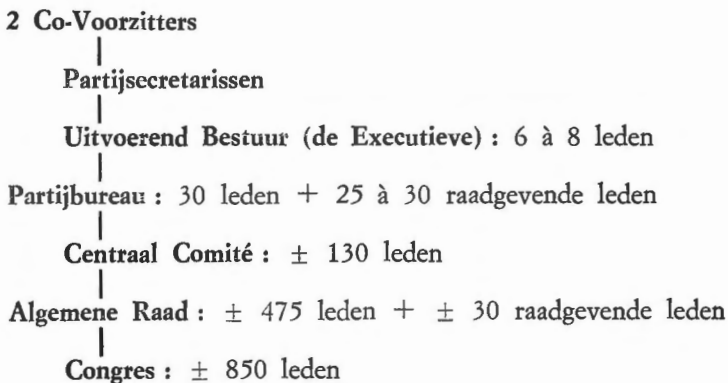
## 2. Organigram van de nationale partijorganen.

(Met schatting van hun ledenaantal op basis van de statuten).

1968 :



1977 :



### 3. **Congres.**

- Administratief Congres, 23-24 januari 1971, Brussel.
- Buitengewoon Congres, 19 januari 1972, Brussel.  
Regeerakkoord, goedgekeurd met 1026 ja, 64 nee en 32 onthoudingen.
- Buitengewoon Congres, 21 januari 1973, Charleroi.  
Regeerakkoord, goedgekeurd met 673 ja, 496 nee en 21 onthoudingen.
- Administratief Congres, 28 april 1973, Brussel.  
Statutenwijziging.
- Politiek Congres, 6 oktober 1973, Brussel.  
Abortus, gewestvorming, legerhervorming.
- Buitengewoon besloten Congres, 15 december 1973, Leuven.  
Statutenwijziging.
- Buitengewoon Congres, 16 februari 1974, Brussel.  
Verkiezingsprogramma.
- Politiek Congres, 5 oktober 1974, Brussel.  
Politieke toestand; verhoging nationale afdracht bijdrage.
- Ideologisch Congres, 16-17 november 1974, Brussel.
- Administratief Congres, 1 maart 1975, Antwerpen.
- Politiek Congres, 11 oktober 1975, Marcinelle.  
Politieke toestand.
- Buitengewoon Congres, 22 mei 1976, Brussel.  
Verkiezingen; « Opties voor een socialistisch gemeentebeleid ».
- Congres van de Vlaamse Socialisten, 19 juni 1976, Gent.  
« Vlaanderen, ruim en progressief denken, verder zien ».
- Congres van de Waalse Socialisten, 19 juni 1976, Jolimont.  
Industriebeleid; demografie en tewerkstelling; wetenschapsbeleid;  
waterbeleid; landbouwproblemen en culturele problemen.
- Congres van de Brusselse Socialisten, 27 juni 1976, Brussel.  
Ontwerp voor definitieve gewestvorming.
- Congres van de Waalse Socialisten, 12 september 1976, Seraing.  
Thema: zie 19 juni 1976.
- Politiek Congres, 13 november 1976, Harelbeke.  
Politieke toestand.
- Administratief Congres, 27 maart 1977, Brussel.
- Buitengewoon Congres, 29 mei 1977, Brussel.  
Regeerakkoord, goedgekeurd met 821 ja, 26 nee en 6 onthoudingen.
- Politiek Congres, 8 oktober 1977, Spa.  
Politieke toestand.
- Buitengewoon Congres, 17 december 1977, Oostende.  
Werking en structuur van de partij; wijziging van de partijstatuten.

— Themacongres van de Vlaamse Socialisten, 11 juni 1976, Mechelen.  
Wonen in Vlaanderen.

#### 4. Algemene Raad. Bijeenkomsten en agenda.

1970 : 21 februari : regeringsvoorstellen over gemeenschapsproblemen.

1971 : 13 februari : wetsontwerp op agglomeraties en federaties van gemeenten.

27 maart : Europese problemen.

15 mei : politieke toestand.

23 november : politieke toestand ; aanduiding gecoöpteerde senatoren.

27 december : politieke toestand.

1972 : 26 februari : politieke toestand ; cultuurpact ; militaire vraagstukken ; aanduiding plaatsvervangers bureau.

6 mei : politieke toestand ; voorbereiding Ideologisch Congres ; verkiezing nationale Adjunct-Secretaris ; heroprichting Nationaal Comité van Socialistisch Verkozenen.

9 oktober : politieke toestand.

1973 : 3 februari : internationale politiek ; aanduiding van interim co-voorzitter.

30 juni : voorbereiding Ideologisch Congres.

17 november : militaire problemen.

1974 : 5 januari : voorbereiding Ideologisch Congres.

26 januari : politieke toestand.

26 maart : politieke toestand ; aanduiding gecoöpteerde senatoren.

16 april : onderhandelingen met CVP-PSC.

15 juni : politieke toestand.

1975 : 11 januari : geschil gerezen op Ideologisch Congres m.a.v. aanwezigheid Zaïrese éénheidspartij MPR.

11 oktober : verkiezing Nederlandse nationale Secretaris.

1976 : 24 april : ontwerp manifest gemeenteraadsverkiezingen.

1977 : 4 mei : aanduiding gecoöpteerde senatoren.

27 juni : verkiezing Co-Voorzitter en plaatsvervangende bureauleden, politieke toestand.

8 oktober : aanduiding plaatsvervangend bureaulid.



1978 : 17 juni : politieke toestand ; anti-crisiswet.

21 juni : voorontwerp van de anti-crisiswet.

23 september : Europese verkiezingen.

## 5. Bureau.

Het Bureau is samengesteld uit de Voorzitter en de Ondervoorzitter of de Co-Voorzitters, de nationale Secretarissen en 24 gekozen leden. Onderstaande lijst geeft de samenstelling op het ogenblik van de verkiezingen : 12 juni 1968, 23-24 januari 1971, 28 april 1973, 1 maart 1975, 27 maart 1977. Van de wijzigingen tussendoor wordt enkel de vervanging van ministers, staatssecretarissen en kabinetsleden gegeven.

<i>Samenstelling</i>	1968	1971	1973	1975	1977
E. Anseele	P	M	M		
G. Breyne	P	M	P	P	
H. Castel	P				
W. Claes	P	P	M	CP	CP
L. Collard	VP				
G. Copée	P	P	P	CP	
A. Cools	P	M	CP	CP	CP
G. Cudell	P	P	M	P	P
F. Delmotte	P	M	P		
A. Derore	P				
F. Detiège	P				
H. Fayat	P	M	E	X	
F. Gelders	P	P	P		
E. Glinne	P	P	M	P	P
A. Lamers	P	X			
E. Leburton	P	CP	M	P	P
J. Luyten	S	S	S	S	
E. Machtens	P	P			
L. Mayor	P	M			
G. Mathot	S	S	P	P	P
J.J. Merlot	P				
L. Namèche	P	M	P	X	
J. Ramaekers	P	P	M	P	P
F. Terwagne	P	M			
A. Van Acker	P	P	P		
J. Van Eynde	OP	CP	CP	P	
B. Van Hoorick	P	P	P		
A. Vranckx	P	M	P		
E. Close		P	M		
A. Dubois		M	M		
W. Geldolf		P	P	P	P
A. Sweert		X	KP		
B. Van Hoeylandt		P	P	P	P
A. Léonard			S	S	S
R. Bonzl			X	X	X
W. Calewaert			M	P	P
H. Simonet			P	X	X
J. Adriaensens				P	P

<i>Samenstelling</i>	1968	1971	1973	1975	1977
H. Boel				P	P
W. Burgeon				P	P
H. Coenen				X	
J.M. Dehousse				X	X
R. Dewulf				P	P
L. Hurez				P	P
G. Spitaels				P	P
R. Urbain				P	P
F. Van Acker				P	P
E. Van Bogaert				P	P
G. Kreveld					S
R. Bonnijns					X
E. Lacroix					P
L. Vanvelthoven					X
W. Vernimmen					P
<b>Totaal</b>	<b>28</b>	<b>28</b>	<b>28</b>	<b>28</b>	<b>28</b>
<b>Parlementairen</b>	<b>26</b> 92,9 %	<b>24</b> 85,7 %	<b>23</b> 82,1 %	<b>20</b> 71,4 %	<b>21</b> 75 %
<b>Ministers</b>	—	10 35,7 %	10 35,7 %	—	—
<b>Vrouwen</b>	1 3,6 %	1 3,6 %	1 3,6 %	2 7,1 %	2 7,1 %

Percentages t.o.v. totaal (28).

### Vervanging van ministers, staatssecretarissen en kabinetsleden.

<i>Ministers, staatssecretarissen, kabinetsleden</i>	<i>Datum van vervanging</i>	<i>Vervangers</i>
--	-------------------------------------	-------------------

#### Bureau 1968

A. Cools	6 juli 1968	Ch. Bailly	P
F. Delmotte		R. Bonzi	
J.J. Merlot	22 februari 1969	E. Close	P
L. Namèche		L. Hurez	P
F. Terwagne		E. Lacroix	P
E. Anseele		A. De Keuleneir	
G. Breyne		M. Schroyens	
L. Major		B. Van Hoeylandt	P
A. Vranckx		J. Van Winghe	
E. Leburton		G. Dejardin	P

## Bureau 1971

A. Cools	24-25 januari 1971	W. Calewaert	P
F. Delmotte		A. De Rore	P
A. Dubois		S. Libert	
L. Namèche		E. Van Bogaert	P
F. Terwagne		R. Bonzi	
E. Anseele		G. Dejardin	P
G. Breyne		H. Deruelles	P
L. Major		L. Hurez	P
A. Vranckx		E. Lacroix	P
H. Fayat		L. Berkvens	
W. Claes	26 februari	H. Coenen	
E. Close		G. Mathot	P

## Bureau 1973

E. Leburton	28 april 1973	H. Adriaensens	P
E. Close		H. Coenen	
W. Claes		E. Van Bogaert	P
E. Anseele		J. Van Elewijck	P
E. Glinne		W. Burgeon	P
A. Sweert (kabinet)		H. Deruelles	P
W. Calewaert		L. Harmegnies	P
G. Cudell		L. Hurez	P
A. Dubois		M. Remacle	P
J. Ramaekers		R. De Wulf	
H. Fayat		L. Radoux	P

## Bureau 1977

L. Hurez	27 juni 1977	A. Degroeve	P
H. Simonet		E. Coppens	P
J. Ramaekers		A. Baudson	
G. Spitaels		A. Van der Biest	
R. Boel		Y. Ylieff	P
J.M. Dehousse		F. Delmotte	P
G. Mathot		P. Truffin	
R. Urbain		H. Adriaensens	P
R. De Wulf		L. Tobback	P
W. Claes		K. Van Miert	

## Samenkomsten :

1970 : van 19 oktober tot 30 november : 6 maal

1971 : 39

1972 : 33

1973 : 38

1974 : 51

1975 : 38

1976 : 40

1977 : tot en met 10 oktober : 36

1978 : tot en met 11 september : 25

## 6. Partijvoorzitter.

Voorzitters	Datum van aanstelling	Kies-college	Tegenkan-didaat	Werkwijze/ Uitslag
L. Collard	12 juni 1968	Congres	Geen	Handgeklap
J. Van Eynde - E. Leburton	23-24 januari 1971	Congres	Geen	Handgeklap
A. Cools interim	3 februari 1973	Algemene Raad	Geen	Handgeklap
A. Cools	28 april 1973	Congres	Geen	Handgeklap
W. Claes - A. Cools	1 maart 1975	Congres	Geen	Handgeklap
W. Claes - A. Cools	27 maart 1977	Congres	Geen	Handgeklap
K. Van Miert interim -	27 juni 1977	Algemene Raad	Geen	Handgeklap
K. Van Miert -	17 december 1977	Congres	Geen	Handgeklap

## 7. Partijleden (1).

	Vlaamse federaties	Brusselse fédérations		Waalse federaties	Totaal
		Nederlandstalige	Unitair Franstalige		
1970	92.702	6.652	21.180	104.539	225.073
1971	95.204	7.123	21.346	111.662	235.335
1972	99.186	7.367	22.624	112.140	241.317
1973	104.883	7.429	23.235	114.790	250.337
1974	105.138	7.471	24.151	117.702	254.462
1975	103.588	7.267	24.636	118.502	253.993
1976	101.999	7.254	22.827	122.750	254.830
1977	101.129	7.296	20.462	123.684	252.571
1978	104.131	7.805	18.976	128.293	259.205

## 8. Verkiezingscampagnes : kostprijs. (in miljoen BF en in prijzen van de betreffende jaren).

1974 : 53,3

1976 : 94,8

1977 : BSP : 51,3

PSB : 48,2

(1) M. MAES, *De ledenaantallen van de politieke partijen in België*. Leuven, Afdeling Politologie, blz. 136-137.

## 9. Publikaties.

*Programmatische publikaties.*

- Y. SACRE. *De Belgische Socialistische Partij en het probleem der minderheden; het conflict tussen de BSP en de tendensbladen « Links » en « La Gauche », 1964-65.* Brussel, E.V.I., 1971, IV - 252 blz.
- *Stoutmoedig genoeg voor onze tijd.* (Verkiezingsprogramma, verkiezingen 7 november 1971). Losbladig, niet genummerde bladzijden.
- *Audacieux pour être de son temps. Plate-forme électorale du Parti Socialiste Belge.* (Elections législatives, 7 novembre 1971). PSB, 1971. Pagination diverse.
- BUREAU DU PSB. *Programme électorale du PSB. Accord gouvernemental* (Comparaison). Bruxelles, 1972, 68 p.
- *Le projet socialiste. Programme pour une société progressiste. Congrès du 16 février 1974,* 15 p.
- *Wat de socialisten voorstellen. Naar een nieuwe samenleving. Congres van 16 februari 1974,* 15 blz.
- *Congrès doctrinal PSB 74. Week-End de formation. Dossier préparatoire,* 160 p.
- *Congrès doctrinal. Conseil général 5-1-74.* Bruxelles, PSB. Pagination diverse.
- *Congrès doctrinal PSB 74, 16 et 17 novembre 1974 (Commissions).* Bruxelles, Ed. Rose au Poing, 158 p.
- *Du Parti Ouvrier Belge au Parti Socialiste Belge. Histoires des doctrines socialistes.* Bruxelles, Ed. Rose au Poing - P.A.C., 1974, 381 p.
- *Le Socialisme d'aujourd'hui. Congrès doctrinal PSB 74, 16 et 17 novembre 74.* Brochure, 4 p.
- *Socialisme d'aujourd'hui. Texte adopté par le Congrès doctrinal du PSB des 16 et 17 novembre 1974.* Bruxelles, Ed. Rose au Poing - P.A.C., 27 p.
- *Ideologisch Congres van de BSP. Inbreng van de arrondissementsfederaties en afdelingen.* Brussel, E.V.I., 1973, 142 blz.
- *Schets van een Ideologische Boodschap.* (Brussel), (1973), 15 blz.
- *Ideologisch Congres BSP 1974, 16 en 17 november 1974. Verslagen van de Commissies.* Brussel, Vormingscentrum H. Vos, 1974, 175 blz.
- *Het Socialisme nu. Ideologisch Congres 16 en 17 november 1974. Beginselverklaring van Quaregnon,* Brussel, Vormingscentrum H. Vos, 24 blz.
- *Congrès doctrinal PSB 74, 16 et 17 novembre 74. Le Socialisme aujourd'hui.* Bruxelles, PAC - Ed. Rose au Poing, 5 p.

- *Socialism Today. New Charter for Belgian Socialists.* Brussels, IEV-EVI, 7 p.
- *Le Socialisme aujourd'hui. Face à la crise. Propositions Socialistes.* Bruxelles, Centre d'Etudes et de documentations IEV, 1975, 88 p.
- *Des idées pour un programme électoral, 10 octobre 1976.* Bruxelles, IEV - Secrétariat national du PSB, 24 p.
- *Ideeën voor een programma van socialistisch gemeentebelid, 10 oktober 1976.* Brussel, SEVI-Vormingscentrum H. Vos, 1976, 32 blz.
- *Gemeenteraadsverkiezingen van 10 oktober 1976. Opties voor een socialistisch gemeentebelid. Congres van 22 mei 1976.* Brussel, 11 blz.
- *Le programme de gouvernement du Parti Socialiste Belge (Elections législatives, 7 avril 1977).* Format de journal, 4 p.
- *Changer la vie. Programme de gouvernement du Parti Socialiste Belge. Projet 17 mars 1977.* 123 + 10 p.
- *Idem (deuxième partie). Politiques régionales. 7 avril 1977,* 70 p.
- *Werken, leven, groeien...* (Brochure parlementsverkiezingen, 1977). Brussel, 1977, 16 blz.
- O. DEBUNNE. *Socialisten, wat ze zijn, wat ze willen. Een honderdtal vragen en evenveel antwoorden.* Brussel, E.V.I., 1977, 280 blz.
- *Wonen in Vlaanderen. Congres, Mechelen, 12 juni 1978,* 8 blz.
- *Wonen in Vlaanderen. Ontwerpopties. Vlaams Congres van de BSP. Mechelen, 11 juni 1978,* 22 blz.
- *Europa '79. Programma ontwerp van de Belgische Socialistische Partij. Voorstel van de Commissie van de BSP, belast met de voorbereiding van de Europese verkiezingen. 24 juli 1978,* 91 blz.

#### *Organisatorische publikaties.*

- *Rapport administratif. Congrès national des 12 et 13 décembre 1970 (23-24 janvier 1971). La vie du parti à l'échelon national 1968-1970,* 125 p.
- *Administratif Congres, 12 en 13 december 1970, (plaatsgevonden 23-24 januari 1971),* 116 blz.
- *Conseil général des Fédérations Socialistes Wallons, résolutions, 25 avril 1970, Liège,* 4 p.
- *Rapport administratif du PSB 1971-1972, le 28-4-1973. Vivre mieux, vivre autrement,* 189 p.
- *Administratief verslag van de BSP, 1971-1972. Beter leven, anders leven, 28 april 1973,* 176 blz.
- *53<sup>e</sup> Congrès. Congrès administratif, 1<sup>er</sup> mars 1975. Rapport 1973-1974.* Bruxelles, 1975, 272 p.
- *53<sup>e</sup> Congres. Administratief Congres van BSP, 1ste maart 1975. Verslag 1973-1974.* Brussel, Vormingscentrum H. Vos, 279 blz.

- *Congres van de Vlaamse Socialisten Gent, 19-6-1976*. Brussel, Vormingscentrum H. Vos, 112 blz.
- *54<sup>e</sup> Administratief Congres van de BSP. Verslag 1975-1976*. Brussel, Vormingscentrum H. Vos, 265 blz.
- *54<sup>e</sup> Congrès administratif. Rapport du PSB 1975-1976*. Bruxelles, Ed. Rose au Poing, 318 p.
- *Congrès administratif. Rapport du PSB 1977*. Bruxelles, 44 p.
- *Administratief Congres. Verslag van de BSP 1977*. Brussel, Vormingscentrum H. Vos, 48 blz.

*Periodieke publikaties.*

- *En direct du PSB. Publication d'information militante*. Mensuel. Bruxelles, 1970. (Suite de : Directives et documentation, 1953-1969).
- *Inlichtings- en documentatieblad. Maandblad van de BSP*. Maandelijks ledenblad, Brussel, 1953-1975. Werd opgevolgd door :
- *Doelrood. Inlichtings- en documentatieblad*. Brussel, Vormingscentrum H. Vos, 1976-1979.
- *Note de documentation*. Jusqu'à 1978 par l'IEV, à partir de 1978 par CEDIEV. A partir de 1978 : *Note de documentation. Nouvelle série*.
- *Documentatienota's*. Tot 1978 door EVI, vanaf 1978 door SEVI.
- *Socialistische standpunten*. Tweemaandelijks tijdschrift verzorgd door het EVI. Brussel, 1954 —. 1.850 à 1.750 exemplaren.
- *Socialisme*. Revue bimensuelle, éditée par les soins de l'IEV. Bruxelles, 1954 —. 2.000 à 1.950 exemplaires.
- *Flash*. Tweetalig. Tweemaandelijkse persoverzichten en -uittreksels over actuele problemen. Brussel, IEV-EVI, 1969-1977.

(BELGISCHE) SOCIALISTISCHE PARTIJ (B)SP  
1978 - 1981

1. Nationale partijorganen : statutaire bepalingen.

Statuten van 8-9 maart 1980.

*Het Congres.*

*Art. 12.* — Het Congres is de hoogste instantie van de Partij. Het bepaalt de politieke lijn. Het spreekt zich uit over de verslagen van de Administratieve Commissie en het Partijbureau.

Het Congres komt ten minste éénmaal per jaar bijeen ter bespreking van de politieke toestand. Het verkiest tweejaarlijks, ter gelegenheid van de bespreking van de verslagen, de Partijvoorzitter, het Partijbureau en de Administratieve Commissie.

Het Partijbureau roept de congressen bijeen, stelt de agenda ervan op en bepaalt de modaliteiten voor de voorbereiding en het verloop ervan.

Anderzijds kan een buitengewoon congres bijeengeroepen worden, hetzij bij beslissing van het Bureau, hetzij op verzoek van ten minste vier federaties uit ten minste twee provincies.

*Toelichting.* De agenda en de desbetreffende verslagen worden ten minste zes weken vóór de datum van het nationaal Congres aan de arrondissementen meegedeeld. Wanneer het een buitengewoon Congres geldt, kan uitzondering gemaakt worden i.v.m. deze tijdspanne.

*Art. 13.* — De congresafgevaardigden worden door hun federaties aangewezen, op voorstel van de afdelingen, en uitgenodigd. Elke federatie heeft recht op één stemgerechtigd afgevaardigde per schijf van 300 leden. Het aantal leden wordt bepaald door het aantal bijdragen, die voor het vorige jaar aan het secretariaat werden betaald. De Administratieve Commissie is ermee gelast de juistheid van dit bedrag na te gaan.

*Art. 14.* — De leden van de Algemene Raad, het Politiek Bureau, de Administratieve Commissie, de parlamentsfracties, de leden van het Europees Parlement, alsmede de leden van de provinciale raden, nemen van rechtswege deel aan de Congressen. Zij beschikken over een raadgevende stem indien zij niet worden afgevaardigd door hun arrondissementscongres

*Art. 15.* — Het Congresbureau is samengesteld uit een voorzitter en een ondervoorzitter, aangeduid door het Partijbureau, de nationale



Voorzitter, de Ondervoorzitter van de Administratieve Commissie, de Secretaris en de Adjunct-Secretaris.

Bij de opening van het Congres stelt het Congresbureau het verloop van de werkzaamheden vast.

Telkens de punten op de agenda het toelaten, zal de Congrestechiek worden toegepast, zoals goedgekeurd te Oostende op 17 december 1977. Dit geldt ook voor de voorafgaande congressen per arrondissement-federatie.

*Art. 16.* — De stemmingen op het Congres geschieden bij kaartopsteking. De stemming per federatie is verplicht indien ze wordt voorgesteld door het Congresbureau of door ten minste drie arrondissement-federaties. In dit geval kan de zitting worden geschorst om de afgevaardigden van de federatie gelegenheid te geven afzonderlijk te vergaderen en te beraadslagen.

De congresafgevaardigden hebben in principe een gebiedend mandaat, conform het standpunt ingenomen door het federaal congres, hetzij bij unanimitéit, hetzij proportioneel. Indien zich nieuwe feiten voordoen, kunnen de congresafgevaardigden hun standpunt wijzigen. Zij dienen zich achteraf voor de federatie te verantwoorden.

#### *De Algemene Raad.*

*Art. 17.* — De Algemene Raad is het hoogste orgaan tussen twee congressen. Hij heeft tot opdracht, op voorstel van het Bureau :

- de secretaris en de adjunct-secretaris(sen) te benoemen, de kandidaten voor gecoöpteerde senatoren aan te duiden ;
- tussen twee congressen in, politieke problemen in het algemeen te behandelen en zich, bij hoogdringendheid, uit te spreken over het beheer gevoerd door het Partijbureau of de Administratieve Commissie ;
- de bij de Partij aanleunende organisaties te erkennen.

*Toelichting.* Dit artikel moet in verband gebracht worden met de artikelen 21 en 28.

*Art. 18.* — Stemgerechtigde leden van de Algemene Raad zijn :

- a) de stemgerechtigde leden van het Partijbureau en de leden van de Administratieve Commissie ;
- b) de leden van het Europees Parlement, de parlementsfracties en de Bestendige Deputaties ;
- c) de afgevaardigden van de arrondissement-federaties.

Leden van de Algemene Raad met raadgevende stem zijn :

- de leden met raadgevende stem van het Partijbureau ;
- de directeur van het E.V.I. ;
- de afgevaardigden van de andere takken van de Socialistische Gemeenschappelijke Actie ;
- een afgevaardigde van de politieke vrouwenbeweging ;
- een afgevaardigde van de politieke jongerenbeweging « Jongsocialisten » ;
- de Ministers van Staat ;
- een afgevaardigde van de opvoedende jeugdbeweging ;
- een afgevaardigde van de Vlaamse Federatie van Socialistische Gepensioneerden ;
- een afgevaardigde van de C.S.C.

*Toelichting.* Met « afgevaardigden van de andere takken van de Socialistische Gemeenschappelijke Actie » worden hier bedoeld de Vlaamse afgevaardigden van de nationale instanties van deze organisaties.

*Art. 19.* — De afgevaardigden voor de Algemene Raad, voorzien in artikel 18 c., worden door de arrondissementsfederatie aangeduid tijdens hun federaal Congres en dit voor de duur van twee jaar. Tussentijds voorziet de federatie in de opgevallen mandaten. De afgevaardigden voor de Algemene Raad worden door het nationaal Partijsecretariaat uitgenodigd.

De leden met raadgevende stem worden aangeduid door de organisaties waarvan ze afhangen.

*Art. 20.* — De arrondissementsfederaties hebben recht op één stemgerechtigde afgevaardigde per schijf van 500 leden ; het ledental wordt vastgesteld zoals bepaald bij artikel 13.

*Art. 21.* — De Algemene Raad vergadert op initiatief van het Partijbureau of van de Administratieve Commissie binnen zijn bevoegdheid, hetzij ter informatie, hetzij om een hoogdringende beslissing te nemen.

De Algemene Raad moet bijeengeroepen worden op verzoek van ten minste vier federaties uit ten minste twee provincies of op verzoek van de Parlementsfracties.

De vergaderingen van de Algemene Raad moeten op een dusdanig oogenblik (dag, uur) georganiseerd worden dat een maximal aanwezigheid gewaarborgd is.

*Art. 22.* — De stemming geschiedt bij kaartopsteking. De meerderheid kan beslissen een stemming bij naamafroeping te houden. Een geheime stemming geschiedt steeds individueel bij naamafroeping.

*Toelichting.* Dit artikel dient zo geïnterpreteerd dat, bij naamafroeping alleen door de aanwezigen kan gestemd worden en dat, bij geheime stemming, alleen de aanwezigen hun stem kunnen uitbrengen.

*De administratieve commissie.*

*Art. 23.* — De Administratieve Commissie heeft als opdracht te waken over de organisatie, de werking en de verdere uitbouw van de Partij, ze beheert de financiën en organiseert de propaganda, dit alles volgens de lijn bepaald door het Congres, de Algemene Raad en het Politiek Bureau.

De Administratieve Commissie houdt toezicht over de ledenwerving en de werking van de federaties. Ze is verantwoordelijk voor de vorming en heeft in dit opzicht een stimulerende rol te vervullen.

*Toelichting.* Ten aanzien van de organisatie van nationale verkiezingscampagnes neemt het Uitvoerend Bestuur, vermeld in artikel 37, in overleg met en in opdracht van het Politiek Bureau en de Administratieve Commissie, alle nodige praktische schikkingen. Dit artikel moet ook in verband gebracht worden met artikel 55.

*Art. 24.* — De leden van de Administratieve Commissie worden gekozen of aangeduid op grond van hun geschiktheid om administratieve, financiële en organisatorische problemen te behandelen. De kandidaturen voor de te verkiezen leden van de Administratieve Commissie worden door de federale congressen, voorgedragen bij het Nationaal Secretariaat uiterlijk 14 dagen vóór het Congres.

*Art. 25.* — De Administratieve Commissie telt naast de Partijvoorzitter tweeëntwintig leden. Elf leden worden verkozen op het tweejaarlijks administratief congres. Daarnaast duiden volgende instanties in hun midden aan :

- het Politiek Partijbureau : vier leden ;
- het College van federale secretarissen : vier leden ;
- de politieke jongerenbeweging « Jongsocialisten » : één lid ;
- de politieke vrouwenbeweging : één lid ;
- C.S.C.-Vormingswerk : één lid.

De nationale secretaris en de adjunct-secretaris(sen) maken met raadgevende stem deel uit van de Administratieve Commissie.

*Toelichting.* Onder de elf leden die rechtstreeks verkozen worden op het Congres, mogen geen leden zijn die de functie van federaal secretaris uitoefenen of lid zijn van het Partijbureau.

Bij de globale samenstelling ervan dienen eveneens, in de mate van het mogelijke, de principes van artikel 6 a. en b. te worden nageleefd.

*Art. 26.* — De Partijvoorzitter is tevens voorzitter van de Administratieve Commissie. Deze Commissie duidt, onder de elf rechtstreeks verkozen leden, een ondervoorzitter aan.

De Administratieve Commissie vergadert op uitnodiging van de voorzitter en/of de ondervoorzitter of op verzoek van ten minste vier leden.

*Art. 27.* — De Administratieve Commissie stelt in haar midden een commissie van toezicht aan, samengesteld uit 3 leden. Ieder jaar is een lid uittredend en herkiesbaar.

De Administratieve Commissie stelt tevens één of meerder boekhoudkundige experten aan. Dezen zijn gehouden, ten minste eens per jaar, de nationale boekhouding, deze van de arrondissementfederaties en van de nationale groeperingen, erkend door de Partij, grondig na te zien.

Na iedere controle maken zij voor de toezichtcommissie verslag op. Deze moet waken over de uitvoering van dit toezicht. De toezichtcommissie neemt kennis van de boekhouding. Ze mag controle uitoefenen zonder voorafgaande verwittiging.

Ze neemt kennis van het verslag van de boekhoudkundige expert(en) en brengt verlag uit bij de Administratieve Commissie.

*Toelichting.* Met « nationale groeperingen erkend door de Partij » zijn o.m. ook allerlei nevenorganisaties bedoeld die, bv. onder vorm van een vereniging zonder winstoogmerk, zijn opgericht.

*Art. 28.* — De financiën van de Partij komen in hoofdzaak voort uit :

- a) de bijdragen van de Partijleden ;
- b) toelagen, giften, afdrachten, enz...

Het minimumbedrag van de bijdragen van de partijen wordt vastgesteld door de Algemene Raad.

*Toelichting.* Het onderscheid tussen Administratieve Commissie en Politiek Bureau stoelt op praktische overwegingen en heeft ten doel de werking van de Partij te verbeteren.

a) Ze moet toelaten meer aandacht te besteden aan de organisatie, de werking, de propaganda, de ledenwerving en de doorstroming van de socialistische ideeën naar de publieke opinie, zowel op nationaal als op federaal vlak.

Thans komen deze aspecten te weinig aan bod in het Partijbureau, dat steeds opgeslorpt wordt door de dringende politieke problemen.

b) Een dergelijk onderscheid moet ook toelaten méér personen bij de partijwerking te betrekken, in functie van hun belangstelling, waarbij de enen zich meer zullen interesseren voor de politieke problemen en

de anderen daarentegen voor organisatorische aspecten van de partijwerking.

c) Tevens zal aldus de mogelijkheid worden geboden om de geëigende financiële middelen te zoeken met het oog op de verbetering van de partijwerking.

d) Bij de samenstelling van de Administratieve Commissie dient, in de mate van het mogelijke, rekening gehouden te worden met een afdoende vertegenwoordiging van jongeren beneden 35 jaar en van vrouwe, alsmede van een evenwichtige regionale spreiding.

e) De drie leden die de toezichtscommissie vormen, worden aangeduid onder de elf leden die rechtstreeks verkozen worden op het Congres. Zij mogen geen federaal voorzitter zijn.

#### *Het politiek partijbureau.*

*Art. 29.* — De Partij wordt vertegenwoordigd en geleid door haar Politiek Bureau. Dit is belast met de uitvoering van de beslissingen van het Congres en van de Algemene Raad.

Het is bovendien bevoegd voor alles wat niet uitdrukkelijk aan het Congres en aan de Algemene Raad is voorbehouden. Het benoemt de delegaties die de Partij vertegenwoordigen en de leden van de Studiecommissies. Het Politiek Bureau neemt alle beslissingen die door de omstandigheden geboden zijn en vraagt, indien het zulks raadzaam acht, de mening van elke statutaire instantie van de Partij.

Het kan voor het één of ander punt van de agenda raad inwinnen van een partijlid, dat hierover voorlichting kan verschaffen.

Het Politiek Bureau is verplicht aan het nationaal Congres een verslag over het verlopen politiek jaar voor te leggen.

Het stelt de op halflange of lange termijn te nemen politieke beslissingen voor, alsook de ontwerp-resolutie. Indien het verslag, dat het Bureau aan het Congres dient voor te leggen, niet bij éénparigheid van stemmen door de Bureauleden wordt goedgekeurd en indien ten minste één derde er zich tegen verzet, heeft deze oppositie het recht een minderheidsnota bij het verslag te volgen. Al de stemmingen van het Bureau, die niet bij éénparigheid geschieden, hebben bij naamafroeping plaats en worden in de notulen van de vergadering opgetekend.

De door het Bureau genomen beslissingen en de verdeling van de stemmen, ingeval er voor en tegen zijn, worden in het schriftelijk verslag aan het Congres opgenomen.

*Art. 30.* — Het Politiek Bureau vergadert op uitnodiging van de Voorzitter of op verzoek van ten minste vier leden.

Het regelt zijn werkzaamheden (dagen en uren van vergadering, werkmethode) dusdanig dat een maximale betrokkenheid van alle leden bij de werkzaamheden gewaarborgd is.

*Art. 31.* — Het Politiek Bureau bestaat uit de Partijvoorzitter, de Partijsecretaris, de Adjunct-Secretaris(sen) en 16 verkozen leden, rekening houdend met de bepalingen vervat in artikel 33 in fine.

*Art. 32.* — Wonen de vergadering van het Bureau bij, met raadgevende stem.

- de directeur van het E.V.I. ;
- de voorzitters van de socialistische fractie in Kamer en Senaat gewest- of gemeenschapsraad, alsmede één afgevaardigde van de socialistische fractie in het Europees Parlement ;
- in geval van regeringsdeelneming worden de ministers in het Bureau vertegenwoordigd door één van hen, door henzelf aangeduid. Elk socialistisch lid van de regering kan de vergaderingen van het Bureau bijwonen ;
- de afgevaardigden op nationaal vlak van de andere takken van de Socialistische Gemeenschappelijke Actie ;
- een afgevaardigde van de politieke vrouwenbeweging ;
- een afgevaardigde van de politieke jongerenbeweging « Jongsocialisten » ;
- een afgevaardigde van de C.S.C. ;
- de ondervoorzitter van de Administratieve Commissie ;
- de socialistische Ministers van State ;
- een afgevaardigde van de Vlaamse Federatie van Socialistische Gepeensioneerden.

Al de leden, wier aanwezigheid nuttig wordt geacht, kunnen tot elke vergadering van het Bureau worden uitgenodigd.

*Art. 33.* — Al de kandidaturen voor het Partijbureau worden door de federatie voorgedragen op voorstel van de afdelingen en na oproep tot kandidatuurstelling. Het Federaal Congres beslist bij geheime stemming welke kandidaten worden voorgedragen.

De kandidaten worden gekozen wegens hun geschiktheid om de politieke actie op nationaal vlak te leiden. Om geldig te zijn, moeten de kandidaturen 14 dagen vóór de aanvang van het Congres op het Partijbureau aankomen.

Eerst wordt overgegaan tot de verkiezing, bij geheime stemming, van de voorzitter die zodoende effectief Bureau lid wordt en de ganse Partij vertegenwoordigt. Indien er slechts één enkele kandidaat wordt voorgedragen, heeft er geen stemming plaats.

In het tegenovergestelde geval, wordt dan een geheime stemming gehouden. De kandidaat, die uiteindelijk die absolute meerderheid behaalt, is verkozen.

Het Congres kiest vervolgens, bij geheime stemming, 16 leden. De Bureauleden, met inbegrip van de voorzitter, zijn verkozen voor een duur van twee jaar en zijn herkiesbaar.

Daarbij dient gestreefd naar het bereiken van volgende verhoudingen :

- a) tenminste één vierde van de leden heeft de leeftijd van 35 jaar niet overschreden op het ogenblik van de verkiezingen ;
- b) niet meer dan 2/3 van de leden oefent een gewestelijk, nationaal of Europees mandaat uit ;
- c) tenminste één vierde van de leden zijn vrouwen.

Ten slotte dient gestreefd naar een evenwichtige regionale spreiding over de federaties.

Er is onverenigbaarheid tussen het lidmaatschap van het Politiek Bureau en dat van verkozen lid van de Administratieve Commissie, de Voorzitter en de Ondervoorzitter van deze Commissie uitgezonderd.

Met het oog op de hierboven onder a), b) en c) geschetste verhoudingen, zal de Algemene Raad, indien dit na de verkiezing op het Congres nodig mocht blijken, binnen twee maand overgaan tot de aanduiding van een aantal leden, waarvan het aantal 25 % van het totaal aantal stemgerechtigde leden niet mag overschijden.

*Toelichting. Punt b) dient zo geïnterpreteerd te worden dat alleszins zes leden van het Bureau, hetzij door verkiezing op het Congres, hetzij door aanduiding door de Algemene Raad, aan de alhier bedoelde voorwaarden moeten beantwoorden.*

*Art. 34.* — De functie van Voorzitter van de Partij is onverenigbaar met elke ministeriële verantwoordelijkheid.

Ingeval het Voorzitterschap of een zetel in het Partijbestuur vrijkomt, voorziet de Algemene Raad in de vervanging tot de volgende verkiezing van het Congres.

*Art. 35.* — De Bureauleden die Minister of Staatssecretaris worden, of die in een ministerieel kabinet treden, zijn geen lid meer tijdens hun ambtsduur en worden vervangen door plaatsvervangers.

Hetzelfde geldt voor de Ministers, de Staatssecretarissen en de leden van een ministerieel kabinet die tot leden van het Bureau worden verkozen, bij vernieuwing ervan. Als een lid Minister, Staatssecretaris of lid van een ministerieel kabinet wordt of in geval van overlijden of ontslag van een Bureaulid tussen twee congressen, wordt tijdens de eertkomende Algemene Raad een plaatsvervanger of een opvolgend lid benoemd.

*Toelichting. In artikel 35, eerste lid, zijn bedoeld de leden die deel uitmaken van een politiek kabinet en er een leidende functie vervullen.*

*Art. 36.* — De nationaal Partijsecretaris en de Adjunct-Secretaris(sen) worden door de Algemene Raad benoemd. Zij mogen geen Europees, nationaal of gewestelijk mandataris zijn. Zij kunnen slechts worden afgezet door een stemming van de Algemene Raad en nadat het met redenen omkleed voorstel van hun afzetting regelmatig werd gedaan hetzij door het Bureau, hetzij door de arrondissementsfederaties, die samen ten minste 1/5 van de partijleden tellen.

In ernstige en dringende gevallen kunnen zij door het Bureau in hun ambt worden geschorst. Een dergelijke beslissing moet binnen 8 dagen aan de Algemene Raad worden voorgelegd. De nationaal partijsecretaris en de adjunct-secretaris(sen) mogen geen kandidatuur voor een politiek of ander mandaat aanvaarden, zonder voorafgaande goedkeuring van het Partijbureau.

*Art. 37.* — Het uitvoerend bestuur van de Partij is samengesteld uit de Partijvoorzitter, de Ondervoorzitter van de Administratieve Commissie, de voorzitters van de fracties in Kamer en Senaat, de Partijsecretaris en de Adjunct-Secretaris(sen).

De directeur van het E.V.I. woont de vergaderingen bij.

Het uitvoerend bestuur is verantwoordelijk voor het dagelijks beheer van de Partij, alsmede met de praktische en dagelijkse leiding van verkiezingscampagnes, in het licht van de richtlijnen verstrekt door het Politiek Partijbureau en de Administratieve Commissie.

*Het college van federale secretarissen.*

*Art. 38.* — Het College van federale secretarissen bestaat uit de federale secretarissen van de Partij, die worden verkozen door de congressen van de arrondissementsfederaties waartoe zij behoren.

Het College vergadert geregeld over de organisatorische, propagandistische en financiële problemen van de Partij. Het College wordt er geregeld voorgelicht over de politieke toestand en de politieke lijn van de Partij.



2. **Organigram van de nationale partijorganen** (met een schatting van hun ledenaantallen op basis van de statuten).

**Voorzitter**

|

**Partijsecretaris**

**Adjunct-secretarissen**

|

**Uitvoerend Bestuur** : 7 à 8 leden + 1 raadgevend lid

|

**Politiek Partijbureau** : 19 à 24 leden + ± 25 raadgevende leden

|

**Administratieve Commissie** : 23 leden + 2 à 3 raadgevende leden

|

**Algemene Raad** : ± 330 leden + ± 40 raadgevende leden

|

**Congres** : ± 385 leden + alle vorige leden van bovenstaande organen en de provincieraadsleden met raadgevende stem : ± 250

3. **Congres.**

- Buitengewoon Congres, 26 november 1978, Gent. Verkiezingen 17 december 1978.
- Buitengewoon Congres, 1 april 1979, Brussel. Regeerakkoord : goedgekeurd met 325 ja, 26 nee en 20 onthoudingen.
- Buitengewoon Congres, 22 april 1979, Antwerpen. Europese verkiezingen, 10 juni 1979.
- Administratief Congres, 9-10 maart 1980, Brussel. Nieuwe partijstatuten (goedgekeurd met 373 ja, 6 nee en 5 onthoudingen); benaming : SP.
- Buitengewoon Congres, 15 mei 1980, Brussel. Regeerakkoord : goedgekeurd met 296 ja, 74 nee en 13 onthoudingen.
- Informatief Congres, 5 oktober 1980, Brussel. Politieke toestand.
- Buitengewoon Congres, 19 oktober 1980, Brussel. Regeerakkoord : 358 ja, 6 nee en 21 onthoudingen.
- Themacongres, 22-23 november 1980, Gent. Gezondheidszorg in Vlaanderen.
- Themacongres, 28 maart 1981, Gent. Onderwijs en wetenschappelijk onderzoek.
- Buitengewoon Congres, 18 oktober 1981, Antwerpen. Verkiezingen 8 november 1981.

#### 4. Algemene Raad.

##### *Bijeenkomsten en agenda.*

1979 :

- 6 januari : aanduiding gecoöpteerde senatoren ; politieke toestand.
- 29 januari : regeringsonderhandelingen ; politieke toestand.
- 12 mei : algemene beleidsverklaring van de Vlaamse Executieve.
- 18 november : regeringsbeleid.

1980 :

- 19 januari : raketten kwestie ; politieke toestand ; partijvernieuwing.
- 9 maart : verkiezing plaatsvervangers in het Bureau.
- 12 juli : politieke toestand, regeringsbeleid.
- 1 december : regeringsbeleid ; ledenbijdrage.

1981 :

- 21 maart : regeringsbeleid, besparingen.
- 1 augustus : regeringsbeleid, begrotingsvoorstellen.
- 28 november : politieke toestand ; verkiezingsresultaten ; gecoöpteerde senatoren.

#### 5. Administratieve Commissie.

##### *Samenstelling.*

*Art. 25.* — De administratieve commissie telt naast de Partijvoorzitter, K. Van Miert, tweeëntwintig leden.

Elf leden worden verkozen op het tweejaarlijks Administratief Congres

O. Bal	G. Moens
Ch. Boghemans	F. Nelf
M. Bourry	G. Temmerman
H. Dufour	F. Van Acker
M. Geivaerts	L. Van Binst.
P. Jacobs	

Daarnaast duiden volgende instanties in hun midden aan

- het Politiek Partijbureau : vier leden
  - H. Adriaensens (vanaf 18 januari 1982)
  - F. Willockx
  - J. Adriaensens
  - D. De Weerd
  - L. Van den Bossche
- het College van federale secretarissen : vier leden
  - L. Maddelein
  - P. Matthijs
  - F. Pieters
  - D. Van de Wynckel
- de politieke jongerenbeweging « Jongsocialisten » : één lid
  - M. Duytschaever (vanaf 28 januari 1981 P. Grootjans)
- de politieke vrouwenbeweging : één lid
  - C. Galle
- C.S.C.-Vormingswerk : één lid
  - F. Van den Bossche

De Nationale Secretaris en de Adjunct-Secretaris(sen) maken met raadgevende stem deel uit van de Administratieve Commissie

- G. Kreveld
- L. Wallijn

Niet in de statuten vernoemd :

- met raadgevende stem
  - vanaf 28 januari 1981 S. Libert (SEVI)
- secretaris van de Administratieve Commissie
  - P. Butenaerts

Frequentie samenkomst : de Administratieve Commissie kwam 11 maal samen in 1981-1982.

## 6. Politiek Partijbureau.

Het Politiek Partijbureau bestaat uit de Partijvoorzitter, de Partijsecretaris, de Adjunct-Secretaris(sen), 16 verkozen leden en maximaal vijf gecoöpteerde leden. Onderstaande lijst geeft de samenstelling van het Politiek Partijbureau op het ogenblik van de verkiezing-coöptatie (8-9 maart en 12 juli 1980 ; 8-9 mei en 12 juni 1982) en op het ogen-

blik van de splitsing van de BSP-PSB in oktober 1978. Van de wijzigingen tussen in wordt enkel de vervanging van ministers, staatssecretarissen en kabinetsleden gegeven.

Bijkomende afkorting : XX : gecoöpteerd lid.

<i>Samenstelling</i>	1978	1980	1982
H. Adriaensens	P		
J. Adriaensens	P	P	
R. Bonnijns	X		
W. Calewaert	P	M	M
E. Coppens	P		
W. Geldolf	P	X	
G. Vireveld	S	S	S
L. Tobback	P		
F. Van Acker	P		
L. Van den Bossche	X	X	P
B. Van Hoeylandt	P		
K. Van Miert	V	V	V
L. Vanvelthoven	P	P	P
W. Vernimmen	P		
F. Willockx	A	P	P
H. Boel		P	P
M. Bourry		P	P
W. Claes		M	P
N. De Batselier		K	P
L. De Pauw-Deveen		M	P
R. De Wulf		M	M
M. Galle		M	M
I. Julliams		XX	
A. Laridon		P	
L. Maximus		XX	
J. Ramaekers		M	P
J. Van den Bilcke		X	X
L. Wallijn		A	A
E. Baldewijns			P
L. Delepierre			XX
M. Deneckere			XX
P. Deweirtdt			XX
I. Egelmeers			P
J. Sleenckx			P
R. Van Echelpoel			XX

Totaal	15	21	23
Parlementairen	10	12	14
	66,7	57,1	60,9
Ministers	—	6	2
		28,6	8,7
Vrouwen	1	4	3
	6,7	19,0	13,0

Percentages t.a.v. totaal.

Vervanging van ministers, staatssecretarissen en kabinetsleden.

<i>Ministers, staatssecretarissen kabinetsleden</i>	<i>Datum van vervanging</i>	<i>Vervangers</i>	
Bureau 1978			
W. Calewaert	2 april 1979	R. Boel	P
Bureau 1980			
N. De Batselier	8-9 maart 1980	R. Van den Heuvel	
R. De Wulf		E. Coppens	P
W. Claes		E. Baldewijns	P
M. Galle		J. Timmermans	
W. Calewaert		I. Egelmeers	P
J. Ramaekers		H. Adriaensens	P
L. De Pauw-Deveen		O. De Weerd	
F. Willockx	18 mei 1980	L. De Pauw-Deveen	P
L. De Pauw-Deveen	6 april 1981	N. De Batselier	
Bureau 1982			
R. De Wulf	8-9 mei 1982	L. Maximus	
M. Galle		M. Colla	P

Samenkomst :

1978 : 4 maal

1979 : 45

Oktober 1978 - maart 1980 : 83

Maart 1980 - december 1981 : ?

## 7. Uitvoerend Bestuur.

## Samenstelling :

- de Voorzitter : K. Van Miert
- de Ondervoorzitter van de Administratieve Commissie : F. Van Acker
- de fractievoorzitters in Kamer en Senaat : L. Tobback en J. Wyninckx
- de Partijsecretaris : G. Kreveld
- de Adjunct-Secretaris(sen) : L. Wallijn
- de directeur van EVI woont de vergadering bij : O. Debunne.  
Niet in de statuten vermeld
- de fractieleider in de Vlaamse Raad : J. Van Elewijck
- genodigden : F. Beke, C. Galle, M. Bourry, S. Libert en P. Butenaerts.

## 8. Partijvoorzitter.

Voorzitter	Datum van aanstelling	Kiescollege	Tegenkandidaat	Werkwijze / uitslag
K. Van Miert	8-9 maart 1980	Congres	Geen	Handgeklap
K. Van Miert	8 mei 1982	Congres	Geen	Handgeklap

## 9. Partijleden (1).

1978	111.936	1983	111.798
1979	112.883	1984	108.500
1980	113.922	1985	108.223
1981	116.730	1986	106.513
1982	114.181	1987	103.546

## 10. Verkiezingscampagnes : kostprijs (in miljoen BF en in prijzen van de betreffende jaren).

1979	: 34,0
1981	: 76,2
1985	: 116,6

(1) M. MAES, *De ledenaantallen van de politieke partijen in België*. Leuven, Afdeling Politologie, blz. 47.

## 11. Publikaties.

### *Programmatische publikaties :*

- *Congres. Vlaamse Socialisten. Gent, 26 november 1978. « Durven beslissen, eerlijker verdelen ». Ontwerp verkiezingsprogramma, 67 blz.*
- *Wonen in Vlaanderen. Opties. BSP-congres Mechelen. Stedelijke feestzaal, 11 juni 1978. Brussel, Vormingscentrum H. Vos, 1979, 37 blz.*
- *SP congres, 22-23 november 1980 Gent. Gezondheidszorg in Vlaanderen, 31 blz.*
- *Verkiezingsprogramma. Verkiezingen 8 november 1981. Congres van 18 oktober 1981 te Antwerpen. Brussel, SEVI, 1981, 76 blz.*

### *Organisatorische publikaties :*

- *Administratief Congres, 8-9 maart 1980. Verslag 1978-79, 126 blz.*

### *Periodieke publikaties :*

- *Doorbraak '80.*  
(Verderzetting van *Doelrood*.)  
Brussel, Vormingscentrum H. Vos, 1980.
- *Sevi-Publikaties.*  
Brussel, 1979.
- *Sevi-Dossiers.*  
Tijdschrift met themanummers.  
Brussel, 1980-'81.
- *Socialistische standpunten.*  
Tweemaandelijks tijdschrift verzorgd door het EVI.

## PARTI SOCIALISTE (PS)

1978 - 1982

### 1. Les organes directeurs : dispositions statutaires.

Statuts adoptés le 11 juin 1983 à Namur (remplaçant les statuts adoptés le 26 novembre 1978 à Namur).

#### *V. Instances Nationales.*

##### *Le Congrès.*

##### *Missions.*

*Art. 15.* — Le Congrès définit la ligne politique du Parti et est l'organe souverain pour toutes les matières, sauf pour les compétences expressément réservées aux Congrès régionaux.

Au début de chaque session parlementaire, le Congrès entend le rapport politique annuel du Bureau et en délibère. Ce Congrès est dit *statutaire*.

Tous les deux ans, le Congrès procède à l'élection du président et des membres du Bureau. Il entend le rapport administratif et en délibère. Ce Congrès est dit *administratif*.

##### *Fréquence et mode de convocation.*

*Art. 16.* — Le Congrès est réuni au moins une fois par an et en tout cas au début de la session parlementaire.

Pendant l'année, un Congrès peut être réuni soit par décision du Bureau, soit à la demande d'au moins trois fédérations d'arrondissement, lesquelles proposent l'ordre du jour.

Le Congrès est convoqué par le Bureau du Parti qui en fixe l'ordre du jour.

L'ordre du jour et les rapports sont communiqués aux sections, via les fédérations d'arrondissement, au moins quatre semaines avant la date du Congrès. Il peut être fait exception à ce délai en fonction des circonstances.

##### *Composition.*

##### *Art. 17.*

##### *Sont membres du Congrès avec voix délibérative :*

*Les délégués* désignés et convoqués par leur fédération. Chaque fédération a droit à un délégué par tranche de 250 affiliés, le nombre de



ceux-ci étant déterminé par le montant des cotisations payées pour l'année précédente au Secrétariat général du Parti Socialiste.

La commission de contrôle, déterminée à l'article 53, est chargée de vérifier l'exactitude des représentations fédérales.

*Sont membres du Congrès avec voix consultative :*

- Les membres du Bureau, les membres des groupes parlementaires, les députés permanents s'ils ne sont pas délégués par leur fédération d'arrondissement ;
- les membres qui siègent au Bureau du Parti avec voix consultative ;
- les délégués des mouvements de l'Action commune socialiste ;
- les délégués de l'Institut Emile Vandervelde, de Présence et Action culturelles, du Groupe socialiste d'Action et de Réflexion sur l'Audio-Visuel, de la Fédération des Elus communaux et provinciaux, de la Confédération des Pensionnés socialistes, de la Confédération nationale des Travailleurs Indépendants de Belgique, de l'Association des Enseignants socialistes, des mouvements de la Confédération des Jeunesses socialistes et la déléguée aux Droits de la femme.

En dehors des cas où le huis clos est décidé, le Bureau détermine le nombre de cartes consultatives qui seront mises à la disposition des fédérations pour les affiliés du Parti.

*Sont invités au Congrès :* les membres de la Chambre ou du Sénat, du Conseil de la Communauté et des Conseils régionaux apparentés aux groupes socialistes francophones de ces assemblées.

*Art. 18.* — Le Bureau du Congrès est composé du président et du vice-président désignés par le Bureau du Parti ; du président et des vice-présidents, des secrétaire général et secrétaire général adjoint du Parti.

Dès avant l'ouverture du Congrès, les secrétaires fédéraux déposent devant le Bureau du Congrès les résolutions ou les amendements votés par leurs Congrès fédéraux. Ils font également part des tendances qui se sont fait jour au cours des assemblées fédérales préparatoires au Congrès, telles qu'elles ont été définies à l'article 7. Il reste que le droit à l'expression individuelle est évidemment maintenu.

A l'ouverture du Congrès, son Bureau propose un règlement relatif au déroulement des travaux.

Le Bureau du Congrès peut proposer de constituer des sections pour l'examen d'un ou plusieurs points de l'ordre du jour.

La commission des résolutions composées de l'Exécutif du Parti et d'un délégué par fédération — de plusieurs, lorsque des tendances se seront fait jour — se réunit dès avant le Congrès et au cours de celui-ci, dont les débats sont alors éventuellement suspendus.

*Votes.*

*Art. 19.* — Sauf dispositions spéciales, les votes au Congrès se font à cartes levées.

Le vote par fédération est obligatoire s'il est proposé par le Bureau du Congrès ou par trois fédérations d'arrondissement au moins. Dans ce cas, la séance est obligatoirement suspendue pour permettre aux délégués des fédérations de se réunir séparément afin de délibérer.

A la reprise de séance, les secrétaires fédéraux expriment le vote de leur fédération en tenant compte de tous les votes individuellement émis.

*Motion de censure.*

*Art. 20.* — A chaque Congrès du Parti, le vote d'une motion de censure à l'adresse du Bureau du Parti, entraîne la démission de celui-ci.

*Le Conseil général.*

*Missions.*

*Art. 21.* — Le Conseil général est l'instance souveraine entre deux Congrès.

Il est réuni par le Bureau pour information ou pour prendre une décision que le Bureau considère comme trop importante pour en assumer seul la responsabilité.

Il approuve ou désapprouve souverainement la gestion du Bureau.

Il a également pour missions :

- de nommer, à bulletins secrets, le secrétaire général ;
- de fixer, à bulletins secrets, l'ordre de présentation des candidats sénateurs cooptés ;
- de déterminer à bulletins secrets, sur proposition du Bureau, l'ordre de présentation des candidats effectifs et suppléants à l'élection au Parlement européen ;
- de se pronocer sur les conclusions des commissions chargées de l'étude de toutes les questions importantes qui se posent à l'attention du Parti.

*Fréquence et mode de convocation.*

*Art. 22.* — Le Conseil général se réunit à l'initiative du Bureau, à la demande de trois fédérations d'arrondissement ou à celle d'un groupe par-

lementaire (Chambre, Sénat, Communauté française, Conseils régionaux) qui indiqueront les points à inscrire à l'ordre du jour.

*Composition.*

*Art. 23.*

*Sont membres du Conseil général avec voix délibérative :*

1. Les membres du Bureau du Parti.
2. Les membres des groupes parlementaires et les députés permanents.
3. Les délégués des fédérations d'arrondissement désignés au cours des Congrès fédéraux et élus pour deux ans ; les fédérations d'arrondissement ont droit à un délégué par tranche de 750 affiliés, le nombre de ceux-ci étant déterminé comme il est dit à l'article 17 § 1.

La fédération pourvoit aux mandats devenus vacants.

*Sont membres du Conseil général avec voix consultative :*

1. Les membres qui siègent au Bureau du Parti avec voix consultative.
2. Les délégués des mouvements de l'Action commune socialiste.
3. Les présidents et secrétaires fédéraux qui ne disposeraient pas de voix délibérative.
4. Les délégués de l'Institut Emile Vandervelde, de Présence et Action culturelles, du Groupe socialiste d'Action et de Réflexion sur l'Audio-Visuel, de la Fédération des Elus communaux et provinciaux, de la Confédération des Pensionnés socialistes, de la Confédération nationale des Travailleurs Indépendants de Belgique, de l'Association des Enseignants socialistes, des mouvements de la Confédération des Jeunesses socialistes et la déléguée aux Droits de la femme.

Les délégués au Conseil général sont convoqués par le secrétariat du Parti.

*Sont invités au Conseil général :* les membres de la Chambre et du Sénat, du Conseil de la Communauté et des Conseils régionaux apparentés aux groupes socialistes francophones de ces assemblées.

*Organisation des travaux.*

*Art. 24.* — Le Bureau du Parti désigne le Président et le vice-Président ainsi que le ou les rapporteurs.

Le Bureau du Parti a le droit d'inviter des personnalités spécialisées dans certains problèmes à faire rapport devant le Conseil général.

Le rapporteur acquiert de ce fait le droit de participer à la discussion sur le sujet qu'il a introduit.

*Votes.*

*Art. 25.* — Le vote a lieu à cartes levées. Le Conseil général peut cependant décider, à la demande du Bureau ou de la majorité de ses membres, de procéder à un vote par appel nominal ou à bulletins secrets.

*Le Bureau.**Mission.*

*Art. 26.* — Le Parti est dirigé par son Bureau. Celui-ci est chargé de l'exécution des décisions du Congrès et du Conseil général.

Le Bureau prend toutes les décisions qu'imposent les circonstances, sauf pour les compétences régionales qui relèvent directement soit des instances wallonnes, soit des instances bruxelloises. Il sollicite l'avis, s'il le juge utile, du Conseil général ou du Congrès.

Il veille au respect des statuts et à la discipline au sein du Parti. Il nomme les délégations qui représentent le Parti et les présidents des commissions d'étude. Il fixe les attributions, les conditions de travail et de rémunération éventuelle des membres de l'Exécutif.

Le Bureau présente au Congrès statutaire un rapport pour l'année politique écoulée. Il propose les options politique à prendre à moyen et à long terme ainsi que le projet de résolutions. S'il y a lieu, il communique aux Fédérations, et celles-ci aux sections, une note précisant les termes des opinions divergentes exprimées au Bureau préalablement au Congrès, suivant les dispositions de l'article 7.

*Fréquence et mode de convocation.*

*Art. 27.* — Le Bureau du Parti se réunit en principe chaque semaine et aussi souvent que nécessaire sur convocation du Président, des deux vice-Présidents ou à la demande d'au moins trois membres.

*Composition.*

*Art. 28.* — Le Bureau comprend :

1. D'une part, des membres avec voix délibérative :

- 4 membres de droit : le Président, les deux vice-Présidents qui sont respectivement le Président du Comité des Fédérations wallonnes et le Président de la Fédération bruxelloise, le Secrétaire général ;
- des membres élus par un même vote du Congrès administratif dont les délégués portent leurs suffrages sur 22 candidats, ni plus, ni moins.

Vingt-deux membres sont d'abord élus :

- un représentant de chacune des 14 fédérations visées à l'article 12 (à l'exception de la fédération Outre-Mer) et le représentant de la régionale de langue allemande ;
- ensuite, les 7 candidats ayant obtenu le plus de suffrage qui n'ont pas été élus dans la première dévolution.

En plus de ces 22 membres et si cela s'avère nécessaire, seront successivement déclarés élus :

- un ou des représentants de la fédération de Bruxelles afin que le Bureau compte au moins 3 membres élus de celle-ci ;
- une ou des femmes, un ou des jeunes afin que le Bureau compte, conformément à l'article 6, au moins 5 femmes et 3 jeunes.

2. D'autre part, des membres avec voix consultative :

- le Secrétaire général adjoint ;
- le Directeur du Centre d'Etudes et de l'Institut Emile Vandervelde ;
- le Président ou, s'il est élu direct, un représentant des groupes parlementaires socialistes (Chambre, Sénat, Communauté, Régions) ;
- les membres socialistes du gouvernement national et des exécutifs régionaux et communautaires ;
- deux représentants du Mouvement des Jeunes socialistes (un par région) ;
- deux délégués des Comités inter-entreprises ;
- les délégués des mouvements de l'Action commune ;
- les Ministres d'Etat socialistes ;
- la déléguée aux Droits de la femme ;
- le représentant du Collège des Secrétaires fédéraux désigné par celui-ci.

Le Bureau peut inviter à ses séances toute personne dont la présence est jugée utile.

#### *Candidature et élection.*

*Art. 29.* — Tout membre à voix délibérative d'un Comité fédéral peut être candidat au Bureau du Parti.

Pour être valable, toute candidature doit être notifiée au siège du Parti et de la Fédération concernée huit jours avant la date du Congrès administratif.

Après avoir élu le Président du Parti et avoir ratifié les élections des deux vice-présidents, les délégués au Congrès administratif élisent au scrutin secret les membres du Bureau.

Les membres du Bureau sont élus pour une durée de deux ans et rééligibles.

En cas d'obligation de suppléance à l'issue du vote du Congrès administratif, il est pourvu dans le mois au remplacement par un Conseil général, en suivant la même dévolution qu'à l'article 28.

En cas de toute autre vacance ou obligation de suppléance, le remplacement se fera au cours du plus prochain Conseil général.

#### *Incompatibilités.*

*Art. 30.* — Les membres du Bureau qui deviennent Ministres, Secrétaires d'Etat ou membres d'un Cabinet de ceux-ci, cessent pendant la durée de leurs fonctions d'être membres et sont remplacés par des suppléants. Il en est de même pour les Ministres, Secrétaires d'Etat ou membres d'un Cabinet de ceux-ci qui sont élus membre du Bureau lors du renouvellement de ce dernier. Lorsqu'un membre devient Ministre, Secrétaire d'Etat ou membre d'un cabinet de ceux-ci, en cas de décès ou de démission d'un membre du Bureau entre deux Congrès, il est pourvu à la désignation d'un suppléant ou d'un remplaçant en suivant la procédure déterminée aux deux derniers paragraphes de l'article 29.

#### *Votes.*

*Art. 31.* — Tous les votes au Bureau qui ne sont pas unanimes sont nominaux et enregistrés au procès-verbal de la réunion. Les décisions prises par le Bureau et la répartition des suffrages en cas de votes partagés figurent dans le rapport écrit soumis au Congrès statutaire.

Les Fédérations peuvent prendre connaissance des résultats des votes intervenus au Bureau du Parti.

#### *L'Exécutif.*

##### *Missions.*

*Art. 32.* — L'Exécutif est responsable de la gestion journalière du Parti.

Il organise les réunions du Bureau et exécute ses décisions.

Il a encore pour tâches :

a) d'améliorer l'organisation du Parti, la propagande et le recrutement des affiliés et de préparer les propositions à soumettre au Bureau relatives à l'organisation ;

b) de surveiller et de stimuler les activités des organisations relevant du Parti ;

c) de gérer les finances et de contrôler d'une façon permanente la comptabilité.

### *Composition.*

*Art. 33.* — L'Exécutif du Parti comprend :

- le Président ;
- les vice-Présidents ;
- le Secrétaire général ;
- le Secrétaire général adjoint ;
- les Présidents des groupes parlementaires socialistes ;
- le Directeur du Centre d'Etudes et de l'Institut Emile Vandervelde.

Le Réviseur et l'Intendant du Parti peuvent être entendus à tout moment par l'Exécutif du Parti, ainsi que toute personne dont l'Exécutif jugerait la présence utile.

## *VI. Les Mandats Nationaux.*

### *Le Président.*

*Art. 34.* — Tout membre à voix délibérative d'un Comité fédéral peut être candidat à la Présidence du Parti.

Pour être valables, les candidatures doivent être notifiées au siège du Parti et de la Fédération concernée quinze jours avant la date du Congrès administratif.

Avant l'élection des membres du Bureau, il est procédé à l'élection au scrutin secret du Président.

Le Président est élu pour une durée de deux ans et rééligible.

La fonction de Président est incompatible avec toute responsabilité ministérielle.

En cas de vacance, il est pourvu dans le mois au remplacement du Président par un Congrès convoqué à cet effet.

*Les vice-Présidents.*

*Art. 35.* — Les vice-Présidents du Parti sont le Président du Comité permanent des Fédérations socialistes wallonnes et le Président de la Fédération bruxelloise.

Les mandats sont de deux ans et renouvelables.

Les élections pour ces deux mandats doivent avoir lieu dans le mois qui précède l'élection du Président et, en tout cas, avant l'élection de ce dernier.

Le Congrès administratif qui élit le Président du Parti, ratifie les élections des deux vice-Présidents.

Les deux vice-Présidents sont membres de droit du Bureau et de l'Exécutif.

Outre leurs fonctions spécifiques, les vice-Présidents représentent, à la demande du Président, le Parti dans toute mission extérieure.

La fonction de vice-Président est incompatible avec toute responsabilité ministérielle.

*Le Secrétaire général et le Secrétaire général adjoint.*

*Art. 36.* — Le Secrétaire général met en œuvre les décisions en matière d'organisation, de propagande et de recrutement arrêtées par les instances nationales du Parti dont il est le secrétaire.

Il est responsable de la gestion quotidienne du Parti et préside le collège des Secrétaires fédéraux. Il est également responsable devant l'Exécutif de la coordination des activités du Parti et des groupes annexes.

Les Secrétaires général et Secrétaire général adjoint sont nommés respectivement par le Conseil général et le Bureau.

Le Secrétaire général et le Secrétaire général adjoint ne peuvent poser leur candidature à un mandat politique ou autre, sans approbation préalable du Bureau du Parti.

Dans des cas graves et urgents, ils peuvent être suspendus de leurs fonctions par le Bureau. Pour le Secrétaire général, cette décision devra être soumise dans la huitaine au Conseil général.

Les Secrétaires général et Secrétaire général adjoint ne peuvent être révoqués respectivement que par un vote du Conseil général ou du Bureau et après que la proposition motivée de leur révocation eût été régulièrement faite soit par le Bureau, soit par les Fédérations d'arrondissement groupant ensemble au moins un tiers des affiliés du Parti.



**2. Organigramme des organes directeurs (1978-1982).**

(Nombres des membres : estimations basées sur les statuts.)

**Président****2 Vice-Présidents****Secrétaire général****Secrétaire général adjoint****Exécutif** : 5 membres + 6 avec voix consultative**Bureau** : 25 membres + ± 30 avec voix consultative**Conseil général** : ± 300 membres + ± 60 avec voix consultative**Congrès** : ± 600 membres + avec voix consultative : tous les autres membres du Conseil général (sauf les délégués) qui ne sont pas encore compris dans ces 600 : 50 à 100.**3. Le Congrès.**

- Congrès d'information, le 28 octobre 1978, Liège.  
Structures des fédérations Wallonnes et Bruxelloises ; action gouvernementale ; situation politique générale ; options et orientations.
- Congrès statutaire, le 26 novembre 1978, Namur.  
Statuts ; programme électorale.
- Congrès administratif à huis clos, le 27 janvier 1979, Frameries.
- Congrès statutaire, le 1<sup>er</sup> avril 1979, Bruxelles.  
Participation gouvernementale : 506 oui, 53 non, 21 abstentions.
- Congrès politique de rentrée, le 6 octobre 1979, Tournai.  
Situation politique.
- Congrès statutaire, le 14 octobre 1979, Bruxelles.  
Participation gouvernementale : 505 oui, 60 non, 23 abstentions.
- Congrès statutaire à huis clos, le 20 janvier 1980, Bruxelles.  
Situation politique, participation gouvernementale : 486 oui, 73 non, 30 abstentions.
- Congrès statutaire, le 15 mai 1980, Auderghem.  
Situation politique ; négociations gouvernementales : approuvées par 393 oui, 189 non, 14 abstentions.

- Congrès politique de rentrée, le 19 octobre 1980, Bruxelles.  
Situation politique ; participation gouvernementale : 528 oui, 51 non, 22 abstentions.
- Congrès administratif à huis clos, le 22 février 1981, Namur.
- Congrès statutaire, le 18 juillet 1981, Bruxelles.  
Situation budgétaire.
- Congrès statutaire de rentrée politique, le 4 octobre 1981, Charleroi-Montignies-le-Tilleul.  
Elections.
- Congrès statutaire, le 5 juin 1982, Liège.  
Programme communale.
- Congrès de rentrée politique, le 23 octobre 1982, Mons.  
Examen des résultats électoraux ; problèmes de rentrées parlementaires.
- Congrès administratif, le 5 février 1983, Bruxelles.

#### 4. Le Conseil général.

##### *Réunions et ordres du jour.*

1978 : 23 novembre : révision des statuts.

1979 :

8 janvier : désignation des candidats sénateurs cooptés ; situation politique.

17 mars : situation politique.

28 avril : élection Européenne ; remplacement des membres du Bureau.

30 juin : l'énergie, information.

8 juillet : l'énergie, décision.

8 décembre : armes nucléaires.

1980 :

9 janvier : situation politique, réforme de l'Etat.

20 avril : situation politique.

4 décembre : action et participation gouvernementale.

1981 :

21 mars : situation budgétaire gouvernementale.

4 octobre : augmentation des cotisations ; remplacement des membres du Bureau.

19 octobre : examen du programme électoral.

25 novembre : désignation des sénateurs cooptés.

19 décembre : situation politique ; désignation d'un secrétaire général.

1982 : inconnu.

## 5. Le Bureau.

Le Bureau comprend le Président, les deux vice-Présidents, le Secrétaire général et 21 membres élus. La liste suivante donne la composition du Bureau aux moments des élections (29 janvier 1979, 22 février 1981) et au moment de la scission du PSB-BSP (octobre 1978). Des changements ultérieurs ne sont retenus ici que les remplacements des Ministres, Secrétaires d'Etat et membres des cabinets ministériels.

	1978	1979	1981
A. Baudson	P	OP	
R. Bonzi	X	X	X
W. Burgeon	P	P	P
A. Cools	VP	VP	P
G. Cudell	P	MO	OP
A. Degroeve	P	P	M
F. Delmotte	P	P	P
E. Glinne	P	P	R
E. Lacroix	P	P	
E. Leburton	P		
A. Léonard	S	S	S
P. Truffin	X		
A. Van der Biest	P		
Y. Ylief	P	P	
B. Anselme		M	OP
G. Coëme		X	X
J. Dehogne		X	X
J.M. Dehousse		M	M

F. Dupont		M	
J. Hoyaux		M	P
L. Hurez		M	P
G. Mathot		M	M
Ph. Moureaux		K	E
I. Petry		P	P
A. Scokaert		P	
H. Simonet		M	P
G. Spitaels		M	VM
R. Urbain		M	M
Ph. Busquin			M
A. Daulne			P
J. Delhayé			P
R. Denison			P
V. Féaux			P

---

Total	14	25	25
Parlementaires	11	20	20
	78,6 %	80 %	80 %
Ministres	—	10	7
			28 %
Femmes	—	1	1
		4 %	4 %

## Remplacements des Ministres, Secrétaires d'Etat, membres de cabinets.

<i>Ministres, Secrétaires d'Etat, membres de cabinets</i>	<i>Date de remplacement</i>	<i>Remplaçants</i>	
Bureau 1979.			
J.M. Dehousse	28 avril 1979	F. Guillaume	P
J. Hoyaux		Y. Biefnot	P
L. Hurez		C. D'Hoogh	
G. Mathot		P. Truffin	
H. Simonet		P. Busquin	P
G. Spitaels		A. Daulne	P
R. Urbain		G. Onkelinckx	P
B. Anselme		R. Denison	P
G. Cudell		A. Van der Biest	P
F. Dupont		T. Toussaint	P
Ph. Moureaux		G. Bassleer	

## Bureau 1981.

Ph. Busquin	22 février 1981	R. Lallemand	P
G. Mathot		Y. Biefnot	P
R. Urbain		Y. Ylief	P
Ph. Moureaux		G. Onkelinckx	P
A. Degroeve		A. Bandson	P
J.M. Dehousse		C. D'Hoogh	
G. Coëme	4 octobre 1981	N. Pécriaux	
V. Féaux		T. Toussaint	P

Fréquence des réunions :

1979 : 55

1980 : 61

Du 2 mars 1981 au 20 décembre 1982 : 77.

## 6. Le Président.

Président	Date de désignation	Collège électoral	Autres candidats	Mode / Résultats	
A. Cools	27 janvier 1979	Congrès	Aucun	458/549	83,2 %
G. Spitaels	22 février 1981	Congrès	E. Glinne A. Van der Biest	1 <sup>er</sup> tour	295 49,6 %
				2 <sup>e</sup> tour	311 52,4 %
					273 45,9 %
					27 4,5 %
				595	593

## 7. Les membres (1).

1978	147.269	1982	158.649
1979	147.786	1983	149.829
1980	154.798	1984	150.671
1981	167.087		

## 8. Campagnes électorales : les coûts (en millions de francs belges et en tenant compte des prix courants de l'époque).

1979	19,0
1981	66,2
1985	94,8

## 9. Publications.

*Publications programmatrices.*— *Faire face — Construire l'avenir. Programme du Parti Socialiste, 17 décembre 1978. XIII-84-VII p. ou 4 p. format de journal.*(1) M. MAES, *De ledenaantallen van de politieke partijen in België*. Leuven, Afdeling Politologie, 1988, blz. 47.

- *Programme électoral du Parti Socialiste. Elections Européennes du 10 juin 1979. Bruxelles, 28/4/79. 87 p. ou 8 p. format de journal.*
- *Congrès politique statutaire. Bilan de l'action gouvernementale et perspectives. 5<sup>e</sup> Congrès du PS, Tournai 06-10-79. 35 p.*
- *Congrès de rénovation et d'action. Document de Travail. Contribution de Présence et Action culturelles. Février 1980. 59 p.*
- *Agir et rénover. Congrès 1980. Texte du Bureau transmis aux Fédérations. 38 p.*
- *Programme du Parti Socialiste. 8 novembre 1981. Bruxelles, IEV. 79 p.*
- *Options du Parti Socialiste. 8 novembre 1981. Bruxelles, IEV. 77 p.*
- *Elections législatives du 8 novembre 81. Le programme complet du Parti Socialiste. 8 p. format de journal.*
- *Idées pour un programme communal. Congrès du 5 juin 1982; Liège. Palais des Congrès, Bruxelles, CEDIEV. II-38 p.*
- *Faire face à la crise. Rénover et Agir. Congrès Bruxelles 1982. Bruxelles, IEV, 1982. 4<sup>e</sup> volumes.*

*Publications organisationnelles.*

- *10<sup>e</sup> Congrès. Rapports. Congrès administratif. Namur, le 22/02/1981. 132 p. + 3 annexes.*
- *16<sup>e</sup> Congrès. Rapport administratif. Congrès statutaire. Bruxelles, le 5 février 1983. 74 p. + 42 p. annexe.*

*Publications périodiques.*

- *En direct.*  
Hebdomadaire.
- *Note de documentation. Nouvelle série.*  
Bruxelles, CEDIEV, 1978.
- *Note de documentation. Collection Minor.*  
Bruxelles, CEDIEV, 1982.
- *Socialisme.*  
Bruxelles, IEV, 1954.

**PARTIJ VOOR VRIJHEID EN VOORUITGANG (PVV)****— PARTI DE LA LIBERTE ET DU PROGRES (PLP)**

1970 - 1972

**1. Nationale partijorganen : statutaire bepalingen.**

(Nationale statuten, 8 juni 1969. Doc. N/4144).

**Art. III. — Partijorganen.**

De Partij voor Vrijheid en Vooruitgang wordt geleid en beheerd door :

1. Het Nationaal Congres.
2. Het Politiek Comité.
3. Het Permanent Bureau.
4. Het Directiecomité.

**Art. IV. — Voorzitterschap.**

1. De partijvoorzitter wordt door het Nationaal Congres bij geheime stemming en bij volstreekte meerderheid van de geldige stemmen verkozen. Bij de derde stembeurt wordt hij evenwel bij betrekkelijke meerderheid verkozen. Hij wordt derwijze verkozen dat het voorzitterschap beurtelings door een vertegenwoordiger uit iedere streek van het land (Brussel, Vlaanderen, Wallonië) wordt waargenomen, behalve indien een kandidaat tweederde van de stemmen behaalt. In zulk geval wordt de beurtwisseling als onderbroken beschouwd en heeft zij opnieuw uitwerking bij de volgende verkiezing.

2. De Voorzitter wordt voor een duur van 4 jaar gekozen. Zijn mandaat mag een enkele maal voor een termijn van 4 jaar worden vernieuwd. In ieder geval voleindigt hij de lopende legislatuur.

3. De Voorzitter zit de partijorganen voor, oefent de bevoegdheden uit die deze organen hem opdragen of die hem door de Statuten worden verleend.

4. Ieder arrondissement mag een kandidaat-voorzitter voordragen ongeacht uit welke streek van het land (Brussel, Vlaanderen, Wallonië).

Art. V. — *Directiecomité.*

A. *Samenstelling.*

Het Directiecomité bestaat uit :

- de Nationale Voorzitter,
- de Voorzitter-stichter,
- de uittredende Nationale Voorzitter,
- de twee Nationale ondervoorzitters,
- de voorzitters van de parlementsfracties,
- 3 leden, gekozen door de nationale voorzitter, derwijze dat een evenwichtige vertegenwoordiging van de gewesten verzekerd is.

Eventueel dient het directiecomité aangevuld te worden derwijze dat het ten minste 1 vrouw en 1 lid jonger dan 35 jaar onder zijn leden telt.

Alle leden van het Directiecomité moeten lid zijn van het Permanent Bureau.

B. *Werking en bevoegdheden.*

Het Directiecomité komt samen, op uitnodiging van de Nationale Voorzitter, telkens als de omstandigheden zulks vereisen, om de dringende maatregelen te treffen die het hoger belang van de Partij aangaan, met de verplichting ze te laten bekrachtigen, binnen de kortst mogelijke termijn, door de bevoegde partijorganen, overeenkomstig de schikkingen voorzien bij Art. VI - paragraaf B - lid 11 van de Nationale statuten.

De onderhavige beschikking houdt geenszins een overdracht van bevoegdheden in, die aan de andere statutaire organen zijn toegekend, doch uitsluitend een specifiek en uitzonderlijk mandaat.

Art. VI. — *Permanent Bureau.*

A. *Samenstelling.*

Het Permanent Bureau is derwijze samengesteld dat het regionaal en taalevenwicht geëerbiedigd wordt en dat iedere provincie ten minste door twee leden vertegenwoordigd wordt.

Het bestaat uit :

1. a) de Nationale Voorzitter,
- b) de Voorzitter-stichter,



- c) de uittredende Nationale Voorzitter,
- d) de twee Nationale Ondervoorzitters,
- e) de Nationale Penningmeester,
- f) de Secretaris-generaal,
- g) de Voorzitters van de Parlementsfracties.

- 2. a) drie vertegenwoordigers aangeduid door de PVV-Kamerfractie,
- b) drie vertegenwoordigers aangeduid door de PVV-Senaatsfractie,

Deze aanduidingen worden gedaan door de Parlementsfracties derwijze dat ieder gewest (Brussel, Vlaanderen, Wallonië) over een afgevaardigde beschikt in de schoot van iedere fractie, waarvan één Franstalige en één Nederlandstalige voor Brussel.

3. Zestien regionale afgevaardigden, d.w.z. :

- a) vijf afgevaardigden van de Vlaamse gewesten,
- b) vijf afgevaardigden van de Waalse gewesten,
- c) vijf afgevaardigden van het gewest Brussel (3 Franstaligen en 2 Nederlandstaligen),
- d) één afgevaardigde van de Oostkantons.

4. De afgevaardigde van :

- a) de Nationale Vrouwenfederatie,
- b) het Nationaal Jeugdverbond,
- c) het Nationaal Studentenverbond,
- d) de Landsbond der Liberale Mutualiteitsfederatiën,
- e) het N.C.A.P.R.,
- f) het Nationaal Centrum voor Zelfstandigen en Kaderpersoneel (N.C.Z.K.),
- g) de Algemene Centrale der Liberale Vakbonden (A.C.L.V.B.),
- h) het Liberaal Syndicaat der Agenten van Openbare Diensten (L.S.A.O.D.).

5. Ten hoogste tien niet-parlementsleden, gecoöpteerd door het Permanent Bureau, op voorstelling van de Voorzitter, derwijze dat er ten minste vier vrouwen en vier leden die de leeftijd van 35 jaar niet bereikt hebben vertegenwoordigd zijn in het Bureau, benevens de afgevaardigden voorzien sub 4° *a, b en c.*

De twee Ondervoorzitters, de Secretaris-generaal en de Nationale Schatbewaarder worden aangeduid door de Nationale Voorzitter, die zijn keuze laat bekrachtigen door het Politiek Comité.

De duur van hun mandaat is op 4 jaar gesteld.

De mandaten zijn verlengbaar.

De regionale afgevaardigden worden als volgt aangeduid :

*a)* de afgevaardigden van de Vlaamse gewesten :

- één afgevaardigde per provinciale federatie,
- één afgevaardigde van de Arrondissementsfederatie Leuven ;

*b)* de afgevaardigden van de Waalse gewesten :

- één afgevaardigde per provinciale federatie,
- één afgevaardigde van de Arrondissementsfederatie Nijvel ;

*c)* de afgevaardigden van het gewest Brussel :

- vijf afgevaardigden van de Arrondissementsfederatie Brussel (drie Franstaligen en twee Nederlandstaligen) ;

*d)* de afgevaardigde van de Oostkantons :

- door de Arrondissementsfederatie Verviers.

Een lid dat, zonder geldige reden, drie opeenvolgende vergaderingen van het Permanent Bureau niet bijwoont, wordt als ontslagnemer beschouwd.

Er is onverenigbaarheid tussen de functie van lid van het Permanent Bureau en die van lid van de Regering. Nochtans wonen de Ministers in functie ambtshalve en met raadgevende stem de vergaderingen van het Permanent Bureau bij.

#### *B. Werking en bevoegdheden.*

Het Permanent Bureau :

1. Beraadslaagt slechts geldig indien de helft van zijn leden aanwezig is.
2. Beraadslaagt bij meerderheid van de aanwezige leden. Bij staking van stemmen, is de stem van de Voorzitter overwegend.
3. Vertegenwoordigt de Partij en is belast met het dagelijks beheer.

4. Bereidt de vergaderingen van het Politiek Comité voor en voert de beslissingen ervan uit.

5. Beraadslaagt en bepaalt het standpunt van de Partij wat betreft de dagelijkse beheersproblemen. Bij dringendheid, neemt het de nodige politieke initiatieven, behalve degene die aan het Nationaal Congres zijn voorbehouden. Het informeert de Voorzitters van de Arrondissementsfederaties ; brengt verslag uit en geeft rekenschap aan het Politiek Comité.

6. Stelt aan het Politiek Comité de oprichting voor, in de schoot van de Partij, van werk- en studiegroepen voor het onderzoek van de hem gestelde problemen.

7. Mag, bij dringendheid, het Nationaal Congres samenroepen en de agenda ervan vastleggen.

8. Onderzoekt de hem door het Nationaal Comité voor Actie en Public Relations voorgestelde voorstellen en belast dit, in voorkomend geval, met de uitvoering ervan.

9. Beheert de geldmiddelen en bepaalt de aanwervingsmodaliteiten, de bevoegdheden, de arbeidsvoorwaarden en de bezoldiging van het partijpersoneel.

10. Kan een deel van zijn beheersbevoegdheden aan één van zijn leden overdragen.

11. Vergadert, principieel, eens om de week. De Voorzitter roept het bijeen, op eigen initiatief of op verzoek van 5 leden ervan.

Art. VII. — *Politiek comité.*

A. *Samenstelling.*

Het Politiek Comité bestaat uit :

1. Het Permanent Bureau.
2. De gewezen Nationale Voorzitters.
3. De leden van de Wetgevende Kamers.
4. De in functie zijnde Ministers, de Ministers van Staat en de gewezen Ministers.
5. De Voorzitters van de Arrondissementsfederaties of hun afgevaardigde.
6. Drie afgevaardigden van de Nationale Vrouwenfederatie van de PVV.

7. Drie afgevaardigden van het Nationaal Jeugdverbond voor **Vrijheid en Vooruitgang**.

8. Drie afgevaardigden van het Nationaal Studentenverbond voor **Vrijheid en Vooruitgang**.

9. De Bestendig Geduputeerden, de Voorzitters van de Provincieraden en de fractieleiders van de Provincieraden.

10. De voorzitters van de Provinciale federaties of hun afgevaardigde.

11. Eén provincieraadslid per Arrondissement.

12. Een à drie afgevaardigden, met maximum 30, van ieder der door het Politiek Comité erkende sociale, politieke of economische organismen of studiecentra.

13. Ten hoogste negen door de Nationale Voorzitter aan te wijzen personaliteiten, waarvan ten minste zes de leeftijd van 35 jaar niet hebben bereikt.

De afgevaardigden van de Nationale groeperingen in het Politiek Comité worden voor een duur van 4 jaar aangeduid, onverminderd het recht van de opdrachtgevende organismen om hun afvaardiging te wijzigen. Zij zijn herkiesbaar.

De onder 5, 9, 10, 11, 12 en 13 aangeduide afgevaardigden worden voor een termijn van 4 jaar gekozen en zijn herkiesbaar.

Alle leden van het Politiek Comité moeten lid zijn van de PVV.

#### B. *Bevoegdheden.*

Het Politiek Comité :

1. Hoort het rapport van het Permanent Bureau over alle door dit laatste krachtens art. VI - § B - lid 5), genomen beslissingen en spreekt zich dienaangaande uit.

2. Belast het Permanent Bureau met het onderzoek van alle kwesties die het nuttig acht en met de uitvoering van alle beslissingen die het mocht nemen.

3. Onderzoekt de voorwaarden tot deelneming aan een regering. In geval van goedkeuring, legt het die voorwaarden voor aan het Nationaal Congres, zulks vóór iedere stemming over de deelneming aan een regering.

4. Stelt aan het Nationaal Congres voor dat het de voorwaarden bepaalt van de verdere deelneming van de partijleden aan de Regering of dat het de stopzetting van die deelneming beslist.

5. Behoudens wat voorzien is in Art. VI - § B - lid 7), roept het Nationaal Congres bijeen en stelt de agenda ervan vast. Hierop worden alle kwesties ingeschreven waarvan een Federatie 15 dagen vóór zijn bijeenkomst de behandeling vraagt; die termijn wordt op 60 dagen gebracht wanneer het wijzigingen in de statuten geldt.

6. Beslist, bij dringendheid, over de door de Partij te voeren politiek en spreekt zich uit over alle kwesties die niet door de statuten uitdrukkelijk voor de andere partijorganen zijn voorbehouden, met name over het beginsel der deelneming aan buiten de Partij opgerichte Commissies of Werkgroepen.

7. Draagt zorg voor de stipte naleving van de statuten en voor de tucht in de Partij.

8. Keurt de samenstelling van het Permanent Bureau goed.

9. Vergadert ten minste eenmaal om de drie maanden. De voorzitter roept het bijeen op eigen initiatief of op verzoek van 20 leden ervan.

10. Wijst, onder zijn leden, de vervanger aan van de Nationale Voorzitter, wanneer deze in de onmogelijkheid verkeert om zijn mandaat uit te oefenen, of, in geval van vacatuur, zulks tot de bijeenkomst van de volgende Nationaal Congres.

11. Bepaalt de in acht te nemen modaliteiten bij de voordracht van de kandidaten voor de functie van Voorzitter.

Alle beslissingen worden door het Politiek Comité getroffen bij gewone meerderheid der aanwezige leden.

## Art. VIII. — *Nationaal Congres.*

### A. *Samenstelling.*

Het Nationaal Congres bestaat uit :

1. Het Politiek Comité ;
2. De Provincieraadsleden en de Burgemeesters.

3. Afgevaardigden benoemd door de Arrondissementsfederaties naar rata van 1 afgevaardigde per 2.000 door de Partij in het betrokken arrondissement behaalde stemmen bij de jongste algemene verkiezingen voor Kamer en Senaat (het hoogste cijfer wordt in aanmerking genomen). Elke fractie van 2.000 stemmen boven 1.000 geeft recht op 1 afgevaardigde meer.

De Arrondissementsfederaties duiden hun afgevaardigden derwijze aan dat de kieskantons van het arrondissement vertegenwoordigd zijn naar verhouding van de jongste verkiezingsuitslagen in deze kantons.

4. Afgevaardigden benoemd door de Arrondissementsfederaties naar rata van 1 afgevaardigde per 250 leden, waarbij iedere federatie recht heeft op 1 afgevaardigde meer voor iedere fractie van 250 leden boven 125.

Het cijfer dat in aanmerking wordt genomen voor de vaststelling van het aantal afgevaardigden is dat van de door de Arrondissementsfederaties voor het vorige jaar betaalde nationale lidkaarten.

De Arrondissementsfederaties duiden hun afgevaardigden derwijze aan dat de kieskantons van het arrondissement evenredig aan de getalsterkte van hun gewone leden vertegenwoordigd zijn.

5. Ten hoogste 30 afgevaardigden van ieder der door het Politiek Comité erkende sociale, politieke en economische organismen en studiecentra. Het totaal aantal van de aldus voor het Nationaal Congres aangeduide afgevaardigden mag niet meer dan 300 bedragen.

De duur van de mandaten bedraagt vier jaar, onverminderd het recht voor de afvaardigende organismen om hun afvaardiging te wijzigen.

Plaatsvervangende afgevaardigden van de onder 3 en 4 vermelde afgevaardigden kunnen worden aangeduid bij verhindering van de effectieve afgevaardigden, doch mogen slechts op het Nationaal Congres aanwezig zijn en stemmen mits endossement van de oproeping door de effectieve afgevaardigde, ten gunste van de bij naam aangeduide plaatsvervanger. De Arrondissementsfederaties duiden deze plaatsvervangende afgevaardigden aan, ten belope van de helft van het aantal van hun effectieve afgevaardigden.

Voor de onder 5 aangeduide afgevaardigden moet met een gewestelijke verdeling rekening worden gehouden.

#### B. *Bevoegdheden.*

Het Nationaal Congres is het hoogste gezag van de Partij.

Het Nationaal Congres :

1. Verkiest de Voorzitter.

2. Maakt de statuten op van de Partij en wijzigt ze.

3. Bepaalt de partijdoctrine en legt het partijprogramma vast.

4. Spreekt zich uit, op verslag van het Politiek Comité, over de deelneming aan de Regering.

5. Bepaalt, voor de nationale lidkaart, het van de Arrondissementsfederaties te vorderen aandeel.

6. Komt ten minste eenmaal per jaar bijeen tijdens de eerste helft van de maand november en beurtelings in een in Vlaanderen of Wallonië

gelegen plaats. Het komt in buitengewoon Congres te Brussel bijeen telkens als het belang van de Partij zulks vereist of, binnen 30 dagen, op verzoek van 3 arrondissementsfederaties. De stemming is geheim, tenware één derde van de vergadering bij gewone meerderheid anders beslist.

7. Treft zijn beslissingen met een gekwalificeerde meerderheid van 2/3 zo één derde van de leden van het Permanent Bureau het aanvraagt.

De gekwalificeerde meerderheid wordt berekend op het geheel van de deelnemers aan de stemming, onthoudingen inbegrepen.

## 2. Organigram van de leidende partijorganen.

(Met schatting van hun ledenaantal op basis van de statuten).

### Voorzitter

|  
Directiecomité : 10 à 12 leden

|  
Permanent Bureau : ± 50 leden

|  
Politiek Comité : ± 150 leden

|  
Nationaal Congres : ± 1450 leden

## 3. Congres.

- Buitengewoon Nationaal Congres, 20-21 maart 1970, Brussel.  
Communautaire problemen. Deelnemers aan de stemmingen : ± 835 (volgens *Het Laatste Nieuws*, 23 maart 1970).
- 12° Nationaal Congres, 17-18 juni 1972, Brussel.  
Etatisme of sociaal liberalisme ; democratie in gevaar ; voor een Europees liberalisme.

## 4. Permanent Bureau.

Samenstelling op datum van 9 maart 1970.

- Het Directiecomité : zie onder 5.
- de Nationale Penningmeester  
P. Descamps
- drie vertegenwoordigers aangeduid door de Kamerfractie  
F. Boey  
G. Delruelle  
L. Hannotte

- drie vertegenwoordigers aangeduid door de Senaatsfractie
  - M. Toussaint
  - A. Demuyter
  - H. Vanderpoorten
  
- zestien regionale afgevaardigden :
  - vijf van de Vlaamse gewesten
    - F. Grootjans
    - F. Colla
    - L. Lion
    - H. Lahaye
    - G. Sprockeels
  - vijf van de Waalse gewesten
    - J. Coen
    - M. Gooy
    - C. Moraux
    - G. Manigart
    - R. Hulet
  - vijf van het Brussels gewest
    - S. Moureaux
    - A. De Bouverie
    - J.P. Poupko
    - J. Geurts
    - W. Clerens
  - één van de Oostkantons
    - M. Louis
  
- de afgevaardigde van
  - Nationale Vrouwenfederatie
    - L. Herman-Michielsens
  - het Nationaal Jeugdverbond
    - C. Petitjean
  - het Nationaal Studentenverbond
    - F. Neyts
  - de Landsbond der Liberale Mutualiteiten
    - L. Van Maele
  - het Nationaal Comité voor Actie en Public Relations
    - J.Fl. Collin
  - het Nationaal Centrum voor Zelfstandigen en Kaderpersoneel
    - J. Moreau de Melen
  - de Algemene Centrale der Liberale Vakbonden
    - A. Colle



het Liberaal Syndicaat der Agenten van Openbare Diensten  
R. Bonnel

— gecoöpteerde leden (ten hoogste tien)

M. Burstin  
S. Claes-Van Waes  
J. Delruelle  
M. Th. Godinache-Lambert  
D. Janssen  
D. Ponet-Van Acker  
C. Sarot  
S. Schoofs  
G. Van Wichelen

— Niet voorzien in de statuten : waarnemers (oud-ministers)

J. Van Offelen  
R. Henrion  
H. Maise

##### 5. Directiecomité.

Samenstelling op datum van 9 maart 1970.

— de Nationale Voorzitter

P. Descamps

— de Voorzitter-Stichter

O. Vanaudenhove

— de uittreedende Nationale Voorzitter (in afwijking met de statuten :  
de oud-waarnemende Voorzitter)

E. Jeunehomme

— de twee Nationale Ondervoorzitters

N. Hougardy  
W. De Clercq

— de voorzitters van de parlamentsfracties :

Kamer : M. Piron  
Senaat : R. Vreven

— 3 door de voorzitter gekozen leden

C. De Baeck  
B. Risopoulos  
C. Poswick

- 2 gecoöpteerde leden  
Mevr. Descamps  
W. Cortois
- in afwijking met de statuten  
de Secretaris Generaal  
F. De Weert  
de Adjunct Secretaris-Generaal  
P. Rigo  
waarnemers  
H. Vanderpoorten  
L. Hannotte  
G. Delruelle  
A. Dewinter
- de Directrice van de Administratieve Diensten  
S. Paquier

#### 6. Partijvoorzitter.

Voorzitter	Datum van aanstelling	Kiescollege	Tegenkandidaat	Werkwijze / Resultaat
P. Descamps	8 juni 1969	Congres	E. Jeunehomme	687 op 1220 523 10 onthoudingen

#### 7. Partijleden.

1969	93.273
1970	77.654
1971	65.256
1972	64.607

Ledenaantal 1970-1971-1972: totaal van de liberale partijen zonder enkele Brusselse fracties (zie M. MAES. *De ledenaantallen van de politieke partijen in België*. Leuven, Afdeling Politologie - K.U. Leuven, 1988, blz 56-68 en 140-149).

#### 8. Publikaties.

*Programmatische publikaties.*

- *Verslag over de gemeenschapsvraagstukken van de Commissie Culturele Autonomie, op het Buitengewoon Nationaal Congres van de PVV-PLP van 20 en 21 maart 1970.*

- *Huit années « exaltantes ». Huit années de malheurs.* (1972). Stencil, 23 p.
- *Verkiezingen 1971. Nationaal Economisch en Sociaal Programma.* Brussel, 1971.
- *Nota inzake de Toestand in de zogeheten Voergemeenten.* Brussel, P. Hymans-centrum, 1971.
- *Verslag van de Commissie II: « Democratie in gevaar, van het Nationaal Congres van de PVV (PLP) op 17 en 18 juni 1972.*
- « 107 quater », *Werkdocument I: Technische bedenkingen bij de uitvoering van art. 107 quater van de Grondwet.* Brussel, P. Hymans-centrum, augustus 1972.

*Werkdocument II: Economische bedenkingen bij de uitvoering van art. 107 quater van de Grondwet.* Brussel, P. Hymanscentrum, augustus 1972.

- *Pluralisme in het onderwijs.* Brussel, 1972.
- *PVV-(PLP)-standpunten betreffende de Herziening van het Schoolpact.* Brussel, 1972.

*Organisatorische publikaties.*

- *Verslag van het Buitengewoon Nationaal Congres van PVV-PLP te Brussel op 20 en 21 maart 1970.*
- *Het Communautair Congres van de PVV van 20 en 21 maart 1970. Werkdocument.* Brussel, P. Hymanscentrum, 1970.

*Periodieke publikaties.*

- *Progrès*: Brussel, 1965—. Trimestriël.
- *Vooruitgang.* Brussel, 1971—. Beiden uitgegeven door het P. Hymans-centrum.

**PARTIJ VOOR VRIJHEID EN VOORUITGANG (PVV)**

1971 - 1981

**1. Nationale partijorganen : statutaire bepalingen.**

Statuten van 5-7 mei 1972.

Art. III. — *Organen.*

De organen van de Vlaamse PVV zijn :

1. De Algemene Vergadering.
2. Het Politiek Comité.
3. Het Uitvoerend Comité.

De Algemene Vergadering komt in Congres samen wanneer het om doctrinevraagstukken gaat of wanneer beslissingen moeten genomen worden die de toekomst van de Vlaamse PVV binden.

Art. IV. — *Voorzitterschap.*

1. De Voorzitter van de Vlaamse PVV wordt door de Algemene Vergadering bij geheime stemming, en bij volstreckte meerderheid van de geldige stemmen (blanco en ongeldige niet meegerekend), uitgebracht door de aanwezige leden, verkozen.

Bij de derde stembeurt wordt hij evenwel bij betrekkelijke meerderheid verkozen.

2. De Voorzitter wordt voor een duur van 4 jaar verkozen. Zijn mandaat is hernieuwbaar.

3. De Voorzitter zit de partijorganen voor, oefent de bevoegdheden uit die deze organen hem opdragen of die hem door de statuten worden verleend.

4. Iedere arrondissementsfederatie mag een kandidaat-Voorzitter voordragen.

5. Het ambt van Voorzitter van de Vlaamse PVV is onverenigbaar met het ambt van Minister, Staatssecretaris, Voorzitter van de Wetgevende Vergaderingen of Voorzitter van de PVV-PLP.

6. In geval van vacature, hetzij wegens ontslag, wegens overlijden of wegens een andere reden, wordt, overeenkomstig alinea 1 van dit artikel, een nieuwe Voorzitter van de Vlaamse PVV verkozen die het oorspronkelijk mandaat voleindigt.

Art. V. — *Ondervoorzitterschap.*

1. De twee Ondervoorzitters van de Vlaamse PVV worden door de Algemene Vergadering bij geheime stemming en bij volstreekte meerderheid van de geldige stemmen (blanco en ongeldige niet meegerekend), uitgebracht door de aanwezige leden, verkozen.

Bij de derde stembeurt ze evenwel bij betrekkelijke meerderheid verkozen.

2. De Ondervoorzitters worden voor een duur van vier jaar verkozen. Hun mandaat is hernieuwbaar.

3. De Ondervoorzitters vervangen de Voorzitter bij diens afwezigheid.

4. Iedere arrondissementsfederatie mag een kandidaat-Ondervoorzitter voordragen.

5. Het ambt van Ondervoorzitter van de Vlaamse PVV is onverenigbaar met het ambt van Minister, Staatssecretaris, Voorzitter van de Wetgevende Vergaderingen of Voorzitter van de PVV-PLP.

6. In geval van vacature, hetzij wegens ontslag, wegens overlijden of wegens een andere reden, wordt, overeenkomstig alinea 1 van dit artikel, een nieuwe Ondervoorzitter van de Vlaamse PVV verkozen, die het oorspronkelijk mandaat voleindigt.

Art. VI. — *Het Uitvoerende Comité.*A. *Samenstelling.*

Het Uitvoerend Comité bestaat uit :

a) de Voorzitter ;

b) de twee Ondervoorzitters ;

c) de Penningmeester ;

d) de Secretaris ;

e) een afgevaardigde uit de provincies Antwerpen, Brabant, Limburg, Oost-Vlaanderen en West-Vlaanderen.

De Secretaris en de Penningmeester worden gecoöpteerd door de Voorzitter en de twee Ondervoorzitters van de Vlaamse PVV.

De afgevaardigden bedoeld onder e) worden aangeduid door iedere provinciale federatie. Bij gebreke worden ze aangeduid bij onderling overleg tussen de arrondissementsfederaties van de betrokken provincie.

### B. *Werking.*

Tijdens de parlementaire zitting vergadert het Uitvoerend Comité **minstens één**s per week.

### C. *Manier van stemmen.*

Om geldig te kunnen stemmen moeten de helft van de leden van het Uitvoerend Comité aanwezig zijn. De beslissingen worden genomen bij meerderheid van de stemmen. Bij staking van stemmen is de stem van de Voorzitter beslissend.

De onthoudingen worden meegerekend voor de berekening van het aanwezigheidsquorum, doch niet voor de bepaling van het beslissingsquorum.

### D. *Bevoegdheid.*

Het Uitvoerend Comité :

1. Vertegenwoordigt de Vlaamse PVV en is belast met het **dagelijks** beheer.

2. Bereidt de vergaderingen van het Politiek Comité voor, en voert de beslissingen ervan uit.

3. Beraadslaagt en bepaalt het standpunt van de Vlaamse PVV wat betreft de dagelijkse beheersproblemen. Bij dringendheid neemt het de nodige politieke initiatieven, behalve degene die aan de Algemene Vergadering zijn voorbehouden. Het informeert de Voorzitters van de arrondissementfederaties, brengt verslag uit en geeft rekenschap aan het Politiek Comité.

4. Stelt aan het Politiek Comité de oprichting voor, in de schoot van de Vlaamse PVV, van werk- en studiegroepen voor het onderzoek van de hem gestelde problemen.

5. Mag, bij dringendheid, de Algemene Vergadering samenroepen en de agenda ervan vastleggen.

6. Beheert de geldmiddelen en bepaalt het statuut van het **personeel**.

7. Neemt het initiatief om aan de nationale organen de problemen voor te leggen waarover het een discussie nodig acht.

8. Duidt de leden aan voor de nationale partijinstanties.

9. Verzekert de politieke coördinatie tussen de provincies die **behoren** tot het Vlaamse gewest.

10. Bepaalt zijn administratieve betrekkingen met de provincies die behoren tot het Vlaamse gewest.

11. Regelt in voorkomend geval de geschillen tussen de provincies die behoren tot het Vlaamse gewest.

12. Regelt zijn secretariaat derwijze dat het alle verplichtingen die het wordt opgelegd kan nakomen.

13. Erkent de sociale, politieke en economische organismen en studiecentra die zitting zullen hebben in het Politiek Comité en in de Algemene Vergadering.

Art. VII. — *Het Politiek Comité.*

A. *Samenstelling :*

Het Politiek Comité is samengesteld uit :

1. De leden van het Uitvoerend Comité.
2. De leden van de Nederlandstalige groepen van Kamer en Senaat.
3. De in functie zijnde Ministers, Ministers van Staat en gewezen Ministers (nederlandstalige rol).
4. De provincieraadsleden.
5. De provinciale voorzitters.
6. De voorzitters van de arrondissementen.
7. Twee afgevaardigden van de Nationale Vrouwenfederatie.
8. Twee afgevaardigden van het Nationaal Jeugdverbond.
9. Twee afgevaardigden van het Nationaal Studentenverbond.
10. Twee afgevaardigden van de middenstandsorganisaties.
11. Twee afgevaardigden van de Landsbond der Liberale Mutualiteitsfederatiën.
12. Twee afgevaardigden van de Algemene Centrale der Liberale Vakbonden van België.
13. Twee afgevaardigden van het Paul Hymanscentrum.
14. Twee afgevaardigden van het Rogiercentrum.
15. Twee afgevaardigden van het Liberaal Vlaams Verbond.

16. Twee afgevaardigden van ieder der door het Uitvoerend Comité erkende sociale, politieke en economische organismen en studiecentra.

Kunnen eveneens deel uitmaken van het Politiek Comité van de Vlaamse PVV alle federaties of groeperingen die aangenomen worden bij een meerderheid van twee derde van de leden van het Politiek Comité.

Behalve voor wat de leden van het Uitvoerend Comité betreft, wordt de samenstelling van het Politiek Comité hierzien binnen een termijn van twee maanden na de wetgevende verkiezingen.

#### B. *Werking.*

Het Politiek Comité wordt van rechtswege minstens om de drie maand bijeengeroepen door het Uitvoerend Comité.

#### C. *Manier van stemmen.*

De beslissingen van het Politiek Comité worden genomen bij meerderheid van de stemmen van de aanwezige leden. De onthoudingen worden meegerekend voor de berekening van het aanwezigheidsquorum, doch niet voor de bepaling van het beslissingsquorum.

#### D. *Bevoegdheid.*

Het Politiek Comité :

1. Hoort het verslag van het Uitvoerend Comité over alle door dit laatste krachtens artikel VI, § D — lid 3, genomen beslissingen en spreekt zich dienaangaande uit.

2. Belast het Uitvoerend Comité met het onderzoek van alle kwesties die het nuttig acht, en met de uitvoering van alle beslissingen die het mocht nemen.

3. Behoudens wat voorzien is in artikel VI, § D, lid 5, roept het Congres bijeen en stelt de agenda ervan vast. Hierop worden alle kwesties ingeschreven waarvan een Federatie, beraadslagende overeenkomstig haar statuten, 15 dagen vóór zijn bijeenkomst, de behandeling vraagt.

4. Beslist, bij dringendheid, over de door de Partij te voeren politiek en spreekt zich uit over alle kwesties die niet door de statuten uitdrukkelijk voor de andere partijorganen zijn voorbehouden, met name over het beginsel der deelneming aan buiten de Vlaamse PVV opgerichte commissies of werkgroepen.

5. Draagt zorg voor de stipte naleving van de statuten en voor de tucht in de Vlaamse PVV.



Art. VIII. — *Algemene Vergadering.*

A. *Samenstelling.*

De Algemene Vergadering bestaat uit :

1. De leden van het Politiek Comité.
2. De agglomeratie- en federatieraadsleden, lid van de PVV.
3. De burgemeesters en de voorzitters van de gemeenteraadsfracties, lid van de PVV.

4. Afgevaardigden benoemd door de arrondissementsfederaties naar rato van 1 afgevaardigde per 1.000 door de Vlaamse PVV in het betrokken arrondissement behaalde stemmen bij de jongste algemene verkiezingen voor Kamer en Senaat (het hoogste cijfer, ofwel dit van de Kamer, ofwel dit van de Senaat, wordt in aanmerking genomen).

Elke fractie van 1.000 stemmen boven 500 geeft recht op 1 afgevaardigde meer.

De arrondissementsfederaties duiden hun afgevaardigden derwijze aan dat de kieskantons van het arrondissement vertegenwoordigd zijn naar verhouding van de jongste verkiezingsuitslagen in deze kantons.

5. Afgevaardigden benoemd door de arrondissementsfederaties naar rato van 1 afgevaardigde per 125 leden, waarbij iedere federatie recht heeft op 1 afgevaardigde meer voor iedere fractie van 125 leden boven de 75.

Het cijfer dat in aanmerking wordt genomen voor de vaststelling van het aantal afgevaardigden is dat van de door de arrondissementsfederaties voor het vorige jaar betaalde lidkaarten.

De arrondissementsfederaties duiden hun afgevaardigden derwijze aan dat de kieskantons van het arrondissement evenredig aan de getalsterkte van hun gewone leden vertegenwoordigd zijn.

6. Ten hoogste 15 afgevaardigden van ieder der door het Uitvoerend Comité erkende sociale, politieke en economische organismen en studiecentra.

De duur van de onder 4, 5 en 6 vernoemde mandaten bedraagt vier jaar, onverminderd het recht voor de arrondissementsfederaties of de afgevaardigde organismen om hun afvaardiging te wijzigen.

« Plaatsvervangenden van de onder 4 en 5 vermelde afgevaardigden kunnen aangeduid worden. Ze mogen slechts aanwezig zijn bij verhindering van de effectieve afgevaardigden, mits endossement van de oproeping door de effectieve afgevaardigden, ten gunste van de bij naam aangeduide plaatsvervanger. De arrondissementsfederaties duiden deze plaats-

vervangende afgevaardigden aan ten belope van de helft van het aantal van hun effectieve afgevaardigden.»

Voor de onder 6 aangeduide afgevaardigden moet de hoogst mogelijke spreiding over het gewest betracht worden.

#### B. *Werking.*

De Algemene Vergadering komt, op uitnodiging van het Uitvoerend Comité of van het Politiek Comité, tenminste éénmaal per jaar bijeen.

Ze komt in buitengewone Algemene bijeen telkens als het belang van de Vlaamse PVV zulks vereist of, binnen 30 dagen, op verzoek van 3 arrondissementsfederaties.

#### C. *Wijze van stemmen.*

De beslissingen van de Algemene Vergadering worden genomen bij meerderheid van de stemmen van de aanwezige leden. De onthoudingen worden meegerekend voor de berekening van het aanwezigheidsquorum, doch niet voor de bepaling van het beslissingquorum.

De geheime stemming is verplicht, wanneer het gaat om verkiezingen van personen, of telkens wanneer de omstandigheden het vereisen.

De Algemene Vergadering treft zijn beslissingen met een gekwalificeerde meerderheid van twee derde van de aanwezige leden, zo het om een wijziging gaat in de statuten van de Vlaamse PVV.

#### D. *Bevoegdheden.*

De Algemene Vergadering :

1. Verkiest de Voorzitter en de Ondervoorzitters van de Vlaamse PVV.
2. Maakt de statuten van de Vlaamse PVV op, en wijzigt ze.
3. Beraadslaagt en beslist in alle materies die volgens de grondwettelijke en de daaruit voortvloeiende wettelijke beschikkingen zullen toegewezen worden aan de Nederlandstalige Cultuurraad, de Nederlandstalige Cultuur-Commissie, het Vlaamse Gewest, de Nederlandstalige taalgroep, de gewestelijke economische raden.

In verband met die materies bepaalt ze in het kader van de PVV-doktrine, het partijbeleid van de Vlaamse PVV en legt ze het programma van de Vlaamse PVV vast.

4. Adviseert in alle aangelegenheden die aan de nationale partijinstan- ties voorbehouden zijn.

5. Bepaalt, voor de nationale lidkaart, het van de arrondissementsfede- raties te vorderen aandeel voor de Vlaamse PVV.

**Statuten van 10 oktober 1986** (voorheen 15 mei en 24 september 1977).

Art. III. — *Organen.*

De organen van de PVV op nationaal vlak zijn :

1. Het Voorzitterschap, het Ondervoorzitterschap en het Partijbureau.
2. De Partijraad.
3. Het Partijcongres.

Art. IV. — *Voorzitterschap.*

1. De Voorzitter van de PVV wordt gekozen door het Congres bij geheime stemming en bij volstrekte meerderheid van de geldige stemmen (blanco en ongeldige stemmen niet meegerekend), uitgebracht door de aanwezige leden.

Bij de tweede stembeurt wordt het evenwel bij betrekkelijke meerderheid verkozen.

2. De Voorzitter wordt voor de duur van 4 jaar verkozen. Het mandaat is éénmaal hernieuwbaar.

3. De Voorzitter zit de partijorganen voor, oefent de bevoegdheden uit die deze organen hem opdragen of die hem door de statuten worden verleend.

4. Iedere kandidaat-Voorzitter moet door tenminste één arrondissementsfederatie worden voorgedragen.

5. Het ambt van Voorzitter is onverenigbaar met het ambt van Minister, Staatssecretaris, Voorzitter van een Wetgevende Vergadering en lid van een Gemeenschaps- en/of Gewestelijke Executive(n).

6. In geval van vacature, hetzij wegens ontslag, wegens overlijden of wegens een andere reden, wordt tijdens het eerstvolgend congres, overeenkomstig alinea 1 van dit artikel een nieuwe Voorzitter verkozen die het oorspronkelijk mandaat voleindigt.

Art. V. — *Ondervoorzitterschap.*

1. De twee Ondervoorzitters van de PVV worden verkozen door het Congres bij geheime stemming in één stembeurt en bij betrekkelijke meerderheid van de geldige stemmen (blanco en ongeldige niet meegerekend), uitgebracht door de aanwezige leden. Om geldig te stemmen dienen twee stemmen te worden uitgebracht.

2. De Ondervoorzitters worden voor de duur van vier jaar verkozen. Hun mandaat is éénmaal hernieuwbaar.

3. Onverminderd de specifieke taken die hen kunnen worden opgedragen vervangen de Ondervoorzitters de voorzitter zo deze verhinderd of ontslagnemend is, dit in rangorde van de behaalde stemmen. Bij ontstentenis van beide Ondervoorzitters, neemt de Partijraad de bevoegdheden over van de Voorzitter en stelt in zijn schoot een interim-Voorzitter aan.

4. Iedere kandidaat-Ondervoorzitter moet door tenminste één arrondissementsfederatie worden voorgedragen.

5. Het ambt van Ondervoorzitter van de PVV is onverenigbaar met het ambt van Minister, Staatssecretaris, Voorzitter van een Wetgevende Vergadering en lid van een Gemeenschaps- en/of een Gewestelijke Executieve(n).

6. In geval van vacature, hetzij wegens ontslag, wegens overlijden of wegens een andere reden, wordt tijdens het eerstvolgend congres, overeenkomstig alinea 1 van dit artikel, een nieuwe Ondervoorzitter van de PVV verkozen, die het oorspronkelijk mandaat voleindigt.

Art. VI. — *Het Partijbureau.*

A. *Samenstelling.*

Het Partijbureau bestaat uit :

- a) De Voorzitter.
- b) De Ondervoorzitters.
- c) De Voorzitter van de PVV-fractie in iedere Wetgevende Vergadering.
- d) Een vertegenwoordiger van de PVV-leden in het Europees Parlement.
- e) De gewezen Voorzitters.
- f) Een afgevaardigde van de PVV-Jongeren en één afgevaardigde van de PVV-Vrouwen.
- g) Vijf effectieve en vijf plaatsvervangende leden bij betrekkelijke meerderheid verkozen door de Partijraad onder haar leden, voor een periode van vier jaar, die een aanvang neemt met het mandaat van het Voorzitterschap en het Ondervoorzitterschap.

Om geldig te stemmen dienen tien stemmen te worden uitgebracht.

Hun mandaat is éénmaal hernieuwbaar en onverenigbaar met het ambt van Minister, Staatssecretaris, Voorzitter van een Wetgevende Vergadering en lid van een Gemeenschaps- en/of Gewestelijke Executieve(n).

In geval van vacature, hetzij wegens ontslag, wegens overlijden of wegens een andere reden voleindigt het plaatsvervangend lid dat de beste rangschikking heeft het oorspronkelijk mandaat.

b) Op de eerste vergadering van het Partijbureau wordt/worden één of meer bijkomend(e) lid/leden van de Partijraad gecoöpteerd, woonachtig in die provincie waarin geen van de leden met effectieve stem woonachtig is; behorend tot de PVV-Vrouwen indien het minimum aandeel van 1/5 vrouwen in het Partijbureau niet werd bereikt, behorend tot de PVV-Jongeren indien het minimum aandeel van 1/5 jongeren in het Partijbureau niet werd bereikt.

Dit lid/deze leden heeft/hebben een effectieve stem. Op het (de) gecoöpteerde (lid) leden is dezelfde onverenigbaarheid van toepassing als bepaald sub g. Op de eerste vergadering van het Partijbureau worden tevens een Algemeen Secretaris en een Penningmeester aangeduid en desgevallend gecoöpteerd. Beide functies zijn onverenigbaar met deze vermeld in sub a, b, c, d, e, f.

i) Van ambtswege en met raadgevende stem, in geval van deelname aan de regering of aan een Gemeenschaps- en/of Gewestelijke Executieve(n) :

- één vertegenwoordiger onder de Ministers en/of Staatssecretarissen in de regering ;
- één vertegenwoordiger van de leden in de Gemeenschaps- en/of Gewestelijke Executieve(n).

### B. *Werking.*

Tijdens de parlementaire zitting vergadert het Partijbureau minstens éénmaal per week. Drie opeenvolgende ongewettigde afwezigheden leiden tot uitsluiting. Voor de noodwendigheid van zijn werkzaamheden kan het Partijbureau elkeen met raadgevende stem uitnodigen die het nuttig acht.

### C. *Bevoegdheden.*

Het Partijbureau.

1. Is verantwoordelijk voor de administratieve werking van de partij.
2. Beraadslaagt over en bepaalt de standpunten van de PVV. Het neemt de nodige politieke initiatieven, behalve degene die aan de Partij-

raad en aan het Partijcongres zijn voorbehouden. Het brengt verslag uit aan de Partijraad en geeft advies aan de Voorzitter voor het formuleren van politieke standpunten die geen uitstel dulden.

3. Roept buiten de statutair voorziene bijeenkomsten van de Partijraad in geval van hoogdringendheid dit orgaan samen, bereidt de vergaderingen ervan voor en voert de beslissingen ervan uit.

4. Beslist over de oprichting, in de schoot van de PVV van werk- en studiegroepen voor het onderzoek van de haar gestelde problemen.

5. Mag bij hoogdringendheid het partijcongres samenroepen en de agenda ervan vastleggen.

#### Art. VII. — *De Partijraad.*

##### A. *Samenstelling.*

De Partijraad bestaat uit :

1. De leden van het Partijbureau.
2. De Ministers van Staat.
3. De Ministers, Staatssecretarissen en leden van de **Gemeenschaps-**en/of Gewestelijke Executieve(n).
4. De PVV-leden en Ere-leden van de Wetgevende vergaderingen.
5. De PVV-leden van het Europees Parlement.
6. De PVV-Bestending Gedeputeerden.
7. De Voorzitters van de PVV-provincieraadsfracties.
8. Vijf afgevaardigden van de PVV-Jongeren.
9. Vijf afgevaardigden van de PVV-Vrouwen.
10. Eén of twee vertegenwoordigers van ieder door de Partijraad erkende sociale, politieke, culturele en economische organismen en studiecentra.
11. Eén afgevaardigde van elke arrondissementsfederatie en één afgevaardigde van Brussel-Hoofdstad ; deze afgevaardigden mogen geen parlementsleden zijn.
12. Dertig leden bij betrekkelijke meerderheid verkozen door het partijcongres onder haar leden, voor een periode van 4 jaar, die een aanvang neemt met het mandaat van het voorzitterschap en het ondervoorzitter-

schap. Hun mandaat is hernieuwbaar en onverenigbaar met het ambt van Minister, Staatssecretaris, Voorzitter van een Wetgevende vergadering en lid van een Gemeenschaps- en/of Gewestelijke Executieve(n).

Om geldig te stemmen dienen dertig stemmen te worden uitgebracht. Op de stembiljetten worden de kandidaten alfabetisch gerangschikt met vermelding van hun naam, hun voluit geschreven voornaam en hun woonplaats. In geval van vacature, hetzij wegens ontslag, wegens overlijden of wegens een andere reden wordt dit lid van de Partijraad opgevolgd door de eerste niet-verkozene.

#### B. *Werking.*

Tijdens de parlementaire zitting vergadert de Partijraad minstens éénmaal per maand. Drie opeenvolgende ongewettigde afwezigheden leiden tot uitsluiting. Tevens kan de Partijraad bij hoogdringendheid bijeengeroepen worden door het Partijbureau of op verzoek van minstens twintig van haar leden.

#### C. *Manier van stemmen.*

De beslissingen van de Partijraad worden genomen bij meerderheid van stemmen van de aanwezige leden. De onthoudingen worden niet meerekend voor de bepaling van het beslissingsquorum.

#### D. *Bevoegdheden.*

##### De Partijraad.

1. Hoort het verslag van het Partijbureau voor alle, door dit laatste krachtens artikel VI, § C — lid 2 genomen beslissingen, en spreekt zich dienaangaande uit.

2. Belast het Partijbureau met het onderzoek van alle kwesties die het nuttig acht, en met de uitvoering van alle beslissingen die het mocht nemen.

3. Behoudens wat voorzien is in het artikel VI, § C — lid 5. roept het congres bijeen en stelt de agenda ervan vast. Hierop worden alle kwesties ingeschreven waarvan een federatie, beraadslagende overeenkomstig haar statuten, 15 dagen voor zijn bijeenkomst, de behandeling vraagt.

4. Beslist met een gekwalificeerde meerderheid of een congres al dan niet statutair is.

5. Draagt zorg voor de stipte naleving van de statuten van de PVV.

6. Erkent de sociale, politieke, economische en culturele organismen en studiecetra die zitting hebben in het Partijcongres en de Partijraad en

bepaalt hun aantal vertegenwoordigers ; jaarlijks wordt een **activiteiten-**verslag voorgelegd aan de Partijraad. Deze kan overgaan tot **schorsing** en/of intrekking van de vertegenwoordiging in het Partijcongres en de Partijraad na betrokkenen gehoord te hebben.

7. Bepaalt het minimaal aandeel van de partijlidkaart voor de partij.

Art. VIII. — *Het Congres.*

A. *Samenstelling.*

Het Congres bestaat uit :

1. De leden van de Partijraad.

2. De provincieraadsleden.

3. De PVV-Burgemeesters, de Voorzitters van de PVV-gemeenteraadsfracties en de PVV-OCMW-Voorzitters.

4. Afgevaardigden benoemd door de arrondissementfederaties naar rata van 1 afgevaardigde per 1.250 door de PVV in het betrokken arrondissement behaalde stemmen bij de jongste algemene verkiezingen voor Kamer en Senaat (het hoogste cijfer, ofwel dit van de Kamer, ofwel dit van de Senaat, wordt in aanmerking genomen).

Iedere fractie van 1.250 stemmen boven 625 geeft recht op 1 afgevaardigde meer.

De arrondissementfederaties duiden hun afgevaardigden derwijze aan dat de kieskantons van het arrondissement of de daarmee gelijkgestelde kiesomschrijvingen vertegenwoordigd zijn naar verhouding van de jongste verkiezingsuitslagen in deze kantons ; ze duiden, hun afgevaardigden aan met inachtneming van de laatste alinea van artikel X van deze statuten.

5. Afgevaardigden benoemd door de arrondissementfederaties naar rata van 1 afgevaardigde per 150 leden, waarbij iedere federatie recht heeft op 1 afgevaardigde meer voor iedere fractie van 150 leden boven de 75. Het cijfer dat in aanmerking wordt genomen voor de vaststelling van het aantal afgevaardigden is dat van de door de arrondissementfederaties voor het vorige jaar betaalde lidkaarten.

De arrondissementfederaties duiden hun afgevaardigden derwijze aan dat de kieskantons van het arrondissement evenredig aan de getalsterkte van hun gewone leden vertegenwoordigd zijn. Ze duiden hun afgevaardigden aan met inachtneming van de laatste alinea van artikel X van deze statuten.

6. Vijftwintig afgevaardigden van de PVV-Jongeren en vijftwintig afgevaardigden van de PVV-Vrouwen.



7. Vijf of tien afgevaardigden van ieder door de Partijraad erkende sociale, politieke, culturele en economische organismen en studiecentra.

Hierover beslist de Partijraad overeenkomstig art. VII, § D, 6.

8. Drie afgevaardigden uit elke partijcommissie, die minstens vier werkvergaderingen per jaar belegt.

De duur van de onder 4, 5, 6 en 7 vernoemde mandaten bedraagt vier jaar, onverminderd het recht voor de arrondissementsfederaties om hun afvaardiging te wijzigen, binnen een termijn van 2 maanden na de wetgevende verkiezingen en/of na de jaarlijkse vaststelling van het aantal door de arrondissementsfederaties betaalde lidkaarten. De afvaardiging van de erkende sociale, politieke, culturele en economische organismen, studiecentra en partijcommissies wordt autonoom samengesteld en gewijzigd door het betrokken organisme, studiecentrum of partijcommissie.

#### B. *Werking.*

Het Congres komt, op uitnodiging van het Partijbureau of van de Partijraad, tenminste éénmaal per jaar bijeen.

Het komt samen wanneer het gaat om doctrinevraagstukken of wanneer beslissingen moeten genomen worden die de toekomst van de PVV binden. Het komt in buitengewoon congres bijeen telkens als het belang van de PVV zulks vereist of binnen 30 dagen, op verzoek van 3 arrondissementsfederaties.

#### C. *Manier van stemmen.*

De beslissingen van het Congres worden genomen bij meerderheid van stemmen van de aanwezige leden. De onthoudingen worden niet meegeteld voor de bepaling van het beslissingsquorum. De geheime stemming is verplicht wanneer het gaat om verkiezingen van personen of op verzoek van minstens drie arrondissementsfederaties. Het Congres treft zijn beslissingen met een gekwalificeerde meerderheid van tweederde van de aanwezige leden, zo het om een wijziging gaat in de statuten van de PVV.

#### D. *Bevoegdheden.*

Het Congres.

1. Bepaalt de doctrine.
2. Maakt de statuten op en wijzigt ze.

3. Verkiest de Voorzitter, de Ondervoorzitters en de onder artikel VII, § A, 1 voorziene leden van de Partijraad.

4. Heeft soevereine beslissing over alle aangelegenheden die in deze statuten niet uitdrukkelijk aan een ander partijorgaan zijn opgedragen.

## 2. Organigram van de nationale partijorganen.

(Met schatting van hun ledenaantal op basis van de statuten).

1972 :

Voorzitter

2 Ondervoorzitters

Uitvoerend Comité : 12 leden

Politiek Comité : ± 150 leden

Algemene Vergadering - Congres : ± 1500 leden

1977 :

Voorzitter

2 Ondervoorzitters

Dagelijks Bestuur : ± 10 leden

Uitvoerend Comité : ± 75 leden

Politiek Comité : ± 200 leden

Congres : ± 1350 leden

1982 :

Voorzitter

2 Ondervoorzitters

Partijbureau : ± 16 à 18 leden + 2 met raadgevende stem

Partijraad : ± 180 leden

Partijcongres : ± 1750 leden

### 3. Algemene Vergadering - Congres.

- Eerste Algemene Vergadering, 27 juni 1971, Brussel.  
Vlaams liberaal manifest « *Steeds meer* » ; nieuwe structuren. Opkomst : meer dan 300 mandatarissen (*Le Soir*, 27-28 juni 1971).
- Eerste statutair en doctrinair Congres, 5-7 mei 1972, Blankenberge.  
Statuten ; verkiezing Voorzitter en Ondervoorzitters.
- Algemene Vergadering, 21 januari 1973, Brussel.  
Goedkeuring ontwerp van regeerakkoord : 581 ja, 42 nee, 2 onthoudingen.
- Algemene vergadering, 4 maart 1973, Brussel.  
Verkiezing Voorzitter en Ondervoorzitters.
- Tweede Congres van de Vlaamse PVV, 16-18 november 1973, Blankenberge.  
« Pleidooi voor een modern centrumbeleid ».
- Derde congres van de Vlaamse PVV, 18-20 oktober 1974, Hasselt.  
« Bouwstenen voor het Centrum ».
- Vierde Congres van de Vlaamse PVV, 17-19 oktober 1975, Antwerpen.  
« Een vermagerinskuur voor de Staat ».
- Vijfde Congres van de Vlaamse PVV, 24 april 1976, Sint-Niklaas.  
« Twee jaar PVV-aanwezigheid in de regering ».
- Congres, 18 september 1976, Gent.  
Gemeenteraadsverkiezingen en politieke toestand.
- Verkiezingscongres, 26 maart 1977, Antwerpen.  
Programma parlementsverkiezingen 17 april 1977.
- Zesde Congres van de Vlaamse PVV, 23-25 september 1977.  
Sociale zekerheid ; partijstatuten ; Europese verkiezingen.
- Verkiezingscongres, 26 november 1978, Brussel.  
Programma parlementsverkiezingen, 17 december 1978.  
Opkomst : meer dan 2.500 militanten (*Het Laatste Nieuws*, 27 november 1978).
- Europees verkiezingscongres, 20 mei 1979, Gent.  
Opkomst : 1.000 militanten (*Het Laatste Nieuws*, 21 mei 1979).
- Ideologisch Congres, 26-28 oktober 1979, Kortrijk.  
Opkomst : zowat 400 partijleden (*Het Laatste Nieuws*, 29 oktober 1979).

- Ideologisch Congres (tweede gedeelte), 18-19 januari 1980, Kortrijk.  
Opkomst : 500 tot 600 PVV-militanten (*Het Laatste Nieuws*, 21 januari 1980).
- Congres, 15 mei 1980, Brussel.  
Regeringsdeelname : 575 ja, 50 nee, geen onthoudingen.
- Congres, 17-18 oktober 1980, Turnhout.  
Evaluatie regeringsdeelname.  
Opkomst : meer dan 1.000 PVV-leden (*Het Laatste Nieuws*, 20 oktober 1980).
- Zevende Congres van de Vlaamse PVV, 8-9 mei 1981, Izegem.  
Meer kansen voor kansarmen in Vlaanderen.
- Congres, 23-25, oktober 1981, Brussel.  
Wonen in Vlaanderen; parlementsverkiezingen ; verkiezing Voorzitter en Ondervoorzitters.  
Opkomst : 5 à 600 militanten (*Het Belang van Limburg*, 26 oktober 1981).

#### 4. Uitvoerend Comité - Dagelijks Bestuur.

Samenstelling : gegevens enkel beschikbaar voor 1976-1982, op basis van *De Gids der Ministeries*.

Bijkomende afkorting : D = leden van het Dagelijks Bestuur.

	1976-77	1977-78	1978-79	1979-80	1980-81	1981-82
F. Boey	P	P	P	P	P	X
A. Claes	P	P	P	P	P	P
S. Claes - Van Waes	X	X	X	X	X	X
F. Colla	OP	OP	P	P	P	P
E. Cuvelier	P	P	P	P	P	P
P. De Clercq	P	P	P			
W. De Clercq	M	P	VPD	VPD	VPD	M
H. Denijs	X	X	X			
A. De Winter	M	P	OPD	OPD	M	P
L. D'Haeseleer	M	X	X	X	X	X
S. Février	P	P	PD	PD	PD	PD
F. Grootjans	VP	VP	PD	PD	PD	VPD
J. Hendrickx	P	X				
L. Hermans - Michielsens	O	OP	PD	PD	M	P
B. Humblet	X	X				
L. Lion	X	X				
W. Schollaert	X					
G. Sprockeels	P	P	P	P	P	P
K. De Gucht		X	D	X		
J. Bascour			P	P	P	OPD
J. Bellens			X			P
R. Bonnel			P	P	P	P
E. Bcx			X	X	X	
J. Buchmann			D	D	D	D
A. Colson			X	D	D	D
H. Coomans			X	X	X	
R. Coppens			X	X	X	X
W. Cortois			X	X	X	X
J. Daems			P	P	P	P
E. Daver			X	X	X	X
M. Decoster			X	P	P	P
H. De Croo			PD	PD	M	M
L. De Grève			P	P	P	P
F. Dehaene			X	X	X	X
R. De Merlier			X			
A. De Mol			X	X	X	X
M. De Padt			P			
J. Devolder			X	X	X	X
E. Devriendt			X	X	X	X
D. D'Haeseleer			P			
R. D'Haeyer			P	P	P	X
E. Dierinck			X	X	X	X
W. Eykmans			X	X		
A. Flour			X			
J. Glibert			X	X	X	X
J. Hermans			X	X	X	X
A. Kempenaere			OPD	OPD	M	M
P. Kronacker			X	X	X	X
A. Lahaye - Duclos			X	P	P	X
J. Leduc			X	X	X	X
G. Leyman			X	X	X	X
L. Merchiers			X	X	X	X
F. Mouling			X	X	X	X
A.M. Neyts - Uyttebroeck			X	X	D	DM
G. Paulus			X	X		
J. Pede			P	P	PD	P
K. Poma			P	D	D	D
J. Poortmans			P			
R. Samain - Omwal			X	X	X	X
G. Schrans			P			

J. Van Assche			X			
O. Vanaudenhove			X	X	X	X
I. Van Belle				P	P	P
R. Van Caeyzele			X			
W. Vandendijck			X	X	X	X
M. Van der Bruggen			X	X	X	X
H. Vanderpoorten			PD	PD	M	PD
E. Vandersmissen			P	P	P	P
L. Van de Velde			X	P	P	P
<b>F. Verberckmoes</b>			<b>P</b>	<b>P</b>	<b>P</b>	<b>P</b>
G. Verhofstadt			X	D	D	D
F. Vreven			P	P	PD	MD
R. Vreven			X			
L.G. Waltiel			P	P	P	M
F. Wijnakker			X			
Mevr. Bernaerts - Viraux						
L. Brill				X	P	P
L. Coolsaet				X	X	X
R. De Clercq				P	X	P
A. De Cordier				P	P	X
J. Demeulenaere				X	X	X
P. Dewael				X	X	OD
L. Gaelens				X	X	
M. Honorez				X		
M. Kenens				P	P	X
M. Lahaye				X	X	X
J. Nutkewitz				P	P	P
L. Pans				P	P	P
W. Taelman				P	P	P
A. Tisson - Desloovere				X	X	X
I. Vanbelle				P	P	P
O. Vandenbroeck				P	P	P
W. Van Renterghem				P	P	P
L. Huybrechts					X	
F. Truyts					X	X
L. Van Hoek					X	X
Ch. Van Rouveroy					X	
E. Beysen						P
G. Dleudonné						X
G. Franck						X
P. Peremans						X
A. Van Hauter						X
G. Van Hoek - Van den Berghe						X
R. Van Quaquelbeke						X
<b>Totaal</b>	<b>19</b>	<b>19</b>	<b>10 D</b>	<b>12 D</b>	<b>10 D</b>	<b>11 D</b>
Parlementairen	12	12	8	8	5	6
Ministers	63,2	63,2	80 %	66,7 %	50 %	54,5 %
	3					2
	15,8 %					18,2 %
Vrouwen	2	2	1	1	1	1
	10,5 %	10,5 %	10 %	8,3 %	10 %	9,1 %
% ten opzichte van Totaal						
Totaal		—	72	77	77	80
Parlementairen			31	40	40	37
Ministers			43,1 %	51,9 %	51,9 %	46,3 %
					5	6
					6,5 %	7,5 %
Vrouwen			6	7	7	8
			8,3 %	9,1 %	9,1 %	10 %
% ten opzichte van Totaal						

## 5. Partijvoorzitter.

Voorzitter	Datum van aanstelling	Kiescollege	Tegenkandidaten	Werkwijze/uitslag
W. De Clercq	9 mei 1971	Parlements- en provincieraadsleden, arrondissementale en provinciale voorzitters	Geen	?
W. De Clercq	6-7 mei 1972	Congres	Geen	434 op 447
F. Grootjans - interim	26 januari 1973	S'atutaire opvolging		
F. Grootjans	4 maart 1973	Algemene Vergadering	Geen	282/308
W. De Clercq	25 september 1977	Congres	Geen	92,14 %
F. Grootjans - interim	17 december 1981	Dagelijks Bestuur	Geen	Unaniem
G. Verhofstadt	23 januari 1982	Congres	Geen	671/783

## 6. Partijleden (1).

1971	29.134	1976	48.369	1981	60.926
1972	31.074	1977	54.788	1982	66.336
1973	34.241	1978	57.520	1983	69.329
1974	37.257	1979	55.835	1984	72.480
1975	43.794	1980	58.625	1985	73.631

## 7. Verkiezingscampagnes : kostprijs (in miljoen BF en in prijzen van de betreffende jaren).

1974	26,2	1979	25,0
1976	37,6	1981	75,6
1977	61,9	1985	114,1

## 8. Publikaties.

*Programmatische publikaties.*

- *Steeds meer. Vlaamse Liberaal Manifest '71.* Brussel, 45 blz.
- *Het Belgisch beleid voor ontwikkelingssamenwerking.* Brussel, 35 blz.
- *Economische blauwdruk. Negen hoofdstukken en honderd maatregelen ter bestrijding van de crisis en ter bevordering van de werkgelegenheid.* Brussel, 37 blz.
- *De Staat tegen de burger. Pleidooi voor een modern centrumbeleid. Tweede Congres, Blankenberge, 16 en 17 november 1973.* Brussel, 85 blz.

(1) M. MAÏS, *De ledenaantallen van de politieke partijen in België.* Leuven, Afdeling Politologie, 1988, blz. 58.

- *Bouwstenen voor het Centrum. Derde Congres, Hasselt, 18-19-20 oktober 1974.* Brussel, 187 blz.
- *Ontwikkelingshulp.* Brussel, 1974, 29 blz.
- *Kaderproblematiek. Studiedag, Gent, 28 september 1974.* Brussel, 79 blz.
- *Het is tijd! Voor politieke vernieuwing. Maart 1974. (Verkiezingsprogramma).* Stencil, 8 blz. Ook als extra-editie van *Volksbelang.* Brussel, niet gepagineerd.
- *Een vermageringskuur voor de Staat? Vierde Congres. Antwerpen, 17-18-19 oktober 1975.* Brussel, 51 blz.
- *Het gehandicaptenbeleid. PVV-dossier.* Brussel, 1976, 101 blz.
- *Op weg naar de pacificatie. PVV-standpunt inzake de Staatshervorming.* Brussel, 1976, 9 blz.
- *Ruimtelijke ordening, grondbeleid en huisvesting.* Brussel, 1976, 52 blz.
- *De vrouw en de PVV.* Brussel, 1976, 68 blz.
- *De PVV en het leefmilieu.* Brussel, 1976, 32 blz.
- *De vrije onderneming: een verdedigingsmiddel van de democratie?* Brussel, 1976, 11 blz.
- *De vrije onderneming van morgen.* Brussel, 1976, 16 blz.
- *Is dit land nog te regeren.* Brussel, 1976, 23 blz.
- *Uw problemen eisen bekwame mensen, 10 oktober 1976. (Verkiezingsprogramma).* Brussel. Niet gepagineerd.
- *Dossier Zaïre.* Brussel, 1977, 10 blz, 15 blz bijlagen.
- *De internationale ontwikkelingssamenwerking.* Brussel, 1977, 8 blz.
- *Energie. Blauwboek.* Brussel, 1977, 108 blz.
- *Land- en tuinbouw. PVV-dossier.* Brussel, 1977, 107 blz.
- *Dit program is het mijne. Bekwaam, zelfstandig, verdraagzaam, zeker. 17 april 1977. (Verkiezingsprogramma).* Brussel, 1977. Niet gepagineerd.
- *Gisteren, vandaag, morgen. Het liberaal manifest van de Partij voor Vrijheid en Vooruitgang.* Brussel, 1978, 23 blz.
- W. De Clercq. *Het sociaal gelaat van het Liberalisme.* Gent, Studiecentrum. Prof. Dr. H. Uyttersprot, 1978, 28 blz.
- *De nieuwe weg. Het ideologisch manifest van het moderne liberalisme.* Brussel, 1978, 65 blz.
- *Fair partnership tussen arbeid en kapitaal.* Brussel, 1978, 36 blz.
- *Ontwikkelingssamenwerking, 11/11/11 actie. Negentien antwoorden op negentien vragen aan politici.* Brussel, 1978, 20 blz.
- *« Rechtvaardigheid en solidariteit ». De hervorming van de Sociale Zekerheid.* Brussel, 1978, 42 blz.



- *Wakker worden.* (Verkiezingsprogramma, 17 december 1978). Gent. Niet gepagineerd.
- *Ieder zijn kans.* Brussel, 1979, 62 blz.
- *Ontwikkelingssamenwerking.* PVV-dossier. Brussel, 1979, 25 blz.
- *Kansen voor een verenigd Europa.* Brussel, 1979, 32 blz.
- *Handvest van het moderne liberalisme.* Brussel, 1980, 44 blz.
- *Het liberaal herstelplan. Een actualisatie van de economische blauwdruk van de PVV.* Brussel, 1980, 32 blz.
- *Ontwikkelingssamenwerking. Feiten en opties.* Brussel, 1980, 64 blz.
- *Is het failliet van België nog afwendbaar?* Brussel, 1981, 31 blz.
- *Niet U, maar de Staat leeft boven zijn stand. Het Liberaal Herstelplan, 9 maart 1981.* Brussel, 1981, 44 blz + bijlage.
- *Persnota's. Nu of Nooit. 15 oktober 1981.* (Verkiezingsprogramma). Stencil, 23 blz.

*Periodieke publikaties.*

- *Vademecum van de PVV-gemeenteverkozenen.* Driemaandelijks tijdschrift, 1971-1976.
- *Besturen.* Driemaandelijks tijdschrift van de Liberale federatie van plaatselijke mandatarissen, 1980-1986.
- *PVV-Magazine.* Maandelijks ledenblad, 1975-1982. Oplage: ± 40.000 in 1975, ± 60.000 in 1982.
- *Vooruitgang.* Driemaandelijks tijdschrift uitgegeven door het Paul Hymanscentrum, 1971.

**PARTI DE LA LIBERTE ET DU PROGRES WALLON (PLPW)  
1971 - 1977**

**1. Statuts.**

- *Statuts du PLP Wallon. Assemblée générale à Namur, les 27-28 mai 1972.* Stencil, 12 p.
- *Statuts du PLP Wallon. Assemblée générale à Gembloux, le 14 décembre 1974.* Stencil, 8 p.

**2. Organigramme des organes directeurs.**

(Nombres des membres : estimations basées sur les statuts).

**1972 :**

Président

Vice-Président

|  
Collège Exécutif : 5 membres + 3 avec voix consultative

|  
Bureau : ± 100 membres

|  
Comité Politique : ± 450 membres

|  
Assemblée Générale : 1500 à 1700 membres

**1974 :**

Président

2 Vice-Présidents

| Ombudsman  
Collège Exécutif : ± 20 membres + 5 à 10 voix consultatives

|  
Bureau : ± 150 membres

|  
Congrès : ± 1100 membres

**3. L'Assemblée générale — Le Congrès.**

- Assemblée constitutive du PLP de la région wallonne, le 12 juin 1971, Bruxelles.  
Constitution en aile autonome, désignation d'un Président.

- Assemblée générale, les 27 et 28 mai 1972, Namur.  
Structures et statuts ; doctrine ; action politique.  
Nombre des participants : plus de 700 (*Le Soir*, les 28-29 mai 1972).
- Assemblée générale, le 21 janvier 1973, Charleroi.  
Approbation du projet de programme de gouvernement : 320 oui, 207 non, 2 abstentions.
- Assemblée générale, les 25-26 mai 1973, Oteppe.  
L'entreprise et la doctrine libérale ; présent et avenir du parti politique traditionnel.  
Nombre des participants : un demi-millier de délégués (*Le Soir*, les 27-28 mai 1973).
- Assemblée générale, le 15 décembre 1973, Namur.  
Action gouvernementale ; élection présidentielle.  
Nombre des participants : plus de 900 (*Le Soir*, les 16-17 décembre 1973).
- Assemblée générale électorale, les 16-17 février 1974, Dinant.  
Plate-forme électorale ; le libéralisme social.
- Assemblée générale, le 23 avril 1974, Namur.  
Participation gouvernementale : unanimité moins un et 3 abstentions.  
Nombre des participants : quelque 400 personnes (*Le Soir*, le 24 avril 1974).
- Assemblée générale, le 14 décembre 1974, Gembloux.  
Statuts ; problèmes agricoles.
- Congrès, les 24-25 mai 1975, Tournai.  
Un projet de vie libérale ; une société pour l'homme.
- Congrès, les 11 et 12 juin 1976, Liège.  
La commune en dentier ; les jeunes face à la société de demain.
- Congrès, le 15 janvier 1977, Liège.  
Adhésion au PRLW : unanimité moins 12 et 2 abstentions.  
Nombre des participants : quelque 750 personnes (*Progrès. Numéro spécial*, 1977).

## 4. Le Président.

Président	Date de désignation	Collège électoral	Autres candidats	Mode / résultats
E. Jeunehomme	12 juin 1971	Assemblée constitutive	Aucun	Par applaudissements
M. Moreau de Melen, intérim	16 octobre 1973	?	?	?
A. Damseaux	16 décembre 1973	Congrès	L. Hanotte	410 sur 799 389

## 5. Les membres (1).

1972	28.433
1975	34.700

## 6. Campagnes électorales : les coûts (en millions de francs belges et en tenant compte des prix courants de l'époque).

1974	26,2
1976	10,3

## 7. Publications.

*Publications programmatrices.*

- *Les options essentielles du PLP de a région wallonne.* 1972. 35 p.
- *Plate-forme électorale du PLP wallon. Dix propositions de progrès. Programme en 10 points pour 4 ans.* 1974. Stencil, 17 p.
- *Actualisation de la position du PLP wallon en matière de régionalisation définitive et de structure de l'Etat.* 1976. Stencil, 6 p.

*Publication périodique.*

*Progrès.* Trimestriel, édité par le Centre P. Hymans, 1965 — .

---

(1) M. MAES, *De ledenaantallen van de politieke partijen in België.* Leuven, Afdeling Politologie, 1988, blz. 58.

## PARTI DES REFORMES ET DE LA LIBERTE DE WALLONIE (PRLW) 1977 - 1979

### 1. Statuts.

- *Congrès de Ciney, le 26 novembre 1977. Texte des statuts du PRLW présenté au Congrès par la Commission des Statuts. Stencil, 9 p.*

### 2. Organigramme des organes directeurs.

(Nombres des membres : estimations basées sur les statuts).

1977 :

Président

3 Vice-Présidents

Secrétaire Général Politique

Trésorier

Commission de Conciliation et d'arbitrage : ± 30 membres

Bureau : ± 30 membres

Comité Permanent : ± 240 membres

Congrès : ± 2200 à 2400 membres

### 3. Le Congrès.

- Congrès constitutif du PRLW, le 15 janvier 1977, Liège.  
Nombre des participants : 2000 (*Progrès*. Numéro spécial, 1977).
- 1<sup>er</sup> Congrès du PRLW, le 2 avril 1977, Charleroi.  
Réforme de l'entreprise ; politique agricole ; petites et moyennes entreprises ; redressement wallon.  
Nombre des participants : un bon millier de personnes (*Le Soir*, les 3-4 avril 1977).
- Congrès statutaire du PRLW, le 26 novembre 1977, Ciney.  
Statuts ; action politique ; élection présidentielle.

#### 4. Organes directeurs constitutifs.

##### *Le Directoire constitutif.*

Président :	J. Rey	
Vice-Présidents :	P. Descamps R. Henrion F. Perin	
Membres :	C. Cornet A. Damseaux J. Defraigne J. Gol L. Hanotte F. Janssens E.-E. Jeunehomme	E. Knoops J.-P. Levecq L. Olivier R. Schreber M. Toussaint J. Wathelet
Secrétaire :	G. Delruelle	

##### *Le Bureau Permanent.*

Président :	A. Damseaux	
Secrétaire politique :	J.-P. Levecq	
Secrétaire administratif :	P. Bruyneel	
Membres :	A. Bertouille G. Delruelle J. Gol	E. Knoops J. Wathelet

##### *Le Comité Permanent.*

Président :	A. Damseaux	
Vice-Présidents :	A. Bertouille J. Bock A. Lagneau	
Membres :	E. Baeckland J. Bieva J. Borsu P. Bruyneel J. Chantry P. Chevalier	J. Coen C. Cornet J. Declerck J. Defraigne G. Delruelle J. Delruelle-Ghobert

P. Descamps	J. Herbage	Ph. Monfils
D. D'Hondt	J. Herzet	G. Moortgat
A. Dubois	R. Hulet	Cl. Mourue
D. Ducarme	F. Janssens	J. Nicolas
R. Dufour	I. Jaiselette	L. Olivier
M. Dujardin	M. Javaux	M. Olivier
L. Dutilleux	E.-E. Jeunehomme	F. Perin
A. Evers	E. Knoops	G. Pierard
M. Foret	N. Kohn	O. Piette
B. Gentges	I. Koniec	Ch. Poswick
J. Gheude	S. Kubla	Ph. Reul
J. Gillet	H. Lahier	J. Rey
J. Goblet d'Aviella	J. Lausier	R. Schreder
J. Gol	L. Leonard	A. Soudan
P. Gourdin	J.-P. Levecq	A.-M. Straus-Godet
M. Graftiaux	B. Liebin	P. Stroobants
J.-C. Grégoire	A. Liegeois	E. Tasiaux
J. Grenier	M. Lince-Beck	M. Toussaint
L. Hanotte	G. Manigart	R. Kalentin
P. Hazette	R. Marechal	J. Wathelet
J. Hennebert	G. Marnette	L. Willemain
R. Henrion	R. Mathieu	

## 5. Le Président.

<i>Président</i>	<i>Date de désignation</i>	<i>Collège électoral</i>	<i>Autres candidats</i>	<i>Mode / résultats</i>
A. Damseaux	15 janvier 1977	Congrès	Aucun	Applaudissements
A. Damseaux	26 novembre 1977	Congrès	Aucun	895 sur 971

## 6. Les membres.

Nombre en 1978 : 42.000.

## 7. Campagne électorale : les coûts (en millions de francs belges et en tenant compte des prix courants de l'époque).

1977 41,1 (les coûts du Parti Libéral (Bruxelles) inclus).

## 8. Publications.

*Publications programmatrices.*

— *Appel aux Wallons*. Liège, (1977). Brochure, 13 p.

- J. GOL. *Le redressement wallon. Les solutions des réformateurs wallons face à la crise.* 1977, 68 p.
- *Plate-forme électorale. Avril 1977. Faire face avec le PRLW. Réalisme, réformes, régionalisation, responsabilité.* 24 p.
- *Le programme du PRLW. Elections '78.* (En exclusivité pour *Questions pour demain*, 2, 1978, 9, 32 p.).

*Publication organisationnelle.*

- *Congrès constitutif. Parti des Réformes et de la Liberté de Wallonie.* Liège, 1977. (*Progrès*. Numéro spécial), 52 p.

*Publications périodiques.*

- *Questions pour demain.* Revue mensuelle de réflexion politique. Godinne, 1977 — .
- *Progrès.* Trimestriel, édité par le Centre P. Hymans, 1965 — .



**PARTI REFORMATEUR LIBERAL (PRL).  
1979 - 1982**

**1. Organes directeurs : dispositions statutaires.**

Statuts adoptés le 23 juin 1979 à Bruxelles.

Art. 4. — *Les organes.*

Les organes du PRL sont :

1. Le Congrès.
2. Le Comité Permanent.
3. Le Bureau.
4. La Commission de Conciliation et d'Arbitrage.

Art. 5. — *Le Congrès.*

1. *Composition.*

1. Les membres du Comité Permanent.

2. Les délégués désignés par les fédérations d'arrondissement et la Régionale de Bruxelles à raison d'un délégué par 50 membres affiliés dans l'arrondissement ou la Régionale de Bruxelles pour l'année précédant celle de la convocation du Congrès. Toute fraction de 50 membres supérieure à 25 donne droit à un délégué supplémentaire. Le chiffre qui sera pris en considération pour fixer le nombre de délégués sera celui des cartes de membres dont les souches auront été retournées au siège du Parti par les fédérations d'arrondissement et la Régionale de Bruxelles.

3. Les délégués désignés par les fédérations d'arrondissement et la Régionale de Bruxelles à raison d'un délégué par 500 voix recueillies par le PRL dans ces arrondissements et à Bruxelles, aux dernières élections législatives pour la Chambre des Représentants. Toute fraction de 500 voix supérieure à 250 donne droit à un délégué supplémentaire.

Les fédérations d'arrondissement et la Régionale de Bruxelles désignent leurs délégués de façon telle que les cantons ou districts électoraux soient représentés proportionnellement au nombre de leurs membres effectifs et des voix obtenues lors du scrutin précédent.

Les délégués doivent être membres du PRL ;

4. Les élus provinciaux, communaux, d'agglomération et les membres des CPAS.

5. Les présidents des associations communales.

6. Les délégués des organismes sociaux, politiques, économiques et culturels reconnus en vertu de l'article 6 des statuts.

7. 70 délégués désignés par la Fédération des JRL.

8. 30 déléguées désignées par la Fédération des Femmes PRL.

## 2. *Compétences.*

1. Le Congrès est l'organe souverain du PRL ; il définit la doctrine.

2. Il élit le Président du PRL.

3. Il vote et modifie les statuts.

La majorité des 2/3 des membres présents est requise pour les modifications statutaires. L'article 15 relatif aux structures décentralisées pour la région bruxelloise ainsi que les points des présents statuts qui concernent la représentation de la Régionale de Bruxelles au sein des organes du PRL ne peuvent être modifiés qu'à la double majorité des 2/3 de l'ensemble des membres du Congrès et de l'ensemble des membres du Congrès appartenant à la Régionale de Bruxelles.

Avant d'être soumise au Congrès, toute proposition de modification statutaire doit être approuvée par le Comité Permanent à la majorité simple. Dès lors, le Congrès sera convoqué dans les deux mois.

4. Il décide des options à prendre lors de l'élaboration d'un programme gouvernemental et de la participation éventuelle du Parti au gouvernement national et à l'exécutif communautaire.

## *Dispositions particulières.*

Après chaque élection législative, la composition du Congrès est adaptée en fonction des résultats électoraux et du nombre des affiliés de l'année précédente.

## 3. *Fonctionnement.*

Le Congrès est convoqué :

— annuellement, à l'initiative du Comité Permanent qui établit l'ordre du jour ;

— en cas d'urgence, à l'initiative du Bureau qui établit l'ordre du jour ;

- obligatoirement pour décider de la participation à un gouvernement national, à un exécutif communautaire ;
- à la demande de cinq fédérations d'arrondissement appartenant à plus d'une province ou de la Régionale de Bruxelles et de deux fédérations d'arrondissement.

#### Art. 6. *Le Comité Permanent.*

##### 1. *Composition.*

Le Comité Permanent comprend :

- le Président ;
- les anciens Présidents ;
- le Président national du PRL-PVV, s'il est membre du PRL ;
- le premier Vice-Président ;
- les trois Vice-Présidents ;
- le Secrétaire Général Politique ;
- le Secrétaire Politique adjoint ;
- les membres de la Commission de Conciliation et d'Arbitrage ;
- les parlementaires, les parlementaires européens ainsi que leur premier suppléant ;
- les membres des Conseils régionaux et, jusqu'à la création du Conseil Régional de Bruxelles, les membres du Conseil d'agglomération ;
- les chefs de groupe aux Conseils provinciaux ou, pour la province de Brabant, le Vice-Président s'il échet ;
- les membres du Conseil Culturel de la Communauté Culturelle de langue allemande ;
- les membres PRL de la Commission Française de la Culture de l'Agglomération bruxelloise ;
- les Présidents et Secrétaires généraux politiques des Fédérations provinciales, d'arrondissement et de la Régionale de Bruxelles ;
- le Président régional PRL (PFF - Partei für Freiheit und Fortschritt) de la région de langue allemande ;
- le Secrétaire Général Administratif ;
- le Trésorier Général et le Trésorier Général adjoint ;
- le Directeur du Centre Paul Hymans ou son délégué, membre du PRL ;
- les membres représentant le PRL dans les organismes régionaux et économiques de la Wallonie (CERW - SDR) et de Bruxelles (Conseil Economique du Brabant - SDR).

Le Comité Permanent comprend également :

- 6 représentantes de la Fédération des Femmes pour les Réformes et la Liberté ;
- 2 représentants de l'Association « Défense de la périphérie bruxelloise » ;
- 1 représentant de l'Association socio-culturelle wallonne ;
- 1 représentant de la Société libérale d'études et de conférences ;
- 1 représentant de l'Association solidarité libérale ;
- 4 représentants de la Confédération des Organisations de Jeunesse pour les Réformes et la Liberté ;
- 2 représentants de la Ligue des Mutualités Libérales ;
- 2 représentants du Syndicat Libre de la Fonction Publique ;
- 14 représentants de la Fédération des Mandataires provinciaux, d'agglomération et communaux à raison de deux par province, 2 pour l'arrondissement de Nivelles et 4 pour la Régionale de Bruxelles ;
- 1 représentant de l'institut Libéral de Formation et d'Animation des Cadres ;
- 1 représentant des Associations s'occupant du Tiers Monde ;
- 2 représentants de la CGSLB ;
- 3 représentants du Mouvement Libéral Wallon ;
- 7 représentants des JRL dont 2 doivent appartenir à la région bruxelloise ;
- 6 représentants de la Ligue des Pensionnés Libéraux ;
- 3 représentants du Centre d'Etudes Charles Rogier ;
- 3 représentants de chaque Commission d'études agréée par le Bureau.

Ces représentants, qui doivent être membres du PRL, sont désignés par les organismes qu'ils représentent.

Le Comité Permanent comprend en outre :

- 4 membres désignés par le Président et le Premier Vice-Président du PRL pour leurs compétences particulières ;
- des délégués désignés par les Fédérations d'arrondissement et la Régionale de Bruxelles à raison d'un délégué par tranche entamée de 5.000 voix obtenues lors du scrutin précédent sur la liste de la Chambre des Représentants.

Le mandat des membres du Comité Permanent prend fin lors de l'entrée en fonction d'un nouveau Président.

Tout membre du Comité Permanent qui sera absent sans justification à trois réunions consécutives sera réputé démissionnaire.

## 2. *Compétences.*

Le Comité permanent élit en son sein après appel aux candidatures :

a) Le Premier Vice-Président.

Toutefois, si le Président appartient à la Région Wallonne, le poste de Premier Vice-Président est automatiquement occupé par le Président de la Régionale de Bruxelles.

Si le Président appartient à la Région Bruxelloise, le Premier Vice-Président doit appartenir à la Région Wallonne ;

b) Trois Vice-Présidents.

c) Le Secrétaire Général Politique et le Secrétaire Politique adjoint, qui ne peuvent appartenir à la même Région, Wallonne ou Bruxelloise ;

d) les membres du Bureau visés à l'article 7.

Le Comité Permanent :

- est souverain entre les Congrès ;
- contrôle les activités du Bureau ;
- reconnaît les organismes sociaux, politiques, économiques, culturels ou autres qui seront représentés au sein des différentes instances du PRL.

## 3. *Fonctionnement.*

Le Comité permanent se réunit au moins six fois par an.

Art. 7. — *Le Bureau.*

### 1. *Composition.*

Le Bureau comprend :

- le Président ;
- le Premier Vice-Président ;
- les trois Vice-Présidents ;
- le Secrétaire Général Politique et le Secrétaire Politique adjoint ;
- le Président et le Secrétaire de la Commission de Conciliation et d'Arbitrage ;
- le Président national du PRL-PVV, s'il est membre du PRL ;
- les parlementaires et les parlementaires européens ;

- le Secrétaire Général Administratif ;
- le Trésorier Général et le Trésorier Général adjoint ;
- 25 membres élus par le Comité Permanent en son sein et après appel aux candidatures, dont au moins 10 membres appartenant à la Régionale de Bruxelles ;
- 2 membres cooptés par le Bureau ainsi constitué ;
- 2 représentantes des Femmes PRL ;
- 3 représentants des PRL.

La fonction de membre du Bureau est incompatible avec celle de Ministre ou de Secrétaire d'Etat. Les Ministres d'Etat, les Ministres et Secrétaires d'Etat ainsi que les anciens Secrétaires d'Etat, sont invités aux réunions du Bureau, ils ont voix consultative.

Un délégué du Centre Paul Hymans, membre du PRL assiste aux réunions du Bureau avec voix consultative.

Le Bureau comprend en outre :

- 1 représentant du Syndicat Libre de la Fonction publique, membre du PRL avec voix consultative ;
- 1 représentant de la Ligue des Mutualités Libérales, membre du PRL, avec voix consultative ;
- 1 représentant de la Ligue des Pensionnés Libéraux, membre du PRL, avec voix consultative.

## 2. *Compétences.*

Le Bureau représente le PRL, assure sa gestion politique et administrative journalière et prend les décisions commandées par la situation politique. Sur proposition du Président et du Premier Vice-Président, il élit le Trésorier Général et le Trésorier Général adjoint conformément aux stipulations de l'article 12, § 1 des présents statuts.

Tout membre du PRL détenant en cette qualité un mandat dans un organisme public peut être invité par le Président du PRL à se présenter devant le Bureau dans le but d'éclairer celui-ci sur la situation régnant au sein de cet organisme. Le Bureau fixe le montant annuel de la cotisation des mandataires. En cas d'urgence, il décide de la convocation du Congrès et fixe l'ordre du jour.

## 3. *Fonctionnement.*

Le Bureau se réunit chaque semaine.

Art. 8. — *La commission de conciliation et d'arbitrage.*

### 1. *Composition :*

- le Président du PRL ;
- le Président sortant du PRL ;
- le Premier Vice-Président ;
- les trois Vice-Présidents ;
- le Secrétaire Général Politique et le Secrétaire Politique adjoint ;
- les Ministres d'Etat ;
- les Ministres et Secrétares d'Etat en fonction ainsi que les anciens Ministres et Secrétares d'Etat ;
- un représentant de chaque province wallonne, de l'arrondissement de Nivelles et de la Régionale de Bruxelles ;
- un représentant de la Communauté de langue allemande ;
- le chef de groupe du Sénat ;
- le chef de groupe de la Chambre des Représentants ;
- les chefs de groupe du Conseil Culturel et des Conseils régionaux et, jusqu'à création du Conseil régional de Bruxelles, le chef de groupe du Conseil d'agglomération ;
- les anciens présidents des assemblées législatives s'ils sont membres du Parlement ;
- 10 membres désignés par cooptation dont 5 appartiennent à la région bruxelloise.

La Commission de Conciliation et d'Arbitrage est présidée par une personnalité non parlementaire élue par et parmi ses membres. Elle procède également à l'élection de son secrétaire.

### 2. *Compétences.*

La Commission de Conciliation et d'Arbitrage est une commission qui a pour mission d'arbitrer les conflits qui peuvent intervenir notamment à l'occasion de la constitution des listes électorales, à la demande du Président du PRL du Bureau du PRL, d'une fédération provinciale, de la Régionale de Bruxelles, d'une fédération d'arrondissement ou de la Fédération des JRL.

#### Art. 9. — *Le Président.*

1. Le Président du PRL est élu par le Congrès et au lieu où il se tient, au scrutin secret et à la majorité absolue des votes exprimés ;

En cas de ballottage, un second tour de scrutin opposera les deux candidats les mieux placés.

2. Le mandat de Président a une durée de 4 ans et prend fin, sauf vacance anticipée, lorsque commence le mandat présidentiel suivant. Si

le mandat vient à expiration à moins d'un an des élections législatives, il est automatiquement prolongé jusqu'à la première réunion du Congrès suivant la mise en place du Gouvernement après les élections.

Le mandat de Président ne peut être renouvelé plus d'une fois consécutivement.

3. Le Président du PRL représente le Comité Permanent et le Bureau, et s'exprime en leur nom.

Il convoque les organes du Parti, à l'exception de la Commission de Conciliation et d'Arbitrage et en préside les réunions.

4. Tout membre du PRL peut être candidat à la présidence. Cette candidature doit être présentée par une fédération provinciale, par deux fédérations d'arrondissement ou la Régionale de Bruxelles.

5. La fonction de Président est incompatible avec celle de Ministre, Secrétaire d'Etat, Président d'une des deux Chambres, Président des Conseils Culturels, Président du Conseil Régional Wallon ou Bruxellois, parlementaire européen. En cas de vacance et quelle qu'en soit la cause, un nouveau Président est élu conformément à la procédure prévue au § 1 ci-avant.

Pendant la vacance, le Premier Vice-Président exerce les fonctions présidentielles. Le Président peut être indemnisé s'il est parlementaire ; s'il n'est pas parlementaire, il peut être indemnisé ou rémunéré.

#### Art. 10. — *Les vice-présidents.*

1. Le premier Vice-Président et les trois Vice-Présidents du PRL sont élus par le Comité Permanent, suivant les stipulations de l'article 6, § 2 des présents statuts.

2. Le mandat de Vice-Président a une durée de 4 ans.

Il prend fin lors de l'élection du nouveau Président.

Ce mandat peut être renouvelé.

3. En l'absence du Président, le premier Vice-Président exerce tous les pouvoirs du Président absent.

4. La fonction de Vice-Président est frappée des mêmes incompatibilités que celles prévues à l'article 9, § 5.

#### Art. 11. — *Le Secrétaire Général Politique et le Secrétaire Politique adjoint.*

1. Le Secrétaire Général Politique et le Secrétaire Politique adjoint du PRL sont élus par et parmi les membres du Comité Permanent après appel aux candidatures suivant les stipulations de l'article 6, § 2 b) des



présents statuts. L'élection se fait au scrutin secret et à la majorité absolue des votes exprimés. En cas de ballottage, un second tour de scrutin opposera les deux candidats les mieux placés.

2. Les mandats de Secrétaire Général Politique et de Secrétaire Politique adjoint prennent fin au moment de l'élection du nouveau Président.

3. Le Secrétaire Général Politique et le Secrétaire Politique adjoint sont chargés sous l'autorité du Président du PRL

- de l'animation du Parti ;
- de la coordination et de la mise en exécution des travaux des Commissions d'études et de la coordination avec le Centre Paul Hymans ;
- de l'établissement des contacts avec les associations amies du PRL visées à l'article 6, § 2 ;
- de la présidence de la Commission de Concertation visée à l'article 13.

4. Les fonctions de Secrétaire Général Politique et de Secrétaire Politique adjoint sont frappées des mêmes incompatibilités que celles prévues à l'article 9, § 5.

5. En cas de vacance et quelle qu'en soit la cause, un nouveau Secrétaire Général Politique ou un nouveau Secrétaire Politique adjoint selon les cas, est élu conformément à la procédure prévue aux articles 6, § 2 c) et 11, § 6.

6. Le Secrétaire Général Politique et le Secrétaire Politique adjoint peuvent être indemnisés s'ils sont parlementaires ; s'ils ne sont pas parlementaires, ils peuvent être indemnisés ou rémunérés.

Art. 12. — *Le Trésorier Général et le Trésorier Général adjoint.*

1. Le Trésorier Général et le Trésorier Général adjoint sont élus par le Bureau sur proposition du Président et du premier Vice-Président.

2. Les mandats de Trésorier Général et de Trésorier Général adjoint prennent fin au moment de l'élection d'un nouveau Président.

3. Le Trésorier Général et le Trésorier Général adjoint sont chargés de la gestion journalière des finances sous l'autorité du Président.

4. Une fois par an, ils soumettent le budget des dépenses à l'approbation du Bureau et font rapport devant celui-ci sur l'état des recettes.

## 2. Organigramme des organes directeurs.

(Nombre des membres : estimations basées sur les statuts).

1979 :

**Président**

**1 Vice-Président**

**3 Vice-Présidents**

**Secrétaire Générale  
Politique + Adjoint**

**Trésorier Général  
+ Adjoint**

**Commission de Conciliation et d'Arbitrage: ± 40 membres**  
« Petit Bureau » : ± 20 membres

**Bureau : ± 70 membres + ± 20 avec voix consultative**

**Comité Permanent : ± 300 membres**

**Congrès : 2000 à 2400 membres**

## 3. Le Congrès.

- Congrès constitutif du PRL, le 19 mai 1979, Bruxelles.  
PRLW + PL = PRL ; charte des libéraux réformateurs, élection européennes.
- Congrès statutaire, le 23 juin 1979, Bruxelles.  
Statuts ; élection présidentielle.  
Nombre des participants : quelque 1000 (*Het Laatste Nieuws*, le 25 juin 1979).
- Congrès, le 15 mai 1980, Bruxelles.  
Participation gouvernementale : 882 oui, 14 non et 21 abstentions.
- Congrès, le 18 octobre 1980, Verviers.  
Evaluation de la participation gouvernementale.
- Congrès électoral, le 4 octobre 1981, Bruxelles. Elections parlementaires, le 8 novembre 1981.
- Congrès, le 16 décembre 1981, Ixelles.  
Participation gouvernementale : unanimité moins un et 5 abstentions.  
Nombre de participants : quelque 600 délégués (*Het Laatste Nieuws*, le 17 décembre 1981).

- Congrès, le 23 janvier 1982, Bruxelles.  
Action gouvernementale, élection présidentielle.
- Congrès, le 11 décembre 1982, Wavre.  
Evaluation de la participation gouvernementale.  
Nombre de participants : plus de 500 (*Le Soir*, le 13 décembre 1982).

#### 4. Le Bureau.

Composition, basée sur le Guide des Ministères.

Abréviations complémentaires ou adoptées

G : Secrétaire générale administrative

S : Secrétaire générale politique

A : Secrétaire politique adjoint.

	1979-1980	1980-1981	1981-1982
E. Abeloos	X	X	X
A. Bertouille	PS	M	M
J. Bock	O	O	O
J. Brassinne	X	X	X
P. Bruyneel	G	G	G
P. Bruyr	X	X	X
J. Coen	P	P	P
M. Colart	X	X	X
M. Cools	X	X	
A. Cornet	X	X	X
Ch. Cornet d'Elzjus	P	P	P
A. Damseaux	RP	RP	RM
J.P. Dauby	X	X	X
P. Debouvery	X	X	X
A. De Decker	A	A	AP
J. Defraigne	P	P	P
G. Delruelle	X	X	X
A. Demuyter	P	M	M
P. Descamps	P	P	P
D. Ducarme	X	X	P
A. Duquesne	X	X	X
A. Evers	P	P	P
J. Gillet	P	P	P
J. Goblet d'Alviella	X	X	X

	1979-1980	1980-1981	1981-1982
M.-Th. Godinache-Lambert	X	X	P
J. Gol	PV	PV	M
H. Hasquin	X	X	X
P. Hazette	X	X	X
P. Henrion	X	X	X
R. Henrion	P	P	P
J. Herzet-Govaerts	X	X	X
N. Hougardy	X	X	X
P. Houtmans	X	X	X
F. Janssens	X	X	X
E. Klein	X	X	P
E. Knoops	P	P	M
S. Kubla	P	P	P
A. Lagneau	P	P	P
B. Liebin	X	X	
P. Maistriaux	P	P	
B. Marchand	X	X	X
J. Mayenne-Goossens	P	P	M
L. Michel	P	PS	V
Ph. Monfils	X	X	M
G. Mundeleer	P	P	P
J. Olivier	X	X	X
L. Olivier	P	P	
M. Olivier	X	X	X
Fr. Perin	P	X	X
G. Pierard	P	P	P
V. Plas	X	X	X
Ch. Poswick	P	M	P
E. Poswick	O	X	X
J. Rey	R	X	X
M. Toussaint	P	P	P
M. Tromont	P	PO	M(O)
M. Van Doosselaere	X	X	X
P. Van Halteren	O	O	O
J. Wathelet	O	OP	O
M. Zimmer	X	X	X
J. Zurstrassen	X	X	X
L. Beyer de Rijcke		R	R
A. Brison		X	X
F. Calberg-Deville		Z	
R. Close		X	P

	1979-1980	1980-1981	1981-1982
A. Fautre		X	X
M. Foret		X	X
P. Hatry		E	P
G. Manigart		X	X
R. Valentin		X	X
J. Van den Haute		X	P
J. Van Offelen		X	X
J.M. André			X
Ch. Aubecq			P
Y. Bacqueline			X
J. Barzin			P
Ch. Bossicart			X
R. Braye			X
P. Calbeau			X
P. Clerdent			P
A. Declety			SP
F.X. De Donnea			X
J. Delruelle-Ghobert			P
D. D'Hondt			P
J. Doumont			P
A. Dubois			X
M. Dujardin			X
Ph. Fontaine			X
G. Gabriel			X
C. Gentilhomme			X
F.O. Huylebrouck			P
I. Jasselette			X
G. Libert			X
G. Marnette			X
A. Matagne			X
J. Militis			P
E. Moreau			X
Ch. Petitjean			P
O. Piette			X
Cl. Robert			X
Cl. Rotthier-Boels			X
A. Soudant			X
M.L. Stengers			X

Total	61	72	99
Parlementaires	25	25	41
	41,0	34,7	41,4
Ministres		4	9
		5,5	9,1
Femmes	6	7	8
	9,8	9,7	8,1

### 5. Le petit Bureau.

Au sein du Bureau s'est constitué un organe non-statutaire moins nombreux, dit « le petit Bureau », duquel M. DETAILLE donne la composition dans son mémoire *Analyse organisationnelle du Parti Réformateur Libéral*. Louvain-la-Neuve, mémoire de licence UCL, 1980, p. 94.

Le *Guide des Ministères 1981-1982* de sa part parle d'un « Bureau exécutif », ce qui paraît être le même organe officieux, soit-il un peu plus nombreux.

	1980	1981(-1982)
J. Gol	X	X
P. Van Halteren	X	X
A. Bertouille	X	X
A. De Decker	X	X
C. Poswick	X	X
J. Bock	X	X
J. Defraigne	X	X
A. Lagneau	X	X
E. Knoops	X	X
P. Henrion	X	X
M. Foret	X	X
R. Henrion	X	X
F. Perin	X	X
A. Demuyter	X	X
P. Bruyneel	X	
J. Hennebert	X	
A. Damseaux	X	X
J. Wathelet	X	X
F. Calberg	X	
P. Descamps	X	X
Ch. Cornet d'Elzuis		X
P. Hatry		X

	1980	1981(-1982)
L. Michel		X
G. Mundeleer		X
L. Olivier		X
G. Pierard		X
J. Rey		X
M. Toussaint		X
M. Tromont		X
J. Van Offelen		X

## 6. Le Président.

Président	Date de désignation	Collège électoral	Autres candidats	Mode / résultats
J. Gol	23 juin 1979	Congrès	Aucun	839 sur 895
L. Michel intérim	17 décembre 1981	Comité permanent	?	?
L. Michel	23 janvier 1982	Congrès	Aucun	538 sur 600

## 7. Les membres (1).

1981	47.233	1985	70.514
1982	54.161	1986	73.727
1983	62.093	1987	76.298
1984	66.722		

## 8. Campagnes électorales : les coûts (en millions de francs belges et en tenant compte des prix courants de l'époque).

1979	14,5
1981	49,7
1985	122,5

## 9. Publications.

### *Publications - programmes.*

- *Charte des libéraux réformateurs de Wallonie et de Bruxelles*, 7 p.
- *Projet pour le changement*. Bruxelles, 1981, 34 p.  
Aussi comme édition spéciale de *La Dernière Heure : Programme pour le changement. C'est l'heure du changement*. 4 p.

(1) M. MAES, *De ledenaantallen van de politieke partijen in België*. Leuven, Afdeling Politologie, 1988, blz. 58.

- *Libérons l'avenir. Document introductif et préparatoire au congrès du PRL.* (1981). 40 p.
- *Rapport de la commission « Problèmes de l'immigration » de la régionale de Bruxelles du PRL.* Bruxelles, Ed. de l'Opinion, 1982, 11 p.
- *Le gouvernement de changement.* (1982). 64 p.
- *Grands axes pour une alternative de redressement économique et financier.* Bruxelles, 1982, 34 p.

*PRL Documents.*

- N° 1. L. MICHEL et D. DUCARME. *Pour un débat de fond en Wallonie. Le défi vert.* Bruxelles, 1980, 58 p.
- N° 2. L. OLIVIER, B. MARCHAUD et A. DUQUESNE. *Faire face à la crise. Favoriser le dynamisme des PME.* Bruxelles, 1980, 28 p.
- N° 3. *Le tour des ondes ou comment la RTBF pratique l'objectivité.* Bruxelles, 1980, 91 p.
- N° 4. G. PIERARD. *Fer de lance ignoré du renouveau. Les cadres. Sans pagination.*
- N° 5. *Politique familiale.* Bruxelles, 47 p.

*Publications périodiques.*

- *Questions pour demain.*  
Revue (bi-)mensuelle de réflexion politique.  
Godinne, 1977 — .
- *Progrès.*  
Trimestriel, édité par le Centre P. Hymans, 1965 — .
- *PRL-Courrier.*  
Périodique mensuel.  
Bruxelles, 1980 — .



**VOLKSUNIE (VU)**  
**1970 - 1981**

**1. Nationale partijorganen : statutaire bepalingen.**

*VU-statuten*, november 1966, aangepast in 1970, 1973, 1978, 1980, 1982.

*Tekst 1970 :*

*Hoofdstuk 8. — De algemene partijleiding*

*Art. 33.* — De algemene leiding van de partij berust bij de Partijraad, hoogste orgaan van de partij.

*Art. 34.* — Van de Partijraad maken deel uit :

1. De arrondissementsvoorzitters of secretarissen, die als vaste plaatsvervangers voor elkaar optreden.
2. De volksvertegenwoordigers, senatoren en bestendig afgevaardigden.
3. De bijkomende arrondissementsafgevaardigden en hun bestendige plaatsvervanger. Hun aantal bedraagt één per schijf van 15.000 stemmen behaald op de kamerlijst van de Volksunie of kartellijst met de Volksunie, bij de jongste verkiezingen.

*Art. 35.* — Er kan, behalve arrondissementele secretaris, vaste plaatsvervanger voor de arrondissementsvoorzitter, niet meer dan één bestendige plaatsvervanger aangeduid worden per arrondissement. De plaatsvervanger mag niet samen met de effectieve leden aanwezig zijn. De arrondissementsafgevaardigden mogen van hun stemrecht slechts gebruik maken wanneer hun arrondissement in regel is met de ledenaansluiting voor ten minste 10 afdelingen. Voor de arrondissementen Ieper en Oudenaarde-Ronse wordt dit aantal op 5 vastgesteld.

*Art. 36.* — De Partijraad vult zichzelf aan met :

1. De provinciale voorzitters.
2. De algemene verantwoordelijken voor propaganda, organisatie, financiën, dienstbetoon en de studiedienst.
3. De Hoofdredacteur van het algemeen partijblad.
4. De Algemene Directeur.
5. De voorzitters van de VU-fracties in de provinciale raden.

6. De Voorzitter van het vlaams-nationaal Studiecentrum voor Provincie- en Gemeentemandarissen
7. De afgevaardigde van de VUJO die op voorstel van de Nationale VUJO-raad door de Partijraad in het Partijbestuur werd opgenomen, als verantwoordelijke voor de jongerenwerking.

*Art. 36bis.* — Bij 2/3e meerderheid kan de Partijraad leden met stemrecht coöpteren, tot een maximum aantal van 5.

*Art. 37.* — De Partijraad bepaalt de te volgen politieke tactiek van de Partij. Hij spreekt zich uit over alle belangrijke aangelegenheden die niet door het Partijcongres behandeld werden. Hij stelt het Partijbestuur aan en controleert de werking ervan. De Partijraad vergadert in beginsel om de maand. Op verzoek van ten minste tien leden moet de Algemeen Secretaris de Partijraad in bijzondere vergadering samenroepen.

*Art. 38.* — De Partijraad duidt onder eigen leden een voorzitter, twee ondervoorzitters, een verslaggever, en twee commissarissen voor geregeld financieel verslag aan. De Voorzitter van de Partijraad waakt over de rechten van dit lichaam, stelt de agenda samen en leidt de vergaderingen. De Partijraad stelt zijn reglement van inwendige orde op. Op elke gewone vergadering van de Partijraad moeten de werkingsverslagen van het Partijbestuur worden voorgelezen.

*Art. 39.* — Het Partijbestuur is samengesteld uit 22 leden : de Algemene Voorzitter, 2 Ondervoorzitters, de Algemene Secretaris, de Algemene Directeur, vier volksvertegenwoordigers, aangeduid door de kamergroep, drie senatoren, aangeduid door de senaatsgroep, de algemene verantwoordelijken voor de organisatie, financiën, studiediensten en propaganda, de Hoofdredacteur van het partijblad, en vier leden afgevaardigd door de Partijraad. Behoudens de afgevaardigden der parlementaire fracties, worden ze door de Partijraad aangeduid onder eigen leden voor een termijn van twee jaar. De Algemene Voorzitter en Algemene Secretaris worden bij twee derden meerderheid verkozen.

Het Partijbestuur wordt aangevuld met een bijkomend lid dat, op voorstel van de Nationale VUJO-raad, door de Partijraad als verantwoordelijke voor de jongerenwerking wordt aangesteld.

*Art. 40.* — Het partijbestuur is gelast met de uitvoering der beslissingen van de Partijraad en met de dagelijkse leiding der Partij. Het heeft tot taak de politieke ontwikkeling van nabij te volgen en is bevoegd om te beslissen in dringende aangelegenheden.

Het partijbestuur komt wekelijks samen en is verplicht zijn beleid te verantwoorden voor de Partijraad. Het Partijbestuur maakt deel uit van de nieuwe Partijraad tot een nieuw Bestuur verkozen is.

*Art. 41.* — De Algemene Voorzitter zit het Partijbestuur voor en vertegenwoordigt de Partij naar buiten. Bij staking van stemmen is zijn stem doorslaggevend.

*Art. 42.* — De Algemene Secretaris heeft samen met de Algemene Voorzitter de zorg voor de algemene werking van de Partij. Hij is ook belast met de leiding van de partijadministratie.

*Art. 43.* — De algemene verantwoordelijke voor financieel beheer leidt de financiële mobilisatie, beheert het geld van de centrale partijkas en de goederen van de Partij. Hij oefent toezicht uit op het financieel beheer op elk niveau van de partijorganisatie.

*Art. 44.* — De algemene verantwoordelijke voor de propaganda staat in voor de verspreiding van de doelstellingen en strijdoobjectieven van de Partij.

*Art. 45.* — De algemene verantwoordelijke voor de organisatie leidt en stimuleert de organisatorische uitbouw van de Partij volgens de statuten.

*Art. 46.* — De algemene verantwoordelijke voor het dienstbetoon staat in voor de organisatie en de doelmatigheid van het dienstbetoon.

*Art. 47.* — De algemene verantwoordelijke voor de studiediensten staat in voor de informatie, de documentatie en de kaderscholing.

*Art. 48.* — De Volksunie wordt in rechte vertegenwoordigd door de v.z.w. « De Volksunie ».

*Art. 49.* — Het Partijbestuur controleert alle uitgaven van de Partij (weekblad, tijdschriften, brochures, boeken, enz.) en kan in dit verband alle maatregelen treffen die het nuttig acht.

*Art. 50.* — De Volksunie heeft geen eigen jeugdbeweging. Zij draagt geen verantwoordelijkheid voor de werking van de ziekenfondsen, vak- en beroepsorganisaties die haar simpatie of steun genieten.

### *Hoofdstuk 11. — Partijcongres*

*Art. 66bis.* — Het Partijcongres spreekt zich uit over alle fundamentele zaken en over de oriëntering der Partij.

*Art. 67.* — Ieder jaar bepaalt de Partijraad plaats en datum van het gewoon Partijcongres, gewijd aan actuele vraagstukken op sociaal, economisch, politiek, cultureel vlak. Het duidt de Voorzitter van het Congres en de verantwoordelijke voor het inrichtend comité aan.

Deze aanduidingen moeten minstens zes maanden bij voorbaat gebeuren. Het opstellen en coördineren der referaten gebeurt door de nationale studiedienst, onder verantwoordelijkheid van de Partijraad.

*Art. 68.* — Tot de sectievergaderingen en de slotzitting hebben enkel toegang : de leden der Partij, op vertoon van hun lidmaatschapskaart en de genodigden op vertoon van hun uitnodiging. Elke afdeling moet vertegenwoordigd zijn op deze bijeenkomsten. De tuchtraad kan sancties voorstellen ten overstaan van de afdelingen welke zouden in gebreke blijven.

*Art. 69.* — Elke afdeling van 25 leden beschikt over twee stemgerechtigde afgevaardigden. Per 25 leden méér wordt een bijkomende stemgerechtigde afgevaardigde aangeduid. Hebben eveneens stemrecht : de leden van de Partijraad, de partijmandatarissen van Kamer, Senaat en Provincie, de leden van de arrondissementsbesturen en de kantonnale gevolmachtigden. Eén persoon kan slechts éénmaal stemgerechtigd zijn.

*Art. 70.* — In de sectievergaderingen mag iedereen tussenbeide komen op voorwaarde dat dit schriftelijk aan de Secretaris der sectie wordt aangevraagd, met aanduiding van de inhoud, voor het begin van de vergadering. In de slotzitting wordt geen debat meer gevoerd. Amendementen aan de resoluties kunnen enkel ingediend worden bij het partijsecretariaat in de voorgeschreven vorm door de arrondissementen, minimum tien dagen voor het Congres.

*Art. 71.* — De ontwerpbesluiten worden, samen met een toelichtende nota, door het inrichtend comité minstens één maand voor het Congres ter bespreking gezonden aan alle partijafdelingen, de arrondissementsbesturen en de partijraadsleden. De afdelingen moeten voor het Congres, een algemene ledenvergadering houden hieraan gewijd. Zij bepalen hun houding en duiden hun afgevaardigden aan. De arrondissementen moeten hierna en minimum twee weken voor het Congres een speciale vergadering houden. De Raad stelt zonodig amendementen op en duidt de spreker aan die op het Congres de toelichting ervan moet geven.

Een door de Partijraad aangestelde bijzondere commissie bespreekt de amendementen en stelt haar advies op. Wanneer de amendementen gunstig geadviseerd worden door de commissie worden ze mits goedkeuring van de Partijraad in de ontwerpbesluiten opgenomen. Voor het materiële werk beschikt het inrichtend comité over de medewerking van alle vrijgestelden van de Partij.

*Art. 72.* — Op schriftelijk verzoek van ten minste vijf arrondissementen uit meer dan één provincie, gericht tot de Algemene Secretaris moet

door de Partijraad een buitengewoon Partijcongres samengeroepen worden.

*Art. 73.* — De congresbesluiten verbinden de Partij en haar mandatarissen en dienen aan de leden bekend gemaakt.

*VU-statuter*, Partijraad 25 juni 1988.

## *5. De Nationale Structuur.*

### *5.1. Partijraad.*

5.1.1. De Partijraad is, na het Congres, het hoogste orgaan van de Partij.

#### 5.1.2.

5.1.2.1. Lid van de Partijraad zijn :

a) De arrondissementsvoorzitters en -secretarissen met één plaatsvervanger voor beiden, aan te wijzen door het arrondissementsbestuur, uit eigen leden.

b) De bijkomende arrondissementsafgevaardigden en één bestendig plaatsvervanger, door de Arrondissementsraad uit de eigen leden verkozen.

Hun aantal bedraagt één per schijf van 10.000 stemmen behaald op de kamerlijst van de Volksunie of kartellijst met de Volksunie, bij de jongste verkiezingen. Een laatste schijf van 7.500 stemmen of meer wordt beschouwd als een volledige schijf van 10.000 stemmen.

Voor het Arrondissement Brussel wordt aangenomen dat dit aantal ten minste 2 bedraagt.

Valt een van deze personen weg dan dient hij (zij) bij verkiezing te worden vervangen.

c) De Bestendig Afgevaardigden, de Parlementsleden, de Staatssecretarissen en de Ministers.

5.1.2.2. De Partijraad vult zichzelf aan met :

a) de Algemene Penningmeester ;

b) de Provinciale Voorzitters ;

c) de Hoofdredacteur van het algemeen partijblad ;

d) de Algemeen Directeur ;

e) één afgevaardigde van elke VU-fractie in de Provinciale Raden, en één vaste plaatsvervanger, aan te wijzen door de fractie.

f) vijf door de Nationale Raad van de Volksuniejongeren aan te duiden afgevaardigden alsmede één plaatsvervanger ;

g) de Directeur van het Vormingsinstituut ;

h) de stafmedewerker van VUJO.

5.1.2.3. Bij 2/3-meerderheid kan de Partijraad ten hoogste 10 leden met stemrecht coöpteren.

De coöptatie heeft plaats tijdens de installatievergadering van de Raad vóór elke verkiezing of aanstelling door de nieuwe Raad.

Zolang er geen 10 leden werden gecoöpteerd, mogen kandidaturen worden voorgedragen voor de overblijvende plaatsen. De coöptatie heeft dan plaats tijdens de gewone raadsvergaderingen van januari en september.

5.1.2.4. Aftredende parlamentsleden blijven lid van de Partijraad, tot de eerstvolgende algemene vernieuwing van de Raad, behoudens verzet van hun Arrondissementsraad bij 2/3-meerderheid.

5.1.3. Na de installatie van de nieuwe Partijraad wijst deze uit eigen leden een Bureau aan bestaande uit de Voorzitter van de Partijraad, een eerste en tweede Ondervoorzitter, een Secretaris en een Verslaggever.

De Voorzitter van de Partijraad waakt over de rechten van dit orgaan, leidt de vergaderingen ervan en stelt de agenda samen in samenwerking met het Bureau.

5.1.4. De Partijraad stelt zijn huishoudelijk reglement vast.

De Diensthoofden en Directeurs worden door het Partijbestuur benoemd ; de Partijraad bekrachtigt de benoeming.

Op elke gewone vergadering van de Partijraad worden de werkingsverslagen van het Partijbestuur toegelicht. Zij worden in een register neergelegd op het Algemeen Secretariaat waar de Partijraadsleden er inzage en afschrift van mogen nemen.

5.1.5. Op de vergadering van de Partijraad die volgt op elke verkiezing van het Partijbestuur stelt de Partijraad in of buiten zijn midden Permanente Commissies aan van tenminste 3 en ten hoogste 7 leden.

De Partijraad kan ook andere of Tijdelijke Commissies aanstellen.

Hij omschrijft het werkerterrein van zijn Commissies.

De Commissies adviseren Partijbestuur en Partijraad en brengen ten minste eenmaal per jaar verslag uit bij de Partijraad.

5.1.6. Op de vergadering van de Partijraad die volgt op de verkiezing van het Partijbestuur wordt een deskundige als Algemene Penningmeester verkozen.

5.1.7. De werking van de Partij wordt bepaald door de Partijraad. Het Partijbestuur wordt door de Partijraad aangesteld en gecontroleerd.

5.1.8. De Partijraad vergadert in beginsel om de maand. Op verzoek van ten minste 10 % van de leden roept het Bureau van de Partijraad de Raad in buitengewone vergadering bijeen binnen 20 dagen.

Elk lid kan een punt op de agenda plaatsen mits een schriftelijk verzoek daartoe ten minste vijf dagen voor de vergadering wordt toegezonden aan de Voorzitter van de Partijraad. Staande de vergadering kan een punt aan de agenda worden toegevoegd.

#### 5.1.9.

5.1.9.1. Na iedere parlementsverkiezing wordt de samenstelling van de Partijraad aangepast. Deze aangepaste Partijraad zet de bestuurperiode verder.

5.1.9.2. Na iedere parlementsverkiezing schrijft de aftredende Partijraad de verkiezing uit van het Partijbestuur en van het Bureau van de Partijraad, de Voorzitters uitgezonderd.

Deze verkiezing gebeurt door de aangepaste Partijraad op de eerstvolgende vergadering. De aangepaste Partijraad kan evenwel beslissen deze functies te bevestigen.

### 5.2. Partijbestuur.

#### 5.2.1.

5.2.1.1. Stemgerechtigde leden van het Partijbestuur zijn :

- a) leden van rechtswege : de Stichter-Voorzitter.
- b) de Algemeen Voorzitter en de Algemeen Secretaris, beiden belast met de algemene politieke leiding en het algemeen beheer van de Partij ;
- c) twee Ondervoorzitters waarvan er één bij voorrang geen Parlements-lid is ;
- d) zes door de Partijraad te verkiezen leden waarvan ten hoogste twee Parlements-lid zijn ;

Voor zover als nodig staan de laatst verkozen kandidaten - Parlements-liden hun plaats af aan de eerste niet verkozen kandidaten - niet-Parlements-liden. Hebben deze laatste kandidaten niet de vereiste meerderheid behaald dan wordt er opnieuw gestemd.

Zijn er niet voldoende kandidaten - niet-Parlements-lid dan vervalt deze beperking tot beloop van het aantal ontbrekende kandidaten.

e) de Voorzitter van de fractie van de Vlaamse Raad, de Voorzitter van de groep in het Europees Parlement en telkens twee door de Kameren en Senaatsfracties aan te duiden leden, onder wie de Fractievoorzitter ;

f) één bijkomend lid verantwoordelijk voor de jongerenwerking, op voorstel van de nationale VUJO-raad, door de Partijraad uit eigen leden aangewezen. Deze persoon is een reële schakel tussen het Partijbestuur en VUJO : hij is tevens lid van het Dagelijks Bestuur van VUJO ;

g) de Algemeen Penningmeester, belast met het financieel beheer van de Partij.

5.2.1.2. Lid van het Partijbestuur met raadgevende stem zijn :

a) de aftredende Algemeen Voorzitter en de aftredende Algemeen Secretaris ;

b) de Voorzitter van de Partijraad of zijn plaatsvervanger, aangewezen door de leden van het Bureau van de Partijraad uit eigen leden.

c) de Algemeen Directeur ;

d) de Ministers en Staatssecretarissen, voor de periode van hun mandaat én en daaropvolgende bestuursperiode van het Partijbestuur.

5.2.1.3. Kunnen geen stemgerechtigd lid van het Partijbestuur zijn :

a) Ministers, Staatssecretarissen en de Kabinetsleden van niveau 1 ;

b) Bestendige Afgevaardigden ;

c) Vrijgestelden die in de Partijraad zetelen uit hoofde van hun functie.

5.2.2.

5.2.2.1. De samenstelling van het Partijbestuur heeft plaats tijdens de eerste gewone vergadering na de installatievergadering van de Partijraad.

De Partijraad verkiest, uit eigen leden, eerst de Algemeen Voorzitter, daarna de Algemeen Secretaris, vervolgens de twee Ondervoorzitters en ten slotte de overige door de Partijraad te verkiezen leden van het Partijbestuur. De stemmingen gebeuren overeenkomstig het in art. 7.2 bepaalde.

5.2.2.2. Aftredende partijbestuursleden kunnen zich kandidaat stellen voor het nieuwe Partijbestuur.

5.2.2.3. Er bestaat onverenigbaarheid tussen de functies van Algemeen Voorzitter, Algemeen Secretaris, Ondervoorzitter en Algemeen Penningmeester.

Er bestaat onverenigbaarheid tussen de functies van Algemeen Voorzitter respectievelijk Algemeen Secretaris en de functie van Voorzitter van een parlamentsfractie.

Er bestaat onverenigbaarheid tussen het lidmaatschap van het Partijbestuur en dat van het Bureau van de Partijraad.

5.2.3. Het Partijbestuur is belast met de uitvoering van de beslissingen van de Partijraad en met de dagelijkse leiding van de Partij.



Het heeft tot taak de politieke ontwikkelingen van nabij te volgen en is bevoegd om te beslissen in spoedeisende aangelegenheden, onder voorbehoud van goedkeuring door de Partijraad.

## 6. Partijcongres:

6.1. Het Partijcongres is het hoogste orgaan van de Partij. Het spreekt zich uit over alle fundamentele zaken en over de oriëntering van de Partij.

6.2. Om de twee jaar bepaalt de Partijraad het thema van het Gewoon Congres, gewijd aan actuele vraagstukken op sociaal, economisch, politiek en cultureel vlak. Hij wijst de Voorzitter van het Congres aan, alsook de leden van de congrescommissie.

6.3. De ontwerp-besluiten worden, samen met een toelichtende nota, door de congrescommissie ten minste drie maanden voor het congres ter bespreking gezonden aan alle Afdelingen, de Arrondissementsbesturen en de Partijraadsleden.

De Afdelingen moeten voor het Congres een Algemene Ledenvergadering houden hieraan gewijd. Zij bepalen hun houding en wijzen hun Afgevaardigden aan.

De Arrondissementen houden hierna, en ten minste vier weken voor het Congres een speciale vergadering. De Raad stelt zonodig amendementen op en wijst de spreker aan die op het Congres de toelichting ervan moet geven.

Ook VUJO kan amendementen indienen.

De congrescommissie bespreekt deze amendementen en geeft haar advies op. Wanneer over de amendementen een gunstig advies wordt uitgebracht worden ze in de ontwerp-besluiten opgenomen.

Voor het materiële werk beschikt de congrescommissie over de medewerking van alle vrijgestelden van de Partij.

6.4. Tot de sectievergaderingen en de slotzitting hebben enkel toegang : de leden van de Partij op vertoon van hun lidmaatschapskaart en de genodigden op vertoon van hun uitnodiging. Op het Congres moet elke Afdeling vertegenwoordigd zijn.

6.5. Stemgerechtigd zijn :

a) twee Afgevaardigden per Afdeling ;

b) de bijkomende Afgevaardigden van de Afdelingen ; voor elke schijf van 25 leden boven de 25 is telkens een bijkomende Afgevaardigde stemgerechtigd ;

c) de Partijraadsleden ;

- d) Provincieraadsleden ;
- e) de Arrondissementele Bestuursleden ;
- f) de Kantonnale Afgevaardigden.

Een lid kan slechts éénmaal stemgerechtigd zijn.

#### 6.6.

6.6.1. In de sectievergaderingen kan ieder rechtmatig toegelaten lid tussenbeide komen. In de slotzitting wordt geen debat meer gevoerd.

6.6.2. Amendementen op de resoluties kunnen enkel in de voorgeschreven vorm worden ingediend bij het Algemeen Secretariaat, door de Arrondissementsbesturen ten minste drie weken voor het Congres.

6.7. Op gemotiveerd schriftelijk verzoek van ten minste vijf Arrondissementen uit meer dan één Provincie, gericht aan de Voorzitter van de Partijraad, moet door de Partijraad een Buitengewoon Congres worden samengeroepen, waarbij de procedure bedoeld in de voorgaande artikelen dient te worden nageleefd.

#### 6.8.

6.8.1. Telkens als de Partij aangezocht wordt van een regering deel uit te maken, moet door de Partijraad een Bijzonder Congres worden samengeroepen. Dit Congres wordt voorgezeten door de Voorzitter van de Partijraad.

6.8.2. In afwijking van art. 6.5. zijn dan stemgerechtigd :

- a) de Partijraadsleden én de plaatsvervangers ;
- b) de leden van het Partijbestuur die geen deel uitmaken van de Partijraad ;
- c) de Provincieraadsleden ;
- d) de Arrondissementele Bestuursleden, verkozen volgens art. 4.2.1.1 ;
- e) de Kantonnale Afgevaardigden ;
- f) de Fractieleaders van de Gemeente- en Deelgemeenteraden, als zodanig aanvaard door het Arrondissementsbestuur ;
- g) de Voorzitters van de Politieke Colleges ;
- h) de Voorzitters en Secretarissen van de Afdelingen ;
- i) de leden van het Dagelijks Bestuur van VUJO.

6.8.3. Er wordt enkel gestemd over het regeerakkoord als zodanig en dit in één enkele stembeurt.

6.9. De Congres-procedure wordt door de Partijraad bepaald in een reglement, dat bij 2/3-meerderheid wordt aangenomen.

6.10. De Congresbesluiten verbinden de Partij en haar mandatarissen en worden aan de leden bekendgemaakt.

## 2. Zie blz. 650.

## 3. Partijcongres.

— 12de Statutair Congres, 26 april 1970, Brussel.

*Inhoud* : gemeentebesluit « Voor een leefbare gemeente in federaal Vlaanderen ».

*Opkomst* : ± 1.200 aanwezigen.

— 13de Statutair Congres, 5-6 juni 1971, Brussel.

*Inhoud* : sociale rechtvaardigheid in Vlaanderen « Een rechtvaardige welvaartspreiding voor allen ».

— 14de Statutair Congres, 24-25 november 1973, Oostende.

*Inhoud* : « Een moderne partij, een echte democratie, een Vlaamse staat » - deel 1.

*Opkomst* : ± 2.000 aanwezigen.

— 14de Statutair Congres, 1-2 februari 1975, Hasselt.

*Inhoud* : « Een moderne partij, een echte democratie, een Vlaamse staat » - deel 2.

— Verkiezingscongres, 4 april 1976, Antwerpen.

*Inhoud* : « De gemeente en gemeenteraadsverkiezingen ».

— Verkiezingscongres, 3 april 1977, Antwerpen.

*Inhoud* : gewestvorming.

— 17de Statutair Congres, 20-21 mei 1978, Brussel.

*Inhoud* : « Arbeid, adel in Vlaamse staat ».

*Opkomst* : ± 1.250 aanwezigen.

— Verkiezingscongres, 3 december 1978, Brussel.

*Inhoud* : balans van regeringsdeelname ; federalisme.

*Opkomst* : ± 1.350 aanwezigen.

— Verkiezingscongres, 1 april 1978, Gent.

*Inhoud* : Europese verkiezingen 1979.

— Intern Congres, 15 december 1979, Brussel.

*Inhoud* : « Het hernieuwde vertrouwen ».

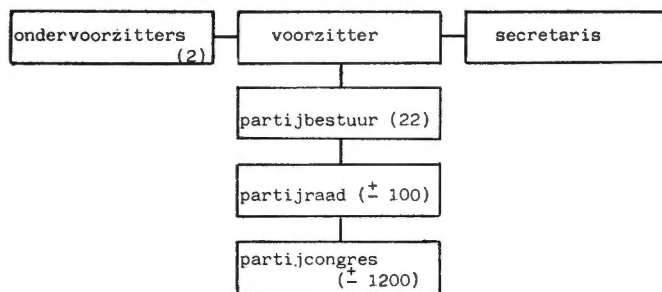
— Verkiezingscongres, 18 oktober 1981, Brussel.

*Inhoud* : verkiezingsprogramma.

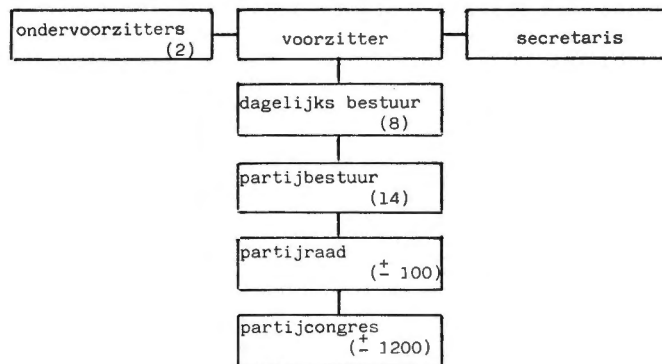
*Opkomst* : ± 1.500 aanwezigen.

## 2. Organigram van de nationale partijorganen.

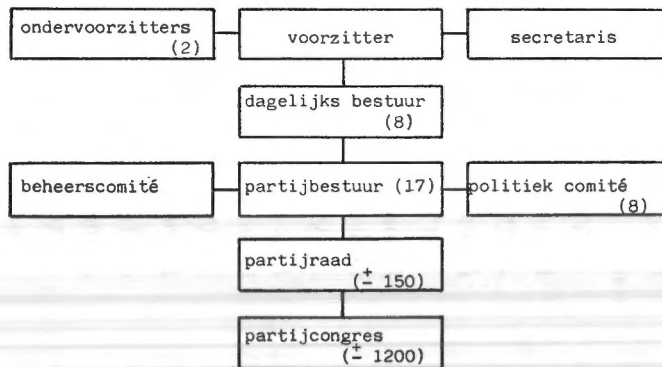
1970



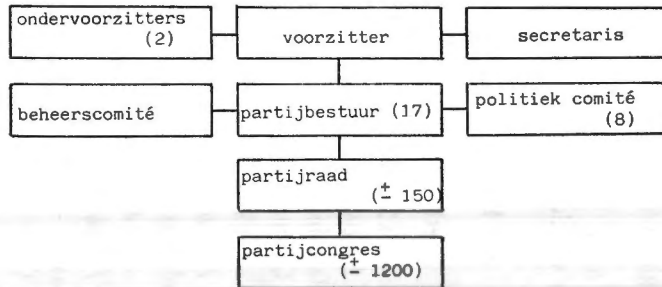
1973



1978



1980



#### 4. Partijraad.

Negen à veertien vergaderingen per jaar.

Bij wijze van voorbeeld :

1984 (11) :

14 januari :

- Politieke toestand en actualiteit.
- Goedkeuring lijst Euro-verkiezingen.
- Verslag Euro-fractie.
- Verslag « secretariaten » :
  - erkenning arrondissement Hasselt als « klein » arrondissement ;
  - aanvaarding van de fractieleiders districtraad stad Antwerpen in arrondissementsraad Antwerpen.
- Klachten (waaronder klacht De Rover tegen arrondissementsbestuur Leuven.
- Verslag werking commissie sociale zekerheid.

11 februari :

- Politieke toestand en actualiteit.
- Evaluatie 2 jaar Vlaamse regering.
- Kennisgeving van Europese lijst.
- Partijbestuur :
  - automatisch lidmaatschap van Partijbestuur van gewezen en huidige Ministers en Staatssecretarissen ;
  - verslag ontmoeting Partijbestuur - VUJO.
- Vraag tot heropname als lid van M. Babylon en A. Dierick.
- Activiteitenkalender 84.
- Statuten.
- Verkiezingen.

10 maart :

- Installatievergadering van nieuwe Partijraad :
  - installatie van nieuwe Partijraad ;
  - eventuele verkiezing van provinciale voorzitters ;
  - coöptatie van maximum 10 bijkomende partijraadsleden.
- Verkiezing van Bureau van Partijraad en Partijbestuur :
  - afgevaardigden van parlamentsfracties en Partijbestuur ;
  - Bureau van Partijraad ;
  - Voorzitter van Partijraad ;
  - Algemeen Voorzitter van Partij ;

- Algemene Secretaris van Partij ;
- twee ondervoorzitters ;
- 6 partijbestuursleden ;
- VUJO lid.

— Politieke toestand en actualiteit.

14 april :

- Financiën.
- Verkiezingen :
  - algemene penningmeester ;
  - twee commissarissen-revisoren ;
  - beheerscomité ;
  - verzoenings- en tuchtraad ;
  - statutencommissie ;
  - partijraadscommissie VU-vrouwen.
- Europese verkiezingen.
- Arrondissementeel vragenhalfuurtje.
- Politieke toestand en actualiteit.

12 mei :

- Arrondissementeel vragenhalfuurtje.
- Politieke toestand.
- Opvolging werking Partijraad :
  - Congres « Economie-ecologie » - parlementaire vragen ;
  - Nobels-Peelman ;
  - relatie VU-Gemeentekrediet ;
  - einddatum ledenhernieuwing.
- Europese verkiezingen :
  - kiesplatform ;
  - rondvraag van stand van zaken arrondissementele kiescampagne.
- Alternatief besparingsplan van VU.
- Voorstel werking Partijraad.

23 juni :

- Arrondissementeel vragenhalfuurtje.
- Politieke toestand en actualiteit - Euroverkiezingen.
- Opvolging werking Partijraad :
  - burgerlijke ontrouw ;
  - Y. De Clercq ;
  - Bond Grote en Jonge Gezinnen ;
  - Nobels-Peelman.
- Werkzaamheden Congres.

8 september :

- Arrondissementeel vragenhalfuurtje.
- Politieke toestand en actualiteit.
- Nota sociale zekerheid.
- Tucht en verzoeningscommissie met o.m. zaak Mechelen.
- Europees Parlement : fractievorming.

27 september : Sociale zekerheid.

16 oktober : Sociale zekerheid.

17 november : niet gekend.

8 december :

- Arrondissementeel vragenhalfuurtje.
- Politieke actualiteit.
- Werkzaamheden Kamerfractie.
- Werkzaamheden Congrescommissie.
- Europarlement.
- Mediabeleid.
- Toestand abonnementen WIJ.

## 5. Partijbestuur.

	1970	31-3 1971	10-11 1973	22-11 1975	11-3 1978	29-6 1979	14-2 1981
F. Van der Elst	VP	VP	VP	P	P	P	P
W. Jorissen	SP	SP	SP	P	P	P	P
V. Anclaux	P	P	P	M		P	VP
M. Babylon	P	P					
F. Baert	P	P	P	P	P	P	P
F. Bouwens	P	P	P				
L. Claes	P	P					
M. Coppieters	P	P	P	P			
E. De Facq	P	P					
R. Mattheyssens	P	P					
E. Raskin	P	P	P				
H. Schiltz	P	P	P	VP	VP		P
M. Van Haegendoren	P	P					
L. Wouters	P	P					
U. Degraeve	X						
H. Engels	X	X					
J. Laeremans	X	X					
W. Luyten	A	A				X	
G. Van In	X	X					
T. Van Overstraeten	X	X					
P. Martens		X					
N. Van der Eecken-Maes		X			P		
P. Van Grembergen		X				P	P
H. De Bleecken-Ingelaere			X	X			
H. De Bruyne			P	M			

	1970	31-3 1971	10-11 1973	22-11 1975	11-3 1978	29-6 1979	14-8 1981
J. De Craen			X	X	X		
W. Persijn			P	P	P		
R. Vandekerckhove			X	M		P	
H. Van Syngel			X	X	X		
P. Peeters				SP	SP		
M. Stals				X			
G. De Rouck					X		
I. Jacobs					X		
W. Kuypens					P		
J. Sauwens					X		
R. Vandezande					P	P	P
L. Van Steenkiste					P	X	S
W. De Saeger						S	P
J. Gabriels						P	X
F. Kuypers						X	P
R. Maes						P	X
J. Maton						X	X
S. Rummens						X	
J. Valckeniers						P	
J. Vandemeulebroucke						R	R
A. Geens							X
R. Lernout-Martens							X
J.-P. Pillaert							X
J. Roets							X
H. Verhelstraeten							X
M. Verschelden							X
D. Vervaeet							P
Totaal	20	22	14	14	15	17	20
Parlementariërs N	14	14	10	10	10	11	11
%	70,0	63,6	71,4	71,4	66,7	64,7	55,0
Ministers N	/	/	/	3	/	/	/
%	/	/	/	21,4	/	/	/
Vrouwen N	/	1	1	1	1	/	1
%	/	4,5	7,1	7,1	6,7	/	5,0



## 6. Partijvoorzitter.

<i>Voorzitter</i>	<i>Datum van verkiezing</i>	<i>Kiescollege</i>	<i>Tegenkandidaten</i>	<i>Uitslag</i>			
F. Van der Elst	13 maart 1971	Partijraad	Geen	59/67			
F. Van der Elst Algemeen Voorzitter	10 november 1973	Partijraad	Geen	74/90			
H. Schiltz Voorzitter Partijbestuur	10 november 1973	Partijraad	E. Raskin	1 <sup>ste</sup> ronde	2 <sup>de</sup> ronde	3 <sup>de</sup> ronde	
				H. Schiltz E. Raskin	44 48	45 47	46 46
H. Schiltz	22 november 1975	Partijraad	V. Anciaux, H. De Bruyne	1 <sup>ste</sup> ronde	2 <sup>de</sup> ronde	3 <sup>de</sup> ronde	
				H. Schiltz V. Anciaux H. De Bruyne	53 16 25	55 19 24	62 Teruggetrokken 36
				1 <sup>ste</sup> ronde	2 <sup>de</sup> ronde	3 <sup>de</sup> ronde	
H. Schiltz	11 maart 1978	Partijraad	J. Valkeniers	H. Schiltz J. Valkeniers	62 32	70 26	
				7 onth.	4 onth.		
				1 <sup>ste</sup> ronde	2 <sup>de</sup> ronde		
V. Anciaux	8 september 1979	Partijraad	J. Sauwens	V. Anciaux J. Sauwens	72 40	77 38	
				3 onth.	1 onth.		
				1 <sup>ste</sup> ronde	2 <sup>de</sup> ronde		
V. Anciaux	14 februari 1981	Partijraad	Geen	107/116, 9 onth.			
V. Anciaux	10 maart 1981	Partijraad	Geen	131/139			

## 7. Partijleden (1).

1970	36.326	1975	52.420	1980	49.563
1971	41.458	1976	50.989	1981	46.671
1972	46.287	1977	51.878	1982	47.410
1973	50.350	1978	53.067	1983	50.322
1974	51.141	1979	45.885	1984	52.263
				1985	50.890

## 8. Verkiezingscampagnes : kostprijs. (in miljoen BF en in prijzen van de betreffende jaren).

1974	23,3	1977	40,4	1981	51,1
1976	31,3	1979	16,0	1985	73,8

## 9. Publikaties.

*Programmatische publikaties.*

- *Federalistisch voorstel van de Volksunie*. Volksunie-persdienst, 1970, 24 blz.
- *Zwartboek over Limburg : de grote staking*. Speciaal nummer van weekblad « Wij », Genk, 1970, 47 blz.
- *Maak ons nog sterker : Actieplan Volksunie*. Brussel, 1971.
- M. Van Haegendoren, *Zwartboek van de liberté du père de famille*. 1971, 81 blz.
- *Vrijheid van het gezinshoofd te Brussel*. Speciale uitgave van weekblad « Wij ». Brussel, 1971, 16 blz.
- F. Van der Elst, *Van oppositie naar alternatief*. Brussel, 1972, 8 blz.
- R. Vandezande, *Zwartboek van de Belgische taalwetgeving*. 1972, 25 blz.
- R. Vandezande, *Witboek van de subnationaliteit*. 1972, 9 blz.
- *Programma actieplan Volksunie*. Brussel, 1973, 52 blz.
- *De Volksunie wil een onderwijspact en een onderwijsbeleid : na 12 jaar schoolpact*. Brussel, 1974, 16 blz.
- F. Van der Elst, *20 jaar Volksunie*. Brussel, 1974, 128 blz.

(1) M. MAES, *De ledenaantallen van de politieke partijen in België*. Leuven, Afdeling Politologie, blz. 79.

- *Besluiten van het 14<sup>e</sup> Volksuniecongres 1975*. Neder-over-Heembeek, 1975, 32 blz.
- *Een moderne partij. Een echte democratie. Een Vlaamse staat. Besluiten van het 14<sup>e</sup> Volksuniecongres*; Oostende 24 november 1973 en Hasselt 1-2 februari 1975. Brussel, 1975, 32 blz.
- *Een leefbare gemeente in een federaal Vlaanderen*. Brussel, 1976, 32 blz.
- *Dossier Vlaanderen eisende partij*. Brussel, 1976.
- H. Schiltz, *Dossier Vlaanderen 1975*. Brussel 1976, 32 blz.
- *Een Vlaamse staat in een Belgische bondsstaat. Balans voor een weg naar zelfbestuur*. Ontwerptekst te bespreken op de partijraad van de VU, 2 oktober 1976. Brussel, 1976, 13 blz.
- *De Volksunie in 1976*. Brussel, 1976, 120 blz.
- *Het gemeenschapspact van 24 mei 1977*. Brussel, 1977, 15 blz.
- *Vrouwen in de Volksunie*. Gent, 16 blz.
- *Identiteit, Geschiedenis, programma*. Deurne, 1978, 14 blz.
- H. Schiltz, *De identiteit van de Volksunie*. Brussel, 1978, 20 blz.
- *De Volksunie in 1978*. Brussel, 1978.
- *Meer dan ooit federalisme*. Verkiezingsprogramma.
- H. Schiltz, *Manifest aan mijn partij*. Brussel, 1979, 19 blz.
- *Vlaamse economie en staats hervorming*. Brussel, 1980, 36 blz.
- M. Van Haegendoren, *De Volksunie ziet het zo. Profiel en optreden van een partij*. Brussel, 1980, 40 blz.
- *Met hernieuwd vertrouwen*. Resoluties intern partijcongres (15 december 1979). In: Cepass-documenten, 1980, nr 1, blz. 192-201.
- M. Van Haegendoren, *Vlaamse staats hervorming. Blauwdruk voor een confederaal model*. Brussel, 1981, 16 blz.
- *Economie en ecologie naar een nieuw evenwicht* (20ste VU Congres 5-6 juni 1982, Antwerpen). Brussel, 72 blz.
- *Tewerkstellingsbeleid. Een voorstel van de Volksunie*. Brussel, 1982, 21 blz. + bijlagen.
- *Cijferdossier Juli 1982*. Brussel, 1982, 28 blz.
- *De Gemeente: bouwsteen van de Vlaamse staat. Gemeenteraadsverkiezingen 1982*. VU-programma, 1982, 67 blz.
- *De Volksunie in 1982*. 1982, 54 blz.
- *Vlaamse Regering, waarheen?* Brussel, 1983, 48 blz.
- *De uitweg. Sociaal-economisch profiel van de Volksunie*. Brussel, 1983, 32 blz.

- *Dossier Staal*. Brussel, 1983, 72 blz.
- *De Volksunie in 1983*. 1983, 64 blz.
- *Zwartboek. Het triest record van Martens V : on-Vlaams en anti-Vlaams*. Brussel, 1984, 31 blz.
- *De Volksunie in 1984-1985*. 1984, 64 blz.
- *Welke toekomst voor de KS*. 1985.
- *Vlaamse eisen ? Nooit van gehoord !* 1985.

*Periodieke publikaties.*

- Vlaams Pers-, Radio- en Televisie-Instituut (VPRTI) : *Wij Vlaams-nationaal* (wekelijks tijdschrift, oplage niet gekend), 1955-nu.
- Vlaams Nationaal Studiecentrum en Vereniging voor Vlaamse Mandatarissen :
  - *Vademecum Volksunie* (driemaandelijks ledenblad, oplage niet gekend), 1970-1975.
  - *Volksunie-kaderblad* (driemaandelijks ledenblad, oplage ± 5.000 exemplaren aan alle kaderleden van VU-bestuursleden), 1976-1978 en 1982-1984.
  - *'t LaWIJtje* (kaderblad), 1985-nu.
  - *Vlaams-nationale Standpunten* (onregelmatige uitgave, oplagen van 1.000 tot 2.500 exemplaren naargelang het onderwerp), 1979-1985.
- Vlaams Internationaal Centrum. *Vlaanderen in de wereld* (4 maal per jaar, oplage niet gekend), 1978-nu.
- Volksunie-jongeren. *Wij-jongeren* (8 maal per jaar, oplage niet gekend), 1973-nu.
- Federatie van Vlaamse Vrouwengroepen. *Wij-vrouwen* (4 maal per jaar, oplage niet gekend), 1977-nu.

## FRONT DEMOCRATIQUE DES BRUXELLOIS FRANCOPHONES (FDF)

### 1. Les organes directeurs : dispositions statutaires.

Les premiers statuts du FDF datent de 1965. Ils ont été complétés par des décisions de principe en 1969-1970. En 1971 le Comité directeur a coordonné les statuts de 1965 avec ses décisions de principe de 1969-1970. Les statuts ont été modifiés à nouveau par le Comité directeur en ses réunions des 25 novembre, 16 et 23 décembre 1974, et par le Conseil général du 7 février 1977. Il y a eu une révision des statuts par le Congrès du 5 novembre 1977. Par après les amendements se sont suivis très vite : par le Conseil général en ses réunions des 20 décembre 1977, 26 juin 1978, 23 février 1981 et 1<sup>er</sup> décembre 1983 ; par le Congrès du 20 octobre 1984 ; et à nouveau par le Conseil général du 4 février 1985 et du 26 janvier 1987.

Ci-après les dispositions statutaires approuvées par le Comité directeur du 19 avril 1971 et du 17 mai 1971 :

#### TITRE I. — *Objet et Membres — Organisation générale*

*Art. 4.* — Les organes du Parti sont :

- Le Comité directeur.
- Le Bureau permanent.
- Le Congrès du parti.
- Le Conseil général des sections.
- Le Comité technique de propagande.
- La Commission législative.
- Les Sections locales.
- Les Jeunesses FDF.

#### TITRE II. — *Le Comité directeur*

*Art. 5.* — Le Comité directeur comprend :

1. Le Président du Parti, les deux vice-Présidents, le Secrétaire général, le Trésorier général, le Secrétaire général-adjoint, le Trésorier général-adjoint,

2. Les Députés et Sénateurs ainsi que le premier suppléant à la Chambre et le premier suppléant au Sénat, les Bourgmestres.

3. Trois mandataires provinciaux élus par leurs pairs.

4. Quatre mandataires communaux élus par l'association des conseillers communaux.

5. Dix délégués des Sections communales, choisis au sein et sur proposition de chacun des Comités de district, par le Conseil général des sections.

6. Le Président et deux délégués du Conseil général des sections.

7. Un délégué du Comité technique de propagande.

8. Le Président et deux délégués par les Jeunesses FDF.

9. Un certain nombre de membres cooptés, au maximum 25, issus notamment du corps professoral universitaire, du Rassemblement pour le Droit et la Liberté, des mouvements wallons ou francophones ou parainés par ces mouvements.

10. Le Conseiller.

11. Le Responsable de la permanence.

12. Le Responsable de la presse.

*Art. 6.* — Il peut inviter à ses réunions toute personne qu'il estime utile de consulter. Un membre du Comité directeur peut être révoqué par celui-ci pour indiscipline, indignité ou incapacité.

*Art. 7.* — Le Comité directeur constitue l'autorité suprême du Parti dont il peut modifier les statuts.

Il désigne ses représentants au Conseil général du FDF-RW. La désignation est faite pour deux ans ; elle peut être reconduite.

Il décide souverainement de son programme et de sa politique et tient compte dans ses décisions des positions du Conseil général du FDF-RW.

*Art. 8.* — Le Comité directeur arrête son règlement intérieur et le règlement financier du Parti.

Il peut déléguer certains de ses pouvoirs au Bureau permanent et désigner les personnes qualifiées pour représenter le Parti.

*Art. 9.* — Le Comité directeur prend ses décisions à la majorité simple sauf exception prévue à l'article 33.

Il se réunit une fois par mois, sur convocation mentionnant l'ordre du jour et chaque fois que le Bureau permanent le juge utile.

Lorsque 20 % des membres en font expressément la demande, le Comité directeur doit être convoqué dans les huit jours.

*Art. 10.* — Le Président, les deux vice-Présidents, le Secrétaire général et le Secrétaire général-adjoint sont élus pour trois ans par le Congrès. Ils sont rééligibles.

*Art. 11.* — Le Trésorier général est choisi par le Comité directeur. Il en est de même en ce qui concerne le Trésorier général-adjoint sur proposition du Trésorier général.

*Art. 12.* — Le Secrétaire général, avec le concours du Conseil général des sections, coordonne l'action des sections communales. Il est chargé de veiller à l'observance des statuts au niveau communal.

Le Secrétaire général-adjoint organise et dirige le Secrétariat central.

### TITRE III. — *Le Bureau permanent*

*Art. 13.* — Le Bureau permanent comprend :

1. Le Président, les deux vice-Présidents, le Secrétaire général, le Trésorier général et le Secrétaire général-adjoint.

2. Les Parlementaires et les Bourgmestres.

3. Deux représentants du Conseil provincial.

4. Deux représentants des Conseillers communaux, dont l'un de la périphérie.

5. Deux représentants du Conseil général des sections dont l'un de la périphérie.

6. Un membre du RDL.

7. Un délégué des Jeunesses FDF.

8. Un représentant du Comité technique de propagande.

9. Le Conseiller.

10. Un délégué de Bruxelles-Vérité et le Responsable des locaux.

Il peut inviter à ses réunions toute personne qu'il estime utile de consulter.

*Art. 14.* — Emanation du Comité directeur, le Bureau permanent définit la politique générale du Parti.

Il prépare les réunions du Comité directeur et exécute les décisions de celui-ci.

Il assure la discipline du Parti à l'égard de ses membres.

Tout membre mis en cause a le droit d'être entendu et, s'il le désire, de se faire assister d'un conseil membre du parti ; après la décision du Bureau, il a le droit d'interjeter appel auprès du Comité directeur.

*Art. 15.* — Avec le concours du Conseil général des sections, le Bureau permanent créera des commissions de travail composées de membres du parti.

#### TITRE IV. — *Le Conseil général des sections*

*Art. 16.* — Le Conseil général est composé d'un membre par section communale. Toutefois, les sections de l'agglomération qui comptent plus de 1.000 membres en règle de cotisation désignent un second délégué. Ce nombre est ramené à 500 pour les communes de la périphérie.

Les Jeunesses FDF sont assimilées à une section communale.

Un délégué du Comité technique de propagande assiste aux réunions du Conseil général.

*Art. 17.* — Le Conseil général élit son Président, son vice-Président responsable particulièrement de problèmes propres aux communes de la périphérie, et son Secrétaire. Tous trois constituent, avec les délégués au Bureau permanent, le Bureau chargé de la préparation des réunions et de l'exécution des décisions.

*Art. 18.* — Les attributions du Conseil général sont :

1. Etudier et assurer dans les différentes sections la diffusion du programme du Parti.

2. Constituer le lien permanent qui doit exister entre le Bureau permanent, le CTP et les Sections.

3. Transmettre aux Bureaux intéressés les suggestions des sections et veiller à ce qu'elles soient examinées dans un délai raisonnable.

4. Arbitrer les différends pouvant survenir entre sections appartenant à des districts différents.

5. Désigner deux délégués effectifs (dont un de la périphérie) au Bureau permanent, deux (dont un de la périphérie) au CTP.

Ces délégués auront à faire rapport au Conseil général des sections sur les décisions prises par chacun de ces Bureaux.

6. Désigner deux délégués à la Commission législative.

7. Etudier, avec le district, l'opportunité et les possibilités de création de nouvelles sections.



8. Etudier le jumelage ou le parrainage d'une section déficiente par une section mieux étoffée.

*Art. 19.* — Des commissions sont constituées par les délégués représentant les sections communales d'un même district. Se réunissant avec les présidents et secrétaires des sections intéressées, elles ont pour attributions :

1. L'organisation des élections provinciales — étude et préparation des listes électorales.
2. L'examen de l'activité des mandataires politiques du Conseil provincial.
3. La désignation des délégués au Comité directeur.
4. La stimulation des sections locales défaillantes ou sans initiative.
5. Le règlement amiable des différends entre sections du district.
6. L'assistance et les conseils aux différentes sections.

#### TITRE VIII. — *Le Congrès*

*Art. 30.* — Le Congrès se réunit chaque fois que le Comité directeur le juge utile et au moins une fois tous les deux ans. Il nomme le Président, les deux vice-Présidents, le Secrétaire général et le Secrétaire général adjoint à la majorité absolue. Eventuellement un deuxième tour est organisé pour départager les deux candidats ayant obtenu le plus de voix.

Tout membre du parti en règle de cotisation a le droit d'y assister.

Pour les votes, les sections communales disposent d'un nombre de voix proportionnel au nombre de leurs membres en règle de cotisation au dernier jour du deuxième mois précédant celui pendant lequel se tient le Congrès, nombre confirmé par le Trésorier général.

*Art. 31.* — Les modalités du Congrès sont arrêtés par le Comité directeur.

#### TITRE X. — *Dispositions générales*

*Art. 33.* — Les statuts peuvent être complétés ou modifiés par le Comité directeur à la majorité des deux tiers des membres présents, après convocation spéciale indiquant la modification proposée. Il délibère valablement si la moitié de ses membres sont présents ou sur deuxième convocation, quel que soit le nombre de présents.

Tout ce qui n'est pas réglé par les présents statuts est de la compétence du Comité directeur qui s'inspirera, notamment, des règles en usage dans les assemblées délibérantes.

Ci-après les dispositions statutaires approuvées par le Congrès du 20 octobre 1984, amendées par le Conseil général du 4 février 1985 et du 26 janvier 1987 :

### TITRE I. — *Objet et membres — Organisation générale*

*Art. 4. — a)* Les organes de décision du Parti sont :

- le Congrès,
- le Conseil général,
- le Bureau permanent élargi,
- le Bureau permanent ;

*b)* leurs activités se développent en outre par :

- le Secrétariat général,
- le Secrétariat politique,
- la Commission électorale,
- le Centre d'études,
- le Bureau d'information et le Comité de propagande,
- le Groupe de coordination communale,
- le Groupe parlementaire (Chambre et Sénat),
- le Groupe parlementaire européen,
- le Groupe régional,
- le Groupe provincial.

### TITRE II — *Le Congrès*

*Art. 5. —* Le Congrès se réunit au moins une fois tous les deux ans et chaque fois que le Conseil général le juge utile.

Peuvent y prendre part tous les membres du Parti en règle de cotisation. Pour tous les votes concernant la doctrine du Parti, les modalités du Congrès sont arrêtées par le Conseil général.

*Art. 6. —* Le Congrès désigne, au suffrage universel des membres, le Président du Parti et le Secrétaire général. La nomination se fait à la majorité absolue et pour une durée de deux ans. S'il y a lieu, un second tour est organisé pour départager les deux candidats ayant obtenu le plus de voix et ne s'étant pas désistés. Les modalités du vote sont arrêtées

par le Conseil général. Peuvent prendre part au vote les membres en règle de cotisation à la fin du deuxième mois précédant celui pendant lequel se tient le Congrès.

Nul ne peut être porteur de plus d'une procuration.

### TITRE III. — *Le Conseil général*

*Art. 7.* — Le Conseil général est composé comme suit :

#### 1. Représentation des Sections :

a) Elus pour deux ans par le Comité de section avec possibilité de reconduction et selon l'échelle suivante :

- au moins 1 délégué,
- 1 deuxième délégué à partir de 100 membres,
- 1 troisième délégué à partir de 200 membres,
- 1 quatrième délégué à partir de 300 membres,
- 1 cinquième délégué à partir de 500 membres,
- 1 sixième délégué à partir de 700 membres,
- 1 septième délégué à partir de 1.000 membres,
- 1 délégué supplémentaire par tranche de 300 membres.

b) Nul ne peut être délégué d'une section au Conseil général s'il n'est membre effectif du Comité de ladite section. En cas de vacance d'un poste de délégué d'une section au Conseil général, le Comité de la section intéressée désigne un délégué appelé à achever le mandat du délégué défaillant.

Les délégués de section au Conseil général sont désignés après l'Assemblée générale annuelle qui doit être tenue avant le 31 mars ; ils participent aux travaux du Conseil général à partir de sa première réunion suivant cette date.

Le relevé des membres par section établi par le Trésorier à la date du 31 décembre précédant immédiatement la désignation des délégués établit, suivant les normes indiquées en a) le nombre de délégués auquel chaque section (ou éventuellement un groupe de section de moins de 50 membres chacune) a droit.

#### 2. Représentation des mandataires communaux et de CPAS.

Les délégués sont élus pour deux ans ; par l'ensemble des mandataires communaux et de CPAS de la Section, avec possibilité de reconduction.

##### a) Règle générale.

On désigne un représentant par tranche minimum de 10 % des élus du Conseil communal avec un maximum de six représentants par commune.

b) Lorsque le FDF s'est présenté sur une liste d'alliance ou de cartel.

On calcule en pour cent le nombre d'élus FDF par rapport au total des sièges attribués dans la commune et on attribue un délégué par tranche minimum de 10 % auquel on ajoute un délégué supplémentaire.

c) Dans le cas d'une commune fusionnée, on majore le résultat obtenu aux alinéas a) ou b) d'une unité.

3. Tous les conseillers provinciaux.

4. Tous les conseillers régionaux et d'Agglomération ainsi que le premier suppléant.

5. Tous les conseillers des commissions de la Culture.

6. Tous les bourgmestres, échevins, présidents de CPAS, administrateurs de la SDR, de la RTBF et des parastataux de l'Etat.

7. Tous les parlementaires ainsi que le premier suppléant au Sénat, à la Chambre et au Parlement européen.

8. Dix représentants de l'Association des Femmes FDF, élues pour deux ans, avec possibilité de reconduction. La désignation des déléguées se fait après l'Assemblée générale qui pourvoit à la présidence et qui élit le nouveau Bureau. En cas de vacance d'un poste de déléguée, le Bureau désigne une déléguée appelée à achever le mandat de la défailante.

9. Vingt représentants des JFDF, dont au moins deux tiers sont âgés de moins de 26 ans. Ceux-ci sont élus pour deux ans avec possibilité de reconduction. La désignation des délégués se fait après l'Assemblée générale qui pourvoit à la présidence et élit le nouveau Bureau.

En cas de vacance d'un poste de délégué, le Bureau désigne un délégué appelé à achever le mandat du défailant.

10. Deux représentants du RDL cooptés par le Bureau permanent. Les cooptés doivent être membres du FDF.

11. Les Présidents d'honneur du Parti.

12. Les membres du Bureau permanent qui ne seraient pas membres du Conseil général.

13. A titre consultatif, les membres à titre consultatif du Bureau permanent qui ne seraient pas membres du Conseil général.

*Art. 8.* — Le Conseil général constitue sans préjudice du Congrès et des attributions réservées aux autres organes, l'organe souverain du Parti.

Il fixe à ce titre les grandes options politiques et les choix stratégiques. Il peut modifier les statuts selon la procédure précisée à l'article 24.

*Art. 9.* — Le Conseil général se réunit :

- a) En principe tous les trimestres et, en tout cas, 4 fois par an.
- b) En cas de crise gouvernementale ou de dissolution des Chambres.
- c) Après un scrutin législatif, régional ou communal.

d) A la demande d'un tiers de ses membres par lettre recommandée au Président. Dans ce cas, la réunion doit avoir lieu dans les 15 jours de la date de l'envoi de la lettre recommandée.

Le Conseil général se réunit sur convocation du Président et du Secrétaire général.

*Art. 10.* — Le Conseil général ratifie le budget et les comptes du Parti. Il peut déléguer certains de ses pouvoirs au Bureau permanent et désigner les personnes qualifiées pour représenter le Parti.

#### TITRE IV — *Le Bureau permanent*

*Art. 11.* — Le Bureau permanent constitue l'organe de travail du Conseil général. Il se réunit en principe chaque semaine.

*Art. 12.* — A. Le Bureau permanent est composé :

1. Du Président, du vice-Président et du Secrétaire général.
2. Des Parlementaires actuels et anciens (législature précédente) ainsi que des premiers suppléants à la Chambre et au Sénat.
3. Du Président ou d'un membre désigné par les sections qui atteignent le seuil minimal de représentativité déterminé pour le Conseil général avant chaque renouvellement du Bureau permanent.

Les sections qui n'atteignent pas ce seuil de représentativité peuvent toutefois, soit déléguer au Bureau permanent leur Président à titre consultatif, soit se regrouper pour désigner ensemble un membre ayant voix délibérative.

4. D'un membre supplémentaire accordé aux sections comptant plus de 300 membres.

Les sections qui ne sont représentées que par un seul délégué ont le droit de désigner un suppléant à ce délégué.

S'ils sont membres du Parti :

5. Des Bourgmestres non parlementaires.
6. Du Président de l'Agglomération.
7. Du Président de la CFC.
8. Du Président de la SDRB.
9. De l'Administrateur FDF de la RTBF.
10. Du Chef de groupe FDF du Conseil provincial du Brabant.
11. Du Président des Jeunes FDF et d'un membre désigné par le Bureau politique des jeunes FDF après son renouvellement.
12. De la Présidente de l'Association des Femmes FDF et d'un membre désigné par le Bureau de l'Association des Femmes.
13. De deux membres représentant l'Amicale des Aînés Francophones.
14. Du Président du Centre d'études Jacques Georgin.
15. Du responsable de la Commission propagande.
16. Du Trésorier général.
17. De 5 membres cooptés par le Bureau permanent.

Dans les sections qui ont le droit de désigner plus d'un délégué, la désignation se fait par le Comité à la proportionnelle, au plus grand nombre de voix, chaque électeur n'ayant droit qu'à une voix.

B. Le Bureau permanent est renouvelé après chaque élection du Président et du Secrétaire général du Parti.

Le Conseil général élit au sein du Bureau permanent un vice-président. Le Bureau permanent peut appeler en consultation toute personne dont il souhaite recueillir l'avis.

Si un membre est absent sans excuse à plus de trois réunions consécutives, le Comité de sa section en sera avisé et décidera s'il y a lieu de maintenir la désignation de ce membre ou de le remplacer par un autre délégué.

*Art. 13.* — Le Bureau permanent arrête l'organisation du Secrétariat général, du Bureau d'information, du Comité de propagande et du Centre d'études. Il peut désigner un certain nombre de secrétaires politiques dont il détermine la fonction.

Il nomme et révoque sur proposition du Président, le Trésorier général et, s'il échet, le Trésorier-adjoint.

Il établit le projet du budget annuel.

Il désigne les représentants du Parti dans les institutions publiques ou privées. Il est responsable de tous les engagements de personnel, de la détermination des fonctions et des préavis éventuels.

Le Bureau permanent peut déléguer à un groupe, pour un objet et une durée limitée, dont il détermine la composition, la responsabilité de prendre certaines décisions d'extrême urgence concernant la stratégie et la tactique à suivre.

*Art. 14.* — Le Secrétaire général contrôle l'exécution des décisions des organes du Parti ainsi que la coordination de l'action des sections locales et des groupes parlementaires, régional, provincial.

Il assure les rapports avec le Centre d'études et les différentes associations du Parti. Avec la Commission des présidents, il veille à l'observance des statuts des sections locales. Il préside la Commission de discipline.

*Art. 15.* — Le Bureau permanent désigne pour deux ans un Comité de sages de sept membres au maximum, dont le Secrétaire général qui le préside.

Ce Comité de sages constitue la Commission de discipline chargée de se prononcer sur tous les problèmes qui lui sont soumis par les sections ou par les membres.

Ce Comité ne prend de décision que si cinq membres au moins sont présents.

Il décide à la majorité simple.

Tout membre, mis en cause a le droit d'être entendu par ledit Comité et, s'il le désire, de se faire assister d'un conseil membre du Parti.

Après la décision de la Commission, il a le droit d'interjeter appel auprès du Bureau permanent dans les 15 jours.

L'appel est suspensif de la décision jusqu'à la délibération du Bureau permanent.

Les décisions visées ci-avant doivent être prises dans les 40 jours après l'introduction de la cause, pour la première décision et l'introduction de l'appel pour la seconde.

*Art. 16.* — Le Bureau exécutif est l'organe de préparation et d'exécution des décisions du Bureau permanent.

Il se compose des :

1. Président, vice-Président et Secrétaire général.
2. Chef de groupe à la Chambre des Représentants.

3. Chef de groupe au Sénat.
4. Chef de groupe au Conseil de la Communauté française.
5. Président du Centre d'études.
6. Trésorier général.

Le Bureau exécutif se réunit au moins deux fois par semaine (avant et après le Bureau permanent). Il n'a pas de pouvoir délibératif.

#### TITRE VII. — *Dispositions générales*

*Art. 20.* — Pour les nominations et élections, les votes se font à bulletins secrets. Les membres empêchés peuvent donner procuration.

Nul ne peut être porteur de plus d'une procuration.

*Art. 21.* — La limite d'âge pour toute candidature est fixée à 65 ans sauf dérogation aux 2/3 des voix par le Bureau permanent.

*Art. 22.* — Tout absent à trois réunions consécutives sauf raison reconnue comme valable est considéré comme démissionnaire de l'instance dont il s'est absenté.

*Art. 23.* — Aucune candidature n'est acceptable si l'intéressé est débiteur envers le Parti.

Le droit de vote de l'intéressé dans les instances du Parti est en outre suspendu jusqu'à ce qu'il se soit mis en règle.

Les sections doivent être intégralement en règle de paiement, y compris en ce qui concerne le Fonds GeorGIN.

Celles qui ont un arriéré doivent avant le 15 mars 1985 avoir pris un accord avec le Trésorier général et le respecter scrupuleusement.

*Art. 24.* — Les statuts établis par le Congrès peuvent être complétés et modifiés par le Conseil général à la majorité des deux tiers des membres présents, après convocation indiquant explicitement la modification proposée.

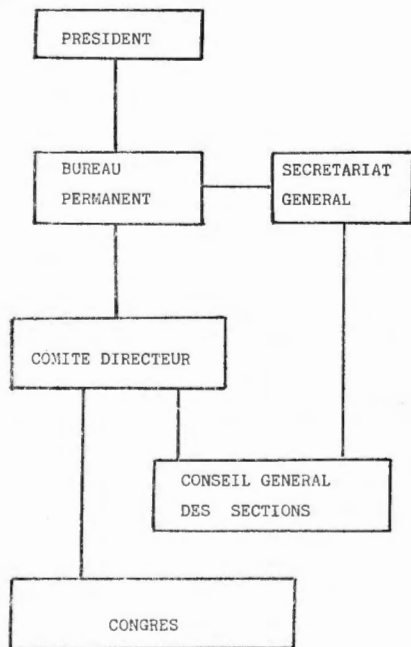
Le Conseil général délibère valablement si la moitié de ses membres sont présents ou, sur deuxième convocation, quel que soit le nombre de présents.

Tout ce qui n'est pas réglé par les présents statuts est de la compétence du Conseil général qui s'inspirera notamment des règles en usage dans les assemblées délibérantes.

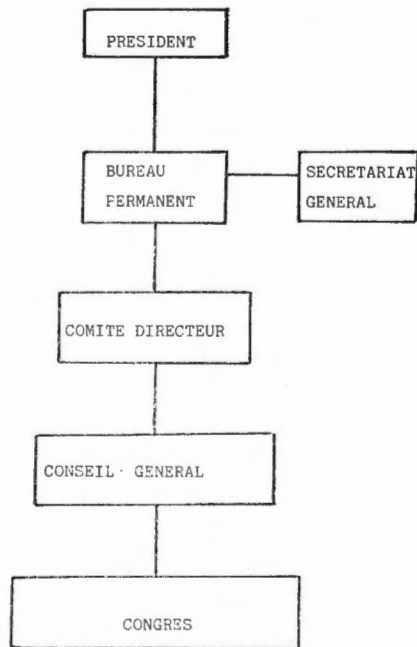


## 2. Organigrammes.

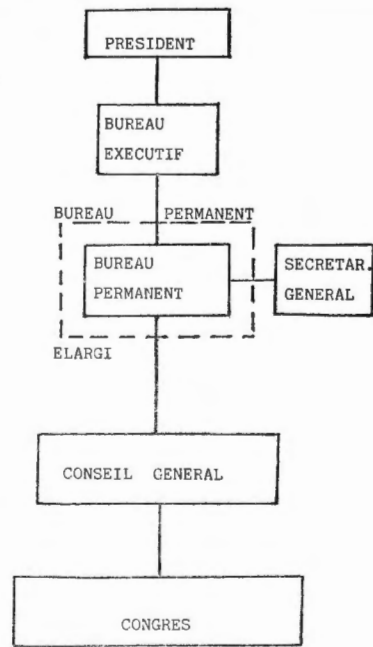
1971 - 1974



1974 - 1984



Depuis 1984



### 3. Le Congrès (1).

- Deuxième congrès général, 23 mai 1970, Bruxelles.  
Le FDF face aux élections communales de 1970.
- Congrès statutaire, 27 mai 1972, Bruxelles.  
Cohésion, cohérence, compétence (sous le double signe de l'unité du FDF et de la solidarité avec le RW, le congrès apporte des solutions cohérentes et constructives aux problèmes de l'heure); élection du Président du parti, des vice-Présidents, du Secrétaire général et du Secrétaire général adjoint.
- Congrès doctrinal, 18 janvier 1975, Bruxelles.  
L'inflation, les finances publiques, les problèmes institutionnels, l'avenir de Bruxelles; élection du Président du parti et du Secrétaire général.  
2.064 membres du parti ont participé à l'élection (2).
- Congrès de combat, 22 mai 1976, Woluwe-Saint-Pierre.  
Prendre le pouvoir pour le rendre aux Bruxellois (les idées du parti en matière de gestion communale).
- Congrès statutaire, 5 novembre 1977, Woluwe-Saint-Pierre.  
Election du Président du parti et du Secrétaire général; réforme des statuts; le pacte communautaire et la réforme des institutions; la situation budgétaire et économique.  
1.129 membres du parti ont participé à l'élection (3).
- Congrès statutaire, 7 juin 1980, Uccle.  
Election du Président du parti et du Secrétaire général.  
1.458 membres du parti ont participé à l'élection (4).
- Congrès social, 13 décembre 1980, Woluwe-Saint-Pierre.  
Le programme social du FDF.
- Congrès de réflexion, 13 juin 1981, Bruxelles.  
Une autre politique économique pour une autre société.
- Congrès extraordinaire, 10 octobre 1981, Bruxelles.  
La plate-forme électorale: Bruxellois, maître chez toi.
- Congrès, 6 mars 1982, Woluwe-Saint-Pierre.  
Région et commune, politique économique, communauté et culture.

---

(1) Le FDF avait aussi l'habitude d'organiser de nombreux meetings. Ces meetings ne sont pas mentionnés ici.

(2) *De Standaard*, 20 janvier 1975.

(3) *Le Soir*, 6-7 novembre 1977.

(4) *Le Soir*, 8-9 juin 1980.

#### 4. Le Conseil général.

C'est le Conseil général qui s'est prononcé en faveur de la participation au gouvernement Tindemans en juin 1977 et au gouvernement Martens I en avril 1979.

##### Résultats des votes : (5)

- le Conseil général du 29 mai 1977 : 118 oui  
36 non  
14 blancs
- le Conseil général du 1<sup>er</sup> avril 1979 : 102 oui  
75 non

---

(5) *De Standard*, 31 mai 1977 et 2 avril 1979.

## 5. Le Comité directeur (6).

	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982
A. Peeters	V	V	V	X	X	X	X	X					
L. Defosset (7)	OP	OP	OP	OP	OP	VP	VP	M	M	M	P	P	P
L. Outers	OP	OP	OP	OP	OP	SP	SP	M	M	M	P	P	P
R. Bourgeois	SP	SP	SP	SP	SP	P	P	X					
G. Avelange	P	P											
J. Boon	P	P	P	P	X								
P. Havelange (8)	P	P	P	P	P	P	P	P	P	P	P	P	
A. Lagasse	P	P	VP	VP	VP	P	P	P	P	P	P	P	P
V. Laloux	P	P	P	P	X		X						
J. Pohl	P	P											
P. Adam	X												
R. Alexandre	X	X	X	X	X								
C. Blomme	X	X											
P. Brien (9)	X	X	X	X	X	X							
H. Cambier	X	X	X	X	X								
R. Coutrez	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
E. Cristel (10)	X	X	P	P	P	P	P	K					
G. Dandoy	X	X	X	X	X								
F. De Bock	X	X											
J.-C. Dugniolle	X												
P. Fievez	X	X	X	X	X				X	X	X		
R. Foucart	X	X	A	A	A								
A. Govaerts	X	X	X	X	X				X	X			
M.-H. Grégoire	X	X	X	X	X	X	X	X					
E.-P. Guillaume	X	A	P	P	P	P	P	P	P	P	P	P	
G. Guilnard	X	X											
J. Hoffmann	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
M. Hombert	X												
C.-E. Lagasse	X					X	X	K	K	K	X	X	X
A. Lambot	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X





	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982
M. Malpoix			X	X	X								
G. Moulin			P	P	X								
M. Payfa			P	P	P	P	P	P	P	P	P	P	X
D. Van Eyll			X	X	X	X	X	X	X	X	X	P	X
J.-P. Bombaert				X	X								
M <sup>me</sup> M.-A. Chenot				X	X	X	X	X	X	X			
C. Dechamps				X									
M <sup>me</sup> N. Dehan				X	X	X	X						
M <sup>me</sup> J. Flament				X	X	X	X	X	X				
M. Flamion				X	X	X	X						
J. Guffens				X			X						
M <sup>me</sup> I. Honnay				X	X	X	X	X	X	X			
A. Jamoule				X	X								
J. Leclef				X									
Ch. Lepaffe				X									
F. Lipsin				X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
M <sup>me</sup> J. Moxhon				X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
R. Muller				X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
M <sup>me</sup> M. Payfa				X	X	X	X	X	X	X			
F. Rossignol				X	X	X	X	X					
M <sup>me</sup> A. Royers				X	X	X	X	X			X	X	X
M <sup>me</sup> N. Soumoy				X	X	X	X	X			X	X	X
M <sup>me</sup> J. Van Hemelryck				X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
A. Vers'raeten				X									
G. Wasterlain				X	X	X			X	X	X		
M <sup>me</sup> M. Willems				X	X	X	X						
L. Bernard					X	X	X	P	P	P	P	P	X

	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982
M <sup>me</sup> A. Spaak				P		OP	OP	VP	VP	VP	VP	VP	VP
M. Artiges						X	X	X	X	X	X	X	X
A. Bouvy						X	X	X	X	X	X		
R. Capart						X	X	X	X	X	X	X	X
M <sup>me</sup> M. Claes						X	X	X					
X. De Beys						X	X	X	X	X	X	X	X
G. Defosset						X	X	X	X	X	X	X	X
G. Désir						X	X	P	P	P	SP	SP	S
C. Druez						X	X	X	X	X	X	X	X
C. Guermant						X	X	K	K	K	X		
R. Hoebaer						X	X						
J. Liberton						X	X						
M. Mainguet						X	X						
L. Maricq						X	X	X	X	X	X	X	X
F. Martou						X	X	X	X	X	X		
M <sup>me</sup> C. Massion						X	X	X	X	X	X		
M <sup>me</sup> C. Materne						X	X						
M. Patigny						X	X	X	X				
J.-S. Steppé						X	X	X	X	X	X	X	
R. Thiéry						X	X	X	X	K	X	X	X
R. Van Acker						X	X	X	X	X	X	X	X
L. Van Crombrugge						X	X	X	X	X	X	X	X
M. Verheyden						X	X	X	X	X	X		
A. Weber						X	X						
M <sup>me</sup> M. Banneux								P	P	P	P	P	X
J.-P. Cornelissen								X	X	X	X	X	X
A. Delpérée								P	OP	OP	OP	OP	OP



	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982
M <sup>me</sup> A. Fosseprez								X	X	X	X	X	X
R. Gillet								P	P	P	P	P	P
S. Moureaux								P	P	P	P	P	P
M. Burstin									X	K	X	X	X
M <sup>me</sup> R. Capron									X	X			
Y. Courrier									K	K			
P. Debongnie									X	X	X	X	X
M <sup>me</sup> J. De Kock									X	X			
H. Delchambre									X				
C. Deloos									X	X	X		
M <sup>me</sup> A. Lagasse									X	X			
J.-M. Laloux									X	X			
R. Leblanc									K	K	X		
G. Lemans									X	X	X		
J. Lemmens									X	X			
H. Lismonde									K	K	X	X	X
Z. Mal									X				
G. Massenaux									X	X	X	X	X
E. Messemaekers									X	X	X	X	X
J. Neyrinck									X	X	X	X	X
M <sup>me</sup> J. Pattoux									K	K	X	X	X
M. Peffer									X	X			
P. Reniers									X	X	X		
D. Sempoux									X	X	X		
G. Van De Walle									X	X	X	X	X
M <sup>me</sup> L. Van Emden									X	X	X		
A. Verhaegen									X	X	X	X	X

	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982
Cl. Verhasselt									X	X			
R. Werrion									X	X			
J.-M. Williquet									X	X	X		
R. Chalkin									X	X			
J. Gilles									X	X			
X. Hachez									X	X			
J.-C. Henrard									X	X			
P. Jonet									X	X		X	X
J.-P. Poupko									X	X		X	
M <sup>me</sup> P. Preud'homme									X	X			
B. Risopoulos									P	P		P	P
R. Thiébaud									X	X			
M <sup>me</sup> A.-M. Van Pevenage									X	X			
J. Arts									X	X			
J.-P. Bertrand									X	X		X	X
Y. Boonkens									X	X		X	X
G. Boulogne									X	X			
M <sup>me</sup> M. Den Tandt									X	X		X	X
J.-C. Dufrasnes									X	X		X	X
M <sup>me</sup> C. Favart									X	X			
J. Gaillard									X	X			
M <sup>me</sup> N. Gillet									X	X		X	X
M <sup>me</sup> M. Halleux									X	X		X	X
M <sup>me</sup> E. Holland									X	X		X	X
G. Hoyos									X	X		X	X
J.-P. Hubin									X	X		X	X
C. Lepaffe									X	X		X	X

	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982
M <sup>me</sup> G. Leunen											X	X	X
C. Liesenberg											X		
M. Mannan											X		
M <sup>me</sup> C. Noé											X		
J. Renard											X	X	X
C. Smal											X	X	X
P. Smits											X	X	X
M <sup>me</sup> M. Van Baerlem											X	X	X
R. Van Damme											X		
G. Verzin											X	X	X
M. Piccart												X	X
M <sup>me</sup> C. Wauthier													X
Total	50	70	64	84	82	79	79	68	91	95	102	78	71
Nombre de parlementaires	9	10	17	17	16	15	15	20	20	20	20	20	12
Nombre de ministres	—	—	—	—	—	—	—	3	3	3	—	—	—
Nombre de femmes	—	5	5	15	16	16	16	14	16	17	21	16	15

(6) Le Comité directeur a été supprimé en 1985 et remplacé par le Bureau permanent élargi. Le tableau ci-dessus (incomplet pour certaines années) reprend les membres avec voix délibérative et ceux avec voix consultative.

(7) Léon Defosset était Président général du FDF-RW de 1972 à 1974.

(8) Pierre Havelange démissionnait en tant que Député le 1<sup>er</sup> octobre 1981 et quittait le FDF pour le PRL. Michel Parent lui a succédé à la Chambre.

(9) Paul Brien, fondateur et ancien Président du FDF est décédé en février 1975.

(10) Jean Fosty est décédé en octobre 1974. Edmond Cristel lui a succédé au Sénat.

(11) Roger Nols quittait le FDF en avril 1983.

(12) Constant Verhasselt quittait le FDF pour le PS en décembre 1978.

(13) M<sup>me</sup> Angèle Verdin-Lenaers quittait le FDF pour le PSC en septembre 1974.

(14) M<sup>me</sup> Lucienne Mathieu-Mohin quittait le FDF pour le PRL en mars 1982.

(15) François Persoons est décédé en mai 1981. Didier Van Eyll lui a succédé à la Chambre.

## 6. Le Bureau permanent.

Le Bureau permanent est devenu officiellement l'organe le plus important du parti après la suppression du Comité directeur par les amendements statutaires du Conseil général du 4 février 1985. Le Bureau permanent élargi qui remplace le Comité directeur n'a pas obtenu de compétences essentielles.

## 7. Le Président.

Nom	Date d'élection	Collège électoral	Concurrents	Méthode / Résultats d'élection
A. Peeters	22 mai 1967	Comité directeur	Nul	Inconnu
A. Lagasse	27 mai 1972	Congrès	Nul	Avec applaudissements
L. Defosset	18 janvier 1975	Congrès	G. Clerfayt	Total : 2064 votes L. Defosset : 1454 (70,4 %) G. Clerfayt : 606 (29,4 %) Blancs : 4 (0,2 %)
M <sup>me</sup> A. Spaak (ad interim)	14 juin 1977	Conseil général	Nul	Avec applaudissements
M <sup>me</sup> A. Spaak	5 novembre 1977	Congrès	Nul	Total : 1129 votes Oui : 813 (72 %) Non : 282 (25 %) Blancs et nuls : 34 (3 %)
M <sup>me</sup> A. Spaak	7 juin 1980	Congrès	Nul	Total : 1458 votes Oui : 1287 (88,3 %) Autres : 171 (11,7 %)

## 8. Les membres (16).

1970-1973 : ± 10.000	1975 : 10.990	1981 : ± 12.000
1974 : 10.881	1976 : 10.518	1983 : 13.080
		1984 : 11.500
		1985 : 10.200

## 9. Campagnes électorales : coûts (en millions de francs belges et en prix courants de l'époque).

1974 : 12,4 (y compris le PLDP)	1977 : 14,4
1976 : 11,8	1979 : 11,5 (y compris le RW)
	1981 : 29,4 (y compris le RW)
	1985 : 7,5

(16) M. MAES, *De ledenaantallen van de politieke partijen in België*. Leuven, Afdeling Polkologie, p. 83.

## 10. Le Conseil général du FDF-RW.

Il y avait également un Conseil général qui exerçait les fonctions d'organe directeur commun du FDF et du RW de 1968 à 1976 et de 1979 à 1981. Il a été suspendu de 1976 à 1979. Il avait pour mission de coordonner les options et positions communes des deux partis en ce qui concerne la politique intérieure et la politique internationale (pas la politique régionale). Il a été composé à l'origine de 15 délégués FDF et de 15 délégués RW. Cet organe se réunissait en principe une fois par mois, mais de faite à des moments irréguliers.

Voici la composition du Conseil général du FDF-RW en avril 1971 :  
(17)

Président du FDF-RW : J. DUVIEUSART (Charleroi) (18).

Délégation du FDF :

- Président du FDF : A. PEETERS (Uccle).
- vice-Présidents du FDF : L. DEFOSSET (Etterbeek) et L. OUTERS (Auderghem), Secrétaire général du FDF-RW.
- Secrétaire général du FDF : R. BOURGEOIS (Schaerbeek).
- Parlementaires FDF (outre ceux mentionnés ci-dessus) :  
Chambre : J. BOON (Kraainem), P. HAVELANGE (Ixelles),  
V. LALOUX (Berchem-Sainte-Agathe).  
Sénat : A. LAGASSE (Ixelles), J. POHL (Watermael-Boitsfort),  
G. AVELANGE (Ixelles).
- Autres membres de la délégation : R. ALEXANDRE (Forest),  
C. BLOMME (Watermael-Boitsfort), J. HOFFMANN (Forest),  
R. NOLS (Schaerbeek).

Délégation du RW :

- Président du RW : F. PERIN (Liège).
- vice-Président du RW : W. LASSANCE (Awenne, près de Saint-Hubert), M. VRAY (Houdeng-Goegnies), P. WAUCQUEZ (Namèche).
- Secrétaire général du RW : R. MOREAU (Mont-sur-Marchienne).
- Délégués de régionales du RW :  
Brabant wallon : P. ROUELLE (La Hulpe).  
Charleroi : E. KNOOPS (Charleroi).  
Mons-Borinage : J.-P. DETON (Mons).  
Soignies : P. NOPÈRE (La Louvière).

(17) *Courrier hebdomadaire du CRISP*, n° 516, 2 avril 1971, pp. 27-29.

(18) Jean Duvieusart était Président général du FDF-RW de 1968 à 1972.

Thuin : M. BOLOGNE (Nalinnes).  
 Tournai-Ath-Mouscron : G. DESOMBERG (Tournai).  
 Huy et Waremme : L. ROUSSEAU (Waremme).  
 Liège : M. THIRY (Ham-sous-Chèvremont).  
 Luxembourg : F. PERIN (Harre-lez-Werbomont).  
 Dinant-Philippeville : F. MAROIT (Dinant).

- **Parlementaires RW** (outre ceux mentionnés ci-dessus) :  
 Chambre : P. BERTRAND (Liège), F. MASSART (Beez),  
 P. VAN DAMME (Mouscron).  
 Sénat : J. GOFFART (Dinant), P. STROOBANTS (Tourin-  
 nes-la-Grosse).

## 11. Publications.

### *Publications programmatrices :*

- *Front Démocratique des Bruxellois Francophones, FDF 1970.* Bruxelles, 1970, 102 p.
- *Front Démocratique des Bruxellois Francophones, FDF 1971.* Bruxelles, 1971, 58 p.
- *Congrès FDF du samedi 27 mai 1972.* Bruxelles, 1972, 189 p.
- *Programme FDF pour les élections du 10 mars 1974.* Bruxelles, 1974, 80 p.
- *Bruxellois, maître chez toi, FDF.* Verviers, 1977, 95 p (numéro spécial FDF Contact).
- *FDF — La liberté d'être Bruxellois.* Verviers, 1978, 64 p (numéro spécial FDF Contact).
- *FDF-RW — La voix de votre région en Europe. Programme du FDF-RW pour les élections européennes du 10 juin 1979.* Bruxelles, 1979, 64 p. (numéro spécial FDF Contact).
- *FDF, Bruxellois, maître chez toi.* Verviers, 1981, 95 p. (numéro spécial FDF Contact).
- *Programme communal FDF.* Bruxelles, 1982, 17 p. (numéro spécial FDF Contact).
- *Programme pour l'Europe. FDF-CFE, Front Démocratique des Fédéralistes pour la Communauté Française et l'Europe. Elections européennes du 17 juin 1984.* Bruxelles, 1984, 48 p.

*Périodiques* : (19).

- *FDF Contact*, mensuel, octobre 1965-janvier 1970 (tirage :  $\pm$  10.000 ex.); mensuel, janvier 1973-septembre 1974 (tirage :  $\pm$  10.900 ex.); bimensuel, octobre 1974-décembre 1983 (tirage :  $\pm$  11.000 ex. en 1975 ;  $\pm$  12.600 ex. en 1983).
- *Bruxelles Vérité*, bimensuel, mars 1970-décembre 1970 (tirage :  $\pm$  300.000 ex.); hebdomadaire, janvier 1971-septembre 1974 (tirage :  $\pm$  100.000 ex.).
- *4 millions 4*, hebdomadaire, octobre 1974-décembre 1981.
- *FDF Cadre*, mensuel, mars 1978-février 1984.
- *FDF Information*, hebdomadaire, septembre 1981-avril 1984.
- *FDF Actualités*, hebdomadaire et après mensuel, paraît à partir de février 1982.
- *La Gazette de Bruxelles*, bimensuel à partir de janvier 1984 ; disparaît après quinze numéros (tirage :  $\pm$  10.000 ex.).
- *La semaine politique*, hebdomadaire, paraît à partir de septembre 1987 (tirage : 800 ex.).
- *Les cahiers du Centre d'études Jacques Georgin*, paraissent depuis 1973, publication trimestrielle à l'origine.

---

(19) Sources des tirages : *Res Publica*, 1984, n° 4, p. 532 ; 1986, n° 3, p. 536 ; 1988, n° 2-3, p. 338.

K. DESCHOUWER, *Een studie van het FDF in de jaren zeventig*. Bruxelles, mémoire de licence VUB, 1981, p. 97.

J. DE BRABANTER, *Ontstaan en ontwikkeling van de taalpartij FDF 1960-1970*. Bruxelles, mémoire de licence VUB, 1980, p. 139.

## RASSEMBLEMENT WALLON (RW).

### 1. Les organes directeurs : dispositions statutaires.

Les « Statuts fédéraux », adoptés par le Congrès constitutif du 9 juin 1968, ont été modifiés par le Congrès en ses réunions des 25 et 26 mars 1972, 12 mars 1978 et 24 février 1979.

Les dispositions statutaires adoptées par le Congrès constitutif du 9 juin 1968 :

#### Art. 2. — *Les Régionales d'arrondissement.*

La structure du Rassemblement Wallon est basée sur des Régionales d'arrondissement électoraux qui jouissent de la plus large autonomie tant en ce qui concerne leur organisation, que du point de vue financier et propagande (cotisations, fonds de soutien, etc.).

Les Régionales d'arrondissement peuvent se grouper pour coordonner leur action.

Elles s'informent mutuellement de leurs activités respectives par le canal de « Forces Wallonnes ».

#### Art. 3. — *Le Congrès général.*

L'assemblée souveraine du Rassemblement Wallon est le Congrès général.

Il est composé de délégués des Régionales d'arrondissement suivant critères déterminés par le Bureau exécutif.

Le Congrès général fixe le programme et les statuts.

Il élit le Président et le Secrétaire général pour un terme de deux ans. Il ratifie la composition du Bureau exécutif. Il crée les commissions indispensables à l'action la plus efficace du Rassemblement Wallon.

Il se réunit au moins une fois l'an sur convocation du Bureau fédéral ou à la demande de trois Régionales d'arrondissement.

#### Art. 4. — *Le Bureau exécutif.*

Le Bureau exécutif se compose d'un membre par Régionale d'arrondissement, du Président et du Secrétaire général.

Les Régionales d'arrondissement désignent chacune un membre effectif et un membre suppléant.



Ces quinze membres siègent au Conseil général de la Confédération FDF-RW.

Les Parlementaires du Rassemblement Wallon qui ne seraient pas membres du Bureau exécutif assistent avec voix consultatives aux réunions du Bureau exécutif et du Conseil général du FDF-RW.

Le Bureau exécutif comprend en outre les Présidents des commissions créées par le Congrès.

Le Bureau exécutif se réunit sur convocation du Président. Il assure la gestion journalière du Rassemblement Wallon, sa direction politique et la direction politique de « Forces Wallonnes ».

*Art. 5. — Le Bureau fédéral.*

Le Bureau fédéral du Rassemblement Wallon est l'organe qui assure la direction du Rassemblement Wallon entre deux congrès.

Il comprend le Bureau exécutif, les élus nationaux et provinciaux (deux par province) et deux délégués supplémentaires par fédération.

Il est présidé par le Président du Rassemblement Wallon.

Il se réunit aussi souvent que de besoin, et au moins une fois par mois.

*Art. 8. — Groupe parlementaire du Rassemblement Wallon.*

Les Députés et Sénateurs assurent la coordination de l'action parlementaire et la répartition des interventions et interpellations conformément aux décisions du Bureau du Rassemblement Wallon.

Il en sera de même en ce qui concerne les conseillers provinciaux et communaux.

En cas d'urgence le Groupe parlementaire du Rassemblement Wallon détermine l'attitude à adopter face aux problèmes politiques.

*Art. 9. — Cas non prévus.*

Tous les cas et matières non prévus par les présents statuts sont du ressort du Bureau fédéral du Rassemblement Wallon.

Texte statutaire adopté par le Congrès du 24 février 1979 :

*Art. 2. — Des Régionales d'arrondissement.*

La structure du Rassemblement Wallon est basée sur les Régionales d'arrondissements électoraux qui jouissent de la plus large autonomie, sauf en ce qui concerne le respect des présents statuts et en matière de doctrine et de programme qui sont du ressort du Congrès fédéral.

Le Bureau fédéral s'assure que les statuts régionaux et locaux sont établis en conformité avec les dispositions statutaires fédérales.

Les Régionales d'arrondissement convoquent leurs assemblées générales ou Congrès d'arrondissement au moins une fois l'an. Un seul canton ou district ne pourra y disposer de la majorité absolue.

Les Régionales d'arrondissement peuvent se grouper pour coordonner leur action et le font en tout état de cause lorsque la situation l'exige.

Art. 3. — *Du Congrès fédéral.*

L'Assemblée souveraine du Rassemblement Wallon est le Congrès fédéral. Il est composé de six cents délégués désignés comme suit :

- un quart réparti également entre les Régionales ;
- un quart réparti proportionnellement au nombre d'affiliés de chaque Régionale ;
- un quart réparti proportionnellement aux voix recueillies par le RW dans chaque arrondissement sur la liste de la Chambre des Représentants lors des dernières élections législatives en date ;
- un quart réparti proportionnellement au pourcentage obtenu par le RW dans chacun des arrondissements par rapport au total des votes valables exprimés dans ces arrondissements.

Le Congrès fixe la doctrine, le programme et les statuts. Il élit le Président, les vice-Présidents (trois au moins), le Secrétaire général et le Trésorier fédéral pour un terme de deux ans. L'élection a lieu à la majorité absolue des votes valables. En cas de ballottage, un second tour est organisé entre les deux premiers classés ; dans ce cas, la majorité simple suffit.

Les candidatures doivent parvenir au Secrétariat fédéral 15 jours au moins avant la date du Congrès. A l'exception du Trésorier, un même mandat ne peut être exercé que deux fois consécutivement à moins que le Congrès n'en décide autrement par un vote préalable à la majorité des deux tiers.

Le Congrès se réunit chaque année en Assemblée ordinaire ; il peut être convoqué en Assemblée extraordinaire chaque fois que le Bureau fédéral l'estime nécessaire. Sauf urgence, la date en est fixée au moins trois mois à l'avance.

Art. 4. — *Du Bureau fédéral.*

Le Bureau fédéral du RW assure la direction du Parti entre deux congrès. Il comprend : le Président, les vice-Présidents, le Secrétaire général, le Trésorier, les Parlementaires, un représentant de chacun des groupes RW des Conseils provinciaux, quatre délégués pour chacune des Régionales d'arrondissement électoral, dont le Président (à moins que celui-ci ne soit déjà membre à un autre titre).

Les Régionales désignent également quatre délégués suppléants (voix consultative).

La délégation des Régionales comprend au moins une femme. Le Bureau fédéral peut coopter un maximum de six personnes pour des périodes de 1 an renouvelables.

Le Bureau fédéral élit les Secrétaires généraux adjoints qui en deviennent membres de droit.

Les membres d'Exécutifs nationaux, communaux, régionaux ou provinciaux sont membres de droit du Bureau fédéral. Les votes ont lieu à la majorité des voix, chaque membre présent disposant d'une voix. Les décisions sont acquises dans les conditions suivantes :

- présence de la 1/2 au moins des membres ;
- majorité de 50 % plus une voix.

Au cas où le quorum de présence ne serait pas atteint, une nouvelle réunion sera convoquée au plus tard dans les 15 jours avec le même ordre du jour.

Cette nouvelle assemblée peut délibérer valablement dans les mêmes conditions de vote, mais quel que soit le nombre de présents.

Le scrutin spécial est obligatoire pour les questions de personnes ou lorsque trois Régionales au moins le demandent.

Dans ces deux cas, les votes ont lieu en tenant compte — en ce qui concerne les délégations — de la même représentativité que pour le Congrès divisée par quatre ; les autres membres disposent chacun de une voix.

#### Art. 5. — *Des Commissions fédérales.*

Le Bureau fédéral constitue les commissions indispensables à l'action du Parti et en désigne les responsables. Si ces responsables ne sont pas membres du Bureau fédéral, ils sont invités à participer aux réunions ; ils disposent d'une voix consultative.

Le fonctionnement des Commissions fédérales est régi par le Règlement d'ordre intérieur.

#### Art. 6. — *Du Bureau exécutif.*

Le Bureau exécutif assume la gestion quotidienne du Parti. Il prépare les réunions du Bureau fédéral, en exécute les décisions ; il réagit à l'actualité entre deux réunions du Bureau fédéral et est responsable devant lui.

Le Bureau exécutif comprend le Président, les vice-Présidents, le Secrétaire général, le Trésorier, les Secrétaires généraux, adjoints, les Parlementaires, un représentant de chacune des Régionales d'arrondissement n'étant pas représentées par une des fonctions précédentes.

A sa demande, tout Président d'arrondissement peut participer aux travaux du Bureau exécutif. En outre, le Bureau exécutif peut coopter un maximum de cinq membres pour une période de 1 an renouvelable. Le Bureau exécutif peut consulter tout expert de son choix.

*Art. 7. — Du Groupe parlementaire du Rassemblement Wallon.*

Les Députés et Sénateurs assurent la coordination de l'action parlementaire et la répartition des interventions et interpellations conformément aux décisions des instances du Parti.

Le Règlement d'ordre intérieur précise les conditions auxquelles acceptent de se soumettre les candidats parlementaires.

Le Secrétaire du Groupe parlementaire assiste de droit aux réunions du Groupe et y dispose d'une voix consultative.

*Art. 8. — Du rôle du Président fédéral.*

Le Président dirige les réunions du Bureau fédéral et du Bureau exécutif.

Il est le porte-parole du Rassemblement Wallon.

Il ne peut engager le Parti sans l'accord préalable du Bureau fédéral et, en cas d'urgence, du Bureau exécutif ou du Groupe parlementaire ; l'urgence étant l'impossibilité matérielle de réunir valablement le Bureau fédéral.

Le Président fédéral assiste de droit à toute réunion du Parti à quelque niveau qu'elle se tienne.

*Art. 9. — De la concertation entre le RW et le FDF.*

La concertation entre le FDF et le RW s'effectue au sein d'un Conseil général paritaire et au niveau des groupes parlementaires.

La délégation du RW à ce Conseil général est composé selon les dispositions du Règlement d'ordre intérieur.

*Art. 11. — Des litiges.*

Le Règlement d'ordre intérieur détermine les procédures et les sanctions qui peuvent être prises à l'encontre d'un membre du Parti.

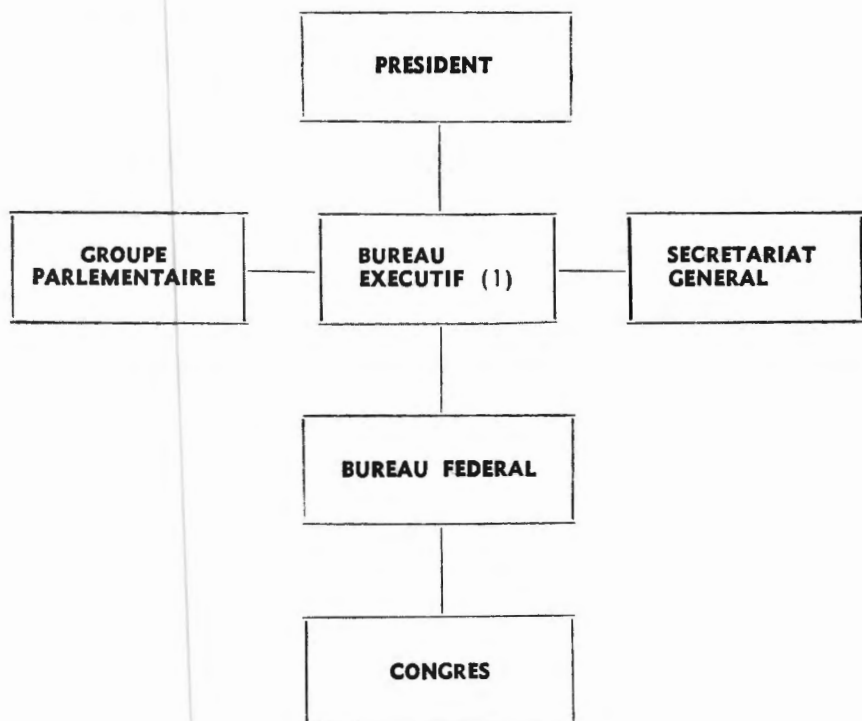
En tout cas, le Bureau fédéral est obligatoirement saisi des propositions d'exclusion du RW de membres du Bureau fédéral ou des Comités d'arrondissement. De même, le Bureau fédéral arbitre les litiges graves survenus au sein des arrondissements.

Tout membre exclu a droit de recours devant le Bureau fédéral.

Art. 12. — *Cas non prévus.*

Le Règlement d'ordre intérieur prévoit les mesures d'exécution pratique des dispositions statutaires et des décisions du Bureau fédéral.

## 2. L'organigramme des organes directeurs.



## 3. Le Congrès (2).

— Congrès extraordinaire, 15 mars 1970, Namur.

Situation du RW ; problèmes économiques et sociaux ; réforme des institutions de l'Etat belge.

Nombre de participants : 489.

(1) Le Bureau exécutif a été supprimé par le Congrès statutaire du 25 et 26 mars 1972, mais a été rétabli par le Bureau fédéral du 29 septembre 1973.

(2) Les nombres de participants ont été communiqués par R. Moreau, ancien Secrétaire général du RW. Voir également : *Res Publica*, 1984, n° 4, p. 534, et, *De Standaard*, 31 mars 1981.

- Congrès électoral, 13 septembre 1970, Namur.  
Les élections communales.  
Nombre de participants : 910.
- Congrès extraordinaire, 20 et 21 mars 1971, Namur.  
Une Europe fédérale des régions ; la démocratie politique ; la réforme de la Grande Entreprise ; la question scolaire.  
Nombre de participants : 781.
- Congrès statutaire, 25 et 26 mars 1972, Namur.  
Election du Président du parti, des vice-Présidents, du Secrétaire général et du Trésorier ; adoption des « Statuts fédéraux » du parti ; la situation politique.  
Nombre de participants : 654.
- Congrès extraordinaire, 24 novembre 1973, Namur.  
L'emploi en Wallonie.  
Nombre de participants : 537.
- Congrès électoral, 24 février 1974, Namur.  
Programme électoral ; les conditions pour une participation au gouvernement.  
Nombre de participants : 602.
- Congrès statutaire, 20 octobre 1974, Tournai.  
Election du Président du parti, des vice-Présidents, du Secrétaire général et du Trésorier ; rapport moral ; la situation politique ; hommage à M. Thiry et M. Bologne.  
Nombre de participants : 489.
- Congrès extraordinaire, 4 décembre 1976, Namur.  
Le Congrès du renouveau et de l'espoir ; le manifeste idéologique du RW.  
Nombre de participants : 1.169.
- Congrès statutaire, 5 mars 1977, Liège.  
Instauration d'un pouvoir autonome wallon ; election du Président du parti, des vice-Présidents, du Secrétaire général et du Trésorier.  
Nombre de participants : 985.
- Congrès extraordinaire, 8 octobre 1977, Anderlues.  
La crise économique ; la réforme des institutions.
- Congrès statutaire, 12 mars 1978, Namur.  
Un Etat wallon pour vaincre la crise ; modification des statuts.  
Nombre de participants : ± 500.
- Congrès électoral, 25 novembre 1978, Namur.  
L'autonomie de la Wallonie et ses répercussions économiques et sociales (plate-forme électorale).  
Nombre de participants : ± 500.

- Congrès statutaire, 24 février 1979, Marcinelle.  
Election du Président du parti, des vice-Présidents, du Secrétaire général et du Trésorier ; modification des statuts.
- Congrès extraordinaire, 16 mars 1980, Liège.  
Une Wallonie autonome avec un propre gouvernement.
- Congrès statutaire, 29 mars 1981, Mons.  
Pour sortir de la crise : une autre politique économique par un pouvoir wallon ; élection du Président du parti, des vice-Présidents, du Secrétaire général et du Trésorier.  
598 votants.
- Congrès statutaire, 8 octobre 1983, Namur.  
Adoption d'une notion en 14 points dont certains concernant l'orientation indépendantiste du parti ; élection du Président du parti, des vice-Présidents, du Secrétaire général et du Trésorier.  
Nombre de participants : ± 400.
- Congrès, 22 janvier 1985.  
Le RW a choisi pour l'indépendantisme.

#### 4. Le Bureau fédéral.

*Fréquences des réunions : (3)*

1970 : 11	1975 : 18	1980 : 16
1971 : 11	1976 : 13	1981 : 14
1972 : 11	1977 : 14	
1973 : 9	1978 : 16	
1974 : 16	1979 : 13	

C'est le Bureau fédéral élargi du 10 juin 1974 qui s'est prononcé en faveur de la participation au gouvernement Tindemans-De Clercq.

Résultat de vote : inconnu.

---

(3) Les fréquences des réunions ont été communiquées par R. Moreau, ancien Secrétaire général du RW.

## 5. Le Bureau exécutif (4).

	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982
F. Perin (5)	VP	VP	VP	VP	M	M	M						
M. Michel	O												
M. Vray	O	O											
P. Waucquez (6)	O	O	P										
R. Moreau (7)	SP	SP	SP	SP	VM	M	M	P	P	P	P	P	
P. Bertrand (8)	P	P	P	P	P	P	M	P	P	P	P	P	
M. Bologne	P	P	P	P	X	X							
J. Goffart (9)	P	P	P	P	P	P	P						
E. Knoops (10)	P	P	P	P	M	M	M						
J. Leclercq (11)	P												
F. Massart	P	P	P	P	P	OP	OP	OP	OP	O	O	O	O
P. Rouelle	P	P	P	P	P	P	P	P	P				
P. Stroobants (12)	P	P	P	P	P	P	P						
M. Thiry	P	P	P	P									
A. Bourgaux	X												
J. Colas	X												
G. Desomberg	X	X	X										
J.-P. Deton	X	X	X										
P. Esquet	X	X	O	O	O								
J. Honet	X												
F. Maroît	X	X	X										
P. Nopère	X	X	O	O	O	O	O	O	O	O	O		
F. Perin	X	X	X										

(4) Le tableau ci-dessus est incomplet pour la plupart des années ; les délégués régionaux étaient trop nombreux et variaient trop souvent pour les reprendre tous dans ce tableau.

(5) François Perin quittait le RW pour le PRLW le 26 novembre 1976.

(6) Pierre Waucquez est exclu du RW en octobre 1972.

(7) Robert Moreau quittait le RW pour le PS en octobre 1981.

(8) Pierre Bertrand était Président général du FDF-RW de 1979 à 1980.

(9) Jean Goffart quittait le RW en décembre 1976 et siégeait comme indépendant.

(10) Etienne Knoops quittait le RW pour le PRLW le 26 novembre 1978.



	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982
L. Rechter	X	X	X										
L. Rousseau	X	X	X										
W. Lassance		O	O	O	O								
P. Van Damme (11)		P	P	P									
A. Bila			P	P	SP	SP	SP	X	X	X	X	X	
A. Boland			P	P									
J. Gol (13)			P	P	M	M	M						
P.-H. Gendebien (14)			P	P	VP	VP	VP	VP	VP	P	P	P	
F. Helguers			P	P	P	P	P	P	P				
M <sup>me</sup> F. Hermant (16)			P	P	P	P	P	P	P				
A. Lagneau (15)			P	P	P	P	P						
P. Leroy			P	P	P	P		P	P				
J. Loriaux			P	P									
G. Maes			P	P	P	P	P	X	X	X			
M. Meuter			P	P									
M. Petit			P	P									
R. Schreder			P	P									
J. Wathelet (17)			P	P	P	P	P						
J. Dehon				X	X	X	X	X	X	X			
J.-P. Levecq (18)				X	P	P	P						
J. Cerf					P	P	P	X	X	P	P	P	X
E. Duviéusart (19)					P	P	P	P	P				
J. Flévez					P	P	P	SP	SP	SP	SP	SP	S
J. Lausier (20)					P	P	P						
G. Neuray					P	P	P			P	P	P	
C. Talbot (16)					P	OP	OP	OP	OP				

(11) Jean Leclercq est décédé le 24 décembre 1970. Paul Van Damme lui a succédé à la Chambre.

(12) Pierre Stroobants quittait le RW pour le PRLW en novembre 1976.

(13) Jean Gol quittait le RW pour le PRLW le 26 novembre 1976.

(14) Paul-Henri Gendebien quittait le RW le 3 octobre 1981 et fonda le RPW (Rassemblement Populaire Wallon).

(15) André Lagneau quittait le RW pour le PRLW en novembre 1976.

(16) M<sup>me</sup> Françoise Lassance-Hermant démissionnait en tant que Sénateur en octobre 1977. Charly Talbot lui a succédé.

(17) Jacques Wathelet quittait le RW pour le PRLW en novembre 1976.

(18) Jean-Pierre Levecq quittait le RW pour le PRLW en novembre 1976.

(19) Etienne Duviéusart a été mis en congé du parti en décembre 1978.

(20) Jean Lausier quittait le RW pour le PRLW en novembre 1976.

(21) Jean-Emile Humblert quittait le RW pour le RPW en octobre 1981.

	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982
H. Lahier						X	X						
A. Liégeois						X	X						
M. Burnotte								X	X				
C. Henrard								X	X				
J.-E. Humblet (21)								O	O			P	
Y. Renquet								X	X			X	X
R. Stembert									X			X	X
J. Bonmarriage									O			P	
Y. de Wasseige (22)									P			P	
H. Mordant									P			P	
D. Petit									VP			VP	VP
C. Quinet									X			X	X
M. Cohard									X			X	X
A. Danhier									X			X	X
G. Delwiche									X			X	X
J.-M. Honorez									X			X	X
N. Jacob									X			X	X
F. Lacroix									X			X	X
A. Lambert									X			X	X
J. Latin									X			X	X
J. Rolland									X			X	X
M <sup>me</sup> M. Delobe									X			X	X
G. Liégeois									X			X	X
A. Maurenne									X			X	X
Total	25	22	35	30	29	30	28	20	20	20	18	24	18
Nombre de parlementaires	11	11	26	25	24	24	24	11	10	10	10	10	2
Nombre de ministres	—	—	—	—	4	4	4	—	—	—	—	—	—
Nombre de femmes	—	—	1	1	1	1	1	1	—	—	—	—	1

(22) Yves de Wasseige quittait le RW pour le RPW le 5 octobre 1981.

*Fréquence des réunions : hebdomadaire.*

## 6. Le Président.

Président	Date d'élection	Collège électoral	Autres candidats	Méthode / Résultats d'élection
F. Perin	9 juin 1968	Congrès	Nul	Vote à main levée
R. Moreau (ad interim)	15 juin 1974	Bureau fédéral	Inconnu	A l'unanimité
P.-H. Gendebien	20 octobre 1974	Congrès	Nul	482/489 votes
P.-H. Gendebien	5 mars 1977	Congrès	Nul	385/422 votes
H. Mordant	24 février 1979	Congrès	Nul	97 % des votes
H. Mordant	29 mars 1981	Congrès	Nul	433/598 votes

## 7. Les membres (23).

1972-1976 : ± 10.000

1977-1981 : ± 9.500

1982-1983 : ± 7.000

## 8. Campagnes électorales : coûts (en millions de francs belges et en prix courants de l'époque).

1974 : 6,1    1977 : 10,6    1981 : 29,4 (y compris le FDF)

1976 : 7,8    1979 : 11,5 (y compris le FDF)    1985 : le RW n'a pas participé aux élections

## 9. Publications.

*Publications programmatrices :*

- *Forces Wallonnes. Numéros électoraux — élections communales. Rassembler les Wallons conscients et agissants.* N<sup>os</sup> 29-33, 5 septembre-3 octobre 1970.
- *Rassemblement Wallon — un programme, une action, des résultats* (supplément à *Forces Wallonnes*, n<sup>o</sup> 1, janvier 1971).
- *Rassemblement Wallon — une doctrine, une force, une action* (édité à la suite du Congrès du RW de mars 1971).
- *Le renouveau par le fédéralisme.* Janvier 1974.
- *Programme du RW. Wallon, maître chez toi.* 1974, s.p.

(23) M. MAES, *De ledenaantallen van de politieke partijen in België.* Leuven, Afdeling Politologie, p. 83.

- RW. *Bâtir la Wallonie. Assainir la politique*. Charleroi, 1974, 56 p.
- *La nouvelle commune au service des citoyens*. Avril 1975.
- *Etre Wallon — élections législatives du 17 avril 1977* (annexe à *Forces Wallonnes*).
- *Programme du RW. « Wallon, maître chez toi »*. Elections du 17 décembre 1978. 1978, 77 p.
- *Pour sortir de la crise : une autre politique économique par un pouvoir wallon*. Avril 1981.
- *Programme du RW. Elections du 8 novembre 1981*. 1981, 92 p.

*Périodiques* : (24).

- *Forces Wallonnes*, hebdomadaire, 1965-octobre 1977 (tirage maximum : 26.000 ex.).
- *L'Etat Wallon*, hebdomadaire, novembre 1977-octobre 1979 (tirage maximum : 12.000 ex.) (25).




---

(24) Les tirages ont été communiqués par R. Moreau, ancien Secrétaire général du RW.

(25) Les lecteurs de *L'Etat Wallon* ont reçu à partir du 1<sup>er</sup> novembre 1979 l'hebdomadaire fédéraliste du FDF 4 millions 4.

# RES PUBLICA

Tijdschrift voor Politologie — Revue de Science Politique

Uitgegeven door het **Politologisch Instituut v.z.w.**

Publié par le **Politologisch Instituut a.s.b.l.**

Hoofdredacteur — Rédacteur en chef : **Wilfried DEWACHTER**

Redactiesecretaris — Secrétaire de rédaction : **Mieke VERMINCK**

Redactieadres — Adresse de la rédaction

**E. Van Evenstraat 2B, B-3000 Leuven**

De bijdragen moeten persklaar aangeboden worden, getypt met dubbel interlinie. Zij moeten vergezeld zijn van een Engelstalige samenvatting van maximum 150 woorden. De niet opgenomen manuscripten worden niet teruggezonden.

De Nederlandse teksten dienen in de voorkeurspelling gesteld.

Het Politologisch Instituut neemt geen verantwoordelijkheid op zich voor de uitgebrachte meningen; deze verbinden alleen de auteurs.

Niets uit dit tijdschrift, behalve de abstracts, mag worden veelevoudigd en/of openbaar gemaakt door middel van druk, fotocopie, microfilm of op welke wijze ook zonder voorafgaande schriftelijke toestemming van de uitgever.

Les articles qui nous sont envoyés devront être dactylographiés en double interligne et accompagnés d'un court résumé (max. 150 mots) en anglais. Les manuscrits non insérés ne sont pas rendus.

Le « Politologisch Instituut » n'assume pas la responsabilité des opinions émises; celles-ci n'engagent que les auteurs.

Tous droits de traduction, d'adaptation et de reproduction (sauf les résumés), y compris les microfilms et les photocopies, sont réservés pour tous pays.

## Abonnements- en verkoopsvoorwaarden van het tijdschrift

### Conditions d'abonnement et de vente de la revue

1. Jaarabonnement — Abonnement annuel . . . . .	B.F. - F.B.
persoon - personne . . . . .	850
instelling - institution . . . . .	1.800
Uitsluitend voor België : student (mits vermelding van de universiteit, de studierichting, het studiejaar en het inschrijvingsnummer aan de universiteit) - Uniquement pour la Belgique : étudiant (en mentionnant l'université, l'orientation et l'année des études, le numéro d'immatriculation) . . . . .	500
2. Verkoop per nummer (nog uitsluitend vanaf 1980) — Vente au numéro (à partir de 1980 seulement)	
persoon - personne . . . . .	300
instelling - institution . . . . .	600
Verkoop dubbel nummer (nog uitsluitend vanaf 1980) — Vente numéro double (à partir de 1980 seulement)	
persoon - personne . . . . .	600
instelling - institution . . . . .	1.200
3. Verzameling van 1963 tot 1976 (zo lang de voorraad strekt) / Collection de 1963 à 1976 (jusqu'à épuisement du stock)	
België - Belgique . . . . .	5.000
Andere landen - Autres pays . . . . .	6.000

## ZETEL VAN HET INSTITUUT — SIEGE DE L'INSTITUT

Politologisch Instituut v.z.w. : Egmontstraat 11, B-1050 Brussel

Politologisch Instituut a.s.b.l. : rue d'Egmont 11, B-1050 Bruxelles

Rekening - Compte : 091-0034240-28

Het tijdschrift RES PUBLICA wordt uitgegeven met de steun van het Ministerie van Onderwijs

Wettelijk depot - Dépôt légal : D/RP 1988/4/1173

ISSN 0486-4700

Gedrukt in België — Imprimé en Belgique

# RES PUBLICA

Belgian Journal of Political Science

Editor : Wilfried DEWACHTER

Assistant editor : Mieke VERMINCK

Address : Van Evenstraat 2B, B-3000 Leuven

Manuscripts to be considered for publication should conform to the following requirements : two type-written copies (double-spaced) must be submitted, ready for press : they must include a summary in English, not longer than 150 words. Manuscripts that are not accepted are not returned.

The « Politologisch Instituut » bears no responsibility for opinions expressed by authors ; the latter are solely responsible for the opinions they forward.

No part of this publication, except the abstracts, may be reproduced in any form by print, photoprint, microfilm or any other means without written permission from the publisher.

## Annual subscription and sales conditions

1. Annual subscription	
Individuals . . . . .	850 BF
Institutions . . . . .	1.800 BF
2. Single issue (only from 1980 on)	
Individuals . . . . .	300 BF
Institutions . . . . .	600 BF
Double Issue (only from 1980 on)	
Individuals . . . . .	600 BF
Institutions . . . . .	1.200 BF
3. Collection 1963-1976 (as long as the issues in stock last)	
Belgium . . . . .	5.000 BF
Other countries . . . . .	6.000 BF

Claims for undelivered copies must be made no later than three months following month of publication. The publisher will supply missing copies when losses have been sustained in transit and where the reserve stock will permit.

## PUBLISHER

POLITOLOGISCH INSTITUUT v.z.w. : Egmontstraat 11, B-1050 Brussels

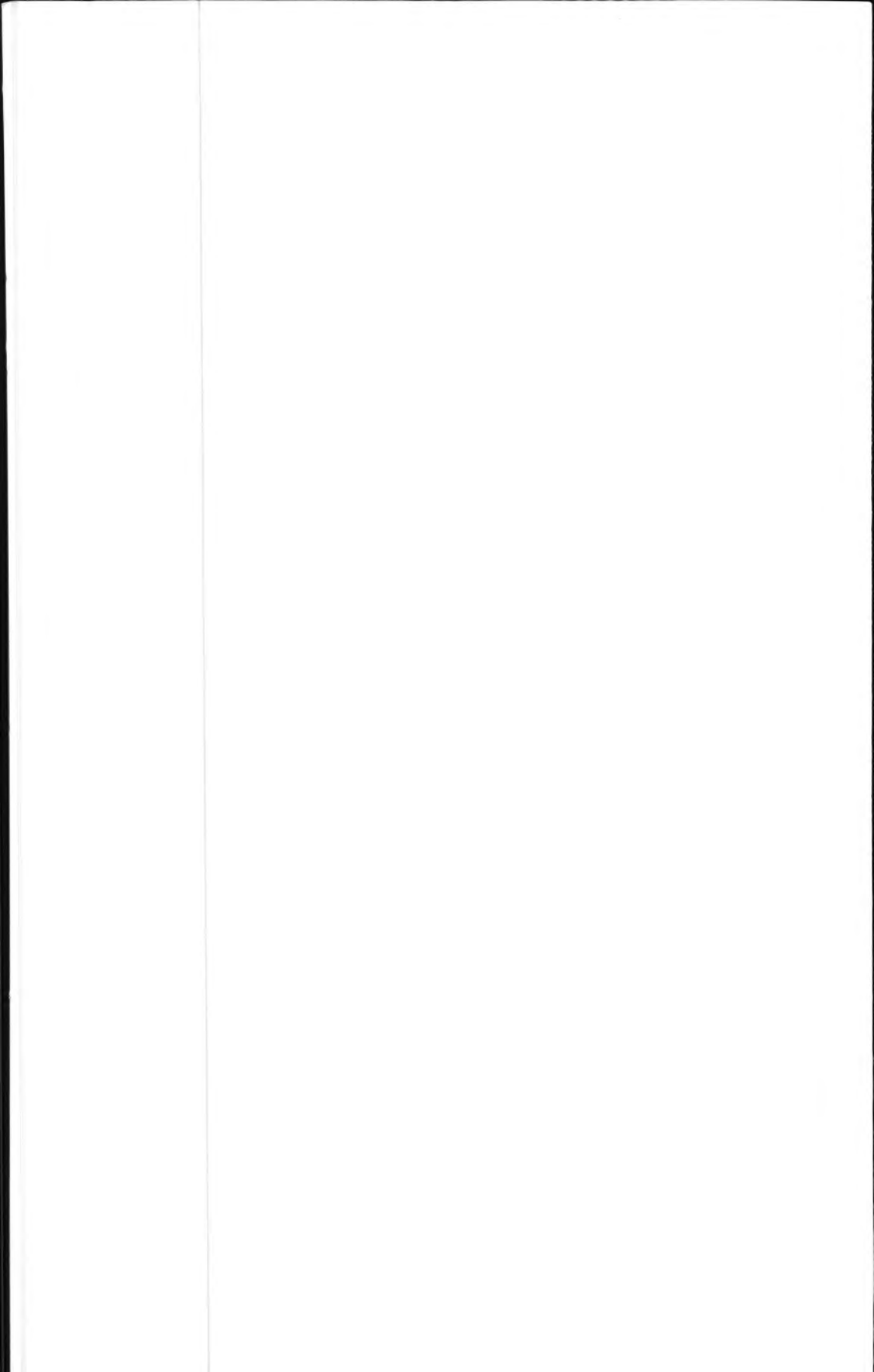
Subscriptions can be paid by bank account : 091-0034240-28.  
and 300.82.940 for the Netherlands

The Journal RES PUBLICA is sponsored by the Belgian Ministry of Education

### The articles of Res Publica are abstracted in the following journals

- ABC POL SCI.  
Advanced Bibliography of Contents: Political Science and Government.
- International Bibliography of Political Science  
Bibliographie internationale de science politique.
- International Bibliography of the Social Sciences  
Bibliographie internationale des sciences sociales.
- International Bibliography of Economics  
Bibliographie internationale de science économique.
- Social Sciences Citation Index. An International Multidisciplinary  
Index to the Literature of the Social, Behavioral and Related Sciences.
- Sociological Abstracts.
- Bulletin analytique de documentation politique, économique et sociale  
contemporaine.
- United Nations. Monthly Bibliography. Selected articles.  
Nations Unies. Bibliographie mensuelle. Articles sélectionnés.
- Bulletin de Renseignements documentaires. Communautés Européennes.  
Documentation bulletin. European Communities.

Printed in Belgium



**GEDRUKT IN BELGIE / IMPRIME EN BELGIQUE**

**door / par**

**NOUVELLE IMPRIMERIE DES SCIENCES**

**Ch. SCHROEF**  
**Rue Jean Paquot straat 6**  
**B-1050 Brussel - Bruxelles**